

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

3e Législature, 2e Session

1876

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec
Journal des Débats
1977

TABLE DES MATIERES

Table des matières.	III
Députés de l'Assemblée législative.	IV
Membres du Conseil exécutif.	VII
Table des séances.	VIII
Débats.	1
Index	
Index des participants.	215
Index des sujets.	231

Député	District électoral
Angers, Auguste-Réal	Montmorency
Bachand, Pierre	Saint-Hyacinthe
Baker, George Barnard	Missisquoi
Beaubien, Louis	Hochelaga
Beauchesne, Pierre-Clovis	Bonaventure
Bellingham, Sydney Robert	Argenteuil
Bisson, Elie-Hercule	Beauharnois
Cameron, Alexander	Huntingdon
Champagne, Charles-L.	Deux-Montagnes
Chapleau, Joseph-Adolphe	Terrebonne
Charlebois, Léon	Laprairie
Chauveau, Alexandre	Rimouski
Church, Levi Ruggles	Pontiac
Daigle, Joseph	Verchères
De Beaujeu, Raoul Saveuse	Soulanges
Deschênes, Georges-Honoré	Témiscouata
Duhamel, Louis	Ottawa
Dulac, François-Xavier	Beauce
Dupont, Flavien	Bagot
Fradette, Pierre	Bellechasse
Fortin, Pierre	Gaspé
Garneau, Pierre	Québec-Comté
Gauthier, Onésime	Charlevoix
Hearn, John	Québec-Ouest
Houde, Charles-Edouard	Nicolet
Houde, Moïse	Maskinongé
Joly, Henri-Gustave	Lotbinière
Kennedy, Andrew	Mégantic
Laberge, Edouard	Châteauguay
Lacerte, Elie	Saint-Maurice
Lafontaine, Laurent-David	Napierville
Laframboise, Maurice	Shefford
Lalonde, Emery	Vaudreuil
Landry, Philippe	Montmagny
Larochelle, Napoléon	Dorchester
Larue, Praxède	Portneuf
Lavallée, Vincent-Paul	Joliette
LeCavalier, Narcisse-Maximilien	Jacques-Cartier
Loranger, Louis-Onésime	Laval
Lynch, William Warren	Brome
Marchand, Félix-Gabriel	Saint-Jean
Martin, Louis-Gustave	Montcalm
Mathieu, Michel	Richelieu
McGauvran, John W.	Montréal-Ouest
Molleur, Louis	Iberville
Ogilvie, Alexander W.	Montréal-Centre
Paquet, Etienne-Théodore	Lévis
Peltier, Onulphe	L'Assomption
Picard, Jacques	Richmond-Wolfe
Préfontaine, Raymond	Chambly
Price, William Evan	Chicoutimi-Saguenay
Rinfret dit Malouin, Rémi-Ferdinand	Québec-Centre
Robert, Victor	Rouville
Robertson, Joseph Gibb	Sherbrooke
Roy, Charles-François	Kamouraska
Saint-Cyr, Dominique-Napoléon	Champlain
Sawyer, William	Compton
Shehyn, Joseph	Québec-Est
Sylvestre, Louis	Berthier
Taillon, Louis-Olivier	Montréal-Est
Thornton, John	Stanstead
Turcotte, Arthur	Trois-Rivières
Verreault, Pamphile-Gaspard	L'Islet
Watts, William John	Drummond-Arthabaska
Würtele, Jonathan Saxton Campbell	Yamaska

District électoral

Député

Argenteuil			Bellingham, Sydney Robert
Bagot			Dupont, Flavien
Beau	ce	Dulac,	Franco is-Xavier
Beauharnois			Bisson, Elie-Hercule
Bellechasse			Fradette, Pierre
Berthier			Sylvestre, Louis
Bonaventure			Beauchesne, Pierre-Clovis
Brome			Lynch, William Warren
Chambly			Préfontaine, Raymond
Champlain			Saint-Cyr, Dominique-Napoléon
Charlevoix			Gauthier, Onésime
Châteauguay			Laberge, Edouard
Chicoutimi-Saguenay			Price, William Evan
Compton			Sawyer, William
Deux-Montagnes			Champagne, Charles-L.
Dorchester			Larochelle, Napoléon
Drummond-Arthabaska			Watts, William John
Gaspé			Fortin, Pierre
Hochelaga			Beaubien, Louis
Huntingdon			Cameron, Alexander
Iberville			Molleur, Louis
Jacques-Cartier			LeCavalier, Narcisse-Maximilien
Joliette	La	vallée,	Vincent-Paul
Kamouraska	Roy,	Charles-Franco	is
L'Assomption			Peltier, Onulphe
L'Islet			Verreault, Pamphile-Gaspard
Laprairie			Charlebois, Léon
Laval			Loranger, Louis-Onésime
Lévis			Paquet, Etienne-Théodore
Lotbinière			Joly, Henri-Gustave
Maskinongé			Houde, Moïse
Mégantic			Kennedy, Andrew
Missisquoi			Baker, George Barnard
Montcalm			Martin, Louis-Gustave
Montmagny			Landry, Philippe
Montmorency			Angers, Auguste-Réal
Montréal-Centre			Ogilvie, Alexander W.
Montréal-Est			Taillon, Louis-Olivier
Montréal-Ouest			McGauvran, John W.
Napierville			Lafontaine, Laurent-David
Nicolet			Houde, Charles-Edouard
Ottawa			Duhamel, Louis
Pontiac			Church, Levi Ruggles
Portneuf			LaRue, Praxède
Québec-Centre			Rinfret dit Malouin, Rémi-Ferdinand
Québec-Comté			Garneau, Pierre
Québec-Est			Shehyn, Joseph
Québec-Ouest			Hearn, John
Richelieu			Mathieu, Michel
Richmond-Wolfe			Picard, Jacques
Rimouski			Chauveau, Alexandre
Rouville			Robert, Victor
Saint-Hyacinthe			Bachand, Pierre
Saint-Jean			Marchand, Félix-Gabriel
Saint-Maurice			Lacerte, Elie
Shefford			Laframboise, Maurice
Sherbrooke			Robertson, Joseph Gibb
Soulanges			De Beaujeu, Raoul Saveuse
Stanstead			Thornton, John
Témiscouata			Deschênes, Georges-Honoré
Terrebonne			Chapleau, Joseph-Adolphe
Trois-Rivières			Turcotte, Arthur
Vaudreuil			Lalonde, Emery
Verchères			Daigle, Joseph
Yamaska			Würtele, Jonathan Saxton Campbell

L'HONORABLE RENÉ-ÉDOUARD CARON**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec****Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, premier ministre, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Auguste-Réal Angers, procureur général

L'honorable Levi Ruggles Church, trésorier

L'honorable Pierre Garneau, commissaire des Terres de la couronne

L'honorable John Jones Ross, président du Conseil législatif

L'honorable George Barnard Baker, solliciteur général

L'honorable Joseph-Adolphe Chapleau, secrétaire et registraire provincial

TABLE DES SÉANCES

Séance du 10 novembre 1876	1
Séance du 11 novembre 1876	5
Séance du 13 novembre 1876	8
Séance du 14 novembre 1876	15
Séance du 15 novembre 1876	18
Séance du 16 novembre 1876	20
Séance du 17 novembre 1876	22
Séance du 20 novembre 1876	24
Séance du 21 novembre 1876	29
Séance du 22 novembre 1876	35
Séance du 23 novembre 1876	44
Séance du 24 novembre 1876	47
Séance du 27 novembre 1876	54
Séance du 28 novembre 1876	58
Séance du 29 novembre 1876	62
Séance du 30 novembre 1876	66
Séance du 1er décembre 1876	70
Séance du 4 décembre 1876	82
Séance du 5 décembre 1876	92
Séance du 6 décembre 1876	101
Séance du 7 décembre 1876	119
Séance du 11 décembre 1876	123
Séance du 12 décembre 1876	128
Séance du 13 décembre 1876	139
Séance du 14 décembre 1876	144
Séance du 15 décembre 1876	144
Séance du 16 décembre 1876	145
Séance du 19 décembre 1876	145
Séance du 20 décembre 1876	156
Séance du 21 décembre 1876	165
Séance du 22 décembre 1876	170

Séance du 23 décembre 1876.....	186
Séance du 26 décembre 1876.....	191
Séance du 27 décembre 1876.....	207
Séance du 28 décembre 1876.....	211

Séance du 10 novembre 1876

La Chambre s'étant assemblée, le greffier à son siège l'informe qu'il a reçu la lettre suivante :

Assemblée législative
Chambre de l'Orateur,
Québec, 9 novembre 1876

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, comme greffier en chef de l'Assemblée législative de la province de Québec que ce jourd'hui je donne ma démission comme Orateur de l'Assemblée législative.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,
Votre obéissant serviteur,
P. Fortin.

G. M. Muir, écuyer,
greffier en chef de
l'Assemblée législative.

Le greffier informe alors la Chambre que, pendant la vacance, M. l'Orateur a reçu les notifications suivantes:

A l'honorable P. Fortin, Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer, par les présentes, que je résigne mon siège comme membre de l'Assemblée législative de la province de Québec, étant dûment élu et siégeant pour la division électorale de Bagot, et je vous donne cet avis afin que vous agissiez en conséquence.

Donné sous ma main et mon sceau, ce douzième jour de juin mil huit cent soixante-seize, dans la paroisse de Sainte-Rosalie, dans le comté de Bagot, en la présence des témoins soussignés.

P.-S.-G. Gendron

Damase Lajoie,
Antoine Cabana,
témoins.

Le greffier informe aussi la Chambre que pendant la vacance M. l'Orateur a émis ses mandats au greffier de la couronne en chancellerie lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs pour l'élection de députés à l'effet de représenter dans la Législature provinciale les districts électoraux qui suivent, savoir:

Terrebonne, Missisquoi, Les Deux-Montagnes, Trois-Rivières, Nicolet, Mégantic, Bagot et Huntingdon, et qu'il appert par les retours suivants dudit greffier de la couronne en chancellerie que l'honorable J.-A. Chapleau a été élu pour le district électoral de Terrebonne; l'honorable G.B. Baker, a été élu pour le district électoral de Missisquoi; C.-L. Champagne, écuyer, a été élu pour le district électoral des Deux-Montagnes; Arthur Turcotte, écuyer, a été élu pour le district électoral des Trois-Rivières; C.-E. Houde, écuyer, a été élu pour le district électoral de Nicolet; Andrew Kennedy, écuyer, a été élu pour le district électoral de

Mégantic; Flavien Dupont, écuyer, a été élu pour le district électoral de Bagot et Alexander Cameron, écuyer, a été élu pour le district électoral de Huntingdon.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie

Canada,

Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-septième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à L.-G. Lachaine, écuyer, registrateur pour la division d'enregistrement de Terrebonne et officier rapporteur ex officio, pour le district électoral de Terrebonne, pour l'élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pendant le présent Parlement, en remplacement de l'honorable J.-A. Chapleau, lequel a, depuis son élection, accepté une charge à la nomination de la couronne, savoir: la charge de secrétaire de la province de Québec, ledit honorable J.-A. Chapleau a été dûment déclaré élu pour ledit district électoral de Terrebonne, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H.HUOT,
G.C.C.

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie

Canada,

Province de Québec.

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec, du vingt-septième jour de janvier dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à Richard Dickinson, écuyer, registrateur pour la division d'enregistrement de Missisquoi et officier-rapporteur ex-officio pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de Missisquoi, dans l'Assemblée législative de cette province, pendant le présent Parlement, en remplacement de l'honorable George Barnard Baker, lequel a, depuis son élection, accepté une charge à la nomination de la couronne, savoir: la charge de solliciteur général de la province de Québec, le dit honorable George Barnard Baker a été déclaré dûment réélu pour le dit district électoral de Missisquoi, ainsi qu'il appert par le

rapport du dit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-et-seize.

L.-H. Huot, G.C.C.

G. M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative, Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

CANADA,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec du septième jour de février dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à Dosithée Dupras, écuyer, registrateur de la division d'enregistrement des Deux-Montagnes et officier-rapporteur ex officio, pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral des Deux-Montagnes dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable Gédéon Ouimet, lequel a, depuis son élection, accepté une charge à la nomination de la couronne, Charles-L. Champagne a été déclaré dûment élu pour ledit district électoral des Deux-Montagnes, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. HUOT, G.C.C.

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

CANADA,
Province de Québec,

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec du vingt-septième jour de mars dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à Sévère Dumoulin, écuyer, shérif et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral des Trois-Rivières dans l'Assemblée législative de cette dite province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable H.-G. Malhiot, lequel a depuis son élection accepté une charge à la nomination de la couronne, H.-R. Arthur Turcotte, écuyer, a

été déclaré dûment élu pour ledit district électoral des Trois-Rivières, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. Huot, G.C.C.

G. M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

Canada,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec du vingt-quatrième jour de juillet dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, adressé à J.-A. Blondin, écuyer, registrateur de la division d'enregistrement de Nicolet et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de Nicolet à l'Assemblée législative de la province de Québec, dans le présent Parlement, en remplacement de F.-X.-O. Méthot, dont le siège a été déclaré vacant par jugement de la cour Supérieure de cette province siégeant en révision à Québec sous l'autorité de l'"Acte des élections contestées de Québec, 1875", Charles-Edouard Houde a été déclaré dûment élu pour ledit district électoral de Nicolet, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. Huot, G.C.C.

G. M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

Canada,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec du vingt-septième jour du mois de mars dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à W.-H. Lambly, écuyer, registrateur de la division d'enregistrement de Mégantic et officier-rapporteur ex

officio pour l'élection d'un député pour représenter ledit district électoral de Mégantic dans l'Assemblée législative de cette province dans le présent Parlement, en remplacement de l'honorable George Irvine, lequel a, depuis son élection, accepté une charge à la nomination de la couronne, Andrew Kennedy, écuyer, a été déclaré dûment élu pour représenter ledit district électoral de Mégantic, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du vingt-et-un avril dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. HUOT,
G.C.C.

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

CANADA,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec, du seizième jour de juin dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à J.-C. Bachand, écuyer, registraire de la division d'enregistrement de Bagot et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de Bagot, dans l'Assemblée législative de cette province, dans le présent Parlement, en remplacement de P.-S. Gendron, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant dudit district électoral de Bagot, a accepté une charge à la nomination de la couronne, Flavien Dupont, écuyer, a été déclaré dûment élu pour ledit district électoral de Bagot, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du douze juillet dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. HUOT,
G.C.C.

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

CANADA,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à Québec du huitième

jour d'avril dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec et adressé à Andrew Somerville, écuyer, registraire pour la division d'enregistrement de Huntingdon et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un député à l'Assemblée législative de cette province dans le présent Parlement, en remplacement de Alexander Cameron, écuyer, dont le siège a été déclaré vacant par jugement de la cour Supérieure, siégeant en révision à Montréal, sous l'autorité de l'"Acte des élections contestées de Québec, 1875", Alexander Cameron, écuyer, a été dûment déclaré réélu pour le district électoral de Huntingdon, ainsi qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné sous mon seing et sceau, en la cité de Québec, ce quatrième jour d'octobre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. HUOT,
G.C.C.

G.M. Muir, écuyer,
Greffier de l'Assemblée législative,
Québec,

Le greffier informe de plus la Chambre que plusieurs des dits députés ainsi élus ont prêté serment conformément à la loi et signé devant les commissaires le rôle qui les contient.

Les honorables J.-A. Chapleau (Terrebonne) et G. B. Baker (Missisquoi), MM. C.-L. Champagne (Deux-Montagnes), F. Dupont (Bagot), C.-E. Houde (Nicolet) et A. Kennedy (Mégantic) prennent leur siège dans la Chambre.

Message de l'administrateur de la province.

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire.

Messieurs,

Son Excellence l'administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Conseil législatif.

En conséquence les députés se sont rendus auprès de Son Excellence dans la salle des séances du conseil.

L'honorable Orateur du Conseil législatif:

Honorables messieurs et messieurs de l'Assemblée législative,

Son Excellence l'administrateur de la province, ayant été informé de la résignation de l'honorable Pierre Fortin comme orateur de l'Assemblée législative, ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature, avant qu'un orateur de l'Assemblée législative ait été choisi suivant la loi, mais demain à trois heures de l'après-midi Son Excellence expliquera les motifs qui lui ont fait convoquer la présente Législature.

De retour à l'Assemblée législative :

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): S'adressant au greffier, propose à la Chambre pour son orateur Louis Beaubien, écuyer, laquelle proposition est appuyée par M. le secrétaire provincial Chapleau, député du district électoral de Terrebonne.

Il fait l'éloge de l'ancien orateur (M. P. Fortin), puis dit:

Il serait trop long pour moi, messieurs, de vous rappeler les services que l'honorable député du comté d'Hochelaga a rendus à cette Chambre, comme député, et au pays en général, comme citoyen. Autant que moi, vous savez que M. Beaubien est un des plus anciens membres de cette Législature, un des aînés, et qu'il n'a jamais manqué de prendre une grande part aux débats les plus importants qui s'y sont soulevés depuis la confédération. La Chambre et le pays ont pu voir que les discours qu'il a prononcés sur les diverses mesures qui ont été présentées étaient remplis de renseignements utiles. Si la province de Québec a profité de ses expériences et de son savoir, Montréal surtout a été plus à même de juger de ses capacités, car il a toujours attaché son nom aux grandes entreprises financières qui ont surgi dans la métropole commerciale de la province de Québec. La Chambre se rappellera en effet son activité et les services qu'il a rendus à cette compagnie si importante du chemin de colonisation du nord. Si elle n'a pas réussi dans le principe, ce n'est certes pas dû au manque d'énergie de travail et d'habileté du député d'Hochelaga, qui en était le vice-président. D'un autre côté, comme membre de la Chambre d'agriculture et agriculteur lui-même, il a toujours porté le plus grand intérêt au développement de cette industrie que cette Chambre a toujours considérée comme la plus importante du pays. Donnant lui-même l'exemple, il a poussé le zèle jusqu'à convertir les superbes domaines qu'il possède près de Montréal en fermes modèles, et ses concitoyens, ses voisins les agriculteurs du comté d'Hochelaga ont profité de ses connaissances. Un des plus anciens membres de cette Chambre, il était par son expérience naturellement appelé à présider à des délibérations. Je suis convaincu, et la Chambre l'est, j'en suis sûr, autant que moi, qu'il remplira dignement la charge aussi importante que difficile et délicate d'orateur.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): C'est avec plaisir que je me lève pour seconder la proposition qui vient d'être faite par l'honorable procureur général, bien que je regrette que l'honorable trésorier n'ait pas été présent pour seconder lui-même cette motion, comme il s'était chargé de le faire. L'honorable trésorier était retenu près de Son Excellence l'administrateur de la province et n'a pu se rendre ici au moment où la motion a été faite.

Il me sied peut-être moins qu'à un autre de faire l'éloge de l'honorable député d'Hochelaga, lorsque l'on connaît les relations d'amitié qui

m'ont uni depuis de longues années avec mon ami et collègue, le futur orateur. Si cette intimité pouvait me faire penser un instant que le témoignage d'estime et le tribut de louanges que j'ai à lui faire n'était pas désintéressé, j'aurais, j'en suis sûr, d'un autre côté la réponse toute faite que je vois dans vos figures, que mes éloges sont répétés intérieurement par chacun de vous.

Pas un de ceux qui siègent avec moi dans cette Chambre depuis la confédération ne me contredira quand j'affirmerai que nul n'a plus mérité le poste honorable et important auquel il est en ce moment proposé que l'honorable député d'Hochelaga. Infatigable à son devoir, dévoué aux intérêts de ses commettants, jaloux des privilèges et droits de cette Chambre, nul n'a montré plus que lui le respect de la constitution, l'amour de sa province et de son pays et l'attachement aux nobles traditions du Parlement. La carrière qu'on lui ouvre en l'appelant à ce poste éminent n'est pas sans difficultés; bien au contraire elle demande de la fermeté et du courage, mais on n'a pas oublié qu'avant d'être député notre ami et collègue était militaire et que pour lui la fatigue et le mépris du danger sont synonymes de discipline et de devoir.

A la tête d'une fortune considérable, notre collègue n'a pas voulu jouir des plaisirs calmes que cette fortune pouvait lui offrir et, tout jeune encore, on l'a vu se mêler à tous les mouvements où s'agitaient les intérêts de son pays. Sociétaire parmi les capitalistes, directeur dans les compagnies de chemins de fer, orateur puissant et instructif dans les comités agricoles, rien n'a échappé à son activité dévorante et partout sa vigoureuse organisation a su lui faire une place distinguée.

C'est pour nous une double satisfaction d'avoir à présenter à cette Chambre comme son premier officier pendant ce Parlement un homme qui s'est fait honneur, après avoir cultivé les lettres, de se faire un des membres de cette grande, noble et puissante classe de notre société, la classe des agriculteurs, et nous sommes certains que les agriculteurs de toute la province nous remercieront de notre choix et seront fiers de leur candidat.

Je n'ai pas besoin, monsieur le greffier, de décliner davantage les titres de l'honorable député à la charge qu'on lui destine, car je sais que l'éloge le plus flatteur qu'on pourrait lui faire et celui auquel il sera le plus sensible est le vote unanime qui va sanctionner la proposition que le gouvernement soumet en ce moment à cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette que le gouvernement n'ait fait aucune allusion à la position dans laquelle se trouve l'honorable M. Fortin. Lorsqu'il a été élu Orateur de la session dernière, l'Opposition a montré quels étaient les dangers de choisir un député dont le siège était contesté, et ses prédictions ont été entièrement réalisées. Je ne veux pas insister sur ce point et

j'ajouterais seulement que le nouvel Orateur recevra de ce côté de la Chambre l'appui loyal qu'a obtenu son prédécesseur.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Supported the motion for the appointment of Mr. Beaubien, saying he had been a fellow Member with this Honourable gentleman since 1867, and had observed the honesty and patriotism with which he had devoted himself to the work of the country and Parliament. He had had the pleasure also of witnessing that Honourable gentleman's labours and progress in connection with the Montreal and Ottawa railway. His assiduity and patriotic zeal for this and other promising enterprises commanded the general approval and accomplished much with the Government. As an agriculturist, also, his labours and enterprises were celebrated; he had taken first rank for useful and extraordinary labours. His career in this House, as well as among his fellow-citizens, was a guarantee of his integrity of purpose and of the ability he would bring to bear in the supervision of its business. He had no hesitation in saying the Honourable Member had distinguished himself in the various proceedings before this House in relation to the important subjects he has had on the paper.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai entendu avec surprise le chef de l'Opposition essayer de montrer qu'il était prophète dans son propre pays. Lorsqu'il a prétendu à la dernière session qu'il était mal d'élire un Orateur dont l'élection était contestée, il s'est appuyé sur des précédents qui ne pouvaient plus être évoqués depuis que la loi électorale a été changée. Depuis que les causes de contestation d'élection sont déferées à des tribunaux spéciaux, il se trouve exactement dans la même position que les autres membres de la Chambre.

La raison alléguée par l'honorable chef de l'Opposition n'est pas celle qui a poussé le député de Gaspé à résigner un siège qu'il pouvait parfaitement conserver. Il a été mû par un sentiment de délicatesse, peut-être même de fausse délicatesse, et nous le voyons avec peine abandonner des fonctions qu'il a si bien remplies.

On a reproché à tort au gouvernement de n'avoir pas choisi cette occasion pour faire allusion à la retraite de l'honorable M. Fortin. Le moment n'était pas propre pour entrer en explications, car chacun sait que dans un gouvernement constitutionnel on ne peut que s'écrier lorsqu'un fonctionnaire public disparaît de la scène: "Le roi est mort, vive le roi!"

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'aurai toujours obtenu des compliments pour M. Fortin et je conviens que le député de Gaspé les mérite. Cela ne m'empêche pas de dire qu'il devait donner sa démission et que, s'il ne l'eût pas fait, le gouvernement eût eu à céder devant l'opinion publique.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Si l'honorable député entend par opinion publique toute pression extérieure, le gouvernement doit lui dire qu'il est parfaitement indépendant de cette opinion là et que pour lui l'opinion publique, c'est l'opinion des députés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je vois bien que le gouvernement ne connaît guère l'opinion publique et qu'à la façon dont il la traite il s'en moque passablement.

La Chambre ayant alors demandé que la question "Que Louis Beaubien, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur" soit mise aux voix, elle est en conséquence mise aux voix par le greffier. Il est résolu, nemine contradicente, que Louis Beaubien, écuyer, prenne le fauteuil de cette Chambre comme Orateur.

Et, le greffier ayant déclaré Louis Beaubien, écuyer, dûment élu, il est conduit au fauteuil par le procureur général Angers et M. le secrétaire provincial Chapleau, et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil:

L'ORATEUR: Je remercie la Chambre qui a bien voulu me faire l'honneur de m'appeler à présider ses débats. Si je n'avais écouté que mes goûts, je serais resté simple député, mais j'ai dû céder aux sollicitations de mes amis et j'espère que la Chambre voudra bien me faciliter l'accomplissement des fonctions dont je suis investi.

Alors il s'assied dans le fauteuil, et la masse (qui auparavant était sous la table) est placée sur la table.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau), que la Chambre s'ajourne maintenant jusqu'à demain à trois heures, p.m. Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 11 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

A trois heures, la séance est ouverte.

Message de l'administrateur de la province :

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire.

Monsieur l'Orateur,

Son Excellence l'administrateur de la province désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

L'ORATEUR DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE: Qu'il plaise à Votre Excellence,

L'Assemblée législative m'a élu comme Orateur, bien que je ne sois que peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont ainsi assignés.

Si, dans l'exécution de ces devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur.

L'ORATEUR DU CONSEIL LEGISLATIF: J'ai ordre de Son Excellence l'administrateur de la province de vous déclarer qu'elle se confie pleinement dans le devoir et l'attachement de l'Assemblée législative envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté et ne doute pas que ses délibérations seront conduites avec sagesse, modération et prudence et, en toutes occasions, elle reconnaîtra et permettra l'exercice de ses privilèges constitutionnels.

Son Excellence l'administrateur de la province prononce alors le discours du trône.

De retour à l'Assemblée législative:

M. l'Orateur fait rapport que la Chambre s'est rendue dans la salle des séances du Conseil législatif et qu'il a informé Son Excellence que le choix de l'Orateur était tombé sur lui.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

Discours du trône

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence l'administrateur de la province, il a plu à Son Excellence de s'adresser par un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale et que, pour prévenir toute erreur, il en a eu une copie qu'il lit à la Chambre, et elle est comme suit :

Honorables messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

En vous souhaitant la bienvenue, à l'ouverture de cette seconde session du troisième Parlement de la province de Québec, je suis heureux de pouvoir compter sur votre expérience et sur vos lumières dans l'examen des mesures qui vous seront proposées.

Je regrette que la santé de Son Excellence le lieutenant-gouverneur l'ait obligé de demander un congé temporaire, mais j'espère qu'il pourra bientôt reprendre les fonctions de sa charge.

Vous apprendrez avec plaisir que l'emprunt autorisé durant la dernière session a été placé avantageusement et que le crédit de la province de Québec occupe un rang honorable sur le marché anglais.

Un projet de loi pour mieux organiser le

service public et le rendre plus efficace vous sera proposé.

La crise financière qui se fait sentir partout a été et est encore une cause de grands embarras pour les compagnies de chemins de fer qui, avec une énergie digne de louange, ont déjà fait de grands travaux, mais se trouvent arrêtées par les difficultés du marché monétaire. C'est l'intention de mon gouvernement de leur venir en aide par une mesure qui rencontrera, je l'espère, votre approbation.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics seront soumis à votre examen et les subsides nécessaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public.

Honorables Messieurs et messieurs,

Les rapports qui seront mis devant vous, sur la colonisation et le rapatriement, démontrent que le pays continue à faire des progrès satisfaisants pour ceux qui aiment notre belle province de Québec.

Je suis convaincu que vous mettrez à l'accomplissement de vos importants devoirs le zèle, la sagesse et ce dévouement à Notre Très Gracieuse Souveraine la Reine, qui vous ont toujours distingués.

Je prie la divine Providence de bénir vos travaux et de couronner de succès vos entreprises.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), propose:

Que le discours de Son Excellence l'administrateur de la province aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, lundi prochain. Adopté.

Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés après avoir été examinés par M. l'Orateur et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre que celui qu'il désignera ne se permette de les imprimer.

Adopté.

Que, s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'ensuivront; et, si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Adopté.

Que, s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues. Adopté.

Que l'offre d'argent ou tout autre avantage à un membre de l'Assemblée législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit et tend au renversement de la constitution. Adopté.

Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants:

1. Les privilèges et élections.
2. Les ordres permanents.
3. Les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufactures.
4. Les divers bills privés.
5. Les lois expirantes.
6. Les impressions.
7. Les comptes publics.
8. L'agriculture, l'immigration et la colonisation.
9. Sur les différentes industries dans cette province; lesquels dits comités auront respectivement pouvoir de s'enquérir de tous sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

Bibliothèque

L'ORATEUR: Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit:

Le bibliothécaire de la Législature de la province de Québec, par son présent rapport, expose humblement :

Qu'il a vu avec regret, l'an dernier, la Législature réduire de \$2,000 l'octroi accordé d'ordinaire à la bibliothèque, car déjà la somme de \$5,000 était à peine suffisante pour subvenir aux dépenses courantes et à l'achat des plus utiles d'entre les publications nouvelles de chaque année. Il est vrai que la plus grande partie de la bibliothèque du département de l'Instruction publique venait d'être apportée ici. Cependant, votre bibliothécaire ose espérer que vous jugerez opportun de reporter à \$5,000 l'octroi annuel.

Le nombre de volumes, y compris les brochures, que l'on a acquis depuis la dernière session est de 918. Cent soixante-quinze de ces ouvrages concernent la marine et la navigation.

Votre bibliothèque s'est, de plus, enrichie de 278 cartes marines. Ces cartes et les 175 volumes sur la navigation sont de la plus haute importance et forment une bibliothèque à part, souvent consultée par les marins de tous les lieux.

L'honorable Orateur de l'Assemblée législative, désirant faire mieux connaître votre bibliothèque au loin et l'enrichir davantage au moyen des échanges, me pria de nouer de nouvelles relations avec les colonies britanniques: la Jamaïque, Victoria, l'Australie du Sud, la Nouvelle-Zélande, Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud et la Tasmanie, avec Washington et la plupart des gouvernements locaux des Etats-Unis, avec la France, la Belgique et la Norvège.

Nous avons prévenu ces Etats en leur envoyant nos documents parlementaires et nos ouvrages littéraires et historiques. Nous n'avons

qu'à nous féliciter de nos démarches. Plusieurs ont répondu généreusement à notre appel.

Le troisième supplément au catalogue a été imprimé. Ce supplément se divise en deux parties et a été imprimé en deux fois. La 1re partie, tirée à 800 exemplaires, contient les cartes marines et les ouvrages sur la navigation. Elle a 23 pages 8 vo. et coûte \$73. La seconde partie renferme tous les autres ouvrages. Elle n'a été tirée qu'à 400 exemplaires; elle a 23 pages et a coûté \$40, je crois.

Il ne reste plus que \$26 et quelques centins de l'octroi de \$3,000 accordé pour l'année 1876-77.

Votre bibliothèque renferme au moins vingt-deux mille volumes maintenant. Voici la liste des dons qui ont été faits depuis le 10 novembre 1875. Votre bibliothécaire croit qu'il est de son devoir de la publier en entier. (Voir: Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, vol. X, session 1876, pp. 10-15).

Bibliothèque de la Législature,
Québec, 10 novembre 1876,

Documents:

L'ORATEUR: Met devant la Chambre: Copies des jugements et documents se rattachant aux causes des élections contestées qui suivent, savoir: Kamouraska, Nicolet, Montmagny, Trois-Rivières, comté de Québec, Montréal-Est, Huntingdon, Soulanges, Chambly, Laval, Hochelaga, Portneuf, Stanstead, Shefford et Terrebonne. (Appendice no 3 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1876).

Et aussi: Etat des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1875, savoir:

L'Asile de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, rue Fullum, Montréal; l'Hospice des Soeurs de la Charité, Québec; le Dispensaire, Québec; Le Monastère de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, Montréal; l'Hôpital des Ursulines, Trois-Rivières; l'Hôpital des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, comté de Laval; l'Asile de la Providence, Saint-Henri-de-Mascouche; l'Hospice des Soeurs de la Charité, Joliette; l'Asile de la Providence, Saint-Joseph, Lanoraie, et l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal; et des institutions suivantes pour l'année 1876, savoir:

L'Asile du Bon-Pasteur, Québec; l'Hospice de la Miséricorde, Québec; la Salle d'asile Saint-Vincent-de-Paul, rue Visitation, Montréal; l'Hospice Saint-Joseph, Sainte-Anne-de-la-Pocatière; l'Asile de la Providence, Montréal; la Providence Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Laprairie; la Providence Sainte-Anne, Yamachiche; l'Hospice de la Providence, Notre-Dame de L'Assomption; la Providence Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, et l'Asile des dames protestantes, Québec. (Documents de la session, no 6).

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Séance du 13 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que l'honorable Pierre Fortin, ci-devant Orateur de l'Assemblée législative, a émis un mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter le comté de Montmagny, dans le présent Parlement, au lieu et place de Philippe Landry, écuyer, dont l'élection a été annulée.

Et aussi qu'il a reçu la lettre et le télégramme suivant de Sydney Bellingham, écuyer, représentant le district électoral d'Argenteuil, lesquels sont lus comme suit:

South Gale House,
Castle Bellingham, Ireland,
20 octobre 1876.

A l'honorable P. Fortin,
Orateur de l'Assemblée législative de Québec,
Québec.

Mon cher monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente que je résigne mon siège pour le comté d'Argenteuil, dans l'Assemblée législative de la province de Québec. Et je désire que cet avis que je vous donne aujourd'hui, concernant ma résignation, réponde à toutes les intentions que de droit.

Des causes imprévues m'ont empêché de prendre mon passage pour Québec après avoir fait mes préparatifs; c'est pourquoi, désirant voir le comté d'Argenteuil représenté durant cette session, je vous envoie ma résignation.

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'une longue liaison avec vous et la haute estime que je vous porte, comme patriote honnête, habile et distingué, et Orateur impartial, me causent un regret très sensible d'être dans la nécessité de me séparer de vous, même pour un temps limité.

Croyez-moi, mon cher monsieur Fortin,

Votre ami dévoué,
Sydney Bellingham,
10 novembre 1876

A M. l'Orateur Fortin,
Québec.
Résignation retirée.

Par le câble. Bellingham peut-il garder son siège? Château Bellingham.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer que cette résignation n'est attestée par aucun témoin et qu'il est de son devoir de laisser à la Chambre la décision de la question.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que, si la Chambre n'est pas préparée à se prononcer, la question doit être référée au comité des privilèges et élections.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quelle est l'opinion des officiers en loi de la couronne à ce sujet.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'en vertu de l'acte assurant l'indépendance des membres du Parlement la résignation de M. Bellingham n'est pas conforme à la loi. Il paraît évident que, lorsque le député d'Argenteuil a envoyé sa résignation, il ne pensait pas être de retour au Canada pour pouvoir prendre son siège durant la présente session et qu'il ne voulait pas qu'en son absence son comté fût privé de représentant. Les circonstances qui le retenaient se sont sans doute modifiées depuis; c'est pour cela qu'il a envoyé la dépêche en date du 10 de ce mois.

Ses engagements ont été changés et il semble qu'il puisse maintenant occuper son siège, ce qui explique qu'il veuille regagner son siège. Cela étant, nous ne devrions pas accepter sa démission.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il serait à propos de présenter une motion déclarant que la résignation est irrégulière et ne peut être acceptée, et il demande que le gouvernement fasse savoir la chose à M. Bellingham.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Partage cette opinion et il propose donc, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que la lettre de Sydney Bellingham, écuyer, datée le 20 octobre 1876, ne soit pas considérée suffisante pour déclarer son siège vacant vu que sa prétendue résignation n'est pas conforme à la loi.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Dit qu'il est urgent que M. Bellingham soit informé de la chose afin que le comté d'Argenteuil ne reste pas sans représentant durant la session.

La proposition est adoptée.

Rapport de l'auditeur

L'HONORABLE L.-R. CHURCH (Pontiac): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence l'administrateur, l'état des rapports du conseil, et mandats spéciaux, préparés par l'auditeur de la province, tel que requis par la clause 47 de la 31e Victoria, chap. 9, lequel est lu.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par M. Charlebois, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence de la paroisse de Laprairie.

Par M. Robertson, la pétition de la compagnie du chemin de fer de Québec central.

Par M. Lavallée, la pétition de la corporation des frères de Saint-Viateur, et la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elisabeth.

Par M. McGauvran, la pétition des dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, Montréal.

Par M. Loranger, deux pétitions des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal.

Par M. Lacerte, la pétition des Soeurs de la Providence de Sainte-Anne-d'Yamachiche.

Par M. Ogilvie, la pétition de William Weir et autres, de la cité et district de Montréal, la pétition de William Taylor, de Montréal, et la pétition de William Whitehead de Montréal.

Par M. Lynch, la pétition de Daniel Thomas, de la cité de Sherbrooke, registraire de la division d'enregistrement de Sherbrooke.

Par M. Marchand, deux pétitions des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Jean.

Formation des comités permanents

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le trésorier Church, M. le secrétaire provincial Chapleau, M. le Solliciteur général Baker, M. Mathieu, M. Loranger, M. Joly, M. Roy, M. Bachand, M. Marchand et M. Paquet, pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable les listes des comités devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Il est ordonné que la considération ultérieure de ladite motion soit remise à demain.

Adresse en réponse au discours du trône

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Excellence l'administrateur de la province, adressé aux deux Chambres de la Législature provinciale.

M. F. DUPONT (Bagot): Propose, appuyé par le député de Mégantic (M. A. Kennedy),

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours et des expressions de bienvenue à l'ouverture de la seconde session du troisième Parlement de la province de Québec et, de plus, pour assurer Son Excellence:

1. Que Son Excellence peut compter sur notre concours le plus zélé dans l'examen des mesures qui nous seront proposées.

2. Que, avec Son Excellence, nous regrettons que la santé de Son Excellence le lieutenant-gouverneur l'ait obligé de demander un congé temporaire et nous espérons qu'il pourra bientôt reprendre les fonctions de sa charge.

3. Que nous apprenons avec satisfaction que l'emprunt autorisé durant la dernière session a été placé avantageusement et que le crédit de la province de Québec occupe un rang honorable sur le marché anglais.

4. Que nous étudierons soigneusement le projet de loi qui nous sera proposé pour mieux organiser le service public et le rendre plus efficace.

5. Que nous voyons avec peine que la crise financière qui se fait sentir partout a été et est encore une cause de grand embarras pour les compagnies de chemin de fer qui, avec une énergie digne de louange, ont déjà fait de grands travaux, mais qui se trouvent arrêtées par les difficultés du marché monétaire; mais que nous sommes heureux d'apprendre que c'est l'intention de votre gouvernement de leur venir en aide par une mesure qui, nous l'espérons, rencontrera notre approbation.

6. Que nous apporterons toute notre attention aux comptes publics qui seront soumis à notre examen et aux subsides nécessaires qui nous seront demandés pour les diverses branches du service public.

7. Que nous apprenons avec plaisir que les rapports qui seront mis devant nous, sur la colonisation et le rapatriement, démontrent que le pays continue à faire des progrès satisfaisants pour ceux qui aiment notre belle province de Québec.

8. Que nous prions Son Excellence de croire que nous nous efforcerons d'accomplir nos importants devoirs avec zèle et sagesse, et avec le dévouement que nous devons à Notre Très Gracieuse Souveraine la Reine.

9. Que, avec Son Excellence, nous supplions la divine Providence de bénir nos travaux et de couronner nos entreprises de succès.

Ce fut toujours une difficulté bien grande pour un nouveau député de présenter l'adresse en réponse au discours du trône. Cela requiert de sa part une certaine audace, surtout lorsque l'on vient après des honorables députés qui ont su avec tant de talent s'acquitter avant lui de la même tâche.

Nous espérons, Monsieur l'Orateur, que la convalescence rapide de Son Excellence le lieutenant-gouverneur lui permettra de reprendre bientôt les hautes fonctions dont il s'acquittait avec tant de succès pour la plus grande gloire de notre province.

Nous avons toujours été largement favorisés sous le rapport des hommes d'Etat, de tout temps, dans cette province. Québec a eu à sa tête des hommes tout à fait remarquables. Il n'est pas nécessaire de rappeler leurs noms aux honorables membres de cette Chambre, car je suppose que leurs services signalés sont dans la mémoire de chacun de nous. Nous n'avons pas l'habitude d'oublier nos gloires nationales.

Nous devons être fiers et heureux de voir que ces hommes remarquables ont de dignes successeurs dans les membres de l'administration actuelle qui non seulement ont su conserver le glorieux héritage politique que leur ont légué ces hommes remarquables, mais encore ils ont ajouté un vif éclat au crédit de cette province sur le marché monétaire de Londres. Notre dernier emprunt en est une preuve concluante.

Malgré la guerre acharnée et déloyale faite à cet emprunt par le Times de Londres, dont on connaît l'autorité auprès des capitalistes anglais,

cependant notre emprunt a été négocié au pair. Je considère que c'est un immense succès si l'on tient compte des obstacles qui ont été semés sur la voie du gouvernement.

Le Times de Londres n'a pas craint de prostituer ses colonnes et de les avilir en y semant d'infâmes et d'indignes calomnies, les plus injurieuses qui se puissent inventer contre une colonie anglaise.

Le président du Grand-Tronc n'a pas eu honte de se servir de l'or de notre province pour ruiner notre crédit et perdre en même temps et du même coup notre avenir. Grâce, toutefois, à l'énergie qu'a su déployer l'honorable trésorier lors de son voyage à Londres, il a su détruire les obstacles de la malveillance de la compagnie du Grand-Tronc, et notre emprunt a été négocié à un taux qui place notre province à un rang honorable sur le marché anglais parce qu'elle a eu à lutter contre une opposition extrême et cette lutte, malheureusement, il a fallu la soutenir contre des ennemis qui se trouvaient chez nous, et cet état de chose a été une véritable disgrâce.

Je félicite donc le gouvernement, et l'honorable trésorier en particulier, d'avoir su détruire les préjugés suscités contre notre crédit en Angleterre et d'avoir, en même temps qu'il assurait notre avenir, conservé le présent.

Je suppose qu'après ce succès financier les honorables députés de l'autre côté de cette Chambre admettront leurs erreurs, car, si je me rappelle bien leurs faits et gestes en 1874, les honorables membres de l'autre côté de la Chambre faisaient alors cette remarque: "Si le gouvernement a réussi à contracter un emprunt à 95, il a bien eu de la chance de le faire avant que l'affaire des Tanneries eût été connue. Le gouvernement et la province l'ont échappé belle car, si l'affaire des Tanneries eût été connue plus tôt, nous aurions été les victimes, et avec nous la province, de nos hommes politiques". Nous avons gagné avant aujourd'hui une bonne réputation, sinon de l'autre côté de cette Chambre, au moins sur le marché anglais, ce qui nous console largement de cette disgrâce.

Le gouvernement présentera à cette honorable Chambre un bill pour la réorganisation du service public en le rendant plus efficace. Je crois que cette mesure rencontrera l'approbation de cette Chambre, car, après tout, il faut rendre à César ce qui appartient à César et à de fidèles employés la récompense des services qu'ils rendent au pays.

J'espère aussi que cette mesure du gouvernement sera suivie d'une autre à l'effet de pourvoir à la retraite des employés publics qui ont sacrifié leurs talents, leur jeunesse, leur avenir souvent à la cause publique.

Mais je me hâte de parler de cette crise financière dont il est question dans le discours de Son Excellence. La cause n'en a pas échappé à l'attention de cette honorable Chambre. Je crois que le défaut de protection et les malheureux changements faits à l'ancien tarif ont

contribué du moins à lui donner cette intensité qu'elle n'avait pas. Cette crise a dévasté notre industrie, notre commerce et nos principales maisons ont couvert le sol de notre pays de leurs débris.

Notre agriculture a souffert beaucoup, car la crise, après avoir exercé ses ravages dans les campagnes, est retournée dans nos villes, et la plaie hideuse de l'usure est apparue. L'on ne pourra certainement pas réussir à contrôler la crise et à la combattre en se perdant en gémissements sur le sort de ce pauvre peuple, comme disent les hâbleurs; les regrets n'y feront rien, pas même cette prétendue déférence pour l'opinion publique que l'on devrait chercher partout à diriger dans la voie droite.

Tout cela n'est qu'un gant sur une main de fer. Je pense que le véritable moyen de combattre la crise, c'est de faire revenir dans notre province l'or étranger et de favoriser la construction des chemins de fer; c'est cette construction que j'appellerais la grande industrie du pays. Le gouvernement me paraît avoir compris cette tâche ainsi que la position de cette province.

L'énergie qu'il a déployée pour favoriser dès aujourd'hui les compagnies de chemin de fer et les bonnes dispositions qui apparaissent dans le discours de Son Excellence nous montrent que le gouvernement est disposé, en autant que les ressources de la province le lui permettront, à favoriser la construction de nouvelles voies ferrées.

Il ne faut pas oublier que nous avons à construire sous charte et par subvention dans la province près de 1,300 milles de voies ferrées. Il faut féliciter le gouvernement de ce qu'il a réussi, malgré la crise, à exécuter d'immenses travaux. Il me semble donc raisonnable de voir les compagnies de chemins de fer ne pas se montrer trop exigeantes vis-à-vis du gouvernement.

Le gouvernement a poussé avec une activité digne d'éloges les grands travaux du chemin de fer de la rive nord, lequel doit apporter l'activité et la vie à nos compatriotes du côté nord qui ont été privés de ces immenses avantages depuis l'existence de la colonie.

Je prends occasion de ce fait pour féliciter l'honorable Président de cette Chambre de son élévation à la position honorable qu'il occupe aujourd'hui. On se rappelle la part active que cet honorable député a prise à la question des chemins de fer. Aussi est-ce avec bonheur que nous le voyons aujourd'hui appelé à la présidence de cette Chambre.

Le discours du trône nous rappelle aussi l'heureux effet des mesures passées à la dernière session pour favoriser les Cantons de l'Est. La couronne a déjà projeté près de 1,200 milles de chemins de fer dans les Cantons de l'Est, grâce à l'esprit d'initiative des aviseurs de Son Excellence. C'est certainement un beau résultat, mais il y en a un autre qui, pour n'être pas aussi direct, n'est en pas moins de nature à faire

connaître notre domaine public, surtout dans les Cantons de l'Est. Parmi nos compatriotes des Cantons de l'Est, une grande voix s'est fait entendre; c'est celle de la patrie; cette voix, elle a été bien entendue de toutes parts et nous avons lieu d'espérer que la colonisation fera encore d'immenses progrès.

Je suis fier des efforts qu'a faits le gouvernement pour favoriser l'établissement des colons.

Qu'il me soit permis, Monsieur l'Orateur, avant de reprendre mon siège, qu'il me soit permis, dis-je, de féliciter M. le solliciteur général et l'honorable M. Chapleau de leur entrée au ministère. Leurs grandes aptitudes administratives ajouteront à la force et au prestige du gouvernement.

J'espère, avec Son Excellence, que les travaux de cette session serviront à remplir l'une des plus belles pages de nos annales politiques.

Je remercie la Chambre de la bienveillance avec laquelle elle a écouté les paroles de l'un de ses plus jeunes députés.

M. A. KENNEDY (Mégantic): He said that before commencing the very difficult task which he had accepted, he desired to inform the House that the fact of his seconding the resolutions was not to be construed as interfering in any way with his position as an independent Member. He was bound to or by no party; though he was free to say that the present Government had his confidence, and they would enjoy that confidence so long as they continued to conduct the affairs of the Province with skill, economy and wisdom, and in the interests of the Province. So long as they did this, they might rely upon his support. In offering these explanations, he wished to clearly define his situation — to stand before the House as he had stood before his constituents — so that there might be no misunderstanding hereafter. After what had been so fully and eloquently said by the mover, he held that there was very little left for him to add. He sincerely regretted the unfortunate illness which had deterred the Lieutenant Governor from opening the session in person and hoped with all his heart to see His Honor soon re-established. With respect to the Provincial loan, the entire country had heard of its successful negotiation with lively pleasure. He hoped it would prove of immediate and future benefit to the Province by promoting our enterprises and, thus, encouraging our native born population to remain at home. It was gratifying to know that the credit of the Province was good in the English money market, which would be a further inducement to capitalists to invest in this country. The proposed bill for the better organization of the Civil Service was unquestionably a measure of great necessity and importance and would, doubtless, contribute largely to the enhancement of the efficiency of the service. He regretted to hear that the financial crisis so generally felt had weighed heavily on the

various railway schemes in progress, and therefore warmly favoured an augmentation of the Government subsidies in their behalf. He trusted that the Ministry would be able to submit to the House a measure that would remove the animosities at present unfortunately existing between the inhabitants of the North and South banks of the St. Lawrence on the subject of aid to railways. In conclusion, he thanked the House for the attentive hearing that had been granted to him and the kindness generally with which he had been greeted, more especially as he, a working man, had no pretention to oratory.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Nous avons appris avec le plus vif regret la maladie de Son Excellence le lieutenant-gouverneur et, joignant nos vœux à ceux formés par les honorables députés de l'autre côté de la Chambre, nous espérons qu'il reprendra bientôt les fonctions dont il s'est si bien acquitté comme magistrat et comme homme public. Il a toujours su se tenir à la hauteur de ses devoirs et, depuis qu'il est à la tête de la province, il a conquis les sympathies de tous les membres de cette Chambre. Nous avons eu le plaisir de le rencontrer en compagnie des députés composant les deux fractions de cette Assemblée, c'est-à-dire d'hommes qui, tout en différant d'opinion sur les moyens, ont pour seul but d'assurer la prospérité de la province de Québec et il nous a toujours reçus avec cette aimable courtoisie française, mêlée à la large hospitalité anglaise.

Je ne veux pas discuter le troisième paragraphe qui a trait à l'emprunt; je l'admets jusqu'à preuve du contraire et j'espère, comme le dit la résolution, que le crédit de la province de Québec occupe un rang honorable sur le marché anglais. Toutefois, je ferai observer que le crédit est souvent dangereux et que, si on veut qu'il se prolonge, il faut éviter de le compromettre. J'espère donc que tous les membres de cette Chambre, sans distinction d'opinion, sauront arrêter le gouvernement s'il va trop loin.

Le quatrième paragraphe a trait à la réorganisation du service civil. Comme on le sait, cette question a été placée devant la Chambre à la dernière session, et je dirai aujourd'hui, comme je disais alors, que je tiens à exposer mes vues avant que le gouvernement adopte des mesures pour la formation d'un fonds de retraite. Tout en promettant au gouvernement mon appui le plus sincère, j'espère qu'il ne rédigera pas une loi inspirée par le même esprit que celle qui a été introduite autrefois au Parlement fédéral par l'honorable Francis Hincks et que j'ai vigoureusement combattue. L'honorable ministre avait déclaré à cette époque que cette mesure était présentée dans l'intérêt du gouvernement afin de lui épargner les sollicitations d'anciens serviteurs se trouvant dans le besoin. J'espère qu'un autre sentiment animera mes honorables amis et qu'ils auront uniquement en vue l'intérêt des employés.

Par la loi qui a été adoptée à Ottawa,

l'employé est obligé de souscrire un certain montant et, en se retirant des bureaux publics, on lui sert une pension proportionnée à ses versements; s'il meurt, ces sommes sont entièrement perdues pour sa veuve et ses enfants. Cette mesure est cruelle, inique et préjudiciable aux officiers publics. Si le gouvernement veut présenter une loi charitable, humaine, basée sur le principe d'assurance sur la vie, je l'appuierai de toutes mes forces. Si elle est ce que je désire, je suis certain qu'elle rencontrera l'approbation de tous les employés.

J'espère également que, si les moyens de la province permettent au gouvernement de créer un petit fonds pour commencer cette compagnie mutuelle, il n'hésitera pas à le faire, car il est certain de ne rencontrer aucune opposition de la part de mes honorables amis.

J'arrive au paragraphe 5 qui déclare que "nous voyons avec peine que la crise financière qui se fait sentir partout a été et est encore une cause de grand embarras pour les compagnies de chemins de fer qui, avec une énergie digne de louange, ont déjà fait de grands travaux, mais se trouvent arrêtées par les difficultés du marché monétaire; mais que nous serons heureux d'apprendre que c'est l'intention de notre gouvernement de leur venir en aide par une mesure qui, nous l'espérons, rencontrera notre approbation."

Il devient donc évident que le gouvernement abandonne son ancienne politique pour adopter celle qui lui a été dictée par l'Opposition. Comment le gouvernement arrivera-t-il à rencontrer l'appui général? C'est une chose que nous ignorons encore et nous sommes portés à croire, par cela, qu'il a l'intention de subventionner les chemins de la rive sud.

Quoi qu'il en soit, je déclare en mon nom, sans vouloir engager l'opinion de mes amis, que je m'opposerai à toute mesure tendant à grever nos ressources plus qu'elles le sont maintenant et je crois qu'en partageant les subsides d'une façon plus équitable, en supprimant certaines lignes inutiles on arrivera au but désiré.

Dans les votes et délibérations de la session de 1873-74, séance du 27 janvier, je trouve une motion présentée par l'honorable député de Shefford, sous forme d'amendement à la mesure des chemins de fer et conçue en ces termes: "Que cette Chambre regrette qu'on n'ait pas accordé l'aide nécessaire au chemin de fer Sud-Est et à celui de Chambly et Sorel". Cette motion montre que dès ce moment les députés de l'Opposition défendaient les intérêts de la rive sud que le gouvernement veut favoriser aujourd'hui.

L'année suivante, à la séance du 5 février 1875, je proposais la motion suivante, secondé par M. Langelier: "Que la politique du gouvernement au sujet des chemins de fer est injuste et ne promet pas de résultats proportionnés à la grandeur des sacrifices que nous sommes appelés à faire".

Puisque la politique du gouvernement doit

changer, nous pouvons donc nous lever et montrer que de notre côté il n'y a jamais eu d'opposition factieuse; nous voulions alors comme aujourd'hui les véritables intérêts de la province et le ministère qui semble vouloir adopter notre programme doit comprendre quelle était à cette époque la loyauté de nos intentions.

Si la politique du gouvernement a pour but de rendre justice à la rive sud, il va au-devant des désirs de l'Opposition.

Quant au paragraphe relatif à la colonisation, je répéterai ce que j'ai dit au sujet de celui concernant l'emprunt; c'est-à-dire qu'avant de me prononcer j'attendrai les rapports officiels.

Il y a plusieurs questions que je m'attendais à trouver dans l'adresse et que je n'y ai pas vues. Je citerai par exemple celle du palais de justice et des édifices parlementaires. Il me semble que le gouvernement devrait profiter de cette crise pour commencer les travaux; tout en donnant de l'ouvrage à un grand nombre de malheureux, il pourrait trouver la main-d'oeuvre à bon marché. Il peut se faire pourtant que le gouvernement préfère attendre pour favoriser les élections.

On a allégué les différends qui s'étaient élevés entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la province au sujet de la possession des casernes des Jésuites. Mais ces excuses n'ont plus raison d'être, car si je suis bien renseigné l'idée de construire les édifices sur l'emplacement des casernes a été abandonnée et on songe maintenant au site du "Skating Ring".

Une autre question importante qui a été négligée est celle de l'éducation.

Après avoir lu la remarquable correspondance de l'abbé Chandonnet sur l'éducation aux Etats-Unis et au Canada, on a peine à comprendre que nos hommes publics, qui font parade de leur zèle pour la cause de l'instruction, demeurent dans l'inertie. J'ai éprouvé un sentiment de honte en voyant les efforts faits par d'autres peuples alors que nous demeurons stationnaires.

Je ne parle pas de l'éducation supérieure, je sais que nous avons d'excellentes universités, mais de l'éducation primaire, qui est négligée d'une façon déplorable.

Si nous voulons de bonnes écoles et de bon martres, il faut donner aux instituteurs une rétribution suffisante, et il est triste de constater que, pour la plupart, ils gagnent un salaire beaucoup plus faible que celui de l'ouvrier et que souvent il est payé d'une façon très irrégulière.

La province de Québec doit considérer sérieusement cette question et faire des efforts pour améliorer le sort de ces modestes soldats de la cause de l'enseignement.

C'est très bien de construire des chemins de fer, mais il faut avant tout propager l'éducation et alors, dans les campagnes les plus reculées, on comprendra l'utilité des voies ferrées.

Que le gouvernement demande de faire des

sacrifices pour améliorer la position des instituteurs et il trouvera certainement un appui cordial des deux côtés de la Chambre.

La question de l'éducation pratique a été également bien négligée. Nous avons des chemins de fer, des manufactures, des explorations de tous genres, et pas d'hommes spéciaux.

Les carrières libérales sont encombrées et il faut créer un avenir aux jeunes gens et, en attachant à cette grande cause de l'éducation toute l'importance qu'elle mérite, nous pouvons espérer de voir la province de Québec prendre la place qui lui est assignée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Monsieur l'Orateur. Je dois remercier le chef de l'Opposition et la Chambre d'avoir été unanime à l'approuver, quand il a prononcé les bonnes paroles que l'on sait à l'égard de notre lieutenant-gouverneur. Nous sommes unanimes à concourir dans les sentiments de peine et de regret qu'il a éprouvés; je demande seulement la permission de compléter les phrases de l'honorable chef de l'Opposition. S'il y a quelque chose qui soit propre à rassurer la province, c'est de voir l'homme distingué qui a été choisi pour le remplacer temporairement.

Monsieur l'Orateur, en entendant le chef de l'Opposition cette année j'ai regardé de ce côté-ci (à droite) de la Chambre pour voir s'il n'y aurait pas moyen de procurer un siège pour permettre au député de Lotbinière de s'asseoir de ce côté-ci de la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'aimerais bien qu'on plaçât quelques-uns de mes amis avec moi.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): La phalange que conduit mon honorable ami serait trop nombreuse pour pouvoir prendre place de ce côté-ci de la Chambre.

Ce serait trop offrir que de lui permettre d'introduire tout son régiment d'amis. Je me contenterai de faire cette offre à lui seul.

L'honorable chef de l'Opposition a vu avec satisfaction que le gouvernement se proposait d'introduire une mesure au sujet du service civil. Le député de Lotbinière voudrait que le susdit projet renfermât la question d'établissement d'un fonds de retraite. Je dois dire à l'honorable député qu'il entre dans les vues du gouvernement d'introduire un projet de loi au sujet du fonds de retraite. J'ai craint pour un instant que quelques employés du gouvernement eussent commis une indiscretion en communiquant à l'honorable député le projet de loi qui est maintenant imprimé.

Je lui dirai qu'il est étrange que les mesures qu'il désire voir introduire sont exactement celles que le gouvernement doit présenter à la Chambre.

Sans doute que la province n'est pas assez riche pour contribuer seule à cette nouvelle dépense; je dois dire que cette dépense im-

sera de lourds sacrifices. Le trésorier de la Puissance contribue pour 60,000 piastres pour les employés; de sorte que les pensions maintenant sont tout à fait onéreuses pour le trésor fédéral. Je ne dis pas que ce sera au-delà des ressources de la province. Nécessairement les officiers publics devront y contribuer pour leur part et ils y ont déjà contribué généreusement. Le gouvernement versera une part au fonds; mais la partie importante de la mesure, c'est que l'employé ne doit pas verser vainement dans les fonds de retraite pour que ni lui, ni ses héritiers ne puissent en profiter.

Après la mort de l'employé, c'est l'intention de continuer la demi-paie à sa veuve tant qu'elle demeurera en viduité. Si la veuve de l'employé ayant des enfants se remarie, la demi-paie sera transportée à ses enfants et ils en jouiront jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 18 ans.

Mais cette bonne harmonie qui avait jusqu'à régné entre le ministère et l'Opposition cesse maintenant et je regrette que l'honorable député ne consente plus à passer de suite du côté du gouvernement. La question des chemins de fer nous sépare.

Cependant, si l'on étudie la conduite du gouvernement dans sa politique des chemins de fer, on pourra s'assurer que justice a été rendue aux droits les plus légitimes sur tous les points de la province. L'honorable député se rappelle-t-il la motion qu'il a présentée en 1874? Cette susdite motion avait pour résultat immédiat d'augmenter les dépenses de la province pour ses chemins de fer de plus d'un demi-million de piastres. Une autre motion présentée par l'honorable député en 1875, si elle eût été adoptée alors, aurait eu pour résultat de faire supporter par la province le poids entier des entreprises de chemins de fer, d'un seul coup et en même temps.

Aujourd'hui l'honorable député semble avoir modifié ses opinions.

A la dernière session il a déclaré que le gouvernement local ne devait pas se charger de la construction du chemin du nord; mais laisser au gouvernement fédéral cette tâche importante. Nous savons ce que vaut l'appui du gouvernement fédéral, qui a bien su refuser de prêter seulement à une de nos compagnies de chemins de fer de vieux rails qui avaient servi sur l'Intercolonial.

Les sommes énormes souscrites par Québec, Montréal et bon nombre d'autres municipalités auraient infailliblement été perdues si l'on eût prêté l'oreille aux conseils de l'honorable député.

Le député de Lotbinière regrette encore que, dans le discours du trône, il n'y ait eu aucune allusion à la question d'éducation. Je crois, Monsieur l'Orateur, que l'an dernier, à la session, on a passé une mesure relative à la question d'éducation. Elle avait trait à la question et à l'administration de l'éducation dans cette province. Un nouveau Conseil d'instruction publique a été formé, dont tous les

évêques de la province ont été nommés membres.

En faisant allusion à la correspondance publiée de Philadelphie par M. l'abbé Chandonnet, l'honorable député de Lotbinière voulait-il applaudir aux paroles de cet abbé lorsqu'il écrivait que les évêques ne devaient pas faire partie du Conseil de l'instruction publique?

Maintenant l'on dit que l'on ne fait rien pour l'éducation dans notre province; et que nous ne méritons en rien ces éloges que l'on prodigue à la Belgique et aux autres pays qui ont eu des siècles d'expérience pour opérer les modifications nécessaires à amener un heureux résultat dans le système de l'instruction publique. Eh bien! Monsieur l'Orateur, je puis dire que notre jeune province peut soutenir la comparaison avec tout l'honneur possible et qu'elle n'est pas arriérée sur le chemin du progrès.

Chaque paroisse de cette province a deux ou trois écoles; les enfants fréquentent en grand nombre ces écoles, même pendant la saison rigoureuse de l'hiver. Nous payons 300 et quelques mille piastres pour l'éducation et l'on dira que nous ne faisons rien pour l'instruction publique! Est-il un pays qui, possédant une population aussi petite, l'ait gratifiée d'un aussi grand nombre de maisons d'éducation? Le gouvernement a tenté tous les efforts possibles qui ont été couronnés de succès.

Le gouvernement a aussi essuyé les reproches de l'Opposition au sujet des bâisses parlementaires. L'année dernière la Chambre a voté \$100,000 pour commencer les travaux. Je dois dire à l'honorable député que les travaux seront activement poussés au mois de mai prochain.

L'honorable député sait que le gouvernement a choisi un autre terrain que celui des Jésuites pour y placer les bâisses du parlement. Le premier terrain n'était pas situé dans un endroit fort propice. Je crois que le nouveau choix est préférable. L'ancien terrain était situé dans une déclivité, ce qui modifiait considérablement les plans.

Quant à l'insinuation attribuant le retard à des raisons d'élection, je répondrai que les partisans du gouvernement se présentent franchement devant leurs électeurs et n'ont besoin d'être aidés par aucune influence pour entrer au Parlement. Je pourrais aussi faire remarquer à ce sujet que, tant qu'il y a eu une élection à faire dans la province, le gouvernement fédéral ne nous a pas accordé la possession des casernes des Jésuites.

Maintenant, je crois avoir touché aux principaux sujets sur lesquels l'honorable chef de l'Opposition a attiré l'attention sur la réponse au discours du trône. Il n'est point d'usage dans le discours du trône d'indiquer toutes les mesures que le gouvernement se propose d'introduire. Il n'est pas d'usage dans le discours du trône d'indiquer la valeur de ces mesures. Ce ne serait pas juste de la part du gouvernement de même que ce ne serait pas juste de la part des députés de cette Chambre.

Il ne me reste plus maintenant qu'à féliciter le député de Bagot et celui de Mégantic sur la manière habile avec laquelle ils ont proposé l'adresse.

Le député de Bagot est, je crois, notaire de profession, et il a certainement toutes les qualités requises pour devenir un excellent débater dans cette Chambre.

Je dois dire que la chose que j'ai surtout admirée dans ce discours a été le ton si convenable qu'il a adopté en présentant ces résolutions.

Cette Chambre n'est pas, il faut le remarquer, une société littéraire; nous sommes ici comme sur le forum pour y discuter les choses qui intéressent l'avancement de notre province au point de vue pratique. Je dois dire que le député de Bagot a certainement le ton de la discussion et l'éloquence qui fait le charme d'un discours.

M.H.-G.JOLY (Lotbinière): Il me semble que certaines explications au sujet des changements qui ont eu lieu dans le cabinet depuis la dernière session tomberaient fort à propos aujourd'hui.

L'honorable trésorier, qu'on croyait nommé à vie, a disparu. Je voudrais connaître les motifs de sa retraite ainsi que celle de l'ex-député des Trois-Rivières.

Pendant que l'on nous donnera des explications là-dessus, je ferai remarquer que l'honorable commissaire des Terres a lui aussi disparu.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Le chef de l'Opposition devrait demander également pourquoi le président du Conseil s'est retiré du gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Le temps est mal choisi pour poser de telles questions. Elles ne sont pas dans l'ordre, mais je serai prêt à donner demain les explications qui me seront demandées.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Cela n'empêche pas que la chose soit dans l'ordre.

Les résolutions sont alors adoptées.

L'adresse étant lue une seconde fois est adoptée.

Publication des débats

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Attire l'attention du gouvernement sur la publication officielle des débats de la Chambre. Il voudrait avoir un Hansard comme le Parlement fédéral en a un. Il comprend que la presse quotidienne fait son possible pour donner un compte rendu des délibérations de la Chambre, mais les journalistes sont souvent obligés d'abrégier et ils sont surtout portés à abrégier les discours de leurs adversaires politiques. Il se prononce souvent en Chambre des discours qui, pour ne pas être des modèles de littérature, contiennent

beaucoup de renseignements fort utiles et, faute d'un rapport officiel et complet des débats, ces renseignements sont perdus.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Tout en reconnaissant l'utilité de la suggestion, il dit qu'elle entraînerait des dépenses additionnelles trop élevées, mais que le député de Richelieu venait de lui communiquer une idée dont l'exécution est facile. Il s'agirait que chaque député désirant voir son discours reproduit in extenso ait à payer les frais de sténographie et d'impression.

M.M.MATHIEU (Richelieu): Propose que chaque député paie l'impression de ses propres discours.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Cela coûtera très cher au député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers).

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il n'aime pas particulièrement lire ses propres discours. Avant de décider quelque chose sur cette question, le gouvernement devra en évaluer le coût.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Demande que le gouvernement remplisse d'abord la promesse qu'il a faite l'an dernier de publier un journal d'agriculture.

Il se plaint de ce que ce journal agricole illustré ne soit pas encore publié.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Est heureux d'informer le député de Maskinongé que les préparations sont faites et que le journal commencera à publier bientôt.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et quarante-cinq.

Séance du 14 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures quinze minutes.

Arthur Turcotte, écuyer, représentant du district électoral des Trois-Rivières, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

M. L'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hospice Sainte-Croix, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Robertson, la pétition du révérend J.F. Stevenson et autres, Montréal.

Par M. Thornton, la pétition de C.S. Shattuck et autres.

Par M. Bisson, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois.

Introduction de bills:

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill concernant la déclaration que doivent faire les compagnies incorporées.

Accordé.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre obligatoire l'enregistrement des douaires coutumiers créés avant le 1er août 1866.

Accordé.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les plans cadastraux.

Accordé.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant l'instruction publique, quant à ce qui regarde la perception des cotisations scolaires et l'exécution des jugements.

Accordé.

M.M.MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour assurer les privilèges des hommes de cage.

Accordé.

Interpellations:

Changements dans le ministère

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Avant de procéder aux ordres du jour, il serait à propos que

l'honorable procureur général donne à la Chambre l'explication qu'il lui a promise au sujet des changements qui ont eu lieu dans le ministère depuis la dernière session.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'ai l'honneur d'informer la Chambre que depuis la dernière session les honorables MM. Lemaire, Robertson et Malhiot ont envoyé leur résignation et que les honorables MM. Ross et Baker ont été appelés dans le cabinet. L'honorable M. Ross a pris le porte-feuille de président du Conseil; l'honorable M. Chapleau, celui du secrétaire provincial; l'honorable M. Baker, celui de solliciteur général. Le premier ministre a succédé à M. Garneau comme ministre des Travaux publics et ce dernier a accepté le poste de commissaire des Terres de la couronne. Moi-même j'ai été nommé procureur général. Je dois ajouter qu'avant ces changements, de même qu'au moment où ils se sont produits, il n'y avait pas la moindre divergence d'opinions entre les nouveaux ministres et le gouvernement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cette explication est insuffisante. Elle ne renseigne aucunement la Chambre sur la nature des raisons qui ont amené les changements en question. On dit par exemple que l'ex-président du Conseil a été remplacé pour des raisons d'Etat.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): A l'ordre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne sais pas pourquoi on me rappelle à l'ordre, mais je reprendrai respectueusement mon siège en attendant que vous décidiez la question d'ordre, Monsieur l'Orateur.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Si j'ai rappelé à l'ordre l'honorable député de Lotbinière, c'est que je crois que les convenances, de même que les règlements de la Chambre ne permettent pas de demander des explications au sujet de la conduite d'un membre d'une autre Chambre avant qu'il se soit lui-même expliqué dans la Chambre où il siège.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je remercie l'honorable secrétaire provincial de son observation, mais il me semble que la question que j'ai adressée est tout à fait conforme aux règles parlementaires; toutefois il y a d'autres changements que je désire faire remarquer. Je tiendrais à savoir pourquoi le gouvernement a accepté ou exigé la résignation de l'honorable député de Sherbrooke, l'ancien trésorier, qui a si longtemps administré les finances de la province et qui, à la dernière session, a fait tant d'efforts pour faire prévaloir la politique du gouvernement.

Je crois que la Chambre a le droit de savoir si la résignation de ce ministre doit être considé-

rée comme un indice d'un changement d'opinion de la part du gouvernement. Sans doute le gouvernement abusera de sa majorité pour refuser l'information demandée mais, s'il en est ainsi, on pourra dire que jamais une opposition a été traitée plus cavalièrement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Cite un extrait de Todd pour démontrer qu'il est contraire aux règles parlementaires et aux précédents de s'efforcer de provoquer un débat sous de telles circonstances. Il prétend que la couronne peut, constitutionnellement, demander la démission ou la résignation d'un ministre, tout comme un ministre peut lui-même offrir sa démission sans donner aucune raison, et le Parlement n'a pas le droit d'intervenir, à moins d'un cas spécial où il aurait été fait un usage arbitraire de la prérogative. Il admet qu'il y a des occasions où les circonstances peuvent exiger de plus amples explications; mais la présente circonstance n'en exige pas, attendu que les nouveaux membres du cabinet sont d'accord sur sa politique. Il parle de l'entrée de MM. Blake et Cauchon dans le cabinet fédéral et dit que ce sont là des cas qui auraient exigé des explications.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable procureur me met dans une singulière position et donne à croire que je suis dans l'ignorance des usages parlementaires. Je n'ai jamais voulu soulever un débat sur les explications, mais j'ai dit que les explications données n'étaient pas suffisantes. Voilà tout.

Il croit avoir saisi, dans les quelques explications données, le motif du gouvernement dans le cas de M. Robertson. Il croit deviner que ce dernier a été forcé de résigner.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que, s'il a rappelé l'honorable député de Lotbinière à l'ordre, c'était avec raison. Il cite Todd, qui a dit formellement que le gouvernement ne peut pas faire connaître les motifs qui ont engagé un membre du cabinet à donner sa démission avant que cette personne ait elle-même fait connaître ces motifs devant la Chambre dont elle fait partie. Ainsi le chef de l'Opposition n'a pas été dans l'ordre en demandant des explications touchant la démission de l'honorable M. LeMaire avant que celui-ci ait cru devoir donner ces explications à la Chambre haute.

Formation des comités

La Chambre reprend la considération de la question proposée hier. Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le trésorier Church, M. le secrétaire provincial Chapleau, M. le Solliciteur général Baker, M. Mathieu, M. Loranger, M. Joly, M. Roy, M. Bachand, M. Marchand et M. Paquet, pour préparer et rapporter les listes des

membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, et la question étant mise aux voix elle est résolue dans l'affirmative.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le trésorier Church, M. le secrétaire provincial Chapleau, M. le Solliciteur général Baker, M. Roy, M. Mathieu, M. Joly, M. Marchand, M. Lynch, M. Loranger et M. Würtele, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre et pour agir comme membre du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

Commissaires nommés pour recevoir les dépositions

M. M. MATHIEU (Richelieu): Appuyé par le député de Montréal-Est (M. L.-O. Taillon), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des personnes résidant dans toute partie de la Grande-Bretagne et d'Irlande ou dans aucune des colonies anglaises, nommées par le gouverneur du Canada avant la confédération et par le lieutenant-gouverneur de la province, commissaires pour prendre et recevoir les dépositions sous serment qui doivent servir dans quelque une des cours de record de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 30 du code de procédure civile; cet état indiquant aussi la date et le lieu de ces commissions, la qualité de ces personnes et autant que possible leurs résidences actuelles.

Adopté.

Egalement qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des personnes résidant dans tout district de la province et nommées commissaires pour y prendre et recevoir toute déposition sous serment devant servir dans la cour Supérieure ou la cour de Circuit en vertu de l'article 30 du code de procédure civile, cet état indiquant la date et le lieu de la commission, le nom du juge qui l'a émanée, la qualité des personnes nommées et autant que possible leurs résidences actuelles.

Adopté.

Egalement qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des personnes résidant dans la province de l'Ontario qui ont été nommées commissaires pour y prendre et recevoir les

dépositions sous serment qui doivent servir dans quelque une des cours de record de la ci-devant province du Bas-Canada et de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 30 du code de procédure civile, cet état indiquant aussi la date de la commission de ces personnes, le nom du juge qui a émané la commission, le lieu où il l'a émanée, la qualité de ces personnes et autant que possible leurs résidences actuelles.

Adopté.

Fonds des bâtisses et des jurés

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes dues au gouvernement sur le fonds des bâtisses et de jurés, sur le fonds d'emprunt municipal, sur le prêt aux incendies de Québec, indiquant séparément le montant dû en capital de celui dû pour intérêt. Et aussi un état de toutes les sommes dues par le gouvernement en vertu de statuts ou autrement et, dans les deux cas, à venir au trente juin dernier.

Adopté.

Bureau d'enregistrement de Laprairie

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance qui a été échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres avec aucune personne du comté de Laprairie, relativement à la construction d'un bureau d'enregistrement dans ledit comté, mentionnant aussi les diverses sommes qui ont été payées pour cet objet et les autorités en vertu desquelles ces sommes ont été payées.

Adopté.

Compagnies d'assurance

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Qu'il me soit permis de faire remarquer avant l'ajournement de la Chambre que certaines compagnies d'assurance à Montréal refusent de se conformer à la loi les obligeant d'apposer des timbres sur leurs polices d'assurance. Un cultivateur m'a montré une police qui ne portait pas de timbre. Je l'ai engagé à en faire l'observation à la compagnie et on lui a répondu qu'en faisant une loi pour exiger l'apposition des timbres, la Législature avait dépassé ses pouvoirs. Moi-même j'ai eu d'une compagnie d'assurance un reçu ne portant pas de timbre.

Il pense que le gouvernement devrait prendre des mesures pour mettre la loi en force.

PLUSIEURS DEPUTES: Son nom?

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Je donnerai son nom si on l'exige absolument.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Non, ce n'est pas nécessaire.

Je suis d'avis que la Chambre ne devrait pas forcer l'honorable député de Yamaska de donner les noms de telle ou telle compagnie d'assurance qui n'a pas voulu se conformer à la loi.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que, depuis l'ouverture de la session, il a reçu un télégramme de l'avocat qui est chargé d'une cause entre une compagnie d'assurance et le gouvernement, l'informant que la cause serait plaidée en décembre, à Montréal. Les compagnies d'assurance ont créé beaucoup d'excitation à propos de cette taxe et en ont appelé à Outaouais pour le faire désavouer; mais il est en mesure de dire positivement que la loi ne sera pas désavouée.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Called attention to the effect of this tax on life insurance companies. He had paid a premium recently for a friend who resided in the country, and found that the company had to pay three dollars for stamps. This was a tax never contemplated by them when they made the contract.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 15 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

M. l'Orateur met devant la Chambre les rapports municipaux de la province de Québec, pour l'année 1875. (Documents de la session, no 7).

Et aussi statistiques judiciaires de la province de Québec, pour l'année 1875. (Documents de la session, no 8).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Dupont, la pétition de la compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du Saint-Laurent.

Par M. Robertson, la pétition du révérend P. Brassard et autres, du canton de Winslow, comté de Compton.

Par M. Mathieu, la pétition des dames religieuses de l'Hôpital de Saint-François-du-Lac.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal.

Par M. le procureur général Angers, la pétition des dames religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De William Weir et autres, de la cité et du district de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Open Stock Exchange".

De la compagnie du chemin de fer de Québec Central et de la corporation des frères de Saint-Viateur, demandant respectueusement des amendements à leur acte d'incorporation.

De William Taylor, de Montréal, demandant à être autorisé à porter le nom de William Taylor Lindsay.

De William Whitehead, de Montréal, demandant à être admis, après examen, à exercer la profession de pharmacien.

De Daniel Thomas, de la cité de Sherbrooke, registraire de la division d'enregistrement de Sherbrooke, demandant la passation d'un acte l'autorisant à pratiquer comme notaire et registraire.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, demandant de l'aide pour l'Institution des sourds-muets.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, demandant de l'aide pour un asile dans ladite paroisse.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, demandant de l'aide en faveur de la Salle d'asile de Saint-Vincent-de-Paul.

Des dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, Montréal, des Soeurs

de l'Asile de la Providence, Montréal, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Providence de Sainte-Anne-d'Yamachiche et des Soeurs de la Providence de la paroisse de Laprairie, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Jean, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean soit continuée.

Des Soeurs de la Charité de la ville de Saint-Jean, demandant que l'allocation annuelle en faveur de la Salle d'asile de la ville de Saint-Jean, soit continuée.

Formation des comités

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des députés devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre a préparé les listes des députés en conséquence, et elles sont lues comme suit:

1. Privilèges et élections. Les honorables MM. Angers, Baker, Chapleau et Church, MM. Bachand, Champagne, Dupont, Joly, Loranger, Lynch, Mathieu, Préfontaine, Taillon, Watts et Würtele.

2. Ordres permanents. L'honorable M. Laframboise et MM. Beauchesne, Champagne, Charlebois, Daigle, DeBeaujeu, Dupont, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Laberge, Lafontaine, Marchand, Martin, Paquet, Roy, Thornton, Turcotte, Verreault et Watts.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières. Les honorables MM. Chapleau, Garneau et Laframboise, MM. Bachand, Bellingham, Bisson, Champagne, Chauveau, Daigle, Dulac, Hearn, Joly, Kennedy, Lafontaine, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, Lynch, Martin, Mathieu, McGauvran, Ogilvie, Pelletier, Préfontaine, Price, Sawyer, Saint-Cyr, Sylvestre et Turcotte.

4. Bills privés. Les honorables MM. Angers, Baker, Chapleau, Church, Garneau, Laframboise et Robertson, MM. Bachand, Bellingham, Bisson, Cameron, Champagne, Chauveau, DeBeaujeu, Duhamel, Dupont, Gauthier, Hearn, Joly, Lacerte, LeCavalier, Loranger, Marchand, Mathieu, McGauvran, Ogilvie, Paquet, Préfontaine, Price, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Taillon, Turcotte, Watts et Würtele.

5. Lois expirantes. Les honorables MM. Angers et Chapleau, MM. Deschênes, Fradette, Hearn, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Paquet et Robert.

6. Comptes publics. Les honorables MM. Baker, Church, Fortin, Garneau, Laframboise et Robertson, MM. Bachand, DeBeaujeu, Dupont, Houde (Nicolet), Joly, Kennedy, Lacerte, Lafontaine, LeCavalier, Loranger, Lynch, Mathieu, McGauvran, Molleur, Ogilvie, Picard,

Roy, Shehyn, Saint-Cyr, Verreault et Würtele.

7. Agriculture, immigration et colonisation. Les honorables MM. Fortin et Garneau, MM. Beauchesne, Bisson, Chauveau, Daigle, DeBeaujeu, Deschênes, Duhamel, Dulac, Fradette, Gauthier, Hearn, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Kennedy, Laberge, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, Marchand, Peltier, Picard, Préfontaine, Price, Robert, Roy, Sawyer, Saint-Cyr, Sylvestre, Thornton et Verreault.

8. Industries. Les honorables MM. Fortin, Garneau et Robertson, MM. Champagne, Charlebois, Dulac, Dupont, Fradette, Gauthier, Hearn, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Joly, Larochelle, Lavallée, Martin, Molleur, Peltier, Rinfret dit Malouin, Robert, Sawyer, Shehyn, Thornton et Watts. Adopté.

M. A. Cameron (Huntingdon), ayant préalablement prêté le serment conformément à la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Message au Conseil législatif:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informer leurs honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: M. le procureur général Angers, M. le Solliciteur général Baker, M. le trésorier Church, l'honorable M. Robertson, M. Bellingham, M. Joly, M. Marchand et M. Mathieu, agiront comme membres dudit comité conjoint des impressions. Adopté.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill, intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes".

Il explique que le but du bill est de rendre les pouvoirs des villes plus uniformes; ainsi, on arrêtera le recours continuel des villes au Parlement pour obtenir des pouvoirs accrus.

Accordé.

Interpellations:

Construction d'une gare dans l'est de Montréal

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Demande à la Chambre l'autorisation de faire une interpellation au ministère au sujet de la construction possible d'une gare dans l'est de Montréal pour servir de chemin de fer de la rive nord. Des accidents se sont déjà produits et il importe d'en empêcher la répétition.

Le sujet est d'un intérêt palpitant pour la ville et particulièrement pour la partie est. C'est

pour cela que je désirerais savoir si la chose doit se faire.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je n'ai pas les documents sous la main; mais je sais que les contrats pourvoient à ce que la gare soit dans l'est.

La Chambre s'ajourne à trois heures quarante-cinq.

Séance du 16 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

M. l'Orateur met devant la chambre, Etat des affaires de l'Asile Nazareth, rue Sainte-Catherine, Montréal et de l'Asile rue Bonaventure, Montréal, tous deux pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Champagne, la pétition de Damas Tassé et autres, des paroisses de Sainte-Scholastique, Saint-Augustin et Sainte-Monique.

Par M. Roy, la pétition de Firmin H. Proulx, éditeur et propriétaire de la Gazette des Campagnes.

Par l'honorable M. Laframboise, trois pétitions du révérend F. Martineau, directeur de l'Asile Nazareth, l'Asile Bonaventure et de l'Institution pour les aveugles, Montréal.

Par M. Houde (Maskinongé), la pétition des Soeurs de la Charité, de la paroisse de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend J. F. Stevenson et autres, de Montréal demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Emmanuel Congregational Church".

De C. S. Shattuck et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément, comté de Beauharnois, demandant que la subvention accordée à l'Hôpital de Saint-Joseph de Beauharnois soit continuée et augmentée.

Introduction de bills:

M. M. MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Il explique qu'à la dernière session il a proposé la formation d'un comité pour aviser aux amendements qu'il est à propos d'introduire au code de procédure civile. Ce comité, qui était composé de tous les avocats siégeant dans cette Chambre, a écrit aux juges et aux principaux avocats pour connaître leur opinion et si les dispositions du bill présenté sont basées sur les suggestions qui ont été reçues.

Le bill demande que la cour Supérieure siège en permanence, à part le temps de la vacance, avec la facilité de s'ajourner lorsqu'il n'y aurait pas de causes ou lorsque le juge serait obligé de s'absenter; que le juge demeurant dans chaque district où il n'y a qu'un seul juge fasse les requêtes, décide les questions de droit, objec-

tions, etc., mais les causes ne seraient jugées au mérite que par trois juges. La Cour d'appel siègera aussi en permanence, soit à Montréal, soit à Québec. De plus, que les délais pour l'appel des absents soient diminués ainsi que ceux des ventes par le shérif.

Il explique que les voies de communication étant devenues plus faciles, d'aussi longs délais n'ont plus raison d'être. L'honorable député de Richelieu espère que le gouvernement voudra bien prendre son bill sous sa protection.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Félicite l'honorable député de Richelieu de la sagesse des réformes qu'il veut introduire, du travail qu'il apporte à l'étude de cette question et de l'abandon de son bill au gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il ne connaît pas toutes les clauses du bill de son bon ami, mais qu'il ne peut approuver certains des changements qu'il propose.

Si les causes au mérite ne peuvent être décidées que par trois juges, et que les cours siègent en permanence, il faudra de toute nécessité doubler le nombre des juges. Il y a trente et un juges dans le Bas-Canada, c'est comparativement beaucoup plus qu'en Angleterre. Il serait aussi entièrement inutile de faire siéger les cours en permanence alors qu'elles peuvent décider de toutes les causes dans un seul terme.

Quant aux délais pour les assignations, ils ne sont pas trop longs, car très souvent un débiteur peut se trouver aux Etats-Unis et en Europe, et il lui faut au moins deux mois pour comparaître.

Par l'acte de faillite, les délais pour les ventes ont été réduits à deux mois mais ce n'est pas trop de quatre mois pour les ventes de propriétés par le shérif, et le législateur a parfaitement compris qu'il fallait laisser au débiteur, qui n'est pas en faillite, tout le temps possible pour racheter son patrimoine. Il termine en déclarant que le gouvernement se propose d'introduire prochainement un bill à cet effet.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Dit que si la Cour d'appel siègeait en permanence ce serait un embarras pour le Barreau; mais on pourrait toutefois laisser aux juges la faculté de prolonger les termes.

Dans les districts ruraux la cour Supérieure ne peut siéger en permanence car si, comme le bill l'exige, les causes doivent être décidées par

trois juges, il faudrait déplacer les juges des districts voisins.

Il serait peut-être plus à propos de laisser au juge en chef de la cour Supérieure le droit de déplacer les juges qui ne sont pas suffisamment occupés dans leur district.

Quant aux délais pour l'assignation des absents, il ne serait pas d'avis de les modifier. Depuis quelques années les relations commerciales avec l'étranger ont augmenté et il faut laisser aux personnes se trouvant au loin le temps de comparaître. On pourrait par exemple porter à deux mois les délais pour la vente des terres, car aujourd'hui la publicité est beaucoup plus facile, mais dans ce cas, il faudrait publier les annonces dans d'autres journaux que la Gazette officielle qui n'est pas lue que par une certaine classe de la société.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Dit qu'il serait à propos de consulter en même temps le bill du gouvernement sur ce sujet, le bill de l'honorable député de Richelieu et celui que se propose de présenter l'honorable député de Yamaska sur les ventes d'immeubles par le shérif.

La permission est accordée.

Message de l'administrateur de la province:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence l'administrateur de la province, revêtu de la signature de Son Excellence.

A.-A. DORION,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours d'ouverture de la session.

Votre dévouement aux intérêts de cette province m'est un gage que vos efforts pour les promouvoir par une Législature sage et éclairée seront incessants.

Hôtel du gouvernement,
Québec, 16 novembre 1876.

Comité sur l'agriculture, l'immigration et colonisation

Il est ordonné que M. Mathieu soit ajouté au comité permanent sur l'agriculture, l'immigration et colonisation.

La Chambre s'ajourne à quatre heures vingt.

Séance du 17 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal et de l'Association musicale, Québec, tous deux pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ogilvie, la pétition de la municipalité du village de la Rivière-Saint-Pierre, comté d'Hochelaga.

Par M. Wurtele, la pétition de F. Gladu et autres, de Saint-François-du-Lac et autres lieux, comté d'Yamaska, et la pétition de John Cassiday et autres, de Montréal et autres lieux.

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition du curé et des marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal.

Par l'honorable M. Laframboise, la pétition du révérend SX. Davis et autres.

Par M. Bachand, la pétition de Louis Molleur, junior et autres, de Saint-Jean.

Par M. Lynch, la pétition d'Eugène A. Dyer et autres, du canton de Sutton, et la pétition de A.A. Mooney et autres, du canton de Bolton, tous du comté de Brome.

Par M. Wurtele, la pétition de la bourse de Montréal, la pétition de William Crawford, Montréal, et la pétition de la Faculté médicale de l'Université de Bishops' College, Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des dames religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec", pour acquérir des propriétés jusqu'à un certain montant et pour d'autres fins.

De la compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du révérend P. Brassard et autres, du township de Winstow, comté de Compton, demandant une aide pour le chemin de fer de Québec Central.

Des dames religieuses de l'Hôpital de Saint-François-du-Lac et des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains de Montréal, demandant respectivement de l'aide.

Rapport de comités:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmouncy): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité, après avoir élu son président, a examiné la pétition de Daniel Thomas, écuyer, de la cité de Sherbrooke, registraire, demandant la passation d'un acte l'autorisant à exercer sa profession comme notaire tout en continuant à être registraire, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

Votre comité a décidé de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour assurer la publicité des saisies de bien-fonds.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour suppléer aux articles 648, 649 et 650 du code de procédure civile concernant les avis des ventes faites par le shérif en pourvoyant à ce qu'avis soit donné aux créanciers hypothécaires.

Accordé.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre et amender la loi de la chasse en cette province.

Il explique que cette mesure a seulement pour but de faire subir quelques amendements de peu d'importance à la loi actuellement en vigueur.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre et amender la loi pour assurer aux épouses et aux enfants le montant des assurances sur la vie de leur mari et de leur parent.

Accordé.

Message de l'administrateur de la province:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence l'administrateur de la province et revêtu de la signature de Son Excellence.

A.-A. DORION,

L'Administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et

autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation, et aussi le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Appendice no 1 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1876).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 17 novembre 1876

Interpellations:

Cour de circuit de Soulanges

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Demande si c'est l'intention du gouvernement de laisser plus longtemps entre les mains de M. Sentenne, ex-greffier de la cour de circuit de Soulanges, les dossiers et les livres de cette cour.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que M. Sentenne est tombé malade aussitôt après avoir donné sa démission, et qu'il n'a pu entrer tous les jugements rendus pendant qu'il exerçait sa fonction. Les dossiers de la cour ont été laissés entre ses mains afin de lui permettre de remplir cette partie de ses devoirs. Jusqu'ici la santé de M. Sentenne l'a empêché de terminer ce travail. Le gouvernement lui a fait écrire plusieurs fois à ce sujet, et n'a aucune objection à ce qu'on lui ôte les dossiers et les livres en question.

Adresse à l'administrateur de la province:

Magistrat de district pour Terrebonne

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): La Chambre s'ajourne à quatre heures.

Propose, appuyé par le député de Montréal-Centre (M. A. W. Ogilvie), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des sommes d'argent payées au magistrat de district pour le district de Terrebonne pour les frais de voyage de Saint-Jérôme à Sainte-Scholastique, depuis sa nomination; cet état devant faire voir le nombre de fois qu'il a exercé ses fonctions de magistrat dans chacune des localités dudit district, et aussi copie de la correspondance échangée avec le gouvernement demandant que ledit magistrat de district fixe sa résidence au chef-lieu du district de Terrebonne.

Adopté.

Comptes publics

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande quand les comptes publics seront publiés et distribués.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond que l'imprimeur les avait promis pour mardi dernier, mais que par suite d'un malentendu ils ne seraient prêts que lundi prochain.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'un état de toutes les recettes et dépenses de la province, du 30 juin dernier jusqu'au 15 novembre courant, soit mis sur la table du greffier de cette Chambre.

Adopté.

Séance du 20 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures quinze minutes.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile de Saint-Jean, Dorchester; de l'Hôpital de Saint-Jean, Dorchester; de la Providence Saint-Joseph, Trois-Rivières; de l'Association musicale, Québec et de l'Union Saint-Henri. Tous pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition de l'Asile des orphelins protestants, Québec, et la pétition de l'Asile des dames protestantes, Québec.

Par M. Shehyn, la pétition de David Roy et autres, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie.

Par M. Préfontaine, deux pétitions des Soeurs de la Charité (Soeurs Grises) de la ville de Longueuil.

Par M. le procureur général Angers, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne, comté de Montmorency.

Par M. Wiirtele, la pétition de la compagnie graphique.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John L. Cassidy et autres, de la cité de Montréal et autres lieux, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie des terres du Canada".

De Eugène A. Dyer et autres, du township de Sutton, comté de Brome, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Fairmount Cemetery Company".

Du révérend S. L. Davis et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Universalist Church or Society in the Province of Quebec".

De la bourse de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation".

De William Crawford, Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant de pratiquer, après examen, comme arpenteur provincial.

Des curés et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, demandant la passation d'un acte leur conférant certains pouvoirs pour la vente de lots dans le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

De V. Gladu et autres, de la paroisse de Saint-François-du-Lac et autres lieux, comté d'Yamaska, demandant la passation d'un acte pour régler le flottage du bois de corde sur la rivière Saint-François.

De Louis Molleur junior et autres, de Saint-

Jean, demandant la passation d'un acte concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

De la municipalité du village de la Rivière Saint-Pierre, comté de Hochelaga, demandant la passation d'un acte pour changer le nom et les limites de ladite municipalité et pour autres fins.

De A.A. Mooney et autres, du township de Bolton, comté de Brome, demandant la passation d'un acte pour diviser ledit township en deux municipalités séparées.

De Damas Tassé et autres, des paroisses de Saint-Scholastique, Saint-Augustin et Sainte-Monique, demandant à être indemnisés des pertes qu'ils ont faites avec les sous-contracteurs du chemin de fer de colonisation du nord.

De Firmin H. Proulx, propriétaire de la Gazette des Campagnes, demandant de l'aide pour cette publication.

Du révérend F. Martineau, directeur de l'Asile Nazareth, de l'Asile rue Bonaventure et de l'Institution des aveugles, Montréal, demandant de l'aide pour ces institutions.

De la Faculté médicale de l'Université de Bishop's College, Montréal, demandant de l'aide.

Des Soeurs de la Charité de Sainte-Ursule, comté de Maskinongé, demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Locaux du Parlement

L'ORATEUR: Dit que comme l'on n'a que deux chambres à mettre à la disposition des différents comités, il voudrait, avec le consentement des membres de la Chambre, se servir de la chambre destinée au repos des députés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Au nom de l'Opposition dit qu'il n'a aucune objection à ce que l'on envahisse cet appartement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Au nom de la droite ne s'y oppose pas non plus.

Rapport de comités:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

De la Compagnie du chemin de fer de Québec Central — demandant que le délai pour son parachèvement soit prolongé.

De William Taylor, de Montréal — demandant d'être autorisé à porter le nom de William Taylor Lindsay.

Du révérend J. S. Stevenson et autres, de Montréal — demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Emmanuel Congregational Church".

De la Compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du Saint-Laurent — demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Introduction de bills:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie du canton de Godmansher, du comté de Huntingdon, et l'annexer au comté de Beauharnois, pour toutes les fins civiles, municipales, scolaires et électorales.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Fait remarquer que ce bill ne peut pas devenir loi sans le consentement de la majorité des députés des comtés de cette partie de la province. Il propose que le bill soit envoyé de suite à un comité composé des députés de ces comtés.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Said it did not meet with the approval of the majority of his constituents in Huntingdon.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Ne voit pas le bill d'un oeil bien favorable. Accordé.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Québec Central.

Accordé.

M. F. DUPONT (Bagot): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du Saint-Laurent.

Il explique que le but du bill est de permettre à la Compagnie de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent d'opérer sa jonction avec les chemins de fer américains et avec la ligne du Vermont Central.

Le tracé actuel, comme il est facile de s'en assurer, ne permet pas de faire la jonction.

Cette jonction devra se faire dans un champ, à peu près de 15 arpents de la station du chemin de fer de Vermont Central. Ce bill a de plus pour effet de déterminer les obligations et les droits des porteurs de bons de la compagnie. Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 90 des statuts refondus du Bas-Canada, concernant les jugements rendus à l'étranger.

Suivant le voeu de plusieurs députés, il explique que le but de son projet est de faire des dispositifs plus satisfaisants pour des jugements rendus dans d'autres provinces de la Puissance.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande que le bill soit envoyé à un comité spécial.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): C'est aussi mon intention. Accordé.

Interpellations:

Horace Cimon

M. H.-E. BISSON (Beauharnois): Demande si le gouvernement a l'intention de maintenir Horace Cimon comme magistrat stipendiaire pour le district du Saguenay, quand la résidence d'un magistrat stipendiaire sur la côte du Labrador et d'un juge de la cour Supérieure pour Murray Bay rend inutile les services d'un magistrat stipendiaire pour le comté de Charlevoix.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond qu'il n'y a pas de magistrat stipendiaire sur la côte du Labrador et que le gouvernement a, en conséquence, eu occasion de requérir les services de M. Cimon en dehors du district du Saguenay.

Prêt aux incendies de Québec

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'occuper pendant cette session du règlement du prêt aux incendies du Québec.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le gouvernement s'est déjà occupé de cette question dans une session précédente et qu'il s'en occupe encore. Mais il désire informer ceux qui se trouvent affectés par cette question que ce prêt fait partie de l'actif dont le partage est en litige entre Ontario et Québec, et tant que ce partage ne sera pas réglé définitivement le gouvernement ne pourra soumettre aucune mesure tendant à amener la solution de la question du prêt aux incendies. Il serait non seulement inopportun, mais dangereux, de le faire. Quand le temps sera venu, cependant, la question sera prise en la meilleure considération du gouvernement.

Construction des édifices parlementaires

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Demande si le gouvernement a l'intention de demander bientôt des soumissions pour la construction des édifices parlementaires.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Monsieur l'Orateur, aussitôt que les plans des bâtisses parlementaires seront finis, c'est l'intention du gouvernement de demander des soumissions à cet effet.

Cautionnements des officiers publics

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Appuyé par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les noms et prénoms des cautions fournies par les protonotaires, les greffiers des cours de Circuit, les coroners, les shérifs et les registrateurs dans les districts ruraux de la province; aussi le montant du cautionnement ou des garanties ainsi fournies par chacun de ces officiers.

Adopté.

Arbitrage

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et les gouvernements de la Puissance et de l'Ontario, depuis que le gouvernement de la Puissance a assumé le paiement de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada au-dessus des 62 millions, au sujet de la répartition de cette partie de l'actif de l'ancienne province du Canada, qui doit être distribuée entre les deux provinces, ainsi que les documents s'y rapportant.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Je n'ai aucune objection à me rendre à la demande de l'honorable député. Je lui ferai seulement remarquer que, s'il veut être parfaitement éclairé sur la question, il lui faudrait prendre connaissance de différentes correspondances à part celles qu'il demande et que je me ferai un plaisir de soumettre, si c'est le désir de la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je remercie l'honorable trésorier; j'accepte son offre.

Il me permettra de lui demander en même temps ce que peuvent contenir les correspondances dont il parle.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Il donne l'historique des négociations qui ont eu lieu entre les deux provinces au sujet de la dette. Comme on le verra par les documents qui seront soumis à la Chambre, le gouvernement de la province de Québec a fait tout son possible pour en venir à une entente avec le gouvernement de la province d'Ontario, mais les demandes de ce dernier étaient trop exorbitantes et nos ministres n'ont pas cru devoir s'y rendre. Voyant qu'il était impossible de s'entendre, il a été décidé de soumettre la question au Conseil privé de Sa Majesté. Il ajoute que, bien que les deux provinces ne puissent pas s'enten-

dre au sujet de la répartition de la dette, elles sont d'accord sur un point, c'est que l'on travaillera de concert pour porter l'affaire devant le Conseil privé aussitôt que possible afin d'avoir une prompt solution de la difficulté.

Adopté.

Charles Gagnon

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous les documents se rapportant à la destitution de Charles Gagnon, écuyer, de la charge de magistrat de district, correspondances, plaintes, commissions, enquêtes, comptes, reçus, destitution et tous autres documents s'y rapportant.

Adopté.

Emprunts faits par la province

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de toutes correspondances entre le gouvernement ou aucun des honorables ministres et toute banque ou autre institution financière, courtier ou personne quelconque; et de tous les ordres en conseil, ou instructions par aucun des honorables ministres, au sujet de tout emprunt négocié ou dont on a tenté la négociation depuis la dernière session en vertu de l'acte qui autorise l'émission de bons provinciaux pour payer les subsides accordés aux chemins de fer (chapitre 4) ou de tous autres actes de cette Législature;

2. Un état mentionnant:

1. Il acte sous l'autorité duquel l'emprunt a été négocié;

2. Le montant des bons émis;

3. Le montant réalisé de ces bons;

4. A quel taux ou prime ils ont été placés ou négociés;

5. Quel taux d'intérêt doit être payé, où et comment il doit l'être;

6. Quelle commission a été payée ou promise et à qui, et le montant total des autres frais encourus pour faire cet emprunt;

7. Quels furent les banquiers, courtiers intéressés dans la négociation de cet emprunt à Londres ou ailleurs.

8. Quel montant sur cet emprunt est maintenant touché par le gouvernement; dans quelle banque il est déposé et à quel taux d'intérêt.

Adopté.

Fonds de bâtisses et des jurés

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Ap-

puyé par le député de Yamaska (M. J. S. C. Würtele), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le montant prélevé chaque année depuis cinq ans dans le district de Montréal, des sommes d'argent reçues du fonds de bâtisse et des jurés, "Building and Jury Fund".

Adopté.

Etat de la dette

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de la dette actuellement due par la province de Québec.

Adopté.

Terres de la couronne

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant l'étendue des terres de la couronne actuellement possédées par la province.

Adopté.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose l'ajournement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Ily a dix jours que la Chambre siège et je ne crois pas trop demander en priant l'honorable trésorier de vouloir bien fixer le jour où il présentera son exposé financier.

Il espère que l'on n'attendra pas, cette année, à la fin de la session, comme les années précédentes.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Ne peut préciser la date tant qu'il ne saura pas quand il pourra avoir les comptes publics. Il avait espéré les avoir imprimés au moins deux ou trois jours après l'ouverture de la session; mais malheureusement il a été désappointé jusqu'ici. Il n'a aucun désir de retarder un seul instant les affaires publiques.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le gouvernement ne saurait se plaindre de la manière dont il est traité par l'Opposition, qui s'est montrée on ne peut plus indulgente. Elle a laissé au gouvernement toute liberté dans le choix de ses imprimeurs, et cependant, pendant les huit dernières sessions, les mêmes embarras se sont constamment renouvelés. Il sait faire la

différence entre les grands contrats du gouvernement de la Puissance et l'impression de bills privés et de rapports qui auraient dû être faits pendant la vacance. Au commencement de chaque session, depuis 1867, on s'est demandé comment il se faisait que les bills privés fussent si en retard. On attendait au dernier moment et alors la législation était précipitée. A la dernière session la Chambre a adopté un ordre pour régler cette question de l'impression des ouvrages de la Législature. Cet ordre porte que, quand l'honoraire de \$100 serait envoyé au greffier de la Chambre, le manuscrit des bills, dans les deux langues, devait être envoyé en même temps et transmis immédiatement à l'imprimeur. Si cette règle n'a pas été observée, à qui la faute? Ce n'est certainement pas la faute de l'Opposition. Il prétend que le gouvernement est beaucoup à blâmer et l'Opposition le serait également, de son côté, si elle ne s'efforçait pas d'en faire porter la responsabilité au gouvernement, qui est le seul coupable.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Admet qu'il y a eu amplement de temps et, sous ce rapport, le gouvernement a à se plaindre aussi bien que l'Opposition. Les comptes publics ont été donnés à l'imprimeur depuis trois semaines, et c'est ce dernier et non le gouvernement qui doit être blâmé. Le gouvernement ne peut faire plus que d'envoyer les manuscrits pour faire imprimer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'accuse pas l'honorable trésorier d'avoir retardé à donner son rapport, mais je blâme le gouvernement de ne pas obliger son imprimeur de faire sa besogne dans le délai voulu.

Il blâme sévèrement le gouvernement. Le comité des impressions a fait tout en son pouvoir pour aider le gouvernement, mais il a dû abandonner la partie. Les ministres en ont alors pris toute la responsabilité. Il a nommé ses imprimeurs et il doit être responsable des délais; cela est de toute justice.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le chef de l'Opposition exagère un peu les causes de plaintes.

Je ne crois pas que l'honorable chef de l'Opposition ait des griefs aussi sérieux contre le gouvernement que ceux qu'il vient de faire valoir. Il se plaint de ce que les bills privés ne sont pas prêts et que ce retard nuit considérablement à la Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement admet lui-même qu'il y a eu négligence.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement a donné les bills à imprimer huit jours avant l'ouverture de la session; mais le délai vient autant du comité des ordres permanents que des imprimeurs. Le chef de l'Opposition a avancé que depuis huit ans les

mêmes retards se présentaient. Je dirai que toujours ils ont été dus aux imprimeurs et non au gouvernement. On sait que nous n'avons pas à Québec des ateliers où les impressions puissent se faire aussi rapidement qu'à Montréal ou à Ottawa, mais le gouvernement a divisé son contrat entre plusieurs imprimeurs et il n'y a donc pas de reproches à lui adresser. Dans le but de hâter le travail, le gouvernement a divisé les contrats, mais on a reconnu qu'il était absolument nécessaire de donner l'impression des bills privés à ceux qui impriment les statuts, afin de ne pas être obligés de faire le même travail deux fois.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Monsieur l'Orateur, ce n'est pas tant aux imprimeurs qu'au gouvernement qu'il faut s'en prendre. Le gouvernement n'a fait ses arrangements avec les imprimeurs qu'à la veille de la session, et conséquemment il est responsable de tous les retards amenés dans les procédés de la Chambre.

La session est commencée depuis dix jours et il n'y a encore absolument rien de fait; il me semble que le gouvernement aurait dû retarder la convocation du Parlement. Il avait été convenu que les bills privés devaient être envoyés huit jours après la publication de l'annonce, ce qui donnait au gouvernement un délai de trois semaines pour l'impression, mais l'honorable procureur général vient de déclarer lui-même qu'ils n'étaient que depuis huit jours chez l'imprimeur.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il fallait le temps de les faire traduire.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): En temps de session, les traductions se font bien plus rapidement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): L'honorable leader se trompe en disant que le retard vient du comité des ordres permanents; il ne doit être imputé qu'à l'impression. J'ai su encore ce matin du greffier du comité que les bills n'avaient été envoyés à l'imprimeur que 6 ou 7 jours avant le commencement de la session. Le gouvernement s'est rendu coupable d'une négligence impardonnable. De plus, les comptes publics et les rapports des différents départements devaient déjà être soumis. On les présentera sans doute dans les derniers jours de la session et les membres de cette Chambre n'auront le temps ni de les étudier, ni de les discuter. Certainement, l'honorable procureur général n'a pas fait preuve

dans cette affaire de l'activité qu'il sait déployer dans certaines occasions. On rejette la faute sur les imprimeurs, mais on sait que le gouvernement a la responsabilité des contrats. C'est donc sur lui que doit peser la faute du retard.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement est coupable, car il n'a fait ses arrangements avec les imprimeurs qu'à la veille de la session. Je tiendrais à savoir quand nos travaux commenceront.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je n'ai pas fait tomber la faute du retard sur le comité des ordres permanents. J'ai dit seulement que tous les bills qu'il a rapportés ont été considérés. Il est vrai que le contrat n'a été donné qu'à la veille de la session, mais il n'est que juste d'ajouter que depuis un mois le gouvernement était en pourparlers avec les imprimeurs au sujet des prix. L'an dernier l'impression des bills privés coûtait \$3 la page et cette année le contrat a été donné à \$2. On n'a donc à faire peser aucun blâme sur le ministre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si le contrat ne s'était pas fait, le gouvernement aurait donc attendu.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'aurait pas donné son adhésion à un contrat conclu dans les mêmes conditions que celui de l'an dernier; il aurait simplement fait son rapport à la Chambre et aurait laissé aux parties intéressées le soin de l'impression des bills privés.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Le gouvernement aurait pu également ne pas convoquer la session.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Non, car il se serait privé du plaisir de rencontrer l'Opposition. (Rires.)

H déclare qu'il est bien content d'avoir, pour la première fois, depuis l'ouverture de la session, entendu la voix de l'Opposition. La Chambre apprendra donc aujourd'hui qu'il y a une Opposition.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si nous n'avons pas plus tôt attaqué le gouvernement, c'est que nous ne l'avions pas encore rencontré dans la Chambre avant ce soir. (Rires.)

La Chambre s'ajourne à quatre heures et quarante-cinq.

Séance du 21 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hospice des Soeurs de la Charité de Saint-Germain-de-Rimouski pour l'année 1875; des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général (Soeurs Grises), Montréal, et de l'Hospice du Sacré-Coeur, Sherbrooke, tous pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Fradette, la pétition du révérend Théophile Houde et autres, du canton Mailloux.

Par M. le Solliciteur général Baker, la pétition de R. W. Heneker et autres, de la cité de Sherbrooke, et la pétition de David Bell et autres, des municipalités de Saint-Sauveur de Québec et de Saint-Roch de Québec-Nord.

Par M. Sylvestre, la pétition du conseil de ville de Berthier.

Par M. Turcotte, la pétition du maire et des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Paquet, la pétition du conseil de ville de Lévis.

Par M. Loranger, la pétition du révérend Alp. Tranchemontagne et autres, de la paroisse de Saint-Joseph, Montréal, et la pétition de Moïse Morin et Jacques Morin, de la paroisse de Saint-Arsène, comté de Témiscouata.

Par M. Lavallée, la pétition de l'Hospice de la ville de Joliette.

Par M. Rinfret dit Malouin, la pétition de Honoré Lecomte et autres, de la cité de Québec.

Par M. Wurtele, la pétition de Richard Arthur Archibald Jones et autres, de la cité de Montréal et autres lieux.

Par M. Marchand, la pétition du conseil de ville de Saint-Jean.

Par M. Fortin, la pétition des Soeurs de la Charité de Rimouski.

Par M. le commissaire Garneau, la pétition de John Henry Ross Burroughs et autres, de la cité de Québec.

Par M. McGauvran, la pétition du recteur et des marguilliers de l'église Saint-Jude, et la pétition du bureau médical de l'Hôpital des femmes, Montréal.

Par M. le procureur général Angers, la pétition de l'Institut canadien, Québec.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

De C. S. Shattuck et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Des dames religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec".

De la Bourse de Montréal, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De W. Crawford, de Montréal, demandant la passation d'un acte lui permettant d'exercer, après examen, la profession d'arpenteur provincial.

De la municipalité du village de la rivière Saint-Pierre, demandant un acte d'incorporation.

Votre comité a constaté que les parties intéressées dans les pétitions ci-dessus se sont conformées à la règle de votre honorable Chambre qui exige que le bill et \$100 soient déposés entre les mains du greffier du comité des bills privés, huit jours après la première insertion de l'avis dans la Gazette officielle.

M. W. W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à Votre Honorable Chambre que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

M. L.-O. LORANGER (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J. THORNTON (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder, tant en son nom que comme administratrice du bien des pauvres dudit Hôtel-Dieu, d'autres biens meubles et immeubles jusqu'à un certain montant.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande

la permission d'introduire un bill pour autoriser le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs dans le Bas-Canada (province de Québec) à admettre, après examen, William Crawford, à la pratique de la profession d'arpenteur.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la Bourse de Montréal.

Il dit que le but du bill est d'autoriser la bourse à vendre certaine propriété.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la refonte des Statuts généraux de la province de Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que ce travail est à la fois très long et très important; il ne faudrait pas trop se hâter et procéder avec circonscription.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Monsieur l'Orateur, la Chambre se rappelle qu'à la session dernière il a été passé une résolution ayant pour résultat d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à refondre les Statuts généraux de la province de Québec.

La Chambre doit être convaincue de la nécessité d'une pareille mesure. Non seulement cette refonte devra avoir lieu simplement pour les Statuts de la province de Québec où nous avons juridiction, mais encore pour ceux de l'ancien Parlement du Canada, auxquels nous n'avons pas de juridiction, il est vrai, mais qu'il est de la première importance, pour nous, de voir réunis ensemble.

Il y a déjà, Monsieur l'Orateur, une confusion assez grande, non seulement dans les Statuts du Canada mais encore dans ceux qui regardent spécialement la province de Québec, pour nécessiter un pareil travail.

L'utilité d'un pareil ouvrage a été bien reconnue par la province de l'Ontario qui nous a devancés dans l'adoption de cette mesure. La refonte de ses lois sera soumise au Parlement de l'Ontario, à la session prochaine. Le travail sera des plus considérables.

La commission rencontrera de très grandes difficultés, car les pouvoirs de cette Chambre sont limités. Ils devront publier à part les Statuts du Canada qui intéressent la province concernant des matières sur lesquelles nous n'avons pas droit de légiférer.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Dit que les travaux sont bien nécessaires et vivement désirés non seulement par le Barreau mais par le public en général.

Il rappelle qu'il a lui-même demandé au gouvernement, pendant la dernière session, s'il projetait cette refonte.

Il félicite le gouvernement d'avoir présenté ce bill.

La permission est accordée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'aurais cru qu'un semblable bill ne nécessiterait pas d'explication. L'administration de la justice dans la province de Québec n'est pas aussi effective qu'elle pourrait l'être. Cependant je dois dire que ce qui laisse à désirer dans l'administration judiciaire actuelle n'est point dû au mauvais vouloir des juges non plus qu'à l'insuffisance de leur nombre. Voici, pour indiquer de suite où est le mal, quelles sont les entraves à l'administration actuelle de la justice. Il y a certains districts où il n'y a pas assez d'ouvrage pour occuper un juge; d'autres, au contraire, nécessitent de la part des juges un surcroît de travail; quelques fois même la besogne nécessiterait la présence de deux juges.

L'amendement que je propose ne demande pas la décentralisation judiciaire. Je ne crois pas qu'il serait sage d'attaquer le système actuel.

L'intention du gouvernement n'est pas de priver les districts de leurs juges respectifs, mais de les utiliser dans divers districts lorsque l'expédition des affaires l'exigera.

Pour arriver à ce résultat il suffit d'amender les sections 15 et 19 du chap. 78 des Statuts refondus du Bas-Canada.

En un mot, il s'agit de remplacer le mot résidant par le mot exerçant. Si l'amendement est adopté, les cours Supérieures et les cours de Circuit pourront se diviser en autant qu'il sera nécessaire. Par ce projet de loi on ne fera qu'apporter plus d'efficacité, sans affecter en aucune façon l'administration judiciaire de la province.

Nous connaissons tous, Monsieur l'Orateur, la sagesse de ceux qui ont présidé à la rédaction de notre code. S'il est utile, en certains cas, d'abroger les procédés judiciaires, il faut aussi convenir que bien souvent, dans d'importantes causes, ces procédés doivent être multipliés ou considérablement augmentés.

Je doute fort que nous apportions plus de sagesse que les codificateurs qui nous ont précédés; toutefois, Monsieur l'Orateur, j'espère que la Chambre apportera la meilleure volonté et la plus grande prudence dans la prise en considération de mesures aussi importantes.

La permission est accordée.

Documents:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence l'administrateur de la province.

Rapport général du commissaire de l'Agricul-

ture et des Travaux publics pour la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1876. (Documents de la session, no 3).

DEPUTES DE LA GAUCHE: Ha! Ha!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si ce rapport est imprimé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond qu'il ignore si, oui ou non, le rapport est imprimé.

Il est ordonné que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Service civil

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier les résolutions relatives à la réorganisation du service civil.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer que les résolutions venant seulement d'être distribuées, la Chambre ne pouvait les prendre sous considération.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Retire sa proposition.

Echange avec la France

M. L'ORATEUR: Dit que, l'an dernier, l'honorable M. Fortin, son prédécesseur, s'est mis en rapport avec le gouvernement français pour lui demander d'échanger les documents officiels de la république française avec ceux de la province de Québec. M. le Duc de Cazes a accueilli favorablement cette demande et a fait envoyer immédiatement cinq caisses de rapports et brochures à la Législature de Québec.

Il est communiqué à la Chambre la lettre suivante:

Ministre des Affaires étrangères — Direction des consulats et affaires commerciales

Paris, 6 novembre 1876

No 31

Monsieur,

Ainsi que l'annonçait ma lettre du 24 juillet dernier, j'ai appelé l'attention des divers départements ministériels sur la demande de M. Fortin, président de la Chambre législative du Bas-Canada, tendant à établir un échange périodique de documents entre les administrations française et canadienne.

M. le ministre de l'Agriculture et du Commerce a favorablement accueilli cette ouverture, et a mis à ma disposition, pour être adressés à M. Fortin, cinq ballots de documents, dont vous trouverez ci-joint la liste et que vous recevrez par la voie des messageries. Il a fait, en outre, inscrire le président de la Chambre législative du Bas-Canada sur la liste de distri-

bution des "Annales du Commerce extérieur" et des volumes de la "Statistique générale de France"; ces publications vous seront envoyées par l'intermédiaire de mon département.

En échange de ces documents, M. Teisserene de Bort recevrait avec intérêt, indépendamment du tableau de recensement du Canada qui lui est déjà régulièrement adressé, tous les documents statistiques et économiques édités sous les auspices de l'administration canadienne, ainsi que ceux relatifs à la législation et aux institutions commerciales et industrielles (brevets d'invention et marques de fabriques, aux institutions de prévoyance, d'assurance et de crédit, au régime sanitaire, à l'enseignement professionnel et à la surveillance des enfants employés dans l'industrie, il attacherait également du prix à posséder les publications concernant l'agriculture du Bas-Canada.

De son côté, M. le ministre de la Justice et des Cultes s'est montré très désireux de donner suite à la proposition de M. Fortin, dont il apprécie d'autant plus l'utilité, en ce qui le concerne, que le "Comité de la Législation étrangère", récemment institué auprès de son département, s'occupe de réunir tous les documents étrangers qui peuvent présenter quelque intérêt au point de vue de la législation.

M. Dufaure est donc prêt à mettre à la disposition du président de la Chambre législative du Bas-Canada une collection annuelle du "Bulletin des Lois françaises", ainsi que les travaux législatifs et autres publications officielles présentant quelque importance; il serait heureux de recevoir, en échange, la collection des lois canadiennes et les documents législatifs d'un certain intérêt; il attacherait un prix particulier à posséder, non seulement les publications de cette nature émanant de l'administration du Bas-Canada, mais encore celles parues sous les auspices du gouvernement du "Dominion" pour l'ensemble des Etats confédérés.

Je vous prie, Monsieur, de porter ces réponses à la connaissance de M. Fortin et de m'informer de la suite dont elles auront été l'objet.

Je profite de cette occasion pour vous faire savoir que les documents dont l'envoi m'était annoncé par les lettres du 5 juillet, no 49, et du 1er août, no 52, relatives, l'une aux Travaux publics du "Dominion" et l'autre à une nouvelle demande de M. Fortin, me sont parvenues à mon département.

Recevez, Monsieur, les assurances de ma parfaite considération,

DECAZE

Monsieur Ribadier Desilles,
Gérant du Consulat de France,
à Québec,

Ministère de l'Agriculture et du Commerce

Etat des documents joints à la lettre de M. le

ministre de l'Agriculture et du Commerce à M. le ministre des Affaires étrangères, en date du 7 octobre 1876, et destinés au président de la Chambre législative du Bas-Canada.

Annales du commerce extérieur. Livraisons de janvier à septembre 1876, inclusivement.

Rapport annuel sur les opérations des caisses d'épargne pendant les années 1869, 1870-1871, 1872-1873.

Rapport annuel sur les opérations de la caisse des retraites pour la vieillesse, années 1869, 1870-1871, 1872-1873.

Rapport annuel sur les opérations des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents; années 1869, 1870, 1871, 1872, 1873.

Publication des brevets d'invention (collection).

Recueil des travaux du comité consultatif d'hygiène publique de France.

Traité d'assainissement industriel par M. De Freycinet.

Principes de l'assainissement des villes (M. De Freycinet).

Rapport sur l'assainissement industriel et municipal en France, par M. De Freycinet.

Rapport annuel de l'académie de médecine sur les vaccinations; années 1866-1867-1868-1869-1870-1871-1872-1873.

Rapport annuel de l'académie de médecine sur le service médical des eaux minérales; années 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871.

Législation sur le travail des enfants dans les manufactures par MM. Talion et Maurice.

La race flamande.

Enquête sur les engrais.

Les races bovines à l'exposition universelle.

Les volumes parus sur la prime d'honneur.

Les vignobles de Jules Guyot.

Les primes d'honneur des fermes-écoles.

Album et notice sur l'exposition de Vienne.

La France agricole.

Rapport sur les irrigations des Bouches-du-Rhône.

Statistique annuelle de la France (1872).

Statistique agricole (1862).

Statistique industrielle (1873).

Enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation (Conseil supérieur) (1872).

Examens de la question des matières premières et des traités de commerce (Conseil supérieur) (1873).

Rapport de la commission chargée d'examiner les moyens de venir en aide à la marine marchande, 1874.

Examen du règlement d'administration publique sur l'exercice des raffineries et du projet de loi sur les sucres (Conseil supérieur) 1875.

Examen du régime commercial des colonies par le Conseil supérieur en 1875.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Monsieur l'Orateur, la Chambre sera heureuse de voir cette lettre reproduite dans les votes et délibérations de la Chambre. Certainement nous ne pouvons que gagner beaucoup à

ces relations amicales qui ont été établies entre l'Orateur de cette Chambre et les officiers des bureaux officiels de la France.

Les documents que l'on vient d'expédier à notre adresse seront sans doute pour notre bibliothèque d'une valeur considérable. Nous pouvons rendre le témoignage d'avoir fait de grands efforts pour rétablir entre le marché français et la province de Québec des rapports commerciaux.

Je me rappelle qu'il fut un temps où Québec construisait sur une seule commande au-delà de 15 vaisseaux d'un jaugeage considérable pour des marchands de Marseille. Malheureusement cette industrie a été subitement entravée. Il peut se faire que l'accueil fait par le tarif fédéral à certaines marchandises françaises a eu pour résultat fâcheux de rendre impossible pour nous de construire comme par le passé pour le marché français. Le fait est que chaque navire construit dans les colonies britanniques est frappé d'un droit de 40 francs par tonneau. Il est alors impossible aux marchands français et aux constructeurs de navires canadiens d'aller offrir en vente ces vaisseaux frappés d'un tel impôt.

L'échange de documents entre la France et le Canada aurait pour résultat d'attirer l'attention de ses négociants sur nos bois, nos forêts, nos ressources multiples qui n'attendent pour amener la richesse dans notre province que de nouveaux moyens d'exportation.

Je profite de cette occasion, Monsieur l'Orateur, pour montrer combien nous sommes sensibles à la générosité que la France vient de nous témoigner par l'envoi de ces semblables documents officiels. (Applaudissements).

Il y a un autre point encore sur lequel cette Chambre doit être unanime; c'est de reconnaître le travail et l'énergie déployés par le député de Gaspé alors qu'il était Orateur de cette Chambre. (Applaudissement.)

La bibliothèque du Parlement de la province de Québec, laquelle jusqu'à un certain point est une province maritime, manquait de documents relatifs à la marine.

Le député de Gaspé a pour ainsi dire créé une bibliothèque maritime; il a su obtenir des cartes de la Norvège, de la Suède, du Danemark et aussi des États-Unis. Elles sont accompagnées de documents et de renseignements des plus utiles à la navigation. Je crois que la Chambre sera unanime à reconnaître que le député de Gaspé a rendu de très grands services à la province de Québec tout entière. (Applaudissements prolongés).

Incorporation des villes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes".

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a

parcouru le bill, mais qu'il voudrait savoir quels sont les points nouveaux du projet de loi. Il demande au député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers) de donner un aperçu rapide des principales dispositions du bill.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que les principes sur lesquels repose le bill ne sont pas changés. Il a pour but d'établir un système uniforme d'incorporation pour les villes par tout le pays.

Le bill remédie à des grands inconvénients inhérents à l'élection des conseillers, à celui qui doit présider à l'élection des conseillers, au mode de contester les élections desdits conseillers. L'acte renferme certaines dispositions relatives aux marchés, à l'introduction de l'aqueduc et du gaz, aux emprunts que telle ou telle corporation municipale pourra effectuer, aux expropriations. Quant au mode de taxation, on conviendra qu'il est assez difficile de le résoudre et qu'il peut varier suivant les villes et leurs besoins. Cette partie peut faire le sujet d'un acte spécial. Il y a une disposition pour contraindre au paiement des taxes; on pourra poursuivre pour le paiement de ces taxes devant le magistrat de district; on pourra interjeter appel des jugements en pareils cas devant la cour Supérieure.

Dorénavant, une municipalité qui voudra être érigée en corporation de ville ne sera pas obligée de faire adopter un bill à cet effet, mais pourra s'incorporer en vertu de ce bill.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Félicite le gouvernement d'avoir présenté ce bill qui est une grande amélioration sur le système actuel. Aujourd'hui il faut que les avocats fassent une étude spéciale des lois de chaque ville. Il serait très heureux s'il y avait moyen de faire adopter ce bill aux villes actuellement incorporées.

Il suggère que cette loi soit mise en vigueur dans toutes les villes incorporées aujourd'hui. Avec quelques changements en certaines clauses, la loi sera une grande amélioration sur les anciens actes d'incorporation. Ainsi, la clause 250 dit ceci:

"Taxer une somme n'excédant pas quatre piastres payable pour l'octroi de chaque certificat pour obtenir une licence autorisant la vente des liqueurs spiritueuses, vineuses, alcooliques ou enivrantes".

L'amende n'est pas suffisante; c'est surtout cette partie-là qui suscite de nombreuses difficultés aux corporations.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le gouvernement a senti qu'il serait mieux si les villes maintenant incorporées voulaient adopter ce bill, mais il lui a été impossible de donner à ce sujet de loi un effet rétroactif et d'obliger les villes actuellement en existence à l'accepter.

Il dit que l'intention du gouvernement n'est pas de substituer le projet de loi aux actes

d'incorporation des différentes villes; mais qu'il sera certainement heureux de voir les corporations urbaines s'adresser à la Législature par acte spécial pour faire modifier leurs actes d'incorporation suivant la nouvelle loi. Il est convaincu cependant que si le bill est adopté, beaucoup de villes s'y conformeront sans difficultés.

Quant à la taxe de quatre piastres pour l'octroi d'un certificat pour obtenir une licence pour la vente de liqueurs spiritueuses, l'honorable député de Sorel doit se rappeler que c'est là un revenu de la province et que les conseils municipaux ne sont que les délégués du gouvernement pour la perception de ce revenu.

Le gouvernement a cru que la somme de \$4 était suffisante.

La proposition est adoptée.

Interpellations:

Pont sur la rivière Chaudière

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Demande si le gouvernement a pu considérer, depuis la dernière session, s'il doit reconstruire le pont sur la rivière Chaudière, près de son embouchure dans le fleuve Saint-Laurent, pour relier une partie du comté de Lévis et les comtés de Lotbinière, Nicolet et Mégantic à la ville et au comté de Lévis, aux propres frais du gouvernement ou par aide accordée aux municipalités avoisinantes.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Ce n'est pas l'intention du gouvernement.

Conseil législatif

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Demande si le gouvernement doit, pendant cette session, présenter quelque mesure pour abolir le Conseil législatif ou pour changer le mode d'élection de ses membres. (Rires.)

DES VOIX: Ecoutez! Ecoutez! (Rires.)

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Non, pas à cette session. (Rires.)

Adresse à l'administrateur de la province:

Municipalité scolaire de Saint-Clément

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, appuyé par le député de Yamaska (M. J. S. C. Würtele): qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre toutes correspondances et requêtes relatives à la division de la ci-devant municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Clément, dans le comté de Beauharnois, en deux municipalités scolaires; aussi toutes correspondances et requêtes demandant la no-

mination des commissaires d'école pour ces deux municipalités.

Adopté.

Ex-greffier de la cour de circuit de Soulanges

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Verchères (M. J. Daigle), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Le rapport de M. Dureuil, touchant l'administration de M. Sentenne, l'ex-greffier de la cour de Circuit de Soulanges;

2. Toute correspondance échangée entre le gouvernement et M. Sentenne;

3. Toute plainte et correspondance adressées par différentes personnes au gouvernement relativement à l'administration de M. Sentenne, l'ex-greffier.

Adopté.

Rentes seigneuriales

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copies de toutes requêtes adressées à Son Excellence l'administrateur ou à quelqu'un des ministres de la couronne, depuis l'année 1871 jusqu'à ce jour, par une partie des habitants des paroisses de Saint-Jean-Chrysostôme, de Saint-Lambert et de Saint-Etienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis, concernant l'abolition ou la diminution des rentes seigneuriales sur les terres incultes, situées dans les limites de ces municipalités.

2. Copie de toute correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement actuel et le précédent, et les susdits pétitionnaires ou aucun d'eux.

3. Un état indiquant le montant réel approximatif du montant d'argent que le gouvernement retire chaque année des censitaires de cette partie de terres incultes.

Adopté.

Fief Hubert

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Propose, appuyé par le député de Lotbinière (M. G.-H. Joly), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous papiers, titres, documents, concernant les propriétés connues sous le nom de fief Hubert, près de Québec.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement actuel ou l'un de ceux

qui l'ont précédé ou aucun des membres de ces gouvernements ou quelqu'un de leurs employés, et René Auguste Richard Hubert, notaire à Montréal, ou aucune autre personne, concernant ledit fief.

3. Un état indiquant le nom du propriétaire ou des propriétaires dudit fief qui l'ont possédé jusqu'à ce jour ou qui le possèdent actuellement avec les titres ou copie des titres en vertu desquels ils le possèdent.

4. Un état de tous arpentages faits entre le gouvernement actuel ou les gouvernements précédents, ou par leurs ordres, et les propriétaires réels, supposés ou apparents dudit fief.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande au député de Lévis (M. E.-T. Paquet) de remettre à demain cette proposition.

Il est ordonné que les débats soient remis à demain.

Compagnie du chemin de fer de Québec Central

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Québec Central.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au gouvernement s'il adopte le principe du bill. Le bill demande une prolongation de délai pour permettre à la compagnie de compléter le chemin de fer. Ce délai veut probablement dire secours. Le bill contient toute une politique de chemins de fer et il aimerait savoir quelle est l'opinion du gouvernement au sujet du principe contenu dans le bill.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Fait remarquer que c'est un bill privé auquel le gouvernement n'a eu rien à voir et qui n'a rien à faire avec la politique du gouvernement au sujet des chemins de fer. La compagnie en question a fait de grands travaux et le temps pour le parachèvement du chemin expire l'été prochain et elle demande tout simplement une prolongation du délai, chose que presque toutes les autres compagnies ont obtenues.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le bill en question n'est ni appuyé ni opposé par le gouvernement. Il ne s'agit que d'un bill privé et que le gouvernement a l'intention de traiter le Québec Central comme les autres chemins de fer.

Il dit que cette compagnie a fait des travaux considérables et a droit de demander qu'on lui accorde le temps de terminer cette importante entreprise. Il ne voit pas en vertu de quel principe on s'y opposerait. Il faut se rappeler qu'il y a d'autres capitaux que ceux du gouvernement engagés dans ce chemin. Quant à la

demande de M. Joly qui veut connaître la politique du gouvernement au sujet des chemins de fer, elle est pour le moins déplacée. Lorsque le moment convenable sera venu, le gouvernement exposera sa politique à la Chambre, mais il ne le fera certainement pas à l'occasion de la seconde lecture d'un bill privé.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Est surpris de voir la position prise par le chef de l'Opposition. Le gouvernement ne légifère pas au profit de telle ou telle compagnie, mais pour le bien de la province tout entière.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Est-ce que l'honorable député de Lotbinière n'a pas demandé une extension de délai pour le chemin de fer Gosford?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'avoue, Monsieur l'Orateur, que je ne me rappelle pas au juste si j'ai demandé une extension de délai pour le chemin de fer de Gosford, mais je ne le crois pas. Ce chemin de fer avait obtenu un octroi de terres très généreux du gouvernement. Cet octroi était de 10,000 arpents par mille. J'étais alors président de la compagnie. Si je me rappelle bien, nous construisîmes les 30 premiers milles du chemin, ainsi qu'il avait été convenu, sans rien demander au gouvernement, et maintenant il me souvient parfaitement que nous ne demandâmes pas de délai au gouvernement.

Les trente milles de chemin construits, voyant l'entreprise en bonne voie, je donnai ma démission comme président; il y a de cela cinq ou six ans. Quant au chemin de fer de Québec au lac Saint-Jean, cette compagnie avait obtenu ses octrois de terres d'une manière tellement irrégulière que je crus devoir donner ma démission comme président.

Je ne suis pas du tout opposé au bill proposé, mais j'ai voulu seulement profiter de l'occasion pour connaître la politique du gouvernement.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer à la Chambre que toute cette discussion a été on ne peut plus irrégulière. Il a déclaré la motion de M. Robertson adoptée après avoir attendu un temps raisonnable, et une fois la motion adoptée, on a entamé un long débat sur cette motion. Il espère qu'une semblable irrégularité ne se reproduira plus.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et vingt.

Séance du 22 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La Chambre s'ouvre à trois heures dix.

M. l'Orateur met devant la Chambre, Etat des affaires de l'Asile Finlay, pour l'année 1875, et du Dispensaire de Montréal, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Bibliothèque

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que l'honorable M. Fortin soit ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membre du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly, la pétition de l'Asile Finlay, Québec, et la pétition du révérend E. Gauthier et autres, de la paroisse de Saint-Patrice et autres lieux.

Par M. Houde (Maskinongé), la pétition des Soeurs de l'Assomption-de-la-Vierge, de la paroisse de Saint-Paulin, comté de Maskinongé.

Par M. le Commissaire Garneau, la pétition de F.-X. Picard et autres, de la tribu des Hurons.

Par M. Cameron, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec et de la frontière.

Par M. Larochelle, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

Par M. Houde (Nicolet), la pétition du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Perpétue, et la pétition du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults.

Par M. Würtele, la pétition de la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce.

Par M. Mathieu, la pétition de O.-D. Labrie.

Par M. Duhamel, la pétition de H.-B. Richer et autres, de la cité de Hull.

Par M. Loranger, la pétition de Louis Archambault et autres, de Montréal.

Par M. Taillon, la pétition des Soeurs de la Charité de l'Hôpital Général, Montréal, et la pétition des dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, rue Fullum, Montréal.

Par M. Peltier, la pétition de la Compagnie du chemin de fer des Laurentides.

Par M. le procureur général Angers, la pétition de J. G. Ross et autres, Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie graphique, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De David Roy et autres, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, demandant que "la Pointe-au-Pic" soit érigée en municipalité.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne, comté de Montmorency, demandant que les limites de ladite paroisse soient déterminées.

De l'Asile des dames protestantes et de l'Asile des orphelines protestantes, tous de Québec, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Charité (dites Soeurs Grises), de la ville de Longueuil, demandant de l'aide pour un hôpital dans ladite ville.

Des Soeurs de la Charité (dites Soeurs Grises), de la ville de Longueuil, demandant de l'aide pour une salle dans ladite ville.

Rapport de comités:

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis avaient été donnés dans chaque cas:

De la corporation des Frères de Saint-Viateur, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

D'Eugène A. Dyer et autres, du township de Sutton, comté de Brome, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Fairmount Cemetery Company".

De John L. Cassidy et autres, de la cité de Montréal et autres lieux, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie des terres du Canada".

De Louis Molleur, fils, de Saint-Jean, demandant la passation d'un acte concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

Introduction de bills:

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Eglise Emmanuel (Congrégationnelle), Montréal.

Accordé.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher de la municipalité de la paroisse du Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, un certain lopin de terre et l'annexer à la municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville pour les fins du cadastre.

Accordé.

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du cimetière de Fairmount.

Accordé.

M. W. W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger le township de Bolton en deux municipalités séparées pour les fins scolaires et municipales.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des terres du Canada.

Accordé.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

Accordé.

Interpellations-

Aide aux municipalités rurales

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si c'est l'intention du gouvernement, durant cette session, comme il a été promis durant les dernières élections générales par l'honorable premier ministre, d'accorder de l'aide aux municipalités rurales dans les comtés où il n'y a pas de chemin de fer, pour les encourager à empierrer leurs chemins, surtout les grandes voies qui servent d'artères aux autres chemins.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Monsieur l'Orateur, le gouvernement, tout en ne voulant pas récuser la manière dont l'interpellation lui est faite, prie le député de Châteauguay de ne pas croire qu'il admet, en lui répondant, tout ce dont il est question dans cette interpellation.

Aussitôt que le gouvernement sera en position pour encourager l'empierrement des chemins dans la province de Québec, c'est son intention de le faire.

Chemins de fer

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour faire payer ou faire indemniser directement les personnes dont les propriétés sont traversées par le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, pour les dommages légalement établis qui leur ont été causés par la construction dudit chemin, et ceci à même les subsides votés à cette compagnie ou à leur être votés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Si l'honorable député veut référer à l'acte passé à la dernière session, il verra qu'aucune compagnie de chemin de fer n'a droit à l'octroi du gouvernement sans avoir payé aux propriétaires des terrains la valeur d'iceux.

Arpentage dans les townships de Lussier et Archambault

M. L.-G. MARTIN (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter, dans le comté de Montcalm, les parties des townships de Lussier et Archambault déjà ouvertes à la colonisation.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a l'intention de faire arpenter, dans le comté de Montcalm, ces portions des cantons Lussier et Archambault déjà ouverts à la colonisation.

Loi d'agriculture

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender, à cette session, la loi d'agriculture pour ce qui regarde la fonction du secrétaire-trésorier des sociétés d'agriculture, de manière que ledit secrétaire soit élu par le président, le vice-président et les directeurs desdites sociétés et non par le peuple, comme le veut la loi aujourd'hui.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmourenzy): Dit que le conseil d'agriculture examine présentement les amendements à faire à la loi et le gouvernement se laissera guider par ses suggestions.

Adresse à l'administrateur de la province

Protonotaire de la cour Supérieure

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie du rapport de M. le commissaire Hemming sur l'état et l'administration des bureaux du protonotaire de la cour Supérieure et du greffier de la cour de Circuit pour le district de Montréal.

Adopté.

Bureau et cour de Police à Montréal

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Propose, appuyé par le député de Québec-Centre (M. F. Rinfret dit Malouin), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie des dépositions prises devant M. le commissaire Hemming lors de l'enquête tenue par lui à Montréal sur l'administration du bureau et de la cour de Police à Montréal.

2. Copie du rapport dudit commissaire, ainsi que toute communication, correspondance ou papier qui ont rapport à la réorganisation dudit

bureau de police et à la nomination des nouveaux employés ou à l'augmentation de salaire des anciens.

Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Lévis (M. E.-T. Paquet), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copies de tout ordre en conseil se rattachant au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la sanction de l'acte de la Législature qui place ce chemin sous le contrôle du gouvernement;

2. Copies de tous les actes notariés se rattachant audit chemin de fer, qui ont été exécutés depuis la sanction du susdit acte, excepté les contrats d'achat de la voie;

3. Copies de toutes les évaluations mensuelles (monthly estimate) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement;

4. Liste de tous les officiers dudit chemin de fer sous le contrôle desdits commissaires, indiquant le salaire payé à chacun, son occupation et la date de sa nomination;

5. Copie des minutes qui ont été tenues de toutes les réunions desdits commissaires depuis la date qu'ils ont prêté serment d'office;

6. Copie de toute correspondance qui a eu lieu entre lesdits commissaires et les entrepreneurs dudit chemin de fer relativement à l'exécution de leurs contrats;

7. Un état de toutes les sommes qui ont été payées aux entrepreneurs dudit chemin de fer à compte de leurs contrats.

Adopté.

Fief Hubert

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée hier, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tous papiers, titres, documents, concernant les propriétés connues sous le nom de fief Hubert, près de Québec.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement actuel ou l'un de ceux qui l'ont précédé ou aucun des membres de ces gouvernements ou quelqu'un de leurs employés, et René Auguste Richard Hubert, protonotaire, à Montréal, ou aucune autre personne, concernant ledit fief.

3. Un état indiquant le nom du propriétaire ou des propriétaires dudit fief, qui l'ont possédé jusqu'à ce jour ou qui le possèdent actuellement, avec les titres ou copie des titres en vertu desquels ils le possèdent.

4. Un état de tous arpentages faits entre le

gouvernement actuel ou les gouvernements précédents, ou par leurs ordres, et les propriétaires réels, supposés ou apparents dudit fief.

Et, la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Bourse de Montréal

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture pour amender l'acte d'incorporation de la Bourse de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William Crawford

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs dans le Bas-Canada (province de Québec), à admettre après examen William Crawford à la pratique de la profession d'arpenteur.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Service civil

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'organisation du service civil de cette province.

M.H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que le gouvernement explique sa mesure avant que la Chambre se forme en comité.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Les mesures qui sont renfermées dans les résolutions que j'ai l'honneur de présenter à la Chambre ne sont pas une nouveauté. Ce sont des modifications assez légères dans le traitement des employés du gouvernement. Entre autres innovations, nous avons réservé dans cette loi un droit qui est indéniable, à savoir que des officiers spéciaux pourraient être nommés par le gouvernement en conseil, si les affaires d'un département exigent les services d'une personne possédant des connaissances professionnelles, scientifiques ou techniques spéciales, lesquels seront employés audit département avec les appointements qui seront jugés convenables.

Comme on peut facilement s'en assurer, on a divisé les employés du service civil en cinq catégories. Les appointements de la dernière catégorie sont fort modestes et c'est un long apprentissage pour celui qui n'a pas d'autre

ambition que d'attendre vingt ans pour gagner les salaires élevés des employés de la première catégorie.

Nous avons mis une différence assez considérable entre les diverses classes. Nous avons lieu de croire que cette différence est requise; car un employé de première classe, un sous-chef par exemple, occupe bien souvent la place d'un député-ministre. Conséquemment, l'augmentation des salaires se règle sur la position des employés.

Le gouvernement par ces résolutions a voulu en quelque sorte se lier les mains, s'obliger par certaines règles afin d'être plus fort à résister à la pression que l'on exerce sur lui à propos du service civil, pression qui non seulement vient de l'extérieur, mais encore des employés du service civil qui, soit par demandes incessantes de bonus ou autrement exercent sur le gouvernement une influence et lui forcent indirectement la main.

Avec ces quelques remarques, Monsieur l'Orateur, je soumets ces propositions à la Chambre.

Comme par le passé, un employé du service civil ne recevra une augmentation de salaire qu'en autant que les certificats du chef ou du sous-chef du département prouveront de la régularité de sa conduite et de l'assiduité apportée à l'accomplissement de ses devoirs.

Quant aux certificats d'examen, on comprend qu'ils seront en raison de la position que devra occuper l'employé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La raison pour laquelle j'ai demandé des explications à l'honorable secrétaire provincial est que je voulais savoir en quoi diffère le projet de loi soumis à la Chambre de la loi fédérale.

L'intention du gouvernement est bonne; la loi du gouvernement fédéral a évidemment guidé le gouvernement dans la proposition de cette mesure, laquelle renferme, après qu'on l'a suffisamment étudiée des changements considérables si on la compare à cette loi d'Ottawa qui a servi comme point de départ. A l'exemple de l'honorable secrétaire provincial, j'admets que le gouvernement, en proposant cette mesure, part certainement d'un principe très juste qui est celui-ci: c'est que le gouvernement veut en autant que possible se lier les mains pour ne pas être assailli par les sollicitations du dehors.

J'espère que le gouvernement voudra bien prendre ces remarques en bonne part; je lui ai promis mon appui et mes efforts dans la rédaction des résolutions propres à amener des améliorations importantes dans tout ce qui regarde les questions d'administration; aussi sera-ce à titre de conseil et non d'objection que le gouvernement voudra bien prendre les quelques paroles que j'ai à dire à ce sujet.

Je demanderai d'abord au gouvernement de vouloir bien introduire cette partie de la mesure fédérale (35 Victoria, chapitre 18) qui dit qu'un officier public, avant d'être promu d'une classe

à une autre classe, devra avoir servi au moins cinq ans dans cette classe. A ce propos, je ferai remarquer à la Chambre que, dans les résolutions actuellement soumises à sa considération, il n'est pas de période de temps fixée pour les employés du service civil après laquelle ceux-ci pourront passer d'une classe à une autre.

Remarquons d'abord que les résolutions de l'honorable secrétaire provincial divisent en cinq classes les employés du service civil. A Ottawa, il n'y a que trois classes proprement dites, mais, comme en ces trois classes il se trouve deux subdivisions, nous pouvons dire que la différence entre les deux lois, sur ce point, n'est que superficielle. Mais ce qui ne l'est pas du tout, c'est l'énorme disproportion des salaires alloués aux employés des diverses catégories.

Je demanderai au gouvernement si, dans son opinion, les salaires tels qu'accordés à Ottawa ne sont pas assez élevés.

Je prends l'acte du service civil à Ottawa, pour la cinquième classe (commis, aspirants) et, en l'étudiant avec attention, je trouve cette différence frappante:

Pour un employé de la cinquième classe à Ottawa, on donne la première année \$300. Ce commis aspirant occupe un an cette position. A Québec, le commis aspirant a \$600 et le temps qu'il doit passer dans la cinquième classe n'est pas fixé; on peut, demain, le promouvoir dans une classe supérieure.

Je passe à la quatrième classe des employés de Québec qui correspond à la 3e classe à Ottawa. Il suffit de comparer: tous commentaires sont inutiles:

4e classe — Québec \$800 et, au bout de 4 ans, \$1,000 de salaire.

3e classe — Ottawa \$400 en entrant et, après 5 ans de services, \$650.

Mon honorable ami n'a pas comparé, je crois, les salaires de ces deux services civils, comme je les compare de ce temps-ci.

Je passe à la 3e classe des employés de Québec qui correspond à la 2e classe des employés à Ottawa et je compare:

3e classe: Québec \$1000 en entrant et, après 4 ans, \$1200.

2e classe: Ottawa \$700 en entrant et, après 5 ans de services, \$1000 de salaire.

2e classe d'employés à Québec correspondant à la 1re classe d'employés à Ottawa.

2e classe: Québec, \$1200 en entrant et, après cinq ans, \$1600 de salaire.

1re classe: Ottawa \$1100 en entrant.

Il n'y a que dans le poste des députés-ministres que les salaires sont plus élevés à Ottawa qu'ici.

Quand je fais une telle statistique, je ne veux pas que la Chambre pense que je veuille diminuer et persécuter nos officiers publics. Seulement, je me demande comment il se peut faire que, dans une ville comme Ottawa où la vie est plus chère qu'à Québec, de tels salaires

aient été fixés aux employés du service civil. Ce tarif, il n'a pas été créé par le parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir, mais bien par celui des honorables membres du cabinet. Sans doute, il faut que les employés publics vivent d'une façon honorable, mais on doit consulter avant tout les moyens de la province. On m'accusera peut-être de me montrer sévère, mais je puis citer l'exemple des employés d'Ottawa qui ont des dépenses plus considérables et des salaires moindres. J'ajouterai que le gouvernement devrait adopter, une fois pour toutes, une mesure fixant le nombre des employés publics. Les bureaux sont encombrés; en diminuant le personnel du service civil, on pourrait rémunérer davantage les employés qui ne le sont pas assez et peut-être on arriverait ainsi à s'assurer des fonctionnaires possédant de plus grandes aptitudes.

On me répondra qu'à Ottawa on a été obligé de donner des bonis. Je demanderai à mon tour si à Québec le gouvernement ne donne pas de bonis aux employés publics. D'ailleurs, le gouvernement doit s'apercevoir que le personnel des employés publics est trop nombreux et, plus il visera à l'économie, plus il méritera les éloges de cette Chambre. J'attire donc l'attention de l'honorable secrétaire provincial sur cette différence énorme des salaires et, avant de reprendre mon siège, je désire que la Chambre sache encore une fois que mes remarques sur les résolutions qui lui sont soumises sont de simples conseils et non des blâmes que je veux adresser à l'administration.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je sais dans quel esprit l'honorable député a fait ses remarques.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Soulève une question d'ordre. Le débat n'est pas régulier. Il ne peut se lever de débats sur des résolutions que l'on propose de soumettre à la considération d'un comité de la Chambre. Ce n'est pas que je sois contre le débat, mais je veux signaler cette irrégularité. Il cite à l'appui de son opinion l'écrivain May, à la page 384.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne suis pas responsable de la question soulevée par les explications que j'ai données à l'honorable chef de l'Opposition, mais si l'honorable député de Richelieu persistait à maintenir la question d'ordre, je ferais remarquer qu'on ne pourrait procéder à la discussion que si une motion de fonds combattant le principe du bill était présentée par l'Opposition.

Tout ce que l'on peut faire en pareille circonstance, c'est qu'une contre-motion soit faite proposant que le président de la Chambre ne laisse pas le fauteuil et que ladite motion contienne les raisons qui la motivent.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que les remarques faites sur les résolutions soumises à la considération de la Chambre ne doivent être acceptées qu'à titre d'explications sur les résolutions.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai compris que mon bon ami a voulu dire qu'il s'opposait à l'accroissement de dépenses du service civil. S'il eût jeté un coup d'oeil sur les augmentations qui ont été données ces dernières années avec l'assentiment de la Chambre, il se convaincrail qu'elles sont beaucoup plus élevées que celles que recevront dorénavant les employés en vertu de la mesure. Le chef de l'Opposition nous a cité le bill du service civil présenté en 1858 à Ottawa par l'honorable M. Ross. Ce bill a été inspiré par de bons motifs, mais, en consultant le livre bleu des dernières années, on constatera que ses effets ont été détruits par certaines clauses qu'il contient et qui permettraient des exceptions. Le gouvernement n'a pas voulu faire une loi aussi rigoureuse, car l'exemple d'Ottawa lui montrait bien qu'il aurait été impossible de la mettre à effet. L'honorable député de Lotbinière s'oppose à ce qu'un commis de 5e classe gagne un salaire de \$600; il me semble qu'il est impossible qu'un employé puisse vivre honorablement avec un salaire moindre, et son travail mérite certainement cette rémunération. Mon bon ami lui-même doit le comprendre. Poussé par sa générosité habituelle, ne s'est-il pas toujours montré au premier rang lorsqu'il a été question de donner des bonis et ne s'est-il pas même laissé entraîner un peu loin?

Il y a aussi une disposition que je verrais introduire sans objection; ce serait de décider que, dans les huit premiers jours de la session, un état montrant le nombre de places vacantes et les noms des candidats soit soumis à la Chambre qui aurait elle-même à faire un choix. D'après le bill que le gouvernement se propose d'introduire, un employé devra demeurer quatre ans dans une classe, et il n'aura droit aux augmentations annuelles indiquées dans les résolutions que lorsqu'il s'en sera rendu digne et que son sous-chef aura attesté de sa bonne conduite. Il y a, dès à présent, dans chaque département, un livre dans lequel le sous-chef doit insérer toute irrégularité, mais dorénavant l'exécutif devra concevoir un rapport mensuel indiquant quelle a été la conduite de chaque employé. Je puis assurer la Chambre que le gouvernement est disposé à accepter toutes les propositions qu'on pourrait lui présenter dans l'intérêt de ce bill.

La proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité.

En comité:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose:

1. Que les membres du service civil de la

province de Québec seront les sous-chefs, les clerks et les messagers employés en permanence dans les bureaux suivants au siège du gouvernement, savoir:

Le bureau du Conseil exécutif;

Le bureau du secrétaire et registraire de la province, et le bureau de l'imprimeur de la reine;

Le bureau des officiers en loi de la couronne et le bureau du greffier en loi de la Législature;

Le bureau du trésor de la province;

Le bureau des terres de la couronne;

Le bureau de l'agriculture et des travaux publics;

Le bureau de l'instruction publique;

Le bureau du greffier de la couronne en chancellerie.

Que les officiers spéciaux employés en permanence dans ces bureaux feront aussi partie du service civil, si le lieutenant-gouverneur en conseil le prescrit.

2. Que le greffier en loi de la Législature pourra être nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil membre du service civil.

Sous-chefs

3. Que le maximum du traitement des sous-chefs, comme tels, sera de deux mille quatre cents piastres par année.

Que chaque sous-chef recevra un traitement de deux mille piastres pour la première année qui suivra sa nomination comme tel et pourra recevoir une augmentation annuelle de cent piastres jusqu'à ce que son traitement ait atteint le chiffre maximum.

Clerks

4. Que les clerks seront divisés en cinq classes dénommées comme suit: première, seconde, troisième, quatrième, et cinquième.

5. Que, aussitôt après la mise en force des présentes résolutions, les employés actuellement en fonction seront répartis dans cinq classes par le lieutenant-gouverneur en conseil; mais leurs salaires ne seront pas diminués par cette classification.

6. Que, à l'avenir, tout ordre du lieutenant-gouverneur en conseil nommant une personne à une charge de clerk qui la rend membre du service civil, devra assigner à cette personne l'une des cinq classes; et le salaire de ce clerk sera fixé d'après la classe qui lui sera ainsi assignée, conformément aux résolutions suivantes.

7. Qu'un clerk de cinquième classe recevra un salaire de \$600 pour sa première année de service, comme tel, et pourra ensuite recevoir une augmentation annuelle de \$50, jusqu'à ce que son salaire s'élève à \$800.

8. Qu'un clerk de quatrième classe recevra un salaire de \$800 pour sa première année de service, comme tel, et pourra ensuite recevoir

une augmentation annuelle de \$50 jusqu'à ce que son salaire s'élève à \$1000 par année.

9. Qu'un clerc de troisième classe recevra un salaire de \$1000 pour sa première année de service, comme tel, et pourra ensuite recevoir une augmentation annuelle de \$50 jusqu'à ce que son salaire s'élève à \$1200 par année.

10. Qu'un clerc de seconde classe recevra un salaire de \$1200 pour sa première année de service, comme tel, et pourra ensuite recevoir une augmentation annuelle de \$50 jusqu'à ce que son salaire s'élève à \$1400 par année.

11. Qu'un clerc de première classe recevra un salaire de \$1400 pour sa première année de service, comme tel, et pourra ensuite recevoir une augmentation annuelle de \$50 jusqu'à ce que son salaire s'élève à \$1600 par année.

12. Qu'aucun clerc ne recevra l'augmentation ordinaire de salaire, à moins d'avoir servi une année entière dans la classe qui lui aura été assignée et d'avoir un certificat du sous-chef du bureau où il a ainsi servi, attestant sa bonne conduite et l'efficacité de son service.

Que, si un clerc est promu à une classe supérieure, il perdra son droit à l'augmentation annuelle de la classe qu'il vient de laisser, sa promotion devant lui en tenir lieu.

Officiers spéciaux

13. Que, si les affaires d'un département exigent les services d'une personne possédant des connaissances professionnelles et scientifiques spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, pour être employé à tel département, quelqu'un possédant ces connaissances, à titre d'officier spécial, avec les appointements qui seront jugés convenables.

Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer, parmi les officiers actuellement employés dans les bureaux mentionnés à la première de ces résolutions, ceux qui devront être considérés comme employés à titre d'officiers spéciaux.

Que les officiers spéciaux ne seront rangés dans aucune des classes de clercs ci-dessus mentionnés.

Messagers

14. Que, lorsqu'un messager entrera au service d'un département, il recevra le salaire que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel n'excédera pas quatre cents piastres pour la première année.

Que ce messager pourra ensuite recevoir une augmentation annuelle de quarante piastres jusqu'à ce que son salaire ait atteint le chiffre de six cent piastres.

Dispositions diverses

15. Que le sous-chef de chaque département aura autorité de surveiller et diriger les clercs, officiers et messagers de tel département; et

qu'il sera chargé du contrôle général des affaires qui s'y traitent, sous la direction du chef, et exercera les autres pouvoirs et devoirs qui lui seront assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Que, en l'absence du chef, il pourra suspendre tout employé du département qui refusera ou négligera d'obéir à ses ordres, ou dont la conduite sera jugée par lui répréhensible.

16. Que le chef d'un département pourra charger un clerc de première classe ou un officier spécial de ce département de remplir les devoirs du sous-chef en l'absence de ce dernier; et, pendant le temps que tel clerc ou officier remplira ces devoirs, il aura tous les pouvoirs du sous-chef absent.

17. Que, tous les mois, le sous-chef de chaque bureau sera tenu de faire au chef du bureau un rapport exact de la régularité et de l'efficacité du service de tous les clercs, officiers et messagers sous son contrôle.

18. Que le bureau du service civil pourra accorder des certificats correspondant aux cinq classes établies par ces résolutions et faire des règlements sur les examens à subir pour obtenir ces certificats.

Que ces règlements seront sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

19. Que nul ne pourra, à l'avenir, être nommé à un emploi permanent dans le service civil, s'il n'est porteur d'un certificat du bureau du service civil, correspondant à la classe de tel emploi ou à une classe supérieure.

20. Que la formule du serment de la cédula A de l'acte 31 Vict., ch. 8, sera remplacée par la suivante:

"Je, A.B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de _____, avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou effets en retour de ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution d'aucun des devoirs de ma charge, pour favoriser l'achat ou l'échange d'aucune chose quelconque par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un ordre du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi que Dieu me soit en aide."

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'organisation du service civil de la province.

Accordé.

Fonds de retraite et de secours

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que la Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolu-

tions concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence l'administrateur de la province a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Il donne ensuite quelques explications au sujet de ces résolutions.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande quelle sera la contribution du gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond que la province contribuera pour un quart à ce fonds, soit \$2,868 environ par année.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si l'employé doit démissionner à 60 ans.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond que la démission à l'âge de 60 ans n'est pas obligatoire, comme on peut le voir par la première clause des résolutions.

M.A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Voudrait que toute la pension, au lieu de la moitié, fût payée à la veuve et aux orphelins.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Voudrait que l'on ajoute au nombre des employés qui doivent bénéficier de cette loi les employés des greffes de Québec et de Montréal.

Il fait voir la situation misérable des employés des greffes dont les salaires sont minimes et ne varient jamais.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond que cela serait à peu près impraticable.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Attire l'attention du gouvernement sur une omission évidente dans la rédaction de la clause 10 des résolutions. Il y est dit que la moitié de la pension sera payée à la veuve. Mais, dans le cas où un employé serait veuf et aurait des enfants au-dessous de dix-huit ans, ces derniers, d'après la lettre de la loi, n'auraient droit à rien recevoir. Il ne croit pas que ce soit là l'intention du gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond qu'en effet c'est une omission et il propose que la clause en question soit changée en ajoutant après les mots "sera payée à sa veuve" les mots "ou à ses enfants au-dessous de dix-huit ans".

M. M. MATHIEU (Richelieu): Attire l'attention du gouvernement sur la condition peu enviable dans laquelle se trouvent les shérifs et leurs députés dont les salaires sont simplement ridicules et les honoraires insignifiants.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Trouve étrange qu'à chaque session on vienne demander des augmentations de salaires pour des employés qui sont très bien rémunérés pour les services qu'ils rendent. Un bon nombre d'entre eux ne donnent peut-être pas, pendant 20 ans, la valeur de dix années de travail. Mais que fait-on pour le cultivateur qui, lui, rend les plus éminents services au pays en nourrissant les populations? Il y a dans son comté des cultivateurs qui ont, aujourd'hui, 80 ans, et qui ont travaillé toute leur vie pour le pays. Et que fait-on pour eux? Quand on demande quelques sous pour des chemins de colonisation, le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent. On aime mieux dépenser pour faire venir une immigration étrangère et on laisse les Canadiens s'exiler à l'étranger, faute de leur donner les encouragements nécessaires pour leur permettre d'ouvrir des terres.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Signale aussi plusieurs points défectueux de la mesure et la situation précaire des shérifs. Il demande aussi que le temps pendant lequel un employé est obligé de s'absenter par maladie soit compté. La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder une pension annuelle à tout employé ou membre du service civil qui sera devenu incapable de remplir ses devoirs ordinaires par suite d'infirmités physiques ou morales, ou qui aura atteint l'âge de soixante ans révolus.

2. Que cette pension sera calculée d'après le nombre total des années de service de l'employé, et la moyenne de son traitement pendant les trois années qui auront précédé immédiatement sa retraite, en la manière suivante, savoir:

Pour dix ans de service, dix cinquantièmes de cette moyenne de traitement;

Pour onze ans, onze cinquantièmes;

Pour douze ans, douze cinquantièmes et ainsi de suite, en ajoutant un cinquantième de telle moyenne de traitement pour chaque année additionnelle de service, et ce jusqu'à trente-cinq cinquantièmes inclusivement.

3. Que le temps qu'un employé pourra avoir servi avant la mise en vigueur de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, comme titulaire permanent et salarié d'une charge qui donne droit à une pension en vertu du présent acte soit compté.

4. Qu'aucune allocation additionnelle ne sera accordée pour plus de trente-cinq années de service.

Que les interruptions survenues pendant la durée du service ne seront pas comprises dans le nombre d'années donnant droit à la pension.

5. Que la même pension sera accordée, aux mêmes conditions, au greffier de la couronne en

chancellerie et à tous les officiers, clercs et messagers permanents du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, lesquels seront censés avoir fait partie et continueront à l'avenir à faire partie du service civil pour toutes les fins du présent acte.

Que le greffier en loi de la Législature, de même que ses employés et messagers permanents sont aussi censés avoir fait partie du service civil pour les fins du présent acte.

6. Qu'un fonds spécial appelé "Fonds de pension" sera créé pour pourvoir au paiement des pensions en conformité des présentes résolutions et placé à intérêt.

7. Que, chaque année, il sera fait, sur le traitement ou salaire de tout employé auquel s'appliquent les présentes résolutions, une retenue de cinq par cent pour les trois premières années que contribuera l'employé, et de trois par cent pour les années suivantes de son service.

Que cette retenue sera versée mensuellement au fonds de pension.

Qu'une somme équivalente à un quart des sommes ainsi retenues chaque année sera ajoutée annuellement au fonds de pension par le trésorier de cette province.

8. Que la pension de tout employé en retraite sera payée sa vie durant par le trésorier de la province par versements mensuels, mais non d'avance. Que, advenant le décès de tel employé, sa pension courra jusqu'au premier jour du mois suivant, et sa veuve ou, à son défaut, ses héritiers recevront le versement mensuel qui sera alors exigible.

9. Que nul employé n'aura droit au montant entier de sa pension avant d'avoir contribué pendant quinze ans au fonds de pension; et que, si la pension devient payable avant l'expiration de ce délai, une somme égale à la retenue qui aurait été faite sur le salaire de l'employé, s'il fût resté au service, sera retranchée chaque mois du montant de sa pension, jusqu'à ce que les quinze années de contribution soient révo-lues.

10. Que, à partir du premier jour du mois qui suivra la date du décès d'un employé auquel s'appliquent les présentes résolutions, la moitié de la pension que le défunt recevrait, ou qu'il eût été en droit de recevoir s'il eût été mis à sa retraite, sera payée à sa veuve sa vie durant et pendant viduité ou, dans le cas où il mourrait veuf et laissant des enfants, à ses enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de dix-huit ans.

Que, si la veuve de tel employé meurt ou contracte un nouveau mariage, cette demi-pension sera payée à ceux des enfants de cet employé qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans, et jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge.

Que telle demi-pension sera aussi payée par versements mensuels et devra courir jusqu'au premier du mois qui suivra la date du mariage ou du décès de la veuve, ou la date à laquelle les enfants du défunt auront atteint l'âge de dix-huit ans.

11. Que nul n'aura droit à une pension en vertu des présentes résolutions, pour lui-même ou pour les membres de sa famille, s'il n'est et n'a pas été employé au moins pendant trois années comme membre du service civil, soit avant, soit après la mise en force des présentes résolutions.

12. Que la retraite sera obligatoire pour tout employé à qui la pension sera offerte, aux conditions mentionnées dans les présentes résolutions; et cette offre ne pourra en aucune manière être considérée comme comportant censure contre tel employé.

13. Que si un employé abandonne volontairement le service ou est obligé de l'abandonner par suite de l'abolition de sa charge, les sommes qui auront été retenues sur son traitement ou salaire, pour être versées dans le fonds de pension, lui seront immédiatement remises, sans intérêt.

Qu'il ne sera fait aucune remise ou remboursement à un employé qui sera destitué de ses fonctions pour négligence, mauvaise conduite ou autrement.

14. Que la pension ou demi-pension payable en vertu des présentes résolutions ne sera ni transférable ni saisissable.

15. Qu'il ne sera payé aucune pension ou demi-pension en vertu des présentes résolutions aux personnes résidant hors des limites de cette province, à moins que, pour des raisons spéciales, le lieutenant-gouverneur en conseil en ordonne autrement.

16. Que tout employé en retraite âgé de moins de soixante ans et qui ne sera empêché de servir par aucune infirmité physique ou morale pourra être appelé à remplir toute charge publique que ses services antérieurs le rendent propre à exercer, et non inférieure par le rang et les émoluments à celle qu'il remplissait auparavant, pourvu toutefois que l'exercice de telle charge lui permette de résider soit au siège du gouvernement, soit dans le district qu'il aura habité en dernier lieu.

Que si tel employé refuse ou néglige de remplir les devoirs de la charge ainsi offerte, il perdra par le fait, ainsi que sa veuve ou ses enfants, tout droit ultérieur à une pension ou demi-pension.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder tant en son nom que comme administratrices du bien des pauvres dudit Hôtel-Dieu, d'autres biens meubles et immeubles jusqu'à un certain montant.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que l'Hôtel-Dieu, ayant reçu un montant considérable d'argent par la vente de terrains à Saint-Roch et à Saint-Laurent par suite du passage du chemin de fer du nord, les dames de cette institution désirent utiliser cet argent à l'achat et à la construction d'immeubles.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à six heures quinze.

Séance du 23 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures vingt.

Monsieur l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hôpital Général, Richelieu, et de l'Institut ophthalmique, Montréal, tous deux pour l'année 1876. (Document de la session no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Fradette, la pétition de P. Forgues et autres, la pétition d'André Breton et autre, la pétition de François Dumas et autres, et la pétition de François Pouliot et autres, toutes de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse.

Par M. Mathieu, la pétition de l'Hôpital général, du comté de Richelieu.

Par M. Taillon, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, et la pétition du révérend J.-N. Maréchal et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Par M. Champagne, la pétition du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes.

Par M. Turcotte, la pétition du révérend L. Sév. Rhéault et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Cameron, la pétition de la compagnie d'assurance mutuelle, du comté d'Hochelaga, et la pétition de Robert James Reckie et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Würtele, la pétition de "The Trust and Loan Company of Canada"

Par M. le commissaire Garneau, la pétition du conseil municipal du comté de Québec.

Par M. Saint-Cyr, la pétition du révérend L. Provancher, de la paroisse du Cap-Rouge.

Par M. McGauvran, la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal, la pétition du conseil de ville, de Saint-Henri, et la pétition de Edw. Alex. Prentice et autres actionnaires de la Compagnie graphique.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John Henry Ross Burroughs et autres, de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "la compagnie du chemin de fer urbain Saint-Jean".

De Honoré Lecomte et autres, de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Union des menuisiers de Québec".

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil de ville de Berthier, demandant la

passation d'un acte pour répondre et amender les divers actes concernant ladite ville.

De R. W. Hencker et autres, de la cité de Sherbrooke, demandant des amendements à la loi concernant l'éducation en cette province.

De David Bell et autres, demandant la passation d'un acte pour changer les limites de la municipalité scolaire de Saint-Sauveur de Québec.

Du recteur et des marguilliers de l'église Saint-Jude, dans la paroisse de Saint-Jude, demandant la passation d'un acte ratifiant la vente à ladite église de certaines propriétés.

De Moïse Morin et Jacques Morin, de la paroisse de Saint-Arsène, comté de Témiscouata, demandant la passation d'un acte autorisant la vente volontaire des biens de feu Guillaume Morin.

De Richard Arthur Archbold Jones et autres, de la cité de Montréal et autres lieux, demandant une extension des privilèges accordés par l'acte 6, George IV, chap. 29, intitulé: "Acte pour autoriser Robert Jones à construire un pont de péage sur la rivière Richelieu, dans la paroisse de Saint-Luc, etc."

Du conseil de ville de Saint-Jean, demandant que les conclusions de la pétition de Richard Arthur Archbold Jones et autres, héritiers de feu Robert Jones, ne soient pas accordées.

Du conseil de ville de Lévis, demandant de l'aide pour assurer la continuation et l'achèvement du chemin de fer de Lévis et Kennebec.

De l'Institut canadien de Québec, demandant de l'aide.

Des Soeurs de la Charité de Rimouski, demandant une augmentation de leur allocation annuelle afin de pouvoir ajouter une école industrielle à leur établissement.

Du révérent Alf. Tranchemontagne et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Montréal, demandant de l'aide pour l'Asile Bethléem.

De l'Hospice de la ville de Joliette, et du bureau médical de l'Hospice des femmes, Montréal, demandant respectivement de l'aide.

Du révérent Théop. Houde et autres, du township Mailloux, demandant de l'aide pour les chemins dans ledit township.

Introduction de bills:

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Accordé.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 12e Victoria, chap. 144, intitulé: "Acte pour incorporer les clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, dans le village de l'Industrie, comté de Berthier".

Accordé.

Interpellations :

Travaux de cadastre

M. L.-G. MARTIN (Montcalm): Est-ce l'intention du gouvernement de maintenir les commissaires pour les travaux du cadastre, si le système de simples contrats pour ces travaux entre arpenteurs et le département des Terres de la couronne offre des avantages économiques?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Il sera nécessaire de garder une certaine organisation des directeurs du cadastre, mais il y en a un grand nombre qui devront discontinuer aussitôt que les travaux du cadastre seront assez avancés.

Acte 38 Vict., chap. 29

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande au gouvernement quelle est la personne responsable de l'inscription suivante que l'on trouve à la marge de l'acte de cette province, 38 Vict., chap. 29. "Les décrets amendés par Notre Saint-Père le Pape sont obligatoires".

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que des notes en marge sont insérées pour référence, et après que le bill a été adopté par la Chambre. Les mots en question ne devraient pas y être, c'est une erreur de clerc. D'ailleurs, les notes en marge n'ont pas force de loi. Le gouvernement n'est nullement responsable de cette erreur.

M. W.W. LYNCH (Brome): Dit qu'il a demandé quelle était la personne responsable de cette inscription.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que la Chambre ne doit pas l'obliger à connaître l'auteur de cette erreur, ni à le divulguer.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose que la pétition de Victor Gladu et autres, intéressés dans le flottage du bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François, demandant de remédier, au moyen d'une législation à cet effet, aux graves inconvénients et aux abus qui ont été mentionnés dans le rapport du comité nommé durant la dernière session, chargé de faire une enquête sur cette question, et de faire rapport sur ces abus et ces inconvénients qui existent en réalité et qui sont la cause de nombreux procès et de pertes considérables pour les personnes qui sont engagées dans le commerce du bois de corde dans les environs, soit renvoyée à un comité spécial

composé de M. le procureur général Angers, M. le Solliciteur général Baker, et de messieurs Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), McGauvran, Mathieu, Molleur, Ogilvie, Robert, Thornton, Watts, M. le commissaire Garneau, MM. Joly et Würtele, avec instruction de s'enquérir des meilleures mesures à prendre pour remédier à ces inconvénients et à ces abus au moyen d'une législation qui puisse remédier à cet état de choses; et avec pouvoir de faire rapport de temps à autre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Prie le député de Yamaska de dire quels résultats il attend de la formation de ce comité. Il fait remarquer que le comité nommé l'an dernier pour la même fin n'est arrivé à aucun résultat pratique.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Donne quelques explications au sujet des abus et des inconvénients dont les commerçants de bois de la rivière Saint-François sont victimes, et il demande que le gouvernement fasse une nouvelle enquête.

Adopté.

M. Emery Lalonde

M. R.S. DEBEAUJEU (Soulanges): Appuyé par le député de Chicoutimi-Saguenay (M. W.E. Price), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de l'ordre en conseil nommant M. Emery Lalonde fils, adjoint du cadastrage des comtés de Soulanges et de Vaudreuil;
2. Toute correspondance échangée au sujet de cette nomination;
3. La nomination des arpenteurs pour les différentes paroisses du comté de Soulanges;
4. Toutes plaintes et correspondances adressées au gouvernement contre les opérations des arpenteurs du cadastrage de Soulanges.

Adopté.

Paroisse de Sainte-Jeanne

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher une partie de la paroisse du Cap-Santé et l'annexer à la paroisse de Sainte-Jeanne pour les fins du cadastre.

Adopté.

Aqueduc de Saint-Jean

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des terres du Canada

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des terres du Canada.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Palais de justice de Québec

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Fait remarquer, au sujet des résolutions touchant le nouveau palais de justice de Québec, que ces résolutions n'étant pas encore imprimées dans les deux langues, elles seront soumises demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Comme les résolutions relatives au palais de justice de Québec ne sont pas encore imprimées, je ne dois pas m'attendre que le gouvernement les propose aujourd'hui. Seulement, j'aimerais connaître quelle est la teneur de ces résolutions.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Dit que n'ayant pas lui-même les résolutions, il lui est impossible de demander que la Chambre se forme en comité.

L'intention du gouvernement est de demander \$75,000 pour la construction d'un nouveau palais de justice à Québec, ladite somme de \$75,000 devant être prise sur les fonds consolidés de la province. Cette somme devra être remboursée au moyen d'une taxe sur la procédure, semblable à celle qui existe pour la ville de Montréal.

Fonds de retraite et de secours

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Propose, selon l'ordre du jour, la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et leurs familles.

Il fait remarquer que le gouvernement ne peut pas se rendre au désir de certains députés qui veulent inclure dans ce bill les employés des greffes de Québec et de Montréal. Cela détruirait l'efficacité de la mesure, car la province n'est pas en état de contribuer pour plus d'un quart au fonds de retraite, et si l'on comprenait ces officiers le fonds ne serait pas suffisant.

Le comité fait rapport des résolutions adoptées hier.

Lesdites résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'établissement d'un fonds de

retraite et de secours en faveur de certains employés publics et leurs familles.

Accordé.

Refonte des statuts généraux

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la refonte des Statuts généraux de la province de Québec.

Adopté.

Cour Supérieure

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à quatre heures quarante.

Séance du 24 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures vingt.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Lynch, la pétition de la compagnie des chemins de fer du sud-est.

Par M. le solliciteur général Baker, la pétition de William Workman et autres.

Par M. Ogilvie, la pétition de François Archambault et autres, de la cité de Montréal et la pétition des artisans, Montréal.

Par M. Bachand, la pétition de G.-C. Dessaulles et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe.

Par M. Robertson, la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Sherbrooke et autres.

Par M. Lavallée, la pétition de John Purcell et Richard Purcell, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare.

Par M. Champagne, la pétition du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoît.

Par M. Loranger, la pétition du Collège des médecins et des chirurgiens du Bas-Canada.

Par M. Taillon, la pétition de J. Gustave Laviolette et autres, héritiers de feu John Pratt, et la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal.

Par M. Marchand, la pétition du conseil de ville de Saint-Jean.

Par M. Beauchesne, la pétition de J.-J. Lepage et autres, du township de Cox, comté de Bonaventure.

Par M. Rinfret dit Malouin, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Par M. Fradette, la pétition d'Elzéar Fontaine et autres, de la paroisse de Saint-Michel.

Par M. Fortin, la pétition de John et Elias Collas et autres, du canton de Malbaie, comté de Gaspé.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Louis Archambault et autres, de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société des artisans canadiens-français de Montréal".

De la compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec, et de la compagnie du chemin de fer de la frontière, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De O.-D. Labrie, demandant la passation d'un acte permettant au barreau de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres.

De la municipalité du village de Notre-Dame-de-Grâce, demandant la passation d'un acte pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et définir la procédure à suivre pour rendre ledit plan obligatoire pour toutes personnes et pour autres fins.

De J.G. Ross et autres, demandant la passation d'un acte pour expliquer et amender l'article 176 du code de procédure civile du Bas-Canada.

De F.-X. Picard, de la tribu des Hurons, demandant des amendements aux lois de la chasse.

Du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Perpétue, demandant que ladite paroisse soit érigée en municipalité.

Du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, demandant l'annexion d'une partie du canton de Wendover à la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults.

Du révérend A. Gauthier et autres, de la paroisse de Saint-Patrice et autres lieux, demandant de l'aide pour le chemin de fer Québec Central.

De la compagnie du chemin de fer des Laurentides, demandant de l'aide.

De H.-B. Richer et autres, de la cité de Hull, demandant de l'aide pour le couvent des Soeurs de la Charité de ladite ville.

Des Soeurs de la Charité de l'Hôpital général, des dames Religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, rue Fullum, toutes deux de Montréal, de l'Asile Finlay, de la cité de Québec, et des Soeurs de L'Assomption de la Vierge de la paroisse de Saint-Paulin, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Rapport de comités:

M. C.-F. ROY (Kamouraska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

Du révérend S.L. Davis et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Universalist Church".

Des curé et marguilliers de l'oeuvre et fabrique de la paroisse de Montréal, demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre des lots dans le cimetière de la Côte-des-Neiges.

D'Honoré Lecomte et autres, de Québec,

demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'"Union des menuisiers de Québec".

Du conseil de ville de la ville de Berthier, demandant un acte pour refondre et amender les divers actes concernant ladite ville.

De la Compagnie graphique, demandant des amendements à sa charte.

De Richard A.A. Jones et autres, de la cité de Montréal, demandant une extension de privilèges pour un pont de péage sur la rivière Richelieu.

Introduction de bills:

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre et amender l'acte d'incorporation de la ville de Berthier.

Accordé.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 39 Vict., chap. 33, intitulé: "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat de cette province".

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser Daniel Thomas, écuyer, notaire, à pratiquer comme notaire et registrateur.

Accordé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 23, concernant les magistrats de district.

Accordé.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal.

Accordé.

M.A.CAMERON (Huntingdon): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer The Trust Company of Canada.

Accordé.

Comité des comptes publics

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose que M. Beaudesne soit ajouté au comité permanent des comptes publics.

Adopté.

Introduction de bills:

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill concernant les huissiers de la province de Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Espère que l'honorable député de Montréal-Est communiquera ce bill au Barreau de la province.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Répond par l'affirmative.

La permission est accordée.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Eglise universaliste de la province de Québec.

Accordé.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour réduire le capital de la Compagnie graphique et pour d'autres fins.

Accordé.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour garantir aux héritiers de feu l'honorable Robert Jones la continuation du privilège accordé audit Robert Jones par l'acte chapitre 29 de la sixième George IV des Statuts du Bas-Canada.

Il explique que le but de ce bill et de continuer à M. Jones les privilèges concernant un certain pont sur la rivière Richelieu, à Saint-Jean, privilèges accordés il y a 20 ans.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Veut attirer l'attention de la Chambre sur le fait que la Législature provinciale n'a pas le droit de légiférer au sujet d'une rivière navigable ou canal.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que les taux de péage sur ce pont sont très élevés.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Dit qu'il ne demandera pas la seconde lecture avant que le gouvernement ait eu le temps d'étudier la question.

La permission est accordée.

Palais de justice de Québec

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Missisquoi (M. G.B. Baker), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la construction du palais de justice de Québec.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence l'administrateur de la province a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si c'est l'intention du gouvernement de procéder de suite à la construction du palais de justice.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je dois dire à la Chambre que les plans du nouveau palais de justice ont été déjà soumis au Barreau de Québec. J'ai reçu du Barreau de cette ville plusieurs suggestions dont quelques-unes seront certainement acceptées mais dont bon nombre d'autres seront rejetées, parce qu'elles rendraient le coût de la bâtisse trop

onéreux. Il ne faut pas non plus que les plans exigent une somme trop considérable pour leur exécution. Les propositions d'amélioration faites par le Barreau seront acceptées pour un certain nombre, d'autres, si elles étaient admises, tourneraient au détriment même de la procédure qui aura à en payer tous les frais; en conséquence de ces nouvelles suggestions, les plans du nouveau palais de justice seront modifiés.

On sait que les bureaux du registrateur sont encore dans les ruines de l'ancien palais de justice. Actuellement le gouvernement a fait des frais assez considérables à une bâtisse située près du terrain des casernes des Jésuites et qu'il tient du gouvernement fédéral. Ce sera dans cette bâtisse que les bureaux du registrateur seront transférés. Je crois que la bâtisse sera prête sous peu de jours à recevoir tous les documents de ce bureau.

Je ne vois aucune objection qui empêche le gouvernement de commencer de suite la démolition de l'ancien palais.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est-ce que les murs seront démolis?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Non seulement les murs, mais encore les voûtes seront démolis; ces voûtes qui avaient très bien résisté à l'incendie ont été considérablement endommagées par la pluie. Il y a plusieurs années que le toit de l'ancien palais de justice n'existe plus; aussi, les pluies incessantes ont-elles avarié ces voûtes qui sont bâties avec une pierre bleue, ou pierre à chaux très impropre à la construction. On a été forcé de transporter dans une autre bâtisse les archives, lesquelles pourrissaient dans ces voûtes. La bâtisse actuelle n'est pas assez grande; aussi, le palais de justice que l'on se propose de construire devra avoir au moins cent pieds de profondeur. Avec une telle bâtisse, on conçoit qu'il soit nécessaire qu'il y ait une cour au centre. Conséquemment, comme le palais de justice actuel sera agrandi, la démolition des voûtes sera nécessaire.

Tout porte à croire d'ailleurs que les matériaux de l'ancien palais de justice pourront être utilement employés dans la reconstruction du nouvel édifice.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est-ce l'intention du gouvernement de commencer cette démolition de suite?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): C'est l'intention du gouvernement de commencer de suite. Il y a malheureusement bien peu d'ouvrage à Québec et le gouvernement, en faisant commencer les travaux de suite cet hiver, rencontrera son propre intérêt et celui de la classe ouvrière.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Est-ce

que les 75,000 piastres que l'on se propose de voter sont le montant exact du coût de la bâtisse?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): La statistique officielle du coût de la bâtisse n'est pas encore faite. Seulement, j'ai l'avis d'un architecte qui m'assure que tout probablement le coût de la bâtisse ne dépassera pas \$75,000.

Une autre ressource d'économie dans la question actuelle est celle-ci: dans la bâtisse actuelle, où se trouve établie notre cour de justice, il y a un mobilier considérable et presque neuf, lequel suffira dans mon opinion à meubler parfaitement la nouvelle bâtisse. Ce sera autant de sauvé dans les dépenses nécessitées par le nouveau palais de justice.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Est-ce vraiment l'intention du gouvernement de faire payer par la procédure les frais de construction du nouveau palais de justice?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): C'est l'intention du gouvernement d'imposer à cet effet une taxe sur la procédure.

La proposition est adoptée et la Chambre se forme en comité.

En comité:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à prendre, sur le fonds consolidé de la province, une somme de \$75,000 et à l'employer à la reconstruction du palais de justice de la cité de Québec.

2. Que pour rembourser au trésor de la province la somme employée à la construction du nouveau palais de justice, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'imposer, avec faculté de le modifier de temps à autre, un droit additionnel sur les procédures, pièces, documents quelconques qu'il jugera à propos, faits aux divers greffes des tribunaux siégeant au palais de justice, dans la cité de Québec, ou produits devant ces tribunaux.

3. Que le droit mentionné dans la résolution précédente fera partie du fonds consolidé du revenu de la province, et sera perçu de la même manière que les autres droits judiciaires déjà payables à la Couronne.

4. Qu'il sera tenu un compte distinct des sommes perçues en vertu des présentes résolutions.

5. Que, après que les deniers provenant de ce droit auront, au rapport de l'auditeur des comptes publics de la province, atteint le montant de la somme à rembourser au trésor avec intérêt, le lieutenant-gouverneur en conseil révoquera tout ordre en vertu duquel ce droit sera perçu.

6. Que les ordres en conseil émis en vertu de ces résolutions auront force de loi quinze jours

après leur publication dans la Gazette officielle de Québec.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Veut que l'on exige l'intérêt aussi bien que le capital.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Trouve que cela serait un peu trop demander aux justiciables du district de Québec. L'ancien palais de justice était assuré pour \$40,000 et cette somme a été perçue par le gouvernement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Réplique que les \$40,000 ont servi à rénover et à meubler le palais de justice temporaire et que le district en a par conséquent pleinement profité.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Voudrait que la somme fût remboursée, les deux tiers par la corporation de Québec et l'autre tiers par les autres municipalités du district de Québec. De cette manière le montant sera réparti plus également.

Les résolutions sont adoptées.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill concernant la construction du palais de justice de Québec.

Accordé.

Refonte des Statuts

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la refonte des Statuts généraux de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Cour Supérieure

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Lois de la chasse

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. le commissaire Garneau, M. Mathieu, M. Marchand, M. Turcotte, M. Sylvestre, M. Watts, M. Houde (Maskinongé), M. Dulac, M. Shehyn, M. Price, M. Taillon, M. DeBeaujeu et M. Gauthier pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Paroisse de Sainte-Jeanne

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher une partie de la paroisse du Cap-Santé et l'annexer à la paroisse de Sainte-Jeanne pour les fins du cadastre.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

Interpellations :

Aide aux agriculteurs

M. V. ROBERT (Rouville): Le gouvernement a-t-il l'intention, pendant cette session, de placer dans les estimés un montant plus considérable que par le passé pour aider l'agriculture et par là encourager davantage la classe agricole, savoir: donner des récompenses plus fortes à ceux qui mériteraient des prix dans les parties de labour, comme à ceux qui auraient les terres les mieux tenues; enfin, des récompenses plus élevées, lors des expositions, et par là offrir aux cultivateurs une compensation plus en accord avec les sacrifices qu'ils sont obligés de faire dans ces circonstances?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que le gouvernement a augmenté quelques subventions en faveur de l'agriculture, mais pas pour les objets signalés par l'honorable député.

Bureau de cadastre pour Gaspé

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir bientôt un bureau de cadastre pour le district de Gaspé?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): C'est l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour compléter aussitôt que possible le cadastre par toute la province.

Arpentages du canton de Matapédia

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un arpenteur pour rectifier les erreurs qui se sont glissées dans les arpentages du canton de Matapédia.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): C'est l'intention du gouvernement de faire la chose aussitôt que la saison le permettra.

Prison des femmes de Montréal

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Demande si les prisonnières protestantes ont été transférées de la prison commune de Montréal à la prison des femmes en cette cité, et sinon, pourquoi?

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Répond que les détenues protestantes n'ont pas été transférées dans la prison des femmes, parce qu'on a représenté au gouvernement que la population protestante de Montréal désire les voir demeurer dans la prison. Dès qu'on en fera la demande au gouvernement, les prisonnières protestantes seront conduites à la nouvelle maison de détention où tout est disposé pour les recevoir et où elles pourront exercer librement leur religion.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Profite de l'occasion pour informer la Chambre que la nouvelle prison est pourvue de tout ce qui est nécessaire aux cultes catholique et protestant.

Chemin de fer de Montréal, Portland et Boston

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour que les journaliers ou autres personnes et employés qui ont travaillé à la construction du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, et qui n'ont pas encore été payés de leur travail, le soient à même les subsides votés ou à être votés à ladite compagnie, soit en nommant une commission ou des commissaires avec l'instruction de s'enquérir des faits et d'établir les sommes légalement dues ou en prenant tout autre moyen propre à rendre justice à ces personnes.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il n'est pas impossible que le gouvernement intervienne pour payer les dettes des particuliers. Lorsque, l'an dernier, une subvention a été accordée au chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, le gouvernement a pris soin de s'assurer que la compagnie payât aux propriétaires de terrains ce qu'elle leur devait. L'indemnité due aux propriétaires a plus qu'absorbé la subvention qui a été payée aux propriétaires.

Message du Conseil législatif:

Monsieur l'Orateur,

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Ar-

chambault, de Boucherville, Dionne, de Léry, Laviolette, Le Maire, Starns et Wood pour aider son honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés et pour agir au nom de leur Chambre comme membre d'un comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Et de plus, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Archambault, Beaubien, Beaudry, Ferrier, Roy, Sharpies, Webb et Wood pour agir de la part du Conseil législatif avec le comité de l'Assemblée législative comme membres d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions de la Législature, tel que demandé par l'Assemblée législative, par son message.

Adresses à l'administrateur de la province:

Colonisation

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé par le député de l'Islet (M. P.-G. Verreault), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant le nombre de lots de la couronne vendus pour des fins de colonisation dans chaque comté et non payés, en tout ou en partie; le montant des arrérages tant en capital qu'intérêt dû au gouvernement sur ces lots. Ledit état devant indiquer séparément le montant des arrérages en capital et le montant en intérêts.

Adopté.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): J'espère, Monsieur l'Orateur, que cette motion recevra réponse plus rapidement qu'un état analogue qui a été demandé en Chambre l'année dernière. Pendant la session de 1875, il fut demandé un état du même genre et il n'y a que trois jours que le gouvernement a donné sa réponse.

Greffes de la cour Supérieure

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des comptes payés depuis le 1er janvier 1875 jusqu'à ce jour pour dépenses encourues par les greffes de la cour Supérieure et la cour de Circuit de Québec, pour papeterie, impression et reliure, ledit état devant spécifier les noms des fournisseurs séparément, suivant le cas.

Adopté.

Prêt aux incendiés de Québec

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous les ordres en conseil se rattachant aux mainlevées d'hypothèques qui ont été données depuis 1869 jusqu'à ce jour, en rapport avec le prêt aux incendiés de Québec.

Adopté.

Horace Cimon

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre les rapports, pour les années 1874, 1875 et 1876, de Horace Cimon, écuyer, magistrat de district de Saguenay, et un état des dépenses encourues dans l'exercice de ses fonctions.

Flavien Belleville

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le rapport de l'enquête faite à l'occasion de la destitution de Flavien Belleville, écuyer, magistrat de la Malbaie, district de Saguenay, et toute correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement et ledit Flavien Belleville ou toutes autres personnes.

Adopté.

Impressions

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je demande que la Chambre déclare qu'il est 6 heures. La motion que j'ai l'intention de proposer est probablement de nature à soulever un débat; je suis d'avis qu'il vaudra mieux la renvoyer à une autre séance.

PLUSIEURS VOIX: A lundi!

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): L'honorable député peut la proposer.

L'HONORABLE H.-G. JOLY (Lotbinière): Je pense qu'il vaudra mieux que la Chambre déclare qu'il est 6 heures. Je ne voudrais pas qu'elle s'engageât dans un débat trop long.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il peut se faire que le gouvernement donne à l'honorable député des explications

qui couperont court à une partie du débat. Il a peut-être l'intention de soulever une question de non-confiance. Je lui dirai qu'à propos des impressions ce n'est absolument pas la faute du gouvernement, comme il veut le prétendre. Les rapports des officiers du service civil lui viennent souvent en retard.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Eh bien, Monsieur l'Orateur, j'ai bien à dire à mon honorable ami que j'ai pris la peine de remonter jusqu'à la source de ces retards survenus dans les impressions officielles. J'ai en main la plupart des rapports des officiers des départements; ils portent presque tous la date du 30 juin 1876.

Il propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), que dans le but de faciliter en temps opportun l'étude des rapports annuels des différents départements du service public qui doivent être soumis à la Chambre, dans les premiers jours de chaque session, cette Chambre est d'opinion que ces rapports devraient être imprimés d'avance, pour être distribués aussitôt après leur présentation.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il y a le rapport du Conseil d'agriculture, qui n'est pas encore prêt parce qu'il est venu après les autres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Qu'est-ce que le rapport du Conseil d'agriculture a à faire en cette matière? Le Conseil d'Agriculture ne vient que d'avoir sa réunion annuelle et je ne m'attends pas à voir son rapport imprimé de suite et soumis à la Chambre. Monsieur l'Orateur, il y a au sujet des impressions officielles un état de choses vraiment déplorable. Les députés sont convoqués ici pour examiner les travaux accomplis depuis la dernière session et voir à la nouvelle législation. Que voulez-vous qu'ils fassent lorsque tous les documents officiels leur manquent? Il n'est pas possible que les députés puissent se renseigner sur la seule copie d'un rapport manuscrit, en se la passant les uns aux autres. Ce ne serait pas praticable. Loin de moi, Monsieur l'Orateur, de vouloir soulever dans cette Chambre un débat oiseux et inutile et de vouloir éprouver à propos de rien la confiance de la Chambre dans le gouvernement. Je suis prêt à ne pas insister sur ma motion et, avec la permission de mes amis, à la retirer. Mais, Monsieur l'Orateur, je dois avancer ici que je reconnais le gouvernement coupable de la plus grande négligence dans les impressions officielles. Voyons, j'ai ici la liasse des rapports des départements. Je vois qu'ils ont tous été transmis au gouvernement dans le délai voulu, à l'expiration de l'année fiscale du 30 juin.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que les Statuts de 1872 il y a une loi qui rencontre exactement l'idée émise par l'honorable député. A moins que le député de Lotbinière ne veuille encore une fois saisir en

présentant cette résolution une occasion de flageller le gouvernement pour les retards qu'il apporte dans l'impression des documents, cette mesure qu'il propose est complètement inutile.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'étais bien loin de croire, Monsieur l'Orateur, qu'en proposant cette résolution j'amènerais le gouvernement à se condamner lui-même et à confesser qu'il est le premier à mépriser les lois qu'il s'est à lui-même données pour s'obliger à se montrer diligent dans l'impression des documents de la Chambre.

Afin de prouver à la Chambre combien le gouvernement est peu excusable des retards impardonnables amenés dans l'impression des rapports annuels, je me suis livré aux recherches suivantes. J'ai examiné tous les rapports officiels envoyés au gouvernement, touchant le rapatriement, les travaux publics, l'agriculture, etc., et j'ai constaté avec plaisir que les officiers du gouvernement se sont exactement conformés aux ordres qu'ils avaient reçus et que leurs rapports ont été ponctuellement adressés à la date requise. Il me fait plaisir de reconnaître devant la Chambre la diligence de nos employés publics et de voir que le gouvernement, toujours enclin à rejeter sur les épaules de nos officiers la responsabilité de toutes les maladresses qu'il commet, ne puisse en cette occasion les trouver en défaut.

Le rapport de M. Gauvreau sur les travaux publics, rapport très considérable et très long, a été adressé au gouvernement le 30 juin 1876.

Les rapports de MM. O'Neil, Poupore et Ibotson, touchant l'immigration, ont été envoyés le premier à la date du 15 juillet, le second, le 30 juin et le troisième à la date du 1er juillet.

Je passe à la question du rapatriement. Le rapport de M. Gagnon a été envoyé au gouvernement le 30 juin 1876. Celui de M. Chicoine, pour la Patrie, est adressé à la même date.

Le rapport du conseil d'agriculture, que l'honorable président de cette Chambre vous avait adressé, a été adressé au gouvernement le 8 juillet.

Un seul rapport a été en retard, et il ne pouvait en être autrement pour ce dernier, c'est celui relatif à la betterave à sucre. Hors celui-ci, tous les autres rapports sont arrivés à temps et le gouvernement avait quatre mois pour les faire imprimer.

Se fait-on une idée de l'insurmontable embarras qu'il a de n'avoir qu'une copie écrite de tous les rapports pour 65 députés qui attendent dans cette Chambre afin de les prendre en considération? Le gouvernement a donc fait preuve d'une négligence coupable et rien ne l'excuse. Il ne pourra jamais sortir de cette impasse et je le défie d'en sortir.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Bien souvent ces rapports, quoique datés du 30 juin, n'arrivent que beaucoup plus tard.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): C'est donc un faux que commettent vos employés.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il faut très souvent attendre bien après le 30 juin pour avoir des rapports complets sur les différentes questions de rapatriement, de colonisation et autres. Le gouvernement est donc parfaitement excusable d'en agir de la sorte.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Retire, avec la permission de la Chambre, sa motion.

Eglise Emmanuël de Montréal

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Eglise Emmanuël (congrégationnelle), Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne à six heures et trente-cinq.

Séance du 27 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal; de la Société charitable des dames catholiques, Québec et de l'Asile de Nazareth, Québec, tous pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Wiirtele, la pétition du révérend Joseph-Louis Barrette et autres, de la paroisse de Saint-Liguori, et la pétition de Narcisse Forest et autres, de la paroisse de Saint-Jacques, toutes du comté de Montcalm.

Par M. Picard, la pétition du révérend A. Barolet et autres, du township de Weedon, comté de Wolfe.

Par M. Lavallée la pétition de L.-H. Beaulieu et autres, de la paroisse de Sainte-Elisabeth, comté de Joliette.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Robert James Reekie et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Trust Company of Canada".

De Francis Archambault et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal".

Du collège des médecins et chirurgiens du Bas-Canada, demandant un acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, du conseil de ville de Saint-Henri, et de l'Institut des artisans de Montréal, demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De G.-C. Dessaulles et autres de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

De William Workman et autres, demandant la passation d'un acte incorporant le village de Sainte-Cunégonde.

Du Conseil de ville de Saint-Jean, demandant certaines modifications au bill concernant l'aqueduc de Saint-Jean et pour autres fins.

De Edw. Alex. Prentice et autres, actionnaires de la Compagnie graphique, demandant que le bill pour réduire le fonds social de ladite compagnie ne devienne pas loi.

De "The Trust and Loan Company of Canada", demandant qu'il ne soit pas permis à une autre compagnie de prendre son nom.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, demandant la passation d'un acte pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

De J. Gustave Laviolette et autres, héritiers de feu John Pratt, demandant la passation d'un acte pourvoyant à la rémunération des exécuteurs testamentaires, des administrateurs et fidéicommissaires de feu John Pratt, écuyer.

De la Compagnie d'assurance mutuelle du comté d'Hochelaga, demandant la passation d'un acte pour changer le nom de ladite compagnie et pour autres fins.

De P. Forgues et autres, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, demandant la passation d'un acte érigeant le premier rang de ladite paroisse en une municipalité séparée.

De Elzéar Fontaine et autres, de André Breton et autres, de François Pouliot et autres et de François Dumas et autres, tous de la paroisse de Saint-Michel, demandant que le bill pour ériger le premier rang de ladite paroisse en une municipalité séparée ne devienne pas loi.

Du conseil municipal du comté de Québec, demandant que les commissaires des chemins à barrières de Québec-Nord soient déchargés des responsabilités de payer le capital et l'intérêt auxquels ils se sont engagés pour l'amélioration des chemins de la rive sud et pour d'autres fins.

De John et Elias Collas et autres, du township de Malbaie, comté de Gaspé, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

De J.-J. Lepage et autres, du township de Cox, comté de Bonaventure, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

De John Purcell et Richard Purcell, de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, demandant à être détachés de ladite paroisse et annexés à la paroisse Saint-Alphonse.

Du révérend J.-N. Maréchal et autres, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce, demandant la formation d'une nouvelle municipalité dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Du révérend L. Provancher, de la paroisse du Cap Rouge, demandant de l'aide pour la publication d'une Faune Entomologique.

De la compagnie du chemin de fer du Sud-Est, demandant de l'aide.

Du révérendissime évêque catholique romain de Sherbrooke et autres, demandant de l'aide pour l'hôpital de ladite ville.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres, demandant de l'aide pour l'Institution des sourdes-muettes dans ladite cité.

Du révérend L. Sév. Rhéault et autres, de la cité des Trois-Rivières, demandant de l'aide pour l'Asile de la Providence de ladite cité.

Du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoit, demandant de l'aide pour la reconstruction de l'Hospice Youville.

Du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoit, comté des Deux-Montagnes, demandant de l'aide pour l'Hospice Youville.

De l'Hôpital général du comté de Richelieu, et de la Société d'histoire naturelle, Montréal, demandant respectivement de l'aide.

Documents:

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence l'administrateur de la province; Etat renfermant la liste des officiers publics qui ont donné des cautionnements au gouvernement de la province de Québec depuis le 11 novembre 1875 au 24 novembre 1876, en vertu de la 32e Victoria, chapitre 9, section 17.

Et aussi: Etat des comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1876. (Documents de la session, no 1).

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence l'administrateur de la province: Rapport du commissaire des Terres de la couronne de la province de Québec, pour les douze mois terminés le 30 juin 1876. (Documents de la session, no 4.)

Introduction de bills:

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, 32 Victoria, chapitre 51.

Il dit que c'est pour corriger une erreur qui s'est glissée non seulement dans l'acte des chemins de fer de cette province mais encore dans celui du gouvernement fédéral. Cette erreur ou plutôt cette omission consiste en ce que dans l'acte des chemins de fer, dans le cas où deux arbitres nomment un troisième arbitre et que celui-ci meurt ou donne sa démission, il n'est rien dans l'acte qui pourvoit à l'élection de son successeur.

Par ce bill, si les deux arbitres ne peuvent s'entendre sur le choix d'un successeur, il reviendra au commissaire des Travaux publics de nommer ce troisième arbitre.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill concernant la profession médicale en cette province.

Accordé.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la société appelée l'Union des menuisiers de Québec.

Accordé.

The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association

M. J. THORTON (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill intitulé: "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie graphique

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour réduire le capital de la Compagnie graphique, et pour d'autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Conseil d'Agriculture

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'introduire, durant cette session, un bill pour amender l'acte d'agriculture de 1869, chap. 15, section 19, qui autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à nommer les membres du Conseil d'agriculture, de façon à ce que ces nominations soient rendues électives.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'introduire un bill afin de rendre élective la nomination des conseillers.

Adresse à l'administrateur de la province:

Chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

M. M. MATHIEU (Richelieu): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms des commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, la date de leur nomination et le montant de leur salaire, le nom du secrétaire desdits commissaires, la date de sa nomination et le montant de son salaire; et aussi copie de toutes instructions données auxdits commissaires par le lieutenant-gouverneur en conseil; aussi les noms des ingénieurs, arpenteurs et autres officiers, et aussi de tous agents, serviteurs et travailleurs nommés et employés par lesdits commissaires pour l'exécution des pouvoirs et des devoirs qui leur sont dévolus et imposés, la date de leur nomination et le montant de leur salaire; aussi copie de tous rapports d'exams, explorations et arpentages de la ligne du chemin de fer depuis Québec vers l'ouest et les alentours et de toute partie de ladite ligne dudit chemin de fer et des arpentages, des exams ou autres arrangements nécessaires ou jugés nécessaires pour confirmer, changer, établir ou localiser le site dudit chemin de fer; aussi un état de toutes les sommes d'argent payées auxdits commissaires et à leur demande par le trésorier de la province pour les fins de l'acte

relatif à la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, distinguant les paiements faits pour le compte des entrepreneurs dudit chemin de ceux qui doivent être chargés à la province; aussi copie de tous les comptes fournis par lesdits commissaires au trésorier de la province de toutes les dépenses et engagements faits et contractés en vertu dudit acte; aussi copie de tous arrangements faits avec la compagnie du chemin de fer du Canada Central, depuis le terminus est de la portion subventionnée d'icelui ou depuis tel autre point de jonction avec ladite portion subventionnée d'icelui qui pourra être choisie jusqu'à la rivière Ottawa, à l'opposé du terminus ouest du chemin de fer dont la construction est autorisée par ledit acte ou pour la construction d'un pont sur ladite rivière audit terminus en dernier lieu mentionné.

Adopté.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes requêtes adressées à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, au gouvernement ou à quelqu'un des ministres de la couronne ou aux commissaires du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ou au ci-devant bureau de direction de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord, depuis 1872 jusqu'à ce jour, par les habitants des villes de Berthier et Sorel et des paroisses de Contrecoeur, Verchères et Varennes, dans le comté de Verchères, des paroisses de Lanoraie et Lavaltrie, dans le comté de Berthier, des Paroisses de Saint-Sulpice, Repentigny, Saint-Paul-l'Ermite, Lachenaie, L'Assomption, l'Épiphanie et Saint-Luc, dans le comté de L'Assomption et des habitants ou de partie des habitants des comtés de Joliette et Montcalm concernant le tracé du chemin de fer de la rive nord et aussi concernant le tracé du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, avec aussi copie de toute correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement actuel ou quelques-uns des ministres de la couronne, ou le gouvernement et lesdits pétitionnaires ou aucun d'eux ou autres personnes. Adopté.

Salaire des shérifs

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toutes requêtes ou correspondances entre aucun des shérifs de la province et le gouvernement ou aucun des ministres au sujet du salaire desdits shérifs et du salaire qu'il conviendrait de leur accorder.

Adopté.

Auditeur des comptes de la province

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre le tableau spécial fait dans le mois de juin dernier en vertu de l'article 979 du code municipal par l'auditeur des comptes de la province.

Adopté.

Vente de liqueurs spiritueuses

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Appuyé par le député de Yamaska (M. J.S.C. Wurtele), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le percepteur du revenu de l'intérieur du district officiel dans lequel se trouve situé le comté de Missisquoi, relativement au règlement passé par le conseil municipal du comté Missisquoi, prohibant la vente de liqueurs spiritueuses et autres, et l'octroi de licences pour vendre ces liqueurs dans ledit comté, et ayant rapport aussi à la conduite que devait tenir ledit percepteur relativement à ce règlement et généralement copie de toute la correspondance échangée sur ce sujet entre le gouvernement ou aucun de ses membres et ledit inspecteur du revenu de l'intérieur pour ledit district relativement audit règlement et à sa légalité.

Adopté.

Plans cadastraux

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant les plans cadastraux.

Adopté.

Assurances sur la vie

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour refondre et amender la loi pour assurer aux épouses et aux enfants le montant des assurances sur la vie de leurs maris et de leurs parents.

Adopté.

Refonte des Statuts

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la

troisième lecture du bill pour autoriser la refonte des Statuts généraux de la province de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'organisation du service civil de la province.

Il annonce qu'il proposerait en comité général quelques amendements à cette mesure.

Adopté.

Fonds de retraite et de secours

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

Adopté.

Impressions

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Avant de proposer l'ajournement de la Chambre, je crois devoir informer la Chambre que j'ai reçu du comité des impressions une lettre qui me notifie que ce comité se réunira demain à 11 heures.

J'espère que tous les députés faisant partie de ce comité se feront un devoir d'assister à la séance afin de pourvoir à ce qu'il n'y ait plus de retards dans les impressions ou les traductions des bills présentés devant cette Chambre. J'espère, vu que la chose est très importante, que l'on se fera un devoir de s'y rendre.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Dit que, les comptes publics ayant été soumis à la Chambre, il espère que le comité nommé pour s'occuper de leur considération s'assemblera bientôt.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il a l'intention de convoquer une réunion du comité des comptes publics, mercredi. Il dit que les comptes publics ne sont pas encore imprimés en français.

La Chambre s'ajourne à quatre heures et demie.

Séance du 28 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Joly, la pétition de "The Womens Christian Association, Quebec".

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition de l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal.

Par M. Sylvestre, la pétition du couvent de la Providence de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier.

Par M. Robertson, la pétition de la faculté de médecine de l'université McGill.

Par M. Taillon, la pétition de l'Institut ophthalmique, Montréal.

Par M. Lacerte, la pétition de Joseph Saint-Germain et autres du township Belleau, comté de Saint-Maurice.

Par M. le commissaire Garneau, la pétition de Horatio Nelson Jones, président des syndic des écoles dissidentes protestantes de la municipalité de Québec-Nord.

Par M. Kennedy, la pétition du révérend Thos. S. Ball et autres, de "Upper and Lower Ireland", comté de Mégantic.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

Du recteur et des marguilliers de l'église de Saint-Jude, demandant la passation d'un acte pour ratifier la vente de certaines propriétés immobilières, à ladite église.

De Moïse Morin et Jacques Morin, de la paroisse de Saint-Arsène, demandant la passation d'un acte pour les autoriser à vendre les biens de feu Guillaume Morin.

De la municipalité du village de Notre-Dame de Grâce, demandant la passation d'un acte pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame de Grâce à faire un plan de ladite municipalité et définir la procédure à suivre pour rendre ledit plan obligatoire pour toutes personnes et pour autres fins.

De Robert James Reckie et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Trust Company of Canada".

Du Collège des médecins et chirurgiens du Bas-Canada, demandant un acte d'incorporation.

De la Compagnie d'assurance mutuelle du

comté d'Hochelaga, demandant la passation d'un acte pour changer le nom de ladite compagnie et pour autres fins.

De P. Forgues et autres, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, demandant la passation d'un acte érigeant le premier rang de ladite paroisse en une municipalité séparée.

De O.-D. Labrie, demandant la passation d'un acte permettant au Barreau de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres.

De John et Elias Collas et autres, du township de Malbaie, comté de Gaspé, demandant que ledit township soit divisé en deux municipalités séparées.

Votre comité a aussi examiné la pétition de G.-C. Dessaulles, écuyer, et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements aux actes d'incorporation de ladite cité, et a trouvé qu'aucun avis n'avait été donné dans les journaux de la localité; mais votre comité, par les déclarations qui ont été faites devant lui, est convaincu que toutes les parties intéressées sont au courant de la nature de la pétition; en conséquence votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander que son quorum soit réduit à sept membres.

Que les honorables Messieurs Beaudry, Archambault, Robertson, Baker et Marchand forment un sous-comité, avec instruction d'examiner les comptes d'impressions et les documents référés à ce comité.

Que le greffier de ce comité soit autorisé d'écrire à G. T. Cary, écuyer, imprimeur, lui demandant de comparaître devant ce comité afin d'expliquer les causes du retard au sujet des impressions qu'il est chargé de faire en vertu d'un contrat, et que le greffier fournisse une liste de ces documents avec la date qu'ils ont été envoyés chez l'imprimeur.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur la pétition de Victor Gladu et autres concernant les abus qui existent dans le flottage du bois sur la rivière Saint-François.

Voici le rapport:

Votre comité a décidé de recommander à votre honorable chambre que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

Message de l'administrateur de la province:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Remet à M. l'Orateur un message de

Son Excellence l'administrateur de la province et revêtu de la signature de Son Excellence.

A.-A. Dorion,

L'administrateur du gouvernement de la province de Québec soumet à l'Assemblée législative copie d'un ordre en conseil approuvé le vingt-trois février mil huit cent soixante-seize, sur la nomination de commissaires concernant l'économie intérieure de l'Assemblée législative, conformément aux dispositions de l'acte 39 Victoria, chapitre 12.

**Hôtel du gouvernement,
Québec, 28 novembre 1876.**

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 22 février 1876, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 23 février 1876.

No 45

Sur la nomination des commissaires sous l'acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée législative.

L'honorable commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, dans un mémoire en date du 22 février courant (1876), recommande que l'honorable Auguste-Réal Angers, procureur général, l'honorable Joseph-Adolphe Chapleau, secrétaire provincial, l'honorable George Barnard Baker, Solliciteur général et l'honorable Pierre Fortin, Orateur de l'Assemblée législative, soient nommés commissaires aux fins de mettre à exécution l'acte passé durant la dernière session de la Législature de cette province, intitulé: "Acte concernant l'économie intérieure de l'Assemblée législative" et pour d'autres fins. Le comité concourt dans cette recommandation et le soumet à l'approbation du lieutenant-gouverneur.

Certifié,

Gustave Grenier,
1er clerc, Dépt. Cons. Ex.

A l'honorable secrétaire de la province, etc.

Introduction de bills:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger le premier rang de la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse en une municipalité séparée.

Accordé.

M. L.-Ô. LORANGER (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente de certains biens substitués par le testament de Guillaume Morin.

Accordé.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour amender

l'acte d'incorporation du Collège des chirurgiens et médecins de la province de Québec.

Accordé.

M. MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Onésiphore-D. Labrie au nombre de ses membres.

Accordé.

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 51 du code municipal de la province de Québec.

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour autres fins y relatives.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande des explications.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Fait observer qu'il est inusité et inutile d'expliquer un bill lorsqu'il est proposé pour la première fois.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Dit que le village de Notre-Dame-de-Grâce est aujourd'hui virtuellement un des faubourgs de Montréal. Comme l'on doit faire un plan de la ville et comme quelques-unes de ses rues doivent traverser dans ledit village, la municipalité a cru devoir demander la permission de faire faire le plan susmentionné pour ses rues et que les propriétaires soient informés de l'endroit où lesdites rues doivent être ouvertes. Le bill a l'approbation de tous les contribuables de l'endroit.

La permission est accordée.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que la 51e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Impressions

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que cette Chambre concoure dans le premier rapport dudit comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature.

Adopté.

Paroisse de Sainte-Jeanne

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour détacher une partie de la paroisse du Cap-Santé et l'annexer à la paroisse de Sainte-Jeanne pour les fins du cadastre.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Service civil

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'organisation du service civil de cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande que la troisième lecture du bill soit remise à demain.

Fonds de retraite et de secours

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que, si l'on n'a pas d'amendements à proposer au bill, il en demandera la troisième lecture immédiatement.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Dit qu'il a un amendement à suggérer. D'abord, il demande que la section 13 soit amendée et ajoutant, après le mot "intérêt", que si un employé laisse le service et dont la charge se trouve abolie après trois années, le gouvernement lui remette la somme qu'il a versée au fonds de retraite, mais que, si tel employé laisse le service ou dont la charge se trouve abolie après trois années, toute la somme qu'il a mise au fonds de retraite lui soit remise, moins un quart.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lorsque cette clause fut lue dans le comité, Monsieur l'Orateur, j'avoue que je la trouvai très dure. J'étais d'avis que le gouvernement maltraitait les employés publics en refusant de leur donner les intérêts sur les sommes d'argent qu'ils auront souscrites au fonds de retraite.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): S'oppose à l'amendement.

M. L.-O. LORANGER (Laval): S'oppose à l'amendement.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Trouve que le fonds de retraite ne sera pas suffisant.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond qu'il n'y aura jamais plus de cinq ou six employés qui mettront à contribution le fonds de retraite.

Interpellations:

Chemin de fer de Montréal, Portland et Boston

M. P. PREFONTAINE (Chambly): Vu que, par la 39e Vict., chap. 3, section 4, des subsides au montant de mille piastres par mille ont été votés à la Compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, à condition que les directeurs de ladite compagnie donnent au lieutenant-gouverneur en Conseil preuve satisfaisante que ladite compagnie aurait payé aux propriétaires le coût du droit de passage et les dommages sur leurs propriétés et vu que ladite compagnie n'a pas encore fourni cette preuve au lieutenant-gouverneur en Conseil et n'a pas, par conséquent, retiré du gouvernement les subsides qui ont été votés à la dernière session; et vu enfin que lesdits propriétaires n'ont encore presque rien reçu en acompte sur leurs réclamations respectives, quelles sont les mesures que le gouvernement a l'intention d'adopter pour que justice soit rendu auxdites personnes dont les intérêts se trouvent ainsi sacrifiés?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement ne peut adopter d'autres mesures que celles imposées par la loi, c'est-à-dire de ne payer les subsides que lorsque la compagnie aura satisfait à la loi qui l'oblige à indemniser les propriétaires.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Dit que les allégués de la demande ne sont pas exacts.

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Je me suis basé sur les informations que j'ai eues.

Adresse à l'administrateur de la province:

Limites à bois

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des

limites à bois actuellement sous licences, ledit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs, la date de l'octroi, le prix payé pour chaque licence; distinction spéciale étant faite de celles vendues à l'encan et de celles vendues à vente privée.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond qu'il n'a pas d'objection à produire l'état demandé mais ajoute que la plus grande partie des informations demandées se trouvent contenues dans le rapport de 1874. L'honorable député de Saint-Jean y trouvera aussi un état de toutes les ventes privées des terres de la couronne.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): La Chambre et le pays ont tout intérêt à connaître tout ce qui a trait à la vente et à l'administration en général des terres de la couronne. Quand on nous informe qu'il y a un déficit de \$140,000 dans le revenu des terres publiques, on comprendra combien il est nécessaire d'avoir un rapport détaillé et complet de l'administration de ce département.

La proposition est adoptée.

Licences

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, appuyé par le député de Sherbrooke (M. J. G. Robertson), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport montrant le nombre d'amendes et pénalités perçues par l'inspecteur du revenu, en vertu de l'acte des licences de cette province, durant les quatre dernières années, dans le district de Beauharnois.

Adopté.

Magistrat de district

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Le nombre de cours tenues par le magistrat de district dans les comtés de Beauharnois, Châteauguay et Huntingdon respectivement durant les trois dernières années.

2. Le montant des amendes imposées par ledit magistrat.

3. Le montant des amendes perçues par ledit magistrat.

4. Le montant payé au magistrat de district dans ledit district pour dépenses de voyage ou pour autres fins, pour tenir la cour dans lesdits comtés.

5. Le nombre de causes plaidées devant lesdites cours de magistrat dans chacun desdits comtés, durant ledit temps, au civil et au criminel.

Adopté.

Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent

M. F. DUPONT (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction du Lac Champlain et du Saint-Laurent.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Comité de l'agriculture

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que M. Lacerte soit ajouté au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Adopté.

Impressions

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande aux députés de ne pas payer à l'avenir le montant pour impression de leur bill à l'imprimeur, mais bien au greffier des bills privés.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose que M. Sylvestre soit ajouté au comité spécial nommé pour prendre en considération la pétition de Victor Gladu et autres, intéressés dans le flottage du bois de corde sur la rivière Saint-François.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures trente-cinq.

Séance du 29 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures vingt minutes.

M. l'Orateur met devant la Chambre: copie des transactions de la Société historique et littéraire de Québec, session de 1873-74 et 1874-75; aussi mémoire sur la célébration par la société du centenaire du siège de Québec. (Documents de la session, no 6.)

Et aussi, Etat des affaires de l'Hospice Lajemmerais, Varennes, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Duhamel, la pétition du révérend R. Déléage et autres, du village de Désert.

Par M. Lynch, la pétition de l'honorable L. Archambault et autres, de la pétition de John Arthur et autres.

Par M. Rinfret dit Malouin, la pétition de l'Asile des orphelins, Québec.

Par M. Hearn, la pétition de J.-B. Renaud et autres, de Québec.

Par M. Houde (Nicolet), la pétition de Hyacinthe Gentes et autres, de la paroisse de Saint-Samuel-de-Nicolet.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la Compagnie de l'hôtel Windsor, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De L.-H. Beaubien et autres, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette, demandant l'érection civile d'une partie de ladite paroisse pour les fins électorales, municipales, et toutes autres fins.

Du révérend Joseph-Louis Barette et autres, de la paroisse de Saint-Lignori, et de Narcisse Forest et autres, de la paroisse de Saint-Jacques, comté de Montcalm, demandant respectivement que le chemin de fer de la rive nord devrait s'arrêter à la ville de Joliette, attendu que le chemin de fer des Laurentides déjà complété, de Sainte-Thérèse à Saint-Lin, reliera bientôt Joliette à Sainte-Thérèse et conséquemment au chemin de colonisation du nord.

Du révérend A. Barolet et autres, du township de Weedon, comté de Wolfe, demandant de l'aide pour le chemin de fer de Québec Central.

Rapport de comités:

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à

vos honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour du mois prochain; que le délai pour recevoir les rapports sur lesdits bills privés soit prolongé jusqu'au dix-huitième jour du même mois et que le temps pendant lequel les avis requis doivent être affichés dans les couloirs de la Chambre soit réduit à quatre jours.

Adopté.

M. W. W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de Québec Central" et il est convenu de le rapporter sans amendement. Votre comité recommande aussi que l'honoraire de cent piastres payé pour ce bill soit remis, vu qu'aucun nouveau privilège n'est demandé par ledit bill, mais seulement une extension de délai pour l'achèvement dudit chemin.

Votre comité recommande aussi qu'instruction soit donnée au greffier des comités de se procurer du département des Travaux publics, pour l'usage de ce comité, une carte montrant le tracé: 1. de tous les chemins de fer construits dans la province de Québec; 2. de ceux actuellement en construction et aussi des lignes des chemins de fer projetées; et distinguant sur ladite carte ou plan les trois différentes classes par des lignes de différentes couleurs.

Votre comité a aussi l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre prochain, celui pour la réception des rapports desdits bills privés au dix-huitième jour de décembre prochain, et que l'avis requis par la 60e règle comme devant être donné par les comités avant la considération des bills privés soit réduit à quatre jours.

Adopté.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition suivante et a trouvé que les avis requis avaient été donnés:

De la Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennebec, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Introduction de bills:

M. A. CAMERON (Huntingdon): Demande

la permission d'introduire un bill pour changer le nom de "The Mutual Insurance Company of the County of Hochelaga" en celui de "The Hochelaga Mutual Insurance Company", et pour d'autres fins.

Accordé.

M. J.-W. MCGAUVVRAN (Montréal-Ouest): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre au recteur et au syndic de l'église Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, de vendre ladite église et le terrain sur lequel elle est bâtie et de bâtir une nouvelle église ailleurs.

Accordé.

Subsides

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Donne avis qu'il proposera, vendredi, que la Chambre se forme en comité pour examiner les subsides.

Réception de bills privés

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que le délai pour la réception de bills privés soit prolongé jusqu'au onzième jour de décembre prochain, celui pour la réception de rapports sur des bills privés jusqu'au 18 décembre prochain et que l'avis requis par la 60e règle et qui doit être donné avant qu'il soit pris considération de bills privés soit réduit à quatre jours, conformément à la recommandation du comité permanent des bills privés et de celui des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Adopté.

Interpellations:

Ventes de liqueurs

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Demande au gouvernement si, malgré l'existence du règlement passé par le conseil municipal du comté de Missisquoi, sous l'autorité de la 27e, 28e, Vict., chap. 18, connue sous le nom de Dunkin Act, le gouvernement ou aucun de ses membres a enjoint au percepteur du revenu de l'intérieur du district renfermant ledit comté de Missisquoi d'accorder des licences pour vendre des liqueurs vineuses ou fermentées dans ledit comté; et ledit percepteur du revenu de l'intérieur a-t-il accordé des licences pour vendre des liqueurs dans ledit comté, depuis que ledit règlement lui a été communiqué, et à qui a-t-il accordé ces licences?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le 27 avril 1876, l'assistant-greffier de la province, en réponse à une lettre du 20 avril, qui lui était adressée par le percepteur du

revenu, a informé ce dernier qu'il devait se conformer à l'article 560 du code municipal et que, dans le cas où dans une municipalité locale une loi prohibant la vente des liqueurs enivrantes n'aurait pas été promulguée, on devrait accorder des licences, l'article 1,086 annulant les articles 27 et 28 Vict., chap. 18; on a en conséquence, depuis ce temps, délivré 24 licences, depuis qu'un jugement de la cour Supérieure a été rendu dans le comté de Missisquoi, déclarant que la législation du code municipal en ce qui a rapport à l'acte des licences est ultra vires.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Quel est le montant reçu de la ville de Montréal depuis un an par le gouvernement pour l'entretien des personnes qui, faute de ne pouvoir payer l'amende à laquelle elles ont été condamnées dans la cité de Montréal, sont allées en prison au lieu de payer ladite amende?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Jusqu'à la date du 28 novembre 1876, le percepteur du revenu a reçu de Montréal la somme de \$4,879.

Chemin de la rive nord

M. L.-G. MARTIN (Montcalm): Appuyé par le député de Joliette (M. V.-P. Lavallée), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien permettre qu'à la copie des requêtes des différentes paroisses du comté de L'Assomption, touchant le choix du tracé du chemin de la rive nord et maintenant devant cette Chambre, soit jointe aussi celle de la paroisse de Saint-Roch-de-l'Achigan, dans le même comté, telle requête demandant le tracé du chemin de fer par l'intérieur.

Adopté.

Code de procédure civile

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le code de procédure civile.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le secrétaire provincial Chapleau, M. le trésorier Church, M. le Solliciteur général Baker, l'honorable M. Laframboise, M. Taillon, M. Loranger, M. Bachand, M. Chauveau, M. Joly, M. Lynch, M. Préfontaine, M. Turcotte, M. Watts, M. Wurtele, M. Mathieu et M. Champagne pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour suppléer aux articles 648, 649 et 650

du code de procédure civile concernant les avis des ventes faites par le shérif en pourvoyant à ce qu'avis de ces ventes soit donné aux créanciers.

Adopté.

Le bill est renvoyé une seconde fois au comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Code municipal

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le Solliciteur général Baker, M. le secrétaire provincial Chapleau, M. Verreault, M. Bisson, M. Bachand, M. Cameron, M. Dupont, M. Loranger, M. Préfontaine, M. Watts, M. Lacerte, M. Daigle, M. Champagne, M. Taillon et M. Lynch, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. E.-H. BISSON (Beaucharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Notariat

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 39 Victoria, chapitre 33, intitulé: "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. le secrétaire provincial Chapleau, M. Marchand, M. Paquet, M. Verreault, M. Dupont, M. Beauchesne, M. Saint-Cyr, M. Picard, M. Bisson, M. Watts et M. Lynch, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes papiers et records.

Code municipal

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'article 51 du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nou-

veau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Compagnie du cimetière de Fairmount

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du cimetière de Fairmount.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Township de Bolton

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger le township de Bolton en deux municipalités séparées pour les fins scolaires et municipales.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société de l'union des menuisiers de Québec

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose selon l'ordre du jour la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société de l'union des menuisiers de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger le premier rang de la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse en une municipalité séparée.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. P. FRADETTE (Bellechasse): Dit qu'il est opposé à ce bill et qu'il fera ses objections au comité.

Testament de Guillaume Morin

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la vente de certains biens substitués par le testament de Guillaume Morin.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Onésiphore-D. Labrie

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à

admettre Onésiphore-D. Labrie au nombre de ses membres.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Service civil

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'organisation du service civil de la province.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds de retraite et de secours

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Missisquoi (C. B. Baker), propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la proposition soient effacés et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en amender la treizième section de manière que le premier paragraphe puisse se lire comme suit:

"Si aucun employé est forcé de se retirer du service à cause de l'abolition de sa charge, les sommes qui auront été ainsi retenues de son salaire, pour être versées dans le fonds de pension, lui seront remises sans délai, mais sans intérêt; et si aucun employé se retire volontairement du service, alors les trois quarts de ces sommes lui seront remises sans délai, aussi sans intérêt" soient mis à la place.

Il cite des rapports et des chiffres à l'appui de son amendement et déclare en terminant qu'il n'insistera pas pour l'adoption de sa motion parce qu'il voit qu'elle ne rencontre pas l'approbation de la Chambre. Mais il tient à ce quelle soit enregistrée sur les votes et délibérations.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que tout en se déclarant très bien disposé pour la mesure, l'honorable député d'Yamaska ne perd pas une occasion de lui faire de l'opposition.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et, la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Adopté.

Et la question étant mise aux voix que le bill passe et que le titre soit:

"Acte concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles".

La Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice de Québec

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la construction du palais de justice de Québec.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande à l'honorable procureur général si le bill est conforme aux modifications qu'il a subies en comité.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que oui et ajoute que ce n'est pas d'usage qu'un bill basé sur des résolutions soit soumis à la Chambre.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Ce n'est pas l'usage, je le sais; mais ce serait suivant les règles de la Chambre que le bill fût lu par le greffier. Cela ne veut pas dire cependant que je doute de la parole de l'honorable procureur général.

Adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Profession médicale

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Au sujet de bill concernant la profession médicale, il se plaint que l'on a distribué dans la Chambre une circulaire qu'il qualifie pour le moins de déplacée.

Il exprime sa surprise de voir cette circulaire signée par les noms de personnes infiniment respectables et très éminentes. Ailleurs, pareil procédé serait considéré comme méprise de Chambre et traité comme tel.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Exprime la même opinion. Lui aussi a présenté un bill concernant la profession médicale dans la province. Il croit qu'avec ce bill et celui de l'honorable secrétaire provincial on pourra arriver à faire une législation parfaite sur la question. Le but est d'empêcher l'admission de personnes incompétentes à l'étude où la pratique de la médecine. Il s'étonne qu'on ait fait opposition au bill et que les universités se soient prononcées sur la question.

Il ne reconnaît pas le droit aux médecins de se procurer une copie d'un bill avant qu'il soit imprimé, comme c'est arrivé dans ce cas-ci pour le bill concernant la profession médicale.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je vois que l'honorable député partage à peu près les mêmes opinions que ses amis sur le respect dû à l'opinion publique. Il ne reconnaît pas le droit aux médecins de se procurer copie d'un bill avant qu'il soit imprimé. J'avoue que je ne voudrais pas que ce principe fût établi. Mais, Monsieur l'Orateur, il me semble que, avant de discuter un pareil projet de loi, il serait très sage d'avoir l'opinion des membres de la profession médicale à son endroit. Quant à la circulaire dont mes honorables amis se plaignent, j'avoue que je n'y ai rien vu d'offensant; les honorables membres de cette Chambre reçoivent souvent de ces circulaires. Je conviens cependant que la chose peut avoir ses inconvénients.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Trouve que les signataires de la circulaire sont allés un peu trop vite.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 30 novembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

M. l'Orateur met devant la chambre: Etat des affaires de la Société historique et littéraire, Québec et de The Womens Christian Association, Québec, tous pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Larochelle, la pétition du révérend D. Gonthier, et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, et la pétition du révérend N. Godbout et autres, de la paroisse de Sainte-Hénédine, toutes deux du comté de Dorchester.

Par M. Dulac, la pétition du révérend F. Catellier et autres, et la pétition de Fortunat Veilleux et autres, tous de la paroisse de Saint-George, et la pétition du révérend B.-C. Guy et autres, de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus, tous du comté de Beauce.

Par M. Ogilvie, la pétition de la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal.

Par M. Bachand, la pétition des dames de la charité de la cité de Saint-Hyacinthe.

Par M. Duhamel, la pétition des Soeurs de la Charité de Maniwaki.

Par M. Hearn, la pétition de la Société historique et littéraire, et la pétition de l'Asile Sainte-Brigitte, toutes deux de la cité de Québec.

Par M. Watts, la pétition de la municipalité du township de Wickham.

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition des Soeurs de la Charité du village du Bassin de Chambly, la pétition du révérend H. Thibault, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, et la pétition du conseil de ville d'Iberville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Horatio Nelson Jones, président des syndicats de l'école dissidente protestante de la municipalité de Québec-Nord, demandant que le bill pour annexer certaines parties de ladite municipalité à celle de Saint-Sauveur de Québec, pour les fins de l'école dissidente, ne devienne pas loi.

Du révérend Thos. S. Ball et autres, de Upper and Lower Ireland, comté de Mégantic, demandant de l'aide pour le chemin de Québec Central.

De "The Women's Christian Association" de Québec, demandant de l'aide.

Du Couvent de la Providence de Saint-Joseph-de-Lanoraie, comté de Berthier, demandant de l'aide.

De l'Ecole de médecine et de chirurgie, et de la faculté médicale de l'université McGill, tous

de Montréal, demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De Joseph Saint-Germain et autres, du township Belleau, comté de Saint-Maurice, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas:

De Francis Archambault et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal".

De l'Institut des artisans de Montréal, demandant un amendement à son acte d'incorporation.

De J. Gustave Laviolette et autres, héritiers de feu John Pratt, demandant la passation d'un acte pourvoyant à la rémunération des exécuteurs testamentaires, des administrateurs et fidéi-commissaires de feu John Pratt, écuyer.

De J.-J. Lepage et autres, du township de Cox, comté de Bonaventure, demandant que la municipalité dudit township de Cox soit divisée en deux municipalités séparées.

De la Compagnie de l'hôtel Windsor, demandant la passation d'un acte pour amender son acte d'incorporation.

Introduction de bills :

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire un bill pourvoyant à la rémunération des exécuteurs testamentaires, des administrateurs et fidéi-commissaires de feu John Pratt, écuyer.

Accordé.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la rivière Saint-Pierre et pour autres fins.

Accordé.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher certains terrains de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare et les annexer à la paroisse de Saint-Alphonse, dans le comté de Joliette, pour toutes les fins quelconques.

Accordé.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'association connue sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la

cité de Montréal (Hackmen's Union Benefit Society of the City of Montreal)".

Accordé.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill changeant le nom de William Taylor, écuyer, de la cité de Montréal, en celui de William Taylor Lindsay.

Accordé.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Institut des artisans de Montréal.

Accordé.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité de la Malbaie en deux municipalités séparées.

Accordé.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 48 et 561 du code municipal.

Accordé.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, en deux municipalités séparées.

Accordé.

Interpellations:

Décision du juge Caron

M. W. W. LYNCH (Brome): Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre aucune mesure, durant la présente session, destinée à empêcher le renouvellement de l'état de choses anormales qui existe dans le comté de Missisquoi, en conséquence de la décision récente de l'honorable juge Caron?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que cette question est d'une grande importance et présente beaucoup de difficultés. Elle est actuellement sous la considération du gouvernement.

CRIS A GAUCHE : Hear ! Hear !

Chemin de fer de Saint-Joseph et de Saint-Charles

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder un subside au chemin de fer de Saint-Joseph et de Saint-Charles dans le comté de Lévis, tel que promis par l'honorable trésorier de cette province, il y a une couple d'années, et aux conditions mentionnées en cette promesse, pourvu que

cette compagnie se mette réellement à l'oeuvre en se procurant ailleurs le reste des fonds nécessaires?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je dois constater le fait qu'il n'y a pas dans la province de chemin de fer portant le nom indiqué dans l'interpellation de l'honorable député; conséquemment il ne peut y avoir eu de promesse au sujet de ce chemin de fer.

Si l'honorable député veut faire allusion au chemin de fer de Saint-Charles et de l'Anse-des-Sauvages, je dois dire qu'il n'a pas été fait par le trésorier de cette province de semblables promesses à cette ligne de chemin de fer. De plus, le gouvernement n'a pas l'intention de voter un subside à ce chemin.

Adresses à l'administrateur de la province:

Pont sur la rivière Chaudière

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de tous pouvoirs accordés aux commissaires des chemins à barrières de la rive sud, concernant la reconstruction du pont sur la rivière Chaudière par le gouvernement actuel ou ceux qui l'ont précédé, et copie de tout ordre en conseil, titres, papiers et documents à ce sujet.

Adopté.

Routes dans la paroisse de Saint-Lambert

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de toute requête, adressée au gouvernement par les habitants de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Lévis, demandant de l'aide pour l'entretien de leurs routes;

2. Copie de toute correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement et les pétitionnaires ci-dessus.

Adopté.

Seigneurie de Lauzon

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie de tout ordre en conseil du commissaire des Terres de la couronne ou de tout autre ministre, depuis 1874, et adressé à l'agent de la seigneurie de Lauzon, lui enjoignant d'intenter des poursuites contre quelques-uns des censitaires

de cette seigneurie, avec le nombre d'actions intentées en vertu de tel ordre, le nom des défendeurs et des procureurs ou avocats dans chaque cause.

2. Copie de tout arrangement fait en vertu de ces poursuites et copie de tout jugement rendu dans chaque cause qui a été plaidée.

3. Un état indiquant le montant demandé par chacune desdites actions et le montant qui a été payé sur chacune d'elles, par arrangement ou sur jugement, et le montant qui peut encore rester dû.

Adopté.

Limites des comtés de Huntingdon et de Beauharnois

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour détacher une certaine partie du canton de Godmanchester du comté de Huntingdon et l'annexer au comté de Beauharnois, pour les fins civiles, municipales, scolaires, d'enregistrement et de la représentation, étant lu ;

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose que ledit ordre soit déchargé.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Magistrats de district

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 32 Victoria, chapitre 23, concernant les magistrats de district.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Daniel Thomas

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser Daniel Thomas, écuyer, notaire, à pratiquer comme notaire et registrateur.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose au bill parce qu'il demande quelque chose qui vient en contravention avec la loi qui ne permet pas à ces officiers de pratiquer comme notaires.

M. W. W. LYNCH (Brome): Dit que le pétitionnaire a de graves raisons pour faire cette démarche auprès de la Législature et propose que le bill soit renvoyé au comité des bills privés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Reconnaît que le bill demande quelque chose d'illégal et appuie la suggestion de renvoyer le bill au comité des bills privés.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Partage cet avis.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Est aussi du même avis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Rappelle qu'il a amené devant la Chambre un cas semblable et exprime l'espoir que le comité des bills en profitera pour le prendre en considération.

La proposition est adoptée.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer de Québec Central

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de Québec Central.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cité de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Cour Supérieure

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure, étant lu.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande que la Chambre ne concoure pas dans la réception du rapport du comité de toute la Chambre au sujet du bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure, parce qu'il a de nouveaux amendements à proposer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers) si c'est un vote de non-confiance.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le principal amendement qu'il veut faire a trait au transfert d'un juge d'un district à un autre. Il veut ajouter qu'aucun transfert ne pourra être fait s'il intervient avec l'administration de la justice dans le district du juge que l'on propose de transférer temporairement.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

La Chambre s'ajourne à cinq heures et quarante-cinq.

Séance du 1er décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hôpital Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Dulac, la pétition du révérend J. B. Villeneuve et autres de la paroisse de Saint-Victor de Tring, celle du révérend J.-L.-H. Grenier de la paroisse de Saint-Elzéar et celle du révérend F.-X. Tessier et autres de la paroisse de Saint-François, toutes de Beauce.

Par M. le trésorier Church, la pétition de George Rogers et autres, du township de Gore, comté d'Argenteuil.

Par M. Kennedy, la pétition du révérend L. Fournier et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton, et la pétition de Jean Vallée et autres, du township de Shefford, comté de Mégantic.

Par M. Picard, la pétition de Anthony Byron et autres, du township de Stoke, comté de Richmond.

Par M. Beauchesne, la pétition de la municipalité du township de Carleton, comté de Bonaventure.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-B. Renaud et autres, de la cité de Québec, demandant qu'aucun amendement ne soit fait aux actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, avant que la corporation de ladite cité n'ait déposé devant la Chambre un état financier de ses affaires.

De John Arthur et autres demandant que le bill pour diviser le township de Bolton ne devienne pas loi.

De l'Asile des orphelins, Québec, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du révérend R. Délage, et autres, demandant de l'aide pour la construction d'un pont sur la rivière Gatineau.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que des avis suffisants ont été donnés dans chaque cas:

Des soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, demandant la passation d'un acte pour faire disparaître tout doute concernant le

droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

De David Roy et autres, de la paroisse de Saint-Etienne-de-la-Malbaie, demandant que le village de La Pointe-au-Pic soit érigé en municipalité.

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières, demandant des amendements à leur acte d'incorporation et a trouvé que les avis donnés ne mentionnent aucunement la nature des amendements demandés; mais, après la déclaration faite devant lui que plusieurs assemblées des citoyens de la cité ont eu lieu, dans lesquelles la nature des clauses du bill a été pleinement discutée et approuvée, votre comité est d'opinion que toutes les parties intéressées sont suffisamment informées de la nature des amendements demandés.

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des industries.

Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport.

Qu'à une séance de votre comité tenue ce jour, le révérend M. Labelle, curé de Saint-Jérôme, a comparu devant lui et lui a fait part des travaux d'exploitation qu'il a récemment entrepris sur un filon de minerai de cuivre trouvé en ladite paroisse de Saint-Jérôme.

Qu'il a aussi entendu les explications données par M. Piret, de Belgique, ingénieur de mines, au sujet des expériences faites par ce monsieur sur le minerai trouvé dans ladite mine de Saint-Jérôme et sur d'autres travaux de ce genre exécutés par lui en France et en d'autres pays.

Que votre comité a été satisfait des hautes recommandations que possède M. Piret et qui, à ses yeux, sont des preuves satisfaisantes de sa capacité comme ingénieur de mines.

Que votre comité est d'opinion qu'une loi devrait être passée pour sauvegarder les intérêts des compagnies minières de cette province, tout en respectant les intérêts des particuliers.

Que la passation de cette loi favoriserait beaucoup le développement des richesses minières de cette province en attirant les capitaux étrangers.

Votre comité recommande de plus la nomination, par le gouvernement, d'un ingénieur pratique qui aurait pour mission d'inspecter les mines de cette province et de faire rapport sur l'état et les chances de succès de chacune d'elles.

Il est résolu que cette Chambre concoure dans les premier, second, troisième et quatrième paragraphes du deuxième rapport du comité permanent des industries.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des

deux Chambres sur la bibliothèque du Parlement.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'à sa première séance tenue le 28 novembre 1876, il a été résolu, que l'honorable M. Beaubien soit nommé président du comité conjoint de la bibliothèque pour l'année qui commence.

Le secrétaire du comité conjoint a mis devant l'honorable président le rapport sur l'état de la bibliothèque. Ce rapport a été lu et adopté à l'unanimité.

Il a été résolu: "Qu'un octroi spécial de \$500 soit demandé à la Législature pour permettre à la bibliothèque de rencontrer les dépenses nécessaires d'ici au 1er juillet 1877.

Que des renseignements soient faits à l'honorable M. Fortin pour le zèle qu'il a déployé dans l'administration de la bibliothèque pendant l'année qui vient de finir, et qu'il soit félicité des succès qu'il a obtenus dans ses relations avec divers Etats au sujet des échanges de livres.

Que le traitement de l'assistant-bibliothécaire, M. L.-P. Turcotte, soit porté de \$900 à \$1,000 par année.

Qu'un sous-comité composé des honorables MM. Beaubien, Ross, Lemaire et Fortin et de MM. Marchand et Mathieu, soit nommé pour faire l'audition des comptes de la bibliothèque, examiner tout document, toute demande et toute question en rapport avec la bibliothèque, et faire rapport au comité conjoint."

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés.

Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour autoriser le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs, dans le Bas-Canada, à admettre, après examen, William Crawford à la pratique de la profession d'arpenteur et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. M. MATHIEU (Richelieu): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre du premier rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Trois-Rivières.

Accordé.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie de la paroisse de Sainte-Genève-de-Berthier et l'annexer à la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, municipales et autres.

Accordé.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger le village de La Pointe-au-Pic en une municipalité séparée.

Accordé.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Appuyé par le député de Laval (M. L.-O. Loranger), demande la permission d'introduire un bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les soeurs de l'Asile de la Providence, de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

Accordé.

Cour Supérieure

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre procède à prendre en considération les amendements faits en comité de toute la Chambre, jeudi dernier, au bill pour amender la loi concernant la cour supérieure.

Les amendements sont lus.

Et la question étant mise aux voix que cette Chambre concoure avec le comité dans lesdits amendements, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Corporations de ville

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Acte des clauses générales des corporations de ville".

Adopté.

En comité:

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Referring to the election of Municipal counsellors, said he had been on one of a citizens' committee appointed two years ago to look into the abuses of the Montreal city council complained of by the ratepayers. The greatest reform recommended by that committee was one he was very sure would not be acted upon, that the whole council should go out of office every two years and be replaced by new men as far as possible. There was not the slightest danger that men of worth and experience would be re-elected. Montreal's experience was the retirement of nine of its twenty-seven City Counsellors every year; but of these nine, probably four or five were re-elected; so that leaving only four or five new men to enter the council, which small number

went into the midst of nearly twenty-seven, who paid little attention to their representations or efforts, no matter what they might be. The whole system was wrong; it might be well enough for small towns or municipalities, but certainly not for large cities like Montreal. The council of the latter was in such a state, that it was perfectly impossible to get a number of first-class men to undertake the work of municipal reformation. He was not simply speaking his own sentiments but those of the citizens' committee, who had been working for the good of Montreal; and there was nothing they could recommend better than to have the whole of the Council changed every two years. If the people of Montreal had this amendment, they would consider it the greatest boon the Legislature of Quebec could confer upon them.

Après l'adoption de 155 clauses, le comité fait rapport de quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Perception des cotisations scolaires

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant l'instruction publique, quant à ce qui regarde la perception des cotisations scolaires et l'exécution des jugements.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Attire l'attention de l'honorable député de Yamaska sur la clause 17e qui propose le paiement de certains honoraires. Cela ne peut se faire qu'avec le consentement de la couronne.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Dit que c'est par erreur que la clause a été introduite dans le bill.

La deuxième lecture est remise à plus tard.

Acte des chemins de fer de 1869

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, 32 Victoria, chapitre 51.

Adopté.

Adresse à l'administrateur de la province :

Impressions

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Appuyé par le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des contrats passés l'année dernière pour les impressions des deux Chambres et des départements, ainsi

qu'un état indiquant le remaniement, s'il y en a eu, des tarifs spécifiés dans lesdits contrats.

Adopté.

Eglise Saint-Jude

M. J. W. MCGAUVIRAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour permettre au recteur et aux syndics de l'église Saint-Jude, dans la paroisse de Saint-Jude, de vendre ladite église et le terrain sur lequel elle est bâtie et de bâtir une nouvelle église ailleurs.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Exécuteurs testamentaires de feu John Pratt

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Appuyé par le député de Laval (M. L.-O. Lorranger), propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pourvoyant à la rémunération des exécuteurs testamentaires, des administrateurs et fidéicommissaires de feu John Pratt, écuyer.

Il dit qu'il pense que le bill aura de l'opposition dans le comité des bills privés. Feu John Pratt a laissé un testament sans pourvoir à payer les exécuteurs testamentaires, les administrateurs et fidéicommissaires. Quelques-uns sont disposés à faire la chose gratuitement, mais il sait qu'il y en a au moins un qui vient d'être écuyer.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): S'oppose à ce que l'on adopte le bill comme précédent. Les dernières volontés du testateur doivent être respectées.

La Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Union des loueurs de voitures et de chevaux de la cité de Montréal

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'association connue sous le nom de: "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal (Hackmen's Union Benefit Society of the City of Montreal)."

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William Taylor Lindsay

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom de William Taylor,

écuyer, de la cité de Montréal, en celui de William Taylor Lindsay.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Institut des artisans de Montréal

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de l'Institut des artisans de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Impressions

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Se plaint que trois bills n'ont été introduits que depuis une couple de jours et, cependant, ils ont déjà été imprimés dans les deux langues, pendant qu'un de ses bills, qui a été reçu et traduit le 26 octobre, n'a pas encore été imprimé. Il croit qu'on ne rend pas justice au côté gauche de la Chambre.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Dit que cela est dû probablement à ce que ses bills à lui ont été imprimés à Montréal avant d'être envoyés à Québec.

Municipalité du township de Cox

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, en deux municipalités séparées.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

A cinq heures quarante-cinq l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

Louis-Napoléon Fortin

Louis-Napoléon Fortin, écuyer, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral de Montmagny et ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et souscrit devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), propose qu'en permettant à M. Louis-Napoléon Fortin, élu pour représenter le district électoral de Montmagny, de prendre son siège en produisant seulement en double son indenture, sans le retour de l'indenture du greffier de la Couronne

en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je remercie le gouvernement pour la courtoisie avec laquelle il a permis au député de Montmagny de prendre immédiatement son siège. Nous avons ce soir, dans la conduite bienveillante des honorables membres du cabinet, une nouvelle preuve de cette bonne harmonie qui n'a cessé de régner entre les messieurs des deux côtés de la Chambre, pendant la présente session. (Applaudissements.)

Message de l'administrateur de la province:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Remet à Monsieur l'Orateur un message de Son Excellence l'administrateur de la province et revêtu de la signature de Son Excellence.

A.-A. Dorion,

L'administrateur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative les estimations supplémentaires pour l'année courante et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1878 et en conformité des dispositions de la 54^e clause de l'acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, il recommande ces estimations à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 10.)

Hôtel du gouvernement,
Québec, 1^{er} décembre 1876.

Budget

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), propose qu'aujourd'hui cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

L'année actuelle a été marquée par différents événements, dont le principal mérite une importance particulière, et en réclamant la bienveillante attention de cette Chambre, qui n'est jamais refusée à un orateur qui, comme moi, remplit pour la première fois la place que j'occupe en ce moment, j'espère vous exposer d'une façon claire et explicite les recettes du trésor pour l'année fiscale terminée le 30 juin dernier, et vous rendre compte en même temps des dépenses. Cet état vous montrera jusqu'à quel point et de quelle façon nous avons rencontré nos obligations.

En traitant cette question, j'aurai à vous parler de quelques circonstances qui ont amené la diminution de notre revenu, comme aussi de recettes inespérées qui l'ont augmenté et alors vous pourrez juger par vous-mêmes de l'état exact de nos finances.

J'aurai à attirer votre attention sur les

estimés supplémentaires qui ont été rendus nécessaires pour l'exécution ou l'achèvement de certains travaux et après cela, je vous entretiendrai de l'avenir; c'est-à-dire des revenus et des dépenses probables pour la prochaine année fiscale.

Maintenant, Monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis de parler du revenu reçu durant la dernière année fiscale; on estimait qu'il serait de \$2,185,496 et il a atteint le chiffre de \$2,340,151, mais il faut comprendre dans cette somme le produit des nouvelles taxes imposées l'an dernier après la présentation des estimés.

Les sources dont dérive le revenu sont: le subside fédéral de \$959,252.80 et l'intérêt des sommes déposées entre les mains du gouvernement qui se monte cette année à \$55,459.32. Ce revenu est fixe, invariable, et s'il était capitalisé, il représenterait au taux de 5 p.c. la somme de \$20,000,000; sa collection ne nous coûte pas le moindre frais, tandis que celle de nos autres revenus s'élève au moins à 10 p.c.

L'item le plus important après ce subside est celui provenant des revenus des terres de la couronne qui se monte à \$604,378.12, y compris les billets des marchands de bois entre les mains du gouvernement, qui au 30 juin 1875 représentaient une somme de \$232,681.07 et ne figurent plus maintenant que pour \$85,681.16 dans les comptes de la province. J'ajouterai de plus que depuis cette dernière date le département n'en a plus entre les mains que pour \$42,734.88, et que la reprise du commerce de bois, tout en augmentant ses revenus, lui permettra de ne plus accepter ces billets qu'il avait consenti à prendre en paiement au moment de la crise qui a affligé cette industrie.

Comme je l'établirai tout à l'heure, les officiers des terres de la couronne ont estimé les revenus de leur département pour l'année à la somme de \$577,317 seulement. Ce montant sera sans doute dépassé, mais pour prévenir toute déception, il est mieux de ne pas le porter plus haut.

La réduction qu'on a à constater dans la réduction des billets des marchands de bois, est la meilleure réponse qu'on puisse faire aux calomnies mises en circulation par les Times du mois d'août dernier, qui prétendent que nous avions entre les mains de deux à trois cent mille dollars de billets échus, et il est à regretter que malgré la déclaration de mon prédécesseur qui disait que la province ne perdait pas plus de \$5,000 par ces valeurs, un membre de cette Chambre, dans une correspondance signée par lui, se soit fait l'écho de ces faux avancés.

L'item suivant comprend le produit des timbres de loi et d'enregistrement. La vente des premiers a donné \$181,718.56 et celle des

derniers \$12,404. Il y a eu progrès sur les années précédentes, mais je dois dire que les timbres d'enregistrement n'ont pas produit le revenu espéré. Du reste, je dois dire que la nomination des nouveaux inspecteurs fera changer cet état de choses.

Les timbres d'assurance, durant les deux mois de l'année fiscale 1875-76 où la taxe a été en force, ont donné \$12,000. Comme le savent les membres de cette Chambre, on a attaqué devant les tribunaux la légalité de cet impôt et il faut espérer que le jugement qui sera rendu bientôt sera favorable à la province.

Le fonds des bâtisses et des jurés est loin de produire la somme qu'on serait en droit d'espérer et il est triste de constater qu'à l'heure qu'il est l'administration de la justice est onéreuse pour la province. Nous dépensons actuellement \$514,834.63 par année pour l'entretien de la police, des prisons, etc., c'est-à-dire environ deux fois plus qu'en 1868, tandis que pour les mêmes fins la province d'Ontario ne débourse que \$233,420. L'état des finances de la province ne peut permettre la continuation d'un semblable état de choses, et il faut de toute nécessité faire peser sur les municipalités une partie des frais d'entretien de leurs prisonniers.

Comme la Chambre a dû probablement l'apprendre, j'ai l'intention de soumettre un projet pour la consolidation de la loi des licences qui, tout en donnant une plus grande efficacité à cette branche du service civil, rendra plus simples et mieux définis les devoirs des administrateurs de la loi et augmentera dans une certaine limite les revenus de la province.

Je citerai maintenant différentes sources de revenu: éducation, \$5,635.36; travaux publics, \$3,240; palais de justice de Montréal, non compris les timbres, \$3,666.27; Gazette officielle, \$25,255.27; droits sur les bills privés, \$2,423.62; maisons de correction: \$26,700.25.

Les dépenses de la police sont énormes et de toute nécessité, il faut les diminuer. L'an dernier cette branche du service public nous a coûté \$69,883.17 et si le même ordre de choses avait continué, nous aurions eu à déboursier cette année environ \$71,436.00.

Il a donc été résolu de réduire les estimés à \$51,436.00, mais pour cela il faut que l'une de deux choses se produise d'ici au 1er juillet prochain. Ou la ville de Québec consentira à payer une somme plus considérable pour l'entretien de la police, ou la force sera licenciée à l'exception de vingt hommes qui seront retenus pour la police spéciale et celle du revenu.

Pour l'année 1875-76, les revenus provenant de différentes sources ont été de \$2,340,151.63; en y ajoutant la balance de \$3,644,382.31, restant en caisse le 30 juin 1875, on arrive à un total de \$5,984,533.94.

Pour 1875-76 les dépenses ont été:

Dettes publiques, intérêt, frais d'administration, fonds d'amortissement.....	\$ 254,461.11
Législation	200,420.91
Justice, police, écoles de réforme, inspection des prisons	514,834.63
Instruction publique, institutions littéraires ou scientifiques, arts et manufactures	351,180.82
Agriculture, immigration, rapatriement, colonisation.....	189,900.65
Travaux publics, édifices, y compris l'achat de la propriété Workman.....	149,387.31
Charités, asile d'aliénés, écoles de réforme, etc	214,464.93
Terres de la couronne, y compris le service de l'enregistrement.....	148,520.69
Gazette officielle	15,117.04
Dépenses diverses.....	36,455.92
Procès des Tanneries.....	6,424.51
Secours aux colons du Labrador.....	1,650.11
Secours aux colons des Isles-de-la-Magdeleine	3,330.32
Secours aux colons du canton de Cranbourne.....	500.11
Exposition de Philadelphie.....	4,000.00
Fonds des municipalités	2,666.00
Licences, timbres, etc.. ..	6,638.10
Licences de mariage.....	8,200.00
Robertson & Fleming, en dépôt.....	1,844.55
	<u>\$ 2,266,506.70</u>
Prêt aux Soeurs de la Providence.....	\$ 60,000.00
	<u>\$ 2,326,506.70</u>
A cela il faut ajouter les sommes payées par les shérifs et les collecteurs du revenu sur le montant de leurs collections.....	\$ 29,543.30
Total des paiements, non compris les chemins de fer.....	2,355,050.00
Paiements pour les chemins de fer.....	1,517,800.78
Total des paiements.....	<u>\$3,872,850.78</u>

A ajouter les mandats non émanés au 30 juin 1875.....	\$ 28,725.99
	<u>\$ 3,901,576.77</u>
Moins les mandats non émanés le 30 juin 1876	39,059.30
	<u>\$ 3,862,517.38</u>
Recettes totales durant l'année, y compris la balance en caisse au 30 juin 1875	\$ 5,984,533.94
Total des paiements y compris la dette publique, les placements et les chemins de fer.....	<u>3,862,517.36</u>
Ce qui laisse dans le trésor	<u>\$ 2,122,016.56</u>
Dépôts judiciaires. Montant total reçu y compris les intérêts, au 30 juin 1876, depuis la mise en force de l'acte, en 1872.....	1,982,887.59
Total du montant payé jusqu'à la même date, y compris les frais.....	<u>1,812,554.47</u>
Ce qui laisse	<u>\$ 169,333.12</u>
Enfin pour résumer les affaires de l'année, nous avons reçu.....	<u>\$ 2,340,151.00</u>
Nos dépenses ont été de.....	<u>\$ 2,355,050.00</u>
Dont il faut déduire \$76,000 payées au compte capital	76,000.00
Ce qui pour les dépenses ordinaires laisse une balance de.....	<u>2,279,050.00</u>
Et donne pour l'année un gain ou surplus de	61,101.00
Je ne fais pas entrer en compte les mandats non émanés.	

Estimé du revenu pour 1877-78

Subside fédéral	\$ 959,252.80
Intérêt sur les sommes en dépôt	55,459.32
Terres de la couronne	577,317.00
Timbres	218,000.00
Timbres d'assurance	\$ 40,000.00
Honoraires judiciaires	6,000.00
Fonds des jurés et des bâties	10,000.00
Licences diverses	275,000.00
Palais de justice de Montréal	3,500.00
Amendes	5,300.00
Gazette officielle	29,750.00
Ventes des statuts; honoraires sur bills privés	2,300.00
Maison de correction de Montréal et nouvelle taxe en vertu du 39 Vict., chap. 8	21,800.00
Police	35,000.00
Revenu casuel	1,300.00
Prison des femmes, Montréal	32,000.00
Emprunt municipal	40,000.00
Intérêt	50,000.00
	<u>\$ 2,361,779.12</u>

Les estimés du revenu ont été basés sur les recettes des quatre premiers mois de l'année fiscale actuelle et les rapports des officiers qui s'occupent de la collection du revenu seront soumis à cette honorable Chambre.

Estimé des dépenses pour 1877-78

Conseil législatif	\$ 44,600.00
Assemblée législative	106,100.00
Bibliothèque du Parlement	3,000.00
Dépenses d'élections	5,000.00
Greffier de la couronne en chancellerie; salaire et dépenses contingentes	\$ 800.00
Impressions, reliures, etc.	3,300.00
Greffier en loi; salaire des employés, dépenses contingentes	4,400.00
Départements publics, salaires et dépenses contingentes	163,195.00
Administration de la justice	519,506.00
Instruction publique	358,810.00
Institutions littéraires et scientifiques	6,250.00
Arts et manufactures	10,000.00
Agriculture, immigration et colonisation	162,000.00
Travaux publics	88,228.00
Institutions charitables	241,120.00
Dépenses diverses	20,000.00
Administration du département du Revenu	96,050.00

Ce qui donne, en y ajoutant le paiement de l'intérêt de la dette publique, un total de \$2,322,026.21

**Estimé des dépenses sur le fonds
capital pour 1877-78**

Ecole normale Jacques-Cartier	80,000.00
Départements publics	100,000.00
Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts	6,000.00
Palais de justice de Québec	75,000.00
Service de l'enregistrement	100,000.00
Total...	<u>\$ 361,000.00</u>

**Estimé supplémentaire des dépenses courantes pour
l'année fiscale se terminant le 30 juin 1877**

Gouvernement civil	\$ 9,900.00
Administration de la justice	13,000.00
Police	3,000.00
Travaux publics, etc	5,458.88
Augmentation des assurances sur les édifices publics	2 50.00
Réparations aux palais de justice, prisons, etc	7,628.16
Prison des femmes de Montréal	25,115.54
Prison et palais de justice de Bonaventure	936.56
Exposition de Philadelphie	1,200.00
Service de l'enregistrement	50,000.00
Total des estimés supplémentaires	\$ 116,489.38

Un vote de \$67,486.18 sera également demandé pour couvrir certaines dépenses supplémentaires faites dans l'année fiscale finissant le 30 juin 1876, et dont on trouvera le détail dans les comptes publics.

En 1872, l'honorable député de Sherbrooke disait en développant son exposé financier que, lorsque les moyens de la province le permettraient, on devrait prélever le coût des travaux publics, ayant un caractère permanent sur les fonds consolidés, au lieu de les payer à même le revenu annuel, et que ces ouvrages, quoiqu'entraînant des dépenses considérables, ne devraient pas figurer comme déficit, d'autant plus qu'ils supprimeraient un grand nombre des déboursés annuels. De nouveau en 1873, mon honorable prédécesseur disait, en parlant de cet item de \$16,000.00, pour l'achat de la propriété Workman à Montréal, et de \$100,000 pour les édifices parlementaires qui figuraient dans les estimés, qu'ils ne devraient pas être payés au moyen des revenus de l'année, mais prélevés sur la balance à l'actif de la province. Sa perspicacité lui a fait ainsi prévoir l'avenir, car il disait aussi que notre surplus serait beaucoup mieux placé dans les entreprises de chemins de fer que dans les banques.

Je concours entièrement, Monsieur l'Orateur, dans les remarques de l'honorable député de Sherbrooke. C'est pour cela que j'ai placé dans les estimés supplémentaires annuels certains items devant être imputés au fonds capital. Ces items se montent cette année à \$361,000 et ils se composent:

1. De \$50,000 pour le service de l'enregistrement dans les estimés supplémentaires et de \$100,000 dans les estimés annuels pour le même service, ce qui fait un total de \$150,000 et, puisque j'en suis sur ce chapitre, je dois expliquer que, d'après le mode que nous avons adopté, ce service se fait d'une façon bien plus économique qu'auparavant.

Un autre item qui doit être imputé au même fonds est celui de \$80,000 pour la construction de l'Ecole normale Jacques-Cartier. Il avait été résolu en vertu d'une résolution de la Chambre qu'il serait prélevé sur le fonds du trésor, mais il a été arrangé depuis que la somme serait prise sur le produit de la rente de l'école, rue

Notre-Dame. Cette transaction est depuis longtemps autorisée, mais elle a été retardée pour différentes raisons: en premier lieu, à cause de la dépression qui afflige depuis deux ans les valeurs immobilières, secondement parce que le choix du site de la nouvelle école n'était pas fait et, troisièmement, parce qu'il aurait été trop coûteux de payer les frais de loyer d'un nouveau local en attendant l'achèvement du nouvel édifice. Malgré toutes ces raisons, il est de notre devoir de commencer les travaux le printemps prochain et de les pousser vigoureusement.

L'item suivant pour les édifices parlementaires est de \$100,000; je dois dire que cette somme est bien placée, car nous éviterons des frais énormes de répartition et nous n'aurons plus à payer des primes d'assurance ruineuses.

Le dernier item est de \$75,000, pour le palais de justice de Québec. Personne ne niera l'utilité de la construction de cet édifice demandé depuis longtemps par le Barreau, la presse et le public. Cette somme sera en partie payée au moyen d'une taxe de procédure, ainsi qu'il est expliqué dans le bill.

Il y a également un item de \$1,200 qu'on a dû affecter à l'exposition de Philadelphie, le vote de \$4,000 ne suffisant pas. Je n'ai pas eu le plaisir de visiter cette immense exhibition, mais ceux qui ont eu le plaisir de la voir s'accordent à dire que les produits de la province de Québec ont été admirés et que nos ressources naturelles nous permettront d'occuper dans un avenir prochain un rang honorable parmi les nations.

Au mois de décembre dernier, la Législature se sépara à la veille de la Noël, après avoir solennellement résolu l'accomplissement d'une grande entreprise; je veux parler de la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Vous en avez posé les fondements, vous avez décidé comment elle devait se faire, au moyen de quels fonds elle devait se payer et de quelle façon on devait les prélever. Je vais vous montrer maintenant de quelle façon nous avons rempli vos instructions. Qu'il me soit permis d'abord de jeter un coup d'oeil sur la position dans laquelle nous nous trouvons à cette époque.

C'était en hiver, le neige couvrait la terre et il

était impossible de se rendre compte des travaux déjà exécutés et de conclure avec les entrepreneurs les préliminaires d'un contrat. On a pu seulement réunir des informations et prendre des mesures pour commencer les travaux au printemps et, dès cette époque, les commissaires et la commission d'ingénieurs se sont mis à visiter les différentes sections de la ligne et à examiner les obligations contractées

par les compagnies et les entrepreneurs. Cette tâche difficile a été accomplie avec succès et les commissaires ont pu aussi régler à la satisfaction générale et dans l'intérêt des finances de la province le tracé du chemin et fixer les nombreux détails de l'entreprise qui a été poussée énergiquement. Voici, du reste, un état indiquant la proportion des travaux faits et des matériaux fournis sur les différentes lignes jusqu'au 1er novembre 1876.

Section ouest

Travaux et matériaux	Quantité à faire ou à fournir	Quantité faite ou fournie	Proportion
Excavations en terre	2,042,510 verges	1,837,744 verges	89.97 p.c.
Excavations en roc	78,289 verges	64,438 verges	82.36 p.c.
Maçonnerie de 1re classe	30,775 verges	21,182 verges	68.83 p.c.
Maçonnerie de 2e classe	5,869 verges	4,859 verges	82.79 p.c.
Maçonnerie sèche	15,930 verges	8,936 verges	56.00 p.c.
Lisses d'acier	10,912 tonnes	7,707 tonnes	70.63 p.c.
Lisses de fer	2,125 tonnes	2,450 tonnes	100.00 p.c.
Cheilles	425 tonnes	167 tonnes	38.50 p.c.
Ecluses	656 tonnes	642 3/4 tonnes	98.88 p.c.
Poses de lisses		146 1/2 milles	34.37 p.c.
Prix total du contrat	Ouvrage à faire	Ouvrage fait	Proportion
	\$3,601,649.95	\$2,352,539.63	65.31 p.c.

La balance qui reste à dépenser est donc de \$1,249,110.32

Section est

Travaux et matériaux	Quantité à faire ou à fournir	Quantité faite ou fournie	Proportion
Excavations en terre	2,014,200 verges	1,136,589 verges	56.43 p.c.
Excavations en roc	21,779 verges	6,552 verges	30.22 p.c.
Maçonnerie de 1re classe	25,115 verges	8,309 verges	33.08 p.c.
Maçonnerie de 2e classe	14,000 verges	1,942 verges	13.87 p.c.
Lisses en acier	13,922 tonnes	12,015 tonnes	86.31 p.c.
Cheilles	1,292 tonnes	824 tonnes	65.21 p.c.
	Prix du contrat	Valeur des travaux faits	Proportion
Ligne principale	\$4,316,000.00	\$2,079,957.00	48.19 p.c.
Embranchement des Piles	416,887.00	118,204.00	28.63 p.c.
Ligne principale et embranchement des Piles	\$4,732,387.00	\$2,198,161.00	46.45 p.c.
Section est et ouest, Québec à Aylmer	\$8,334,037.50	\$4,550,701.00	54.60 p.c.

La balance qui reste à dépenser sur la section est est, comme on peut le voir, de \$2,534,225 et, sur toute l'entreprise, de \$8,783,336.19.

Je dois vous entretenir aussi des transactions qui ont eu lieu entre le gouvernement et la banque Jacques-Cartier. Connaissant les affaires considérables qui se faisaient entre notre contracteur, M. MacDonald, et la banque et sachant que, du résultat de son règlement, dépendraient non seulement sa position financière mais son existence, je n'ai cru devoir prendre aucune action au sujet de nos dépôts jusqu'à ce que les commissaires aient fixé la balance qui devait être payée aux contracteurs pour le travail déjà exécuté et jusqu'à ce que les officiers en loi de la province aient eu le temps de compiler les archives des compagnies pour déterminer les obligations qui engageaient la province vis-à-vis de la banque qui, comme on le sait, réclamait \$600,000 de bons de la compagnie déposés comme garantie par M. MacDonald. Ce problème n'était pas le seul dont la solution s'imposait à notre attention; il fallait aussi:

1. Assurer le prompt achèvement de l'entreprise au moyen du contrat conclu avec M. MacDonald et soumis à la Chambre;
2. Sauver, si c'était possible, la banque Jacques-Cartier de la ruine;
3. Sauver notre dépôt de \$800,000 dans cette banque;
4. Assurer le paiement des sommes dues aux sous-contracteurs le long de la ligne.

Le gouvernement aurait pu éliminer grand nombre de ces réclamations, mais, en vue des intérêts publics, il n'a pas cru devoir le faire et, en empêchant la liquidation de la banque Jacques-Cartier, il a agi dans le sens véritable de ses intérêts. Du reste, l'abandon de la grande entreprise du chemin de la rive nord aurait été préjudiciable au crédit de la province, tout en nuisant à son avancement; ce sont ces motifs qui ont poussé le gouvernement à adopter la ligne de conduite qu'il s'est tracée.

Nous arrivons maintenant à la politique des chemins de fer; je pense que, pour considérer cette question avec intelligence et arriver à de sages conclusions, il serait bien de se demander:

1. Quelles sont les obligations du gouvernement vis-à-vis des chemins de fer en vertu des lois adoptées?
2. Dans quelle mesure ont-elles été remplies?
3. De quelles obligations avons-nous été déchargés?
4. Quels sont les moyens qui restent à notre disposition?
5. De quelle façon devons-nous les employer dans les meilleurs intérêts de la province?

Je parlerai de l'emprunt des commissaires, de l'acte consolidé des chemins de fer, 1875, que nous nous proposons de modifier et, en dernier lieu, de la politique des chemins de fer que le gouvernement a l'intention de suivre cette année.

Les obligations de la province vis-à-vis des différentes compagnies de chemins de fer, parmi lesquelles je comprends le Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, étaient, comme l'a dit l'an dernier mon honorable prédécesseur en faisant son exposé financier, de \$13,155,558. Depuis ce temps, le subside de \$150,000 au chemin de fer de Missisquoi et de la Rivière Noire et celui de \$187,500 au chemin de fer de Québec à la frontière ont été supprimés, ces compagnies n'ayant pas rempli leurs engagements. Nos obligations se bornent donc maintenant à \$12,718,058.

Depuis l'inauguration du système de subsides, il a été payé aux différents services, jusqu'au 1er novembre courant, la somme totale de \$4,483,994.04.

Les détails suivants rendront la chose plus claire. Sur le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, nous avons payé, jusqu'au 15 novembre 1876, \$3,775,839; à cette somme, il faut ajouter les montants payés par les villes de Montréal et Québec aux anciens chemins de colonisation du nord et de la rive nord, qui se sont élevés, pour le premier, à \$346,644.62 et, pour le dernier, à \$143,000, et vous avez le montant total dépensé jusqu'à la date que j'ai mentionnée.

Nous avons aussi payé au compte des subsides à d'autres chemins de fer les sommes suivantes:

International.	\$ 106,376.25
Québec Central.	\$163,400.00
Lévis et Kennébec .	\$158,175.00
South Eastern	\$ 40,350.00
A cette portion du chemin de fer South-Eastern., ci-devant, Richelieu, Drummond et Arthabaska, \$159,247 et \$75,418.	
Montréal, Boston et Portland	\$ 234,665.00
Waterloo et Magog.	\$ 13,300.00
Lac Champlain et jonction Saint-Laurent	\$ 15,812.00
Laurentides.	\$ 38,000.00
Québec Frontier	\$ 1,125.00
Baie-des-Chaleurs.	\$ 6,027.00
	\$ 12,840.00
Faisant un total payé jusqu'au 15 novembre de	\$ 781,562.25

Auquel il faut ajouter 5 pour cent pour couvrir l'escompte auquel les
bons ont été vendus, et vous aurez le montant réel payé au compte des
subsides.

Si l'on veut savoir ce qui reste encore à payer à ces chemins qui font
aujourd'hui des progrès, on le verra dans le tableau suivant:

International.	\$ 197,623.00
Québec Central.	\$ 216,600.00
Lévis et Kennébec .	\$ 183,825.00
Richelieu, Drummond et Arthabaska	\$ 131,534.00
Montréal, Boston et Portland.	\$ 59,850.00
Waterloo et Magog.	\$ 79,187.00
Lac Champlain et jonction Saint-Laurent.	\$ 842,000.00
Laurentides.	\$ 34,000.00
	\$ 1,245,119.00

Il y a, en outre, la balance des subsides accordés à l'embranchement de Saint-Jérôme, \$68,400; l'extension ouest de Aylmer du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Le chemin de fer de Québec et du Lac-Saint-Jean, \$550,000; le Québec Frontier, \$187,500; le chemin de fer de Missisquoi et la vallée de la rivière Noire, \$150,000, et le chemin de la Baie-des-Chaleurs, \$243,659.

Pour payer ces montants et la balance des frais de construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, nous avons les différents subsides municipaux qui se montent actuellement à \$1,960,355, la somme de \$3,398,422.62 dans le coffre de la province qui forme la balance des deux emprunts qui n'a pas été dépensée, la somme de \$650,000, formant les intérêts des dépôts, le dépôt ordinaire en banque de \$40,110.22 et, en dernier lieu, le droit de contracter par l'entremise de nos commissaires un emprunt de \$3,000,000. Nous avons accordé des subsides pour mille milles de chemins de fer, mais plusieurs compagnies n'ont pas encore satisfait à leurs engagements (il nous reste entre les mains une somme considérable que nous avons empruntée et mise en réserve pour elles, qui a été placée dans différentes banques).

Est-il raisonnable de la laisser là, lorsque nous autorisons nos commissaires à emprunter et que nous empruntons nous-mêmes pour achever nos entreprises provinciales? En d'autres termes, est-il sage d'être prêteurs lorsque nous sommes nous-mêmes emprunteurs? Pourquoi envoyer nos commissaires emprunter de l'argent à 6 pour cent lorsque nous en plaçons à 5 pour cent? Il est préférable, et c'est là un des points principaux de la mesure que le gouvernement se propose de présenter, d'employer une partie de ces fonds à nos entreprises, plutôt que d'envoyer nos commissaires contracter des emprunts à des taux qui ne peuvent être que ruineux, à cause de l'état du marché monétaire.

Toutefois, il devra être fait une réserve suffisante pour les autres besoins de la province. Dans un an, les chemins de fer de la province fonctionneront et, déduction faite des dépenses d'exploitation, de l'intérêt à payer aux détenteurs de bons, il restera encore un bénéfice qui viendra augmenter le fonds consolidé. De plus, il peut arriver que certains chemins de fer subventionnés ne s'acquittent pas de leurs engagements et, dans ce cas, n'ayant pas à leur payer de subsides, nous serons dégagés de l'obligation d'emprunter ou même d'émettre de nouveaux bons.

Il faut ajouter que nous sommes dans l'obligation de réaliser de l'argent en émettant des bons, l'intérêt et le principal seront garantis par la province, ce qui permettra de les négocier à un taux moins élevé que pourraient le faire des commissaires irresponsables.

Nous avons à considérer ensuite s'il est sage de retenir entre nos mains la balance des subsides accordés à des chemins de fer qui ont fait de grands progrès, mais dont les travaux se

trouvent maintenant arrêtés à la suite du mauvais état des affaires et de la timidité des capitalistes. Il me semble qu'il est de notre devoir de modifier les conditions des octrois et de leur avancer une certaine somme qui leur permettra d'achever les travaux commencés.

Le chemin de fer de Lévis et Kennebec, dont on a pu apprécier les progrès, se trouve au nombre de ces lignes.

Le gouvernement se propose aussi d'augmenter les subsides de trois chemins de fer qui ont déjà un octroi de \$2,500 par mille, le Montréal, Boston et Portland, pour la partie de sa ligne qui s'étend, via Chambly, West Farnham, et Philipsburg, jusqu'à la frontière de la province; le Waterloo et Magog et le chemin de fer de Saint-Lin. Ces lignes obtiendront les mêmes avantages que le Lévis et Kennebec et le Québec Central. Il est entendu que le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston devra s'étendre jusqu'à Longueuil afin d'offrir un débouché au trafic de chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental et de donner plus de facilité aux voyageurs; c'est à cette condition que son subside sera porté à \$4,000 par mille.

Le gouvernement recommandera aussi que le délai accordé au chemin de fer de Missisquoi et de la rivière Noire soit prolongé, afin qu'il puisse profiter de l'octroi qui lui est accordé.

On ne pourra pas dire que nous avons cédé à la clameur qui cherchait à nous persuader d'augmenter les subsides à certains chemins en sacrifiant les droits des autres, ni que nous ayons sans discrétion augmenté le fardeau public en augmentant les subsides à des chemins qui avaient déjà \$4,000 par mille, convaincus que notre dette actuelle est aussi forte que nous pouvons la supporter, jusqu'à ce que notre revenu soit accru soit par le trafic de nos chemins provinciaux ou par quelque autre moyen, et que notre crédit soit devenu plus ferme à l'étranger quand on y découvrira que ceux qui ont essayé de l'amoindrir étaient mus par des idées mesquines, par la malice et la jalousie.

Avec mon prédécesseur, je puis dire avec vérité que je n'espère pas que ce projet satisfasse tout le monde, mais qu'il se recommande au jugement mûri de ceux qui en sont responsables et qui, de plus, en sont responsables devant le pays, par ce qu'ils proposent de faire, et qui sont responsables à la postérité pour une politique qui, prenant son origine dans la sagesse et le patriotisme, a peut-être été poussée plus loin que nos ressources le justifient. Je réclame le jugement calme et impartial des membres de cette Chambre et du pays, et si nous avons fait tout ce que nous devons faire ou si nous avons fait plus que nous devons faire, nous nous soumettons au jugement et restons fermes dans la conviction d'avoir agi en toute sincérité.

La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

1. Qu'une somme n'excédant pas neuf mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé trois résolutions.

Il est ordonné que le rapport soit reçu lundi prochain.

La Chambre s'ajourne à neuf heures cinquante.

Séance du 4 décembre 1876**Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien****La séance s'ouvre à trois heures dix.**

M. l'Orateur met devant la Chambre: état des affaires de "The Women's Christian Association", Québec, de l'Hôpital Saint-Joseph de Chambly, de l'Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, Québec, de la Société Saint-Jean Baptiste de Saint-Joseph de Lévis et de l'Union Saint-Joseph, de Saint-Joseph-de-Lévis, tous pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Ogilvie, la pétition de R.A. Lindsay et autres, actionnaires de la compagnie graphique.

Par M. Kennedy, la pétition des dames directrices de l'Hospice Saint-Julien, de Saint-Ferdinand d'Halifax, comté de Mégantic.

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition du révérend A. Labelle et autres.

Par M. le solliciteur général Baker, la pétition de la municipalité du village de Farnham-Ouest.

Par M. Dulac, la pétition du révérend Jos. Hoffman et autres, de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Broughton, comté de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil de ville d'Iberville, demandant que le bill garantissant aux héritiers de feu Robert Jones la continuation du privilège accordé audit Robert Jones, par l'acte chapitre 29 de la sixième George IV des statuts du Bas-Canada, ne devienne pas loi et pour autres fins.

Du révérend D. Gonthier et autres, de la paroisse de Sainte-Claire, du révérend N. Godbout et autres, de la paroisse de Sainte-Hénédine, toutes du comté de Dorchester, du révérend F.-X. Tessier et autres, de la paroisse de Saint-François, de Fortunat Veilleux et autres, de la paroisse de Saint-Georges, du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, du révérend F. Catelier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, tous du comté de Beauce, demandant respectivement de l'aide pour assurer la continuation et le parachèvement du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

Du révérend L. Fournier et autres, de la paroisse de Saint-Pierre-de-Broughton, de Jean Vallée et autres, du township de Thetford, tous du comté de Saint-Maurice, et de Anthony Byron et autres, du township de Stoke, comté de Richmond, demandant respectivement de l'aide pour le chemin de Québec Central.

De la municipalité du township de Wickham, demandant une aide additionnelle pour la compagnie du chemin de fer du Sud-Est, branche L'Avenir.

De la Société littéraire et historique de

Québec, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de la Charité du village du Bassin de Chambly, demandant de l'aide.

Du révérend A. Thibault, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly, demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hôpital de Saint-Joseph-de-Chambly soit continuée.

Des dames de Charité de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant une allocation en faveur de l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe.

De la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal, de l'Asile Sainte-Brigitte, de la cité de Québec, et des révérendes Soeurs de Charité de Maniwaki, demandant respectivement l'augmentation de leur octroi.

Du révérend B.-C. Guy et autres, du township de Broughton, comté de Beauce, et de la municipalité du township de Carleton, comté de Bonaventure, demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans lesdits townships.

De George Rogers et autres, du township de Gore, comté d'Argenteuil, demandant la remise des intérêts dus au gouvernement sur leurs terres.

Rapport de comités :

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que dans chaque cas les avis donnés ont été trouvés suffisants :

De William Weir et autres, de la cité et district de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Montréal Open Stock Exchange".

De William Whitehead, de Montréal, demandant la passation d'un acte pour lui permettre de pratiquer comme licencié en pharmacie, après examen.

De David Bell et autres, de Saint-Sauveur, demandant la passation d'un acte pour changer les limites de la municipalité scolaire de Saint-Sauveur de Québec.

De Louis Archambault et autres, de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de "La Société des artisans canadiens-français, de Montréal".

Votre comité a aussi étudié la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la cité de Québec, et trouve que les avis qui ont été publiés ne sont pas entièrement conformes à la pétition; mais, comme il a été prouvé à votre comité que ceux qui s'opposent à la pétition sont bien informés de la nature de la demande, votre comité est d'opinion que votre honorable Chambre veuille bien considérer les avis donnés comme suffisants.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'hon-

neur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

De William Workman et autres, demandant un acte d'incorporation pour le village de Sainte-Cunégonde.

Du conseil de ville de Saint-Henri, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

M. M. MATHIEU (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné ce bill mais qu'il ne croit pas devoir en recommander l'adoption maintenant, malgré que ce bill contienne certaines dispositions qu'il serait peut-être désirable d'introduire dans le code de procédure.

Que votre comité ne croit pas que des amendements au code de procédure civile puissent être faits avec avantage en détail, mais qu'ils devraient l'être au moyen d'une révision périodique du code.

Que votre comité croit qu'il est expédient et qu'il serait dans l'intérêt de la justice qu'il y eût une commission permanente composée de personnes bien versées dans la loi, chargée de réviser le code de procédure civile et de suggérer les amendements qu'il serait utile d'y faire.

Que ce système aurait l'effet de mûrir d'avantage les changements qui, à chaque session, seront introduits dans notre droit civil et dans le code de procédure, et de débarrasser la Législature d'un travail considérable et difficile.

Qu'au cas où une commission permanente ne serait pas nommée comme susdit, il serait peut-être expédient de donner instruction à la commission qui doit être nommée pour la refonte des statuts généraux de la province de réviser le code de procédure et de suggérer les amendements qu'il serait opportun d'y faire.

Introduction de bills :

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Montreal Open Stock Exchange".

Accordé.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser l'association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead comme licencié en pharmacie.

Accordé.

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill

pour annexer une partie de la municipalité scolaire dissidente de Saint-Roch de Québec-Nord à la municipalité scolaire dissidente de Saint-Sauveur de Québec.

Accordé.

M. F.-X. DULAC (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Lévis à Kennébec.

Accordé.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société des artisans canadiens-français de Montréal.

Accordé.

Code de procédure civile

M.M.MATHIEU (Richelieu): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), que cette Chambre concoure dans le deuxième rapport du comité spécial sur le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que la proposition de ce comité recommandant la nomination d'une commission est très importante et mérite considération. Il est convaincu que la Chambre et le pays bénéficieraient de la nomination d'une telle commission.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Dit que le comité a compris toute la difficulté qu'il y a d'amender le code d'une manière judicieuse et c'est pourquoi le comité a recommandé la nomination d'une commission plus apte qu'un comité à faire ces importants travaux.

La proposition est adoptée.

M.M.MATHIEU (Richelieu): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), que ledit comité ait la permission de faire rapport de temps à autre.

Adopté.

Corporation de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose que la pétition de la corporation de Québec soit renvoyée au comité des ordres permanents pour être considérée de nouveau.

CRIS: Expliquez! Expliquez!

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Dit que cette pétition a été précédée des avis ordinaires, mais qu'elle ne dit pas que la corporation demande le pouvoir d'augmenter le taux actuel de la taxation, pendant qu'il y a un dispositif dans son bill qui tend à lui donner un tel pouvoir, et les contribuables n'en ont eu aucun avis. Il prétend

que le principe est important et il est du devoir de la Chambre de voir à ce que le public ne soit pas pris par surprise.

M. P.-G. VERREAU (L'Islet): Comme président du comité des ordres permanents, je dois donner des explications. Le comité n'a pas fait autre chose que ce qui a été fait dans le cas de Saint-Hyacinthe et autres bills semblables. De plus, on peut notifier les parties intéressées autrement que par un avis dans la Gazette officielle et d'autres journaux. Il y a eu ces jours derniers une assemblée publique et en conséquence le public doit avoir été suffisamment averti que la corporation de la ville de Québec a l'intention de modifier son système de prélever les taxes. Le secrétaire de cette assemblée s'est présenté et a dit que la majorité de l'assemblée qui a eu lieu au sujet de la prise en considération de la conduite du Conseil de ville s'est montrée hostile au bill.

Il cite Todd à l'appui de cette thèse.

Le comité des ordres permanents s'est ajourné deux fois afin de donner aux messieurs de l'assemblée convoquée pour prendre en considération la conduite de la corporation de Québec l'occasion de protester contre le bill; personne ne s'est présenté, excepté le secrétaire de cette assemblée qui se trouvait là par hasard.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Espère que le président cédera ce point, car autrement il sera forcé de soulever une question d'ordre. Il prétend que le comité n'avait aucun pouvoir de faire cette recommandation et qu'il a outrepassé ses devoirs. Tout ce que le comité pouvait faire c'était de demander la suspension de la règle qui exige que certains avis soient donnés; il ne devait pas prendre sur lui de suspendre la règle sans consulter la Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je n'appartiens pas au comité des ordres permanents; je ne sais pas s'il y a eu discussion sur cette requête. Je prierais le président de ce comité de ne point persister dans son rapport si les citoyens de Québec n'ont point eu l'occasion d'être entendus devant le comité des ordres permanents.

Le président ne devrait pas refuser de revenir sur sa première décision s'il est prouvé que les citoyens de Québec ont été pris par surprise.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Parle dans le même sens.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Je crois que personne n'a été pris par surprise. Tout a été jugé, discuté et examiné. En venant devant le comité, le secrétaire de cette assemblée a voulu savoir si on s'opposerait au bill présenté par la corporation de Québec demandant une augmentation de taxes. Nous avons dit que ça ne nous regardait pas. Tout ce que nous avons à examiner comme membres du comité est de savoir si quelqu'un a été pris par

surprise. Le secrétaire nous a dit qu'un grand nombre de personnes avaient assisté à l'assemblée et que la majorité de cette même assemblée s'était énergiquement opposée à la manière de voir de la corporation. Personne n'a dû être pris par surprise. Ce serait une faiblesse de la part du comité des ordres permanents que de consentir à prendre de nouveau en considération la pétition en question.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Prie M. le président des ordres permanents de ne pas persister dans son rapport.

M.J. HEARN (Québec-Ouest): Voyant que la Chambre est opposée à ce que le rapport du comité soit renvoyé de nouveau, il retire sa motion.

La proposition est retirée.

Introduction de bills:

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de l'Hôtel Windsor.

Accordé.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les articles 1669 et 2042 du code civil.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Accordé.

William Crawford

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs dans le Bas-Canada (province de Québec) à admettre après examen William Crawford à la pratique de la profession d'arpenteur.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du

bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Vente des liqueurs spiritueuses

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande si le gouvernement a déjà annulé ou se propose d'annuler les licences octroyées dans le comté de Missisquoi, depuis la passation du règlement fait par le conseil municipal du comté de Missisquoi prohibant la vente des liqueurs spiritueuses et l'octroi de licences dans ce comté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a encore annulé aucune des licences qui ont été accordées. Il a donné instruction au percepteur du revenu de ne pas accorder de nouvelles licences et la question de savoir si une municipalité a le pouvoir de prohiber seule la vente des liqueurs alcooliques est encore sous étude. Si nous avons outrepassé nos pouvoirs, le gouvernement sera alors en position de décider sur la seconde partie de la question du député de Shefford, à savoir qu'il faudra annuler les licences.

Acte des chemins de fer de Québec, 1869

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, 32 Victoria, chapitre 51.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Jugements rendus à l'étranger

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 90 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les jugements rendus à l'étranger.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Cour Supérieure

L'HONORABLE A. R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender la loi concernant la cour Supérieure.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Incorporation des villes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes."

Adopté. Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

Subsides

M. L.-O. LORANGER (Laval): Fait rapport de plusieurs résolutions du comité des subsides, lesquelles sont lues et adoptées.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette beaucoup de n'avoir pas eu les états additionnels de la dépense qui auraient dû être présentés. Il sait que le trésorier en fera peser le blâme sur les imprimeurs, et il est sûr que son honorable ami a fait tout en son pouvoir pour les avoir à temps.

Il comprend les difficultés que rencontre en ce moment le trésorier, et il pense que lui-même obtiendra les sympathies, attendu qu'il n'y a rien de plus difficile que de discuter la condition financière de la province quand on est dans l'ignorance complète des opérations des cinq derniers mois des recettes et des dépenses. Un nouveau département public a été créé par le gouvernement, quand il a pris sous son contrôle le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et il soutient que le gouvernement aurait dû présenter à la Chambre, au commencement de la session, tous les comptes et les informations qui se rattachent à ce nouveau département, qui entraînera dans une dépense plus forte et des risques plus grands que tous les autres ensemble.

Au commencement de la session, il a demandé toutes ces informations pour lui permettre, ainsi qu'à la Chambre, de mieux comprendre qu'elle n'est en mesure de le faire aujourd'hui. La Chambre n'a pas encore reçu de réponse, et avant de recevoir cette réponse, il est impossible de comprendre correctement la position financière de la province. C'est avec un sentiment de peine et d'anxiété qu'il a entendu le trésorier parler de la chance magnifique qu'il avait eue d'emprunter. Il ne se réjouirait pas si on allait continuer à exercer ce pouvoir d'emprunter de la même manière qu'on l'a fait dans le passé.

Le trésorier a remarqué que cette année était la plus critique pour les ressources de cette province. Je pense qu'il se trompe. Le gouvernement n'est qu'au commencement de ses troubles. Il ne fait que ses premiers pas sur ce terrain dangereux de dépenses, qui ouvrira un précipice sous ses pieds, et dans lequel iront se perdre les ressources et le crédit de Québec. A la vérité, jusqu'ici, c'est l'année la plus critique, mais il craint que chaque année qui suivra deviendra plus critique encore. Nous recevons encore un intérêt plus fort sur les dépôts de toutes les sommes empruntées pour nos chemins et, d'un autre côté, nous n'avons pas encore commencé à payer pour les emprunts que nous devons obtenir. Quand les sommes

actuelles de la province auront été dépensées et que nous ne recevrons plus d'intérêt sur les dépôts, nous nous apercevrons que l'année actuelle n'aura pas été la plus critique, surtout quand nous devrons commencer à payer l'intérêt sur les emprunts futurs.

Il dit qu'il a éprouvé un vif plaisir en apprenant que le chemin de fer du nord serait bientôt terminé et donnerait un revenu à la province directement ou indirectement. Nous retirerons probablement quelque revenu indirectement, mais il croit que ce serait une folie insigne d'espérer un revenu augmenté avec la notion d'un revenu direct.

L'Intercolonial a été mis en opération par le gouvernement fédéral aussi économiquement que possible et nous savons qu'il n'a réalisé aucun revenu au-dessus des dépenses. Nous comprenons par là quel revenu on peut attendre d'un chemin de fer. A la dernière session, il a blâmé le gouvernement d'avoir entrepris la construction de ces lignes au lieu de forcer les entrepreneurs à les finir comme ils en étaient tenus.

Il trouve énorme pour notre population le coût de l'administration de la justice. A qui la faute? Est-ce au gouvernement ou à notre système? Cet item est de \$200 au-dessus du vote de 1868. D'un autre côté, l'augmentation pour l'éducation, depuis 1868, n'a été que de \$14,000, et cela représente le grand effort que le gouvernement devait faire pour l'instruction du peuple, pour l'amélioration intellectuelle de la province.

Le trésorier s'est montré satisfait de la position que Québec a conquise à Philadelphie. J'y suis allé et j'en suis revenu humilié pour Québec. Je ne pense pas que Québec ait fait tout ce qu'elle pouvait faire et je l'attribue aux complications politiques qui l'ont empêchée de coopérer cordialement avec le gouvernement fédéral. Mais la Puissance en général y a fait une excellente figure. C'est un témoignage que j'ai entendu porter par des Américains.

Le surplus pour l'année dernière n'a été que de \$61,000, et nous aurions eu un déficit si le trésorier n'avait pas pris les \$60,000 prêtées aux religieuses et \$16,000 dépensées sur la succession de Workman à Montréal, au compte du capital. M. Robertson, à la fin de l'année qui précéda son dernier état financier, avait un surplus d'environ \$1,051,000 déposé au crédit de la province, pendant qu'aujourd'hui, il n'y a dans le trésor qu'une balance de \$650,000, étant la balance des épargnes en dépôt spécial et dépôt ordinaire. Ainsi le montant en banque a été diminué de près d'un tiers. Que trouvons-nous aujourd'hui? Le trésorier compte, pour 1877-78, sur un revenu de \$2,361,000 et une dépense de \$2,322,000, ce qui laissera un surplus d'environ \$40,000. Nous devons donc encore prendre dans le surplus de \$650,000. Cette année nous en prendrons \$351,000 pour édifices publics et \$116,000 pour évaluations supplémentaires pour l'Ecole normale Jacques-Cartier et autres constructions.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que l'Ecole Jacques-Cartier est incluse dans les \$361,000; \$16,000 pour la propriété de la rue Saint-Gabriel, Montréal, et \$100,000 pour les édifices publics de Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se plaint de ce que les détails de cette dépense proposée de \$361,000 n'ont pas été donnés à la Chambre.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il y avait \$75,000 pour le palais de justice, \$80,000 pour l'école Jacques-Cartier, \$6,000 pour des coffres de sûreté dans plusieurs palais de justice et prisons, \$100,000 pour les édifices du Parlement et \$100,000 pour le travail du cadastre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Admet qu'il s'est trompé et est heureux de se faire corriger, mais les montants sont encore dans les évaluations, savoir: \$361,000 et \$116,000 pour services supplémentaires.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Explique de nouveau que les \$16,000 pour la rue Saint-Gabriel sont incluses dans la dépense de l'année expirée, mais que les \$100,000 n'ont pas été dépensées et doivent être déduites, à l'exception de \$1,200 ou \$1,500, pour un contrat pour la pierre. Aussi, \$114,000 devront être déduites des \$116,000 des évaluations supplémentaires.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si une somme est prévue pour le cadastre.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Répond que les évaluations supplémentaires comprennent \$50,000 pour le cadastre, comme résultat d'un changement dans le système.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que les \$361,000 sont pour des édifices publics et service d'enregistrement.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Répète que les édifices publics signifient le palais de justice de Québec, les constructions départementales et l'école Jacques-Cartier, auxquels est ajouté l'item des cadastres.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond que le trésorier a dit dans son discours que le tout doit être dépensé sur des édifices publics. Dans tous les cas, cette somme de \$361,000 doit être dépensée sur le compte du capital. Que représentent les \$116,000 pour les évaluations supplémentaires? D'après les explications du trésorier, il semble que cette somme ne doive pas être tirée du revenu courant.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que ces évaluations supplémentaires seront dépensées pendant l'année courante. Elles ne seront pas prises dans le compte de l'année

fiscale avec laquelle il a compté. Elles sont distinctes et doivent sortir du revenu de cette année.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): S'apitoie sur le sort de celui qui a à discuter la situation financière sans un état des comptes de la province, pour les cinq mois expirés de la présente année fiscale. On a promis ces comptes et c'est à cause de leur défaut qu'il a commis des erreurs. Cinq mois après l'expiration de la dernière année fiscale ils furent vainement demandés par les députés, qui en avaient besoin pour se rendre compte des finances de la province.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que les évaluations supplémentaires ont été distribuées.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il veut parler des comptes additionnels pour l'année courante et auxquels il n'est pas encore pourvu. Une telle difficulté ne se rencontre jamais à Outaouais. Le défaut de cet état l'empêche de montrer peut-être que même les évaluations supplémentaires auraient dû venir de la réserve de \$650,000. Ainsi, si les recettes et les dépenses des cinq mois de cette année financière mentionnée égalent presque celles de la période correspondante de l'année dernière, et ce qu'elles ont promis d'être l'année prochaine, il n'y a pas assez d'argent pour donner \$116,000 aux évaluations supplémentaires. Avec un surplus de \$61,000, l'année dernière, et un surplus espéré, l'année prochaine, de \$40,000 seulement, n'a-t-il pas le droit de prétendre que le gouvernement ne peut prendre ces \$116,000 sur le revenu ordinaire? Et ces cinq mois ont été marqués par l'une des pires crises financières par laquelle la province ait jamais passé. Il prétend que dans un tel temps on ne peut tirer \$116,000 du revenu régulier.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que le rapport de son discours dans la Gazette de Montréal, démontre qu'il a dit que \$50,000 de ces \$116,000 doivent être chargées au compte du capital.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que c'est à cela qu'il veut en venir. Tout ce qui est chargé au compte du capital devra être pris sur cette balance de \$650,000 qui reste. Même si le montant mentionné par le trésorier était déduit, il laisserait encore un surplus de \$66,000 à pourvoir dans ces cinq prochains mois, lesquels, en considérant la nature des temps, ne peuvent faire espérer qu'ils seront productifs. Il a le droit de le prétendre tant que le trésorier n'aura pas présenté les comptes pour les cinq mois et n'aura pas prouvé qu'il se trompe. Quant aux \$50,000 qui vont au compte du capital, c'est exactement de cette manière que le malheureux million de piastres dont nous pouvions une fois

nous vanter a été constamment diminué pour les dépenses sous ce titre.

En supposant qu'il n'y a que \$361,000 prises sur les \$650,000 laissées, la moitié de ce surplus disparaîtra et nous descendrons à la bagatelle de \$300,000 qui seront la seule barrière entre la province et la banqueroute. Quand nous aurons à emprunter pour les édifices publics, ne sera-ce pas la banqueroute? Quand nous aurons à emprunter pour les départements, ne sera-ce pas la banqueroute? Comme la Chambre l'a décidé, qu'on emprunte pour les chemins de fer, mais il faut regarder la petite réserve qui diminue graduellement et considérer qu'elle est notre seule protection contre la banqueroute. Il n'y a aucun espoir de l'augmenter quand l'on ne compte que sur un surplus de \$40,000 pour l'année prochaine, et en même temps la province peut rencontrer des circonstances malheureuses.

L'honorable député parle de l'épuisement rapide de notre bois et du mauvais usage que l'on fait des limites, fait qui devra vraisemblablement amener une diminution sérieuse dans le revenu avant longtemps; il fait remarquer que la dépense des terres de la Couronne a atteint \$148,520, ce qui est énorme en face d'un revenu qui diminue. Cette charge, en déduisant les billets passant échéance, laissera un peu plus de \$300,000 de revenu de cette source.

Il espère sincèrement se tromper dans son calcul. La situation actuelle est triste, quand on réfléchit qu'il y a 8, 7, 6, 5 et 4 ans, et de fait jusqu'à tout récemment, nous étions accoutumés à ces surplus de \$200,000 à \$400,000. Quand notre surplus de \$650,000 aura été vraisemblablement réduit, l'année prochaine, à \$300,000, ce sera le temps de réfléchir et de nous arrêter.

Quant à la question des chemins de fer, il ne croit pas que le gouvernement ait soumis réellement une politique des chemins de fer. S'il est intervenu dans les projets de chemins de fer du gouvernement, ce n'est pas parce qu'il ne comprend pas l'avantage des chemins de fer, mais parce qu'il considère qu'on ne réussira que par une politique discrète, distinguant les chemins de fer dont on a besoin et qui ont chance d'être construits pendant le siècle actuel. Il espérait que le gouvernement adopterait une politique courageuse et qu'il dirait franchement qu'il ne construira pas tel ou tel chemin, aujourd'hui, bien qu'il aimerait le faire. L'intention du gouvernement semble être de jeter un appât à Cerbère. Il dit à ceux qui ont mis tout leur avoir dans les chemins du sud, qui ont travaillé pour ces chemins avec tout leur courage et leur énergie: Nous allons essayer de vous aider à sortir de vos embarras, mais continuez le reste non terminé de vos chemins. Ce n'est pas là ce qu'on peut appeler une politique des chemins de fer. Il est convaincu que l'opinion publique forcera le gouvernement à faire un pas en avant, et qu'avant la fin de la session, il exposera une politique qui sera, il l'espère, une politique de chemins de fer.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il a été excessivement surpris de voir que l'évaluation du revenu qu'il a faite, l'année dernière, a dépassé quelque peu son attente mais, d'un autre côté, il regrette de dire que la dépense a beaucoup excédé ses prévisions. Cependant, il y a toujours des dépenses plus ou moins inattendues à pourvoir et qu'on ne peut prévoir. Il a observé que le trésorier a été excessivement libéral dans les paiements faits par mandats spéciaux pendant les six derniers mois. Ainsi, \$67,000 ont été payées sans la sanction de la Chambre. La situation de la province ne lui paraît pas aussi triste qu'à M. Joly. (La droite applaudit). Il a une grande confiance dans les ressources de Québec (nouveaux applaudissements) et, bien qu'il ne soit pas disposé à aller aussi loin que le trésorier et qu'il ne veuille pas se servir de tout le subside de la Puissance pour emprunter vingt millions, il croit encore que la condition de la province est saine, et que si le gouvernement a adopté une politique sage et libérale dans la dépense de l'argent pour des améliorations publiques, le peuple le soutiendra cordialement. Il blâme le gouvernement de n'avoir pas accompli certaines réformes promises, l'année dernière, surtout en ce qui regarde la réduction de la dépense pour la police de Québec et l'administration de la justice.

Il apprécie pleinement les difficultés du trésorier relativement à l'emprunt, à Londres. En même temps, il lui semble que la politique du gouvernement, en retournant si vite à Londres pour faire un nouvel emprunt, n'est pas de nature à bénéficier à la province, qui devra en souffrir plus tard. On a dit que certaines personnes avaient reçu une commission pour agir entre la banque et le gouvernement, pour négocier un emprunt; et il lui semble que le trésorier aurait dû agir sans un courtier ou intermédiaire et sauver un pour cent à la province.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Nie avoir employé un courtier.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Qu'est-ce que la banque des Marchands a payé à ses agents?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il l'ignore.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répète qu'il s'est laissé dire que certaines parties avaient reçu un pour cent pour avoir négocié l'emprunt.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Répète que le gouvernement n'a ni embauché, ni payé qui que ce soit à cette fin, et met le député de Sherbrooke (M. J.G. Robertson) au défi de prouver ses affirmations.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il doit bien accepter cette réponse, mais qu'il ignore comment l'honorable trésorier peut affirmer que la banque n'a payé aucune commission.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ignore tout de cette affaire-là.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que l'emprunt a été vendu à la banque des Marchands à un pour cent et, à l'arrivée du trésorier à Londres, il a été offert aux capitalistes à 98 1/2. C'est un procédé qu'il ne peut justifier. Le trésorier, en publiant son prospectus, a déclaré qu'il y avait dans le trésor quelque chose comme un million. Il a été attaqué immédiatement dans une correspondance où il était dit qu'une grande partie de ce million n'était pas disponible en argent.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Par un écrivain anonyme.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): He was told by a writer that a large part was made up of promissory notes. The Treasurer tried to justify or defend those notes as perfectly good, owing to the lien that the Government had on the timber, and security from those lumbermen. He should have said we have a million in cash, whether the promissory notes be good or bad. The answer he gave rather tended to confirm the correspondent in his view than to upset it. As to the surplus, he was sorry to say there was some \$400,000 less in the Treasury than a year ago. It ought to be growing the other way. He did not intend at present to enter particularly into a financial statement, but would express his opinion hereafter on this subject. He would come now to what was called the railway policy. He would ask the House what it amounted to? When he saw the announcement on the subject in the Speech from the Throne, he expected something material and judicious in reference to roads that had made progress. What roads, according to the opinion of Government, as judged by its action, had made such remarkable progress? The St. Lin, of 18 miles, had that made such remarkable progress as to warrant the Government in increasing the subsidy, or had the St. Jerome, two branches built from the North Shore railways?

This was another road that had displayed such marvelous energy in construction. Then came the Montreal, Portland and Boston, some 18 of 20 miles of which were built, but that line happened to go through the county of the Premier, who naturally took an interest in it, as he would take in a railway through his county. There were some more miles of this road graded; of the Waterloo and Magog, some 12 miles were constructed, making some 40 miles

in all built by those wonderfully energetic and progressive railways, which were referred to in the speech as deserving more subsidy. That was a rather small result of their energy, for such great expectations (Opposition cheers).

This House had a right to receive greater evidence of energy and success. Other Railway Companies were told: you have had \$4,000 for a mile to build your road, though some of them are constructed for 30, for 40 and some for 45 miles, still you have not displayed that energy in construction evinced by the other roads, which have finished 10, 12 or 15 miles respectively; so, we will give you \$1,000 a mile on the completed portions, and that cannot be given without a slur upon the character of the sections already built. We will give you \$1,000 a mile to perfect them, as though they were not safe. Such a slur would have an effect on capitalists. He did not say any of these three advanced South Shore was perfect, but that they were perfectly safe for the public for a series of years, till such time as the remainder was completed, if that ever should be; and then we are left to go on and complete the roads out of the revenue. Only \$2,000 would be left to complete the balance of these roads.

Now was there a sane man in England that would take a dollar's worth of bonds secured on such a road? Such a man would only take bonds upon your showing him that the road was to be finished, and would ask how could it be done on a subsidy of \$2,000 a mile. If the Government deserved any credit, it would not be on a large liberal railway policy suited to the interests of this Province.

Another thing, it did not like to be a borrower and lender at the same time. Some of those roads were not expected to be built soon. Meantime the Government wanted money, and said: We will put all the money into one fund, and spend it on the North Shore Railways as required. If those other roads can do anything we shall assist them. But every business man knows it is impossible to do anything more with those roads under this arrangement.

The Government will then devote all this money to the North Shore schemes, and then trust to Providence and another Legislature, which is something not half so good as Providence, and to the earnings of those North Shore roads for the completion of the other lines. That is the policy of the Government in fact. Those roads having received subsidies on certain conditions, it was the business of the Government, when moneys were set apart for them to pay it over if they have complied with the law on the subject. What will be the result? If the Government spend money appropriated to other railways on that from Quebec to Portage-du-Fort, instead of issuing three millions on the strength of the road, as agreed on last winter, the Government bonds being worth more than the railway bonds, the Ministers will then indebt the Province further for sufficient money to finish that road.

I don't grudge what is given the North Shore or St. Lin or other roads on this side, but contend that by a proper policy the Government might give such aid to all the other roads that have shown life without increasing the debt of the Province one dollar, as would secure their completion. Let them cut off the \$35,000 spent on the Quebec police, representing the interest on \$600,000, and the contract and outlay for justice by putting portion of burden on municipalities, and a large sum would be gained for railway purposes.

There is no trouble in getting revenue for this country in a way not to press too heavily on its inhabitants, and sufficient money for a larger debt than ours. He went on to say that having voted liberally for the North Shore roads, he believed there was justice enough in this House to see something done for the South Shore lines. He hoped the Government would reconsider their action. The South Shore enterprises were entitled to more aid than yet received. He stated frankly and fairly it would have been better for the Government, instead of proposing what it did, to give \$1,000 a mile on the basis of road constructed, instead of thus prolonging the agony to have said: Gentlemen, we won't give you another sixpence, and do the best you can. Government was all powerful, he supposed, but he believed there was justice in the House and country, and a desire that no action was neglected or treated in a way to prevent the completion of public improvements and occasion the loss of moneys invested in them.

The idea of building 25 or 30 miles of a road with a subsidy of \$2,000, and the assistance of the municipalities was a delusion and a snare. It was rumored outside the House that certain roads were not likely to get subsidies voted to them, that the Government would be justified in giving their grants to others. But those roads had acquired rights. He did not say: Cut off the grants to the Lake St. John or Baie-des-Chaleurs schemes, but there was no probability of their money being wanted for two or three years, and the Government would be perfectly safe in appropriating it to other roads in the meantime, and in two or three years they would be in a position to help the roads whose subsidies were thus temporarily diverted, to the extent promised or perhaps a greater.

The Government policy of assisting railways was sound. Perhaps they had subsidized too many. He claimed for the Kennebéc and Québec Central, which had 43 miles in running order and 10 more graded, and for the International, assistance beyond what the Government had promised. In correcting the Treasurer, he would explain that class C described a road and not of the first or 2nd class, but one to which a land grant is attached, including the Aylmer road. The third class comprehended roads to which a land subsidy instead of a money was granted.

In conclusion he thought it only right to

himself and the House to protest against the so called railway policy of the Government, as not being a large, broad policy which the Province had the right to expect, and as not in accordance with the speech of His Excellency at the opening of the House.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) a tort de craindre que le gouvernement aime trop à emprunter et qu'il saurait toujours mettre à l'abri le crédit de la province. Il a vu bien des personnes compétentes qui ne partagent pas l'idée de l'honorable chef de l'Opposition et s'accordent à dire que le chemin de fer du nord donnera à un moment donné des revenus à la province.

Il parle ensuite des avantages que la province retirera du nouveau système de cadastre et déclare que les calculs du député de Lotbinière, qui lui font voir sous de sombres couleurs l'état des finances de la province, sont mal établis. Faisant encore allusion à l'avancé fait par l'honorable M. Robertson au sujet du dernier emprunt, il dit que le gouvernement n'a eu recours aux services d'aucun courtier. Comparant son emprunt à celui de l'ex-trésorier, il démontre que celui contracté par ce dernier a été loin d'être aussi avantageux. Le dernier emprunt a été négocié au pair et l'honorable député de Sherbrooke n'a pu atteindre ce résultat. La politique du gouvernement au sujet des chemins de fer est la seule possible.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Explique que les subsides accordés aux chemins de fer de la rive sud ne sont pas suffisants pour permettre leur achèvement.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose :

1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille quatre cent cinquante-huit piastres et quatre-vingt-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des assurances des

palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisse et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas sept mille six cent vingt-huit piastres et seize centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille cent quinze piastres et cinquante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour compléter la prisons de Montréal, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas neuf cent trente-six piastres et quatre-vingts centins soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du palais de justice et prison dans le comté de Bonaventure, pour terminer la résidence du géolier, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'exhibition de Philadelphie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour les services des bureaux d'enregistrement, par le département des Terres de la couronne, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas soixante-sept mille quatre cent quatre-vingt-six piastres et dix-huit centins soit accordée à Sa Majesté pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1876, pour l'année financière finissant le 30 juin 1877.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à neuf heures quarante.

Séance du 5 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Député de Montmagny

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant:

**Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie**

Canada,
Province de Québec.

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date, à Québec, du huitième jour de novembre dernier, émis par Son Excellence le lieutenant-gouverneur et adressé à Joseph-David Lépine, écuyer, registraire de la division d'enregistrement de Montmagny et officier-rapporteur ex officio pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de Montmagny à l'Assemblée législative de la province de Québec, dans le présent Parlement, en remplacement de Philippe Landry alias Auguste Charles Philippe Robert Landry, écuyer dont le siège a été déclaré vacant par jugement de la cour Supérieure de cette province, siégeant en révision à Québec sous l'autorité de l'acte des élections contestées de Québec, 1875, Louis-Napoléon Fortin a été déclaré élu pour ledit district électoral de Montmagny ainsi qu'il appert par le rapport du bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, sous mon seing et le sceau de mon bureau, ce cinquième jour de décembre mil huit cent soixante-seize.

L.-H. Huot,
G.C.C.

A.G.M. Muir, écuyer,
greffier de l'Assemblée législative,
Québec.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Fradette, la pétition de François Pouliot et autres, et la pétition de Jos Furois et autres, toutes de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse.

Par M. Sylvestre, la pétition de Bruno Mondor et autres, de la paroisse de Saint-Damien, comté de Berthier.

Par M. Ogilvie, la pétition des dames directrices de la Maternité de l'Université et la pétition de The Church Home, toutes deux de Montréal.

Par M. Hearn, la pétition de H. Dinning et autres, de la cité de Québec, et la pétition de l'Institut littéraire de Saint-Patrice, Québec.

Par M. Price, la pétition de David E. Price et autres, de la municipalité de Bagotville, comté de Chicoutimi.

Il est ordonné, que la pétition de François Pouliot et autres, et la pétition de Jos Furois et autres, toutes de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, présentées aujourd'hui, soient maintenant reçues et lues et lesdites pétitions demandant respectivement que le bill pour ériger le premier rang de la paroisse de Saint-Michel en municipalité séparée ne devienne pas loi sont reçues et lues.

Il est ordonné que lesdites pétitions soient renvoyées au comité des ordres permanents.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill concernant l'aqueduc de la ville de Saint-Jean.

Bill pour incorporer "The Emmanuel Church, Montreal".

M. W.W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec. Voici ce rapport:

Votre comité a décidé de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres. Adopté.

Salaire des shérifs

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le salaire de certains shérifs.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence l'administrateur de la province a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Monsieur le Président, il y a dans la province de Québec vingt et un shérifs. Quelques-uns d'entre eux ont à présent un salaire déterminé, comme par exemple les shérifs de Montréal, de Québec, d'Ottawa, de Saint-François, de Gaspé, de Bonaventure. Dans beaucoup de cas, le salaire des shérifs, fixé lors de leur nomination, est suffisant.

Il y a quatorze autres shérifs qui reçoivent de la province la somme de \$120 par année, pour rémunération comme shérifs. Un autre reçoit la somme de \$200 par année. Les salaires des shérifs dans les différents districts ne sont pas, dans mon opinion, suffisamment lucratifs. La législation des quatre ou cinq dernières années a

de beaucoup contribué à diminuer leurs honoraires. Les shérifs avaient auparavant plusieurs autres charges à remplir: l'exécution de meubles à la cour Supérieure, l'exécution des writs de saisie-arrêt, et des *capias*, etc. Maintenant, ils sont privés de ces divers avantages. La Chambre a cru que c'était faciliter l'administration de la justice que de confier ces charges aux huissiers.

De plus, l'acte de faillite a considérablement diminué les salaires des shérifs. Les ventes des immeubles en vertu de l'acte fédéral, qui se faisaient autrefois par les shérifs, sont maintenant exécutées par les syndics.

Si l'on considère les statistiques, on verra quels sont les shérifs qui perçoivent le plus de leurs bureaux.

Je crois que le shérif des Trois-Rivières est celui qui reçoit le plus d'honoraires. J'ai vu un estimé qui montre qu'au moins ses honoraires se montent à plus de \$800 par année. On sait encore que les shérifs sont obligés de payer leurs députés-shérifs. Il est donc proposé que, pour ceux qui n'ont pas un salaire suffisant, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à leur accorder une rémunération de \$500. Ceci s'appliquera aux 15 shérifs ci-haut mentionnés.

Les salaires des 15 shérifs représentent actuellement \$1,880; l'augmentation n'est réellement que de \$5,620.

Maintenant, chacun des députés de cette Chambre connaît les attributions du shérif. Ces attributions s'appliquent tant au civil qu'au criminel.

Leurs attributions au criminel, qui consistent à prendre soin des palais de justice, de la prison et des prisonniers, à acheter le bois, etc., ne sont pas payées du tout, car pour ces services ils reçoivent la somme de \$120. Il est donc proposé d'ajouter à cette somme une augmentation de \$380.

A toutes les attributions que je viens de mentionner, il y a encore celle de voir à la confection de la liste des jurés. Dans certains districts, pour subvenir à leurs besoins les plus pressants, ils se sont convertis en huissiers.

Hy en a quelques-uns d'entre eux qui se sont vu obligés, pour les mêmes raisons, de remplir des fonctions encore plus humbles. Je ne crois pas que la loi ait en vue de leur faire remplir ces fonctions-là. Les shérifs sont les premiers officiers de la cour après les juges. On sait même qu'en matière criminelle les shérifs ont le droit de s'asseoir sur le Banc, à côté du juge. Une augmentation de \$380 au salaire actuel du shérif ne sera donc pas considérée exorbitante.

La Chambre connaît les statistiques et les revenus des shérifs. Actuellement, il y a des shérifs qui n'ont pas gagné deux cents piastres par année. Il y en a un qui n'a reçu que \$50, à part les \$120 que paie le gouvernement. Les salaires des députés-shérifs, que ces shérifs sont obligés de payer à même leurs honoraires dans les districts ruraux, ne peuvent s'estimer à moins de 40 louis. Sous ces circonstances, je crois que la Chambre ne trouvera pas que la somme est exorbitante.

Les shérifs se sont adressés au gouvernement pour rendre leur position tenable. Ils fixaient à \$800 le salaire qu'ils désiraient obtenir du gouvernement, plus le salaire d'un député. Je sais que, lorsqu'on présente au gouvernement une requête pour augmentation de salaire, les appointements demandés sont fort bien calculés. J'ai donc lieu de croire que leur demande a été un peu élevée et qu'une somme de \$500 sera pour MM. les shérifs une rémunération suffisante.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette de voir que le salaire des shérifs est insuffisant et nullement en rapport avec leur position et les dépenses qu'il faut faire aujourd'hui pour vivre. Mais je ferai remarquer ceci, Monsieur l'Orateur, c'est que, dans l'exposé financier, j'ai observé que les frais de l'administration de la justice sont trop considérables. Ne serait-il pas possible, Monsieur l'Orateur, de charger d'autres officiers de la besogne exercée par les protonotaires? Je ferai remarquer encore une fois que les frais de la justice sont tellement élevés dans la province qu'il faudra que les deux partis de la Chambre agissent de concert, quelque bon jour, pour faire comprendre à la population qu'il est absolument nécessaire que les municipalités aident dans toute la mesure du possible à défrayer le coût de l'administration de la justice, comme cela se fait dans Ontario. Je suggérerai la motion suivante, dont l'idée m'est venue en voyant les résolutions soumises au comité. Je n'ai pas l'intention de diviser le comité sur cette question; je ne fais que soumettre l'idée à l'attention du comité. Ainsi, je propose, Monsieur l'Orateur, qu'on ajoute à la résolution les mots suivants:

"Pourvu qu'aussitôt qu'une vacance surviendra dans une place de shérif, il ne soit pas nommé de nouveau shérif, mais que cette charge soit ajoutée à celle du protonotaire, avec les honoraires et émoluments existants."

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Monsieur le Président, j'ai déjà donné beaucoup d'attention à cette question, non pas à la suggestion telle que proposée par le député de Lotbinière, mais pour savoir s'il ne serait pas possible de cumuler les fonctions du shérif et celles de certains autres employés des cours afin de donner aux shérifs des honoraires convenables. L'idée du chef de l'Opposition est certainement bonne, mais elle n'est pas praticable dans le cas actuel, car les fonctions de protonotaire et celles de shérif ne sont pas compatibles.

Le protonotaire est déjà greffier de la couronne et greffier de la paix, et cumulerait ainsi trois emplois si l'on adoptait la proposition de M. Joly. Les charges du shérif l'obligent souvent à sortir et à voyager, tandis que les devoirs du protonotaire l'obligent à rester continuellement à son bureau. De plus, les protonotaires sont obligés d'adresser les brefs de saisies d'immeubles au shérif et, si le protonotaire exerçait les fonctions de shérif, il serait obligé de se les

adresser à lui-même, ce qui serait une anomalie. Aussitôt que le gouvernement trouvera moyen d'ajouter aux charges du shérif, il sera heureux de le faire.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Est d'avis que les geôliers, qui remplissent des fonctions importantes, ne sont pas suffisamment rétribués et qu'on devrait augmenter leur salaire de \$100.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Tous les membres de cette Chambre désirent également voir diminuer les frais de l'administration de la justice, mais il est impossible de charger un même officier des fonctions de shérif et de protonotaire. Il voudrait adopter la suggestion du député de Lotbinière, mais la chose est malheureusement impossible. Il est en faveur de la résolution et il regrette que les ressources de la province ne nous permettent pas de leur accorder une plus grande aide. Je citerai une autre raison à part celles qui ont été invoquées par l'honorable procureur général: dans les cas de nécessité urgente, le protonotaire exerce la fonction de juge. Il aurait donc alors à signer le bref, à se prononcer sur lui et à l'exécuter.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Les raisons invoquées sont bonnes, mais on pourrait obvier à ces inconvénients en modifiant le système actuel. Il est d'avis qu'il n'est pas impossible d'annuler les fonctions de shérif et de protonotaire. Mais, pour cela, il faudrait changer la loi qui oblige les protonotaires à adresser les brefs de saisie aux shérifs. Il serait très facile de faire faire les ventes d'immeubles sans l'intervention de shérif. Il espère que le gouvernement s'occupera de cette question.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Est d'avis que les deux charges sont incompatibles. Mais il y a là une question d'économie. Il y a économie et économie.

L'honorable procureur général reconnaît que le shérif est le premier officier après le juge. On sait que le juge a un salaire élevé; de ce salaire à celui du shérif, il y a un abîme. Ainsi, le shérif du district des Trois-Rivières, district très important, n'a que \$900 de salaire. Son prédécesseur avait L500 et son député, L150. On prétendra que les fonctions de cet officier sont diminuées; c'est vrai, mais elles ne sont pas diminuées en proportion du salaire. N'assimilons pas la position à celle d'un messenger de la Chambre; ne la réduisons pas à celle d'un page de cette Chambre. Et si l'on veut avoir des employés excellents, il les faut bien payer; c'est un principe bien reconnu et l'on ne peut pas faire autrement pour arriver à avoir de bons employés. Il faut mettre ces employés, qui sont obligés à une certaine représentation, à l'abri de fautes, de défalcons qui arrivent malheureusement trop souvent. C'est déjà généreux de la part du gouvernement d'augmenter le salaire du shérif de \$150 à \$500, lorsque le budget est

déjà si lourdement grevé pour les chemins de fer; mais je crois, Monsieur l'Orateur, que l'on pourrait élever le salaire du shérif à \$800. La chose ne serait pas exorbitante et la Chambre et le pays n'auraient pas droit de s'en plaindre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il ne croyait pas que les compléments qu'il a faits aux shérifs coûteraient si cher à la province. En disant que le shérif est le premier personnage après le juge, il n'a pas voulu dire que c'était lui qui avait le plus d'ouvrage à faire. D'ailleurs, les shérifs reçoivent d'autres honoraires que ceux donnés par le gouvernement. Il ne croit pas que la province soit en état d'accorder plus pour le moment, mais le gouvernement fera tout en son pouvoir pour améliorer la condition de ces employés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'insiste pas sur l'amendement, mais qu'il propose que le rapport du comité soit renvoyé à demain. La Chambre se forme en comité.

En comité :

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, accorder à chacun des shérifs des districts tombant sous l'opération des sections 14 et 15 du chapitre 93 des Statuts refondus pour le Bas-Canada une somme qui ne devra pas excéder \$500 par année, comme rémunération des services rendus par chaque tel shérif en matières criminelles et en toute chose concernant les prisonniers, la prison et son administration et la préparation des listes de jurés, mais non leur assignation.

Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution.

Documents :

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Met devant la Chambre, en conformité d'une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1876, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et les gouvernements de la Puissance et d'Ontario, depuis que le gouvernement de la Puissance a assumé le paiement de l'excédent de la dette de l'ancienne province du Canada au-dessus des 62 millions, au sujet de la répartition de cette partie de l'actif de l'ancienne province du Canada-Uni, qui doit être distribuée entre les deux provinces, ainsi que les documents s'y rapportant. (Documents de la session, no 11.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1876, demandant un état indiquant l'étendue des terres de la couronne actuellement possédées par le gouvernement

de cette province. (Documents de la session, no 18.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1876, demandant un état indiquant le montant prélevé chaque année depuis cinq ans dans le district de Montréal, des sommes reçues du fonds de bâtisses et de jurés. (Documents de la session, no 13.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 21 novembre 1876, demandant:

1. Copie de toutes requêtes adressées à Son Excellence le lieutenant-gouverneur ou à quelqu'un des ministres de la couronne, depuis l'année 1871 jusqu'à ce jour, par une partie des habitants des paroisses de Saint-Jean-Chrysostome, de Saint-Lambert et de Saint-Etienne-de-Lauzon, dans le comté de Lévis, concernant l'abolition ou la diminution des rentes seigneuriales sur les terres incultes situées dans les limites de ces municipalités.

2. Copie de toute correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement actuel et le précédent, et les susdits pétitionnaires ou aucun d'eux;

3. Un état indiquant le montant réel approximatif du montant d'argent que le gouvernement retire chaque année des censitaires de cette partie de terres incultes. (Documents de la session, no 14.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 28 novembre 1876, demandant un rapport montrant le nombre d'amendes et pénalités perçues par l'inspecteur du revenu en vertu de l'acte des licences de cette province, durant les quatre dernières années, dans le district de Beauharnois. (Documents de la session, no 15.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 24 novembre 1876, demandant copies de tous les ordres en conseil se rattachant aux mains levées d'hypothèques qui ont été données depuis 1869 jusqu'à ce jour, en rapport avec le prêt aux incendiés de Québec. (Documents de la session, no 16.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 23 novembre 1876, demandant:

1. Copie de l'ordre en conseil nommant M. Emery Lalonde fils, adjoint du cadastre des comtés de Soulanges et de Vaudreuil;

2. Toute correspondance échangée au sujet de cette nomination;

3. La nomination des arpenteurs pour les différentes paroisses du comté de Soulanges;

4. Toutes plaintes et correspondances adressées au gouvernement contre les opérations des arpenteurs du cadastrage de Soulanges. (Documents de la session, no 17.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 28 novembre 1876, demandant un état des limites à bois actuellement sous licences, ledit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs, la date de l'octroi, le prix payé pour chaque licence; distinction spéciale étant faite de celles

vendues à vente privée. (Documents de la session, no 18.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 22 novembre 1876, demandant:

1. Copies de tout ordre en conseil se rattachant au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental depuis la sanction de l'acte de la Législature qui place ce chemin sous le contrôle du gouvernement.

2. Copies de tous les actes notariés se rattachant audit chemin de fer qui ont été exécutés depuis la sanction du susdit acte, excepté les contrats d'achat de la voie;

3. Copies de toutes les évaluations mensuelles (Monthly estimates) qui ont été transmises aux commissaires par les ingénieurs du gouvernement;

4. Liste de tous les officiers dudit chemin de fer sous le contrôle desdits commissaires, indiquant le salaire payé à chacun, son occupation et la date de sa nomination;

5. Copie des minutes qui ont été tenues de toutes les réunions desdits commissaires depuis la date qu'ils ont prêté serment d'office;

6. Copie de toute correspondance qui a eu lieu entre lesdits commissaires et les entrepreneurs dudit chemin de fer relativement à l'exécution de leurs contrats;

7. Un état de toutes les sommes qui ont été payées aux entrepreneurs dudit chemin de fer à compter de leurs contrats. (Documents de la session, no 19.)

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que ces divers états, et surtout celui qui a rapport au département des Terres de la couronne, soient renvoyés au comité des impressions pour être imprimés immédiatement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Fait remarquer à l'honorable député de Lotbinière que dans ces états il peut s'en trouver qui soient déjà imprimés. Il suggère donc à l'honorable député de remettre sa motion à demain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se rend à la suggestion qui lui est faite.

Subsides

M. L.-O. LORANGER (Laval): Fait rapport à la Chambre que le comité des subsides a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues et adoptées.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille cinq cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante-sept mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires du bureau du greffier en loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses contingentes du greffier en loi (comprenant un commis surnuméraire), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-trois mille cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose :

10. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre vingt-dix mille trois cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Pense qu'il est grandement temps que le gouvernement fasse une économie en ce qui concerne les magistrats de district.

Il propose que ces juges soient nommés juges de comtés et il espère que le gouvernement fédéral verra à les bien rémunérer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quel a été le résultat de la circulaire publiée en date du 18 mars dernier et émanée au bureau des officiers en loi de la couronne, qui disait que, dans le but de faire disparaître certains doutes au sujet du paiement des frais dans les enquêtes préliminaires pour offenses criminelles, la couronne ne se chargeait plus des frais de l'assignation des témoins ou de leur indemnité et autres dépenses dans les enquêtes préliminaires, ainsi que les services des constables pour l'arrestation d'accusés dans les cas où il n'y a pas matière à procès.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il n'est pas prêt à dire quel a été le résultat de la mesure au point de vue économique.

D'après les rapports des connétables depuis deux mois, les frais de la province ont diminué de \$1,700. Quant à l'effet moral, c'est que la justice a été débarrassée d'une foule de procès pour un simple coup de poing et un soufflet, lorsqu'il n'y avait pas matière à procès. La circulaire a eu pour effet d'empêcher une somme considérable de frais.

Il n'y a eu que deux cas où la couronne a cru devoir suspendre la mise en vigueur de la circulaire et intervenir pour payer les frais de l'enquête préliminaire et de l'arrestation des coupables.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que la circulaire constitue un grand préjudice à la cause de la morale et de la justice.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Elle est basée sur les statuts; c'est la loi du pays et la loi en Angleterre.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Parfait; mais on a compris que l'on ne pourrait jamais la mettre à exécution. Il doit arriver plusieurs cas et il y en a eu un, entre autres, dont il a eu connaissance, à propos duquel il a fallu recourir à des souscriptions particulières pour défrayer le coût des procédures préliminaires. Il croit que la loi doit être rejetée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Soutient que cette loi n'est pas nouvelle et qu'elle a toujours été appliquée. Les témoins de la défense et ceux de la couronne doivent être payés, mais uniquement lorsqu'il est bien et dûment établi que ces témoins sont pauvres et nécessiteux.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

11. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, savoir: éducation supérieure proprement dite, soixante et onze mille piastres; High Schools, Québec et Montréal, deux mille quatre cent soixante-dix piastres; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordé aux High Schools, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quarante-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des Ecoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

18. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande pour-quoi l'octroi des commissaires d'écoles a été porté cette année à \$5,000. Il dit que les membres des deux côtés de cette Chambre s'opposent à cet octroi et que, s'ils agissent d'après leurs convictions, ils demanderont qu'il soit supprimé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que l'augmentation n'est que de \$4,500. Il explique longuement la nouvelle organisation du département de l'Education, y compris les deux conseils de l'Instruction publique qui ont fait certaines suggestions concernant les inspecteurs, dont le nombre a été augmenté. Il dit que les inspecteurs font un travail très utile et le surintendant a dit que plusieurs d'entre eux n'étaient pas suffisamment rémunérés.

Changerait-on le système de l'éducation qu'il serait impossible de supprimer ce rouage.

M. W.W. LYNCH (Brome): Dit que le système d'inspection est défectueux et que les inspecteurs doivent avoir des pouvoirs plus étendus, leur permettant de démettre les professeurs incapables et d'augmenter le salaire de ceux qui s'en rendent dignes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Critique le système des inspecteurs d'écoles.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Convient que le système des inspecteurs d'écoles est insuffisant. Il ne suffit pas que l'inspecteur d'écoles constate chaque année qu'il y a quatre ou cinq enfants de moins ou de plus dans une école, mais il faut qu'il voie à ce que l'enseignement ait toutes les ressources possibles.

On n'a pas encore distribué le Manuel d'agriculture dans les écoles ou la chose n'a pas été faite complètement. Quant aux cartes géographiques, dans les écoles, elles n'existent pas.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des journaux de l'Education publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'Ecole des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour

défrayer les dépenses d'un dépôt de livres, cartes, globes, etc., dans le département de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Eglise universaliste de la province de Québec

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer l'Eglise universaliste de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour autres fins y relatives.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de la Pointe-au-Pic

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger le village de la Pointe-au-Pic en municipalité de village séparée.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Cité des Trois-Rivières

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Code municipal

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les articles 48 et 561 du code municipal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Subsides

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose :

24. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la faculté médicale, université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique, Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société de numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Ecole de médecine, Bishop College, Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut canadien, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'Académie de musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la publication des décisions des cours de

justice à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses du Conseil des arts et manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de la chambre d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses pour journaux d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'une école d'agriculture, à Richmond, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses d'une école vétérinaire, Montréal, à la condition que les cours soient donnés en français comme en anglais, et qu'elle envoie au journal d'agriculture des articles sur des sujets de médecine vétérinaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour l'établissement de manufactures de sucre de betterave, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

42. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour défrayer les dépenses de l'immigration et du rapatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il tient à attirer l'attention de la Chambre sur un fait des plus sérieux. Il a su que l'agent du gouvernement dans la nouvelle colonie des Cantons de l'Est spéculait sur les deniers publics au détriment des pauvres colons; en d'autres termes, il tenait un magasin et payait les colons pour le

travail qu'ils faisaient pour le gouvernement, en marchandises, qu'il cédait à des prix énormes. Le député de Lotbinière cite plusieurs chiffres à l'appel de son dire. Il ajoute qu'il a des preuves en main et, que depuis longtemps, les faits qu'il avance sont à sa connaissance. Il tiendrait à savoir si le gouvernement approuve une telle conduite.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Se lève contre l'attaque dirigée contre M. Chicoine. Il dit que tout le monde s'accorde à reconnaître son honnêteté et le zèle dont il a fait preuve pour la cause de la colonisation et du rapatriement. Ce monsieur a été averti que le terme de sa charge devait expirer le 1er novembre et, en effet, ses devoirs ont cessé à cette date. Il ne reçoit plus que \$20 par mois pour les renseignements qu'il donne aux nouveaux colons. M. Chicoine a alors déclaré son intention de se fixer à la Patrie; et le gouvernement ne croit pas qu'il ait mal agi en s'occupant de commercer comme marchand. Il n'a rien eu à transiger avec le gouvernement et, s'il vend à un prix trop élevé, le gouvernement n'en est pas responsable et ne peut s'immiscer dans ses transactions personnelles.

L'honorable commissaire des Terres donne ensuite de longues statistiques au sujet des nouvelles colonies.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Trouve l'attaque dirigée contre M. Chicoine déplacée car, d'après les règles parlementaires, on doit toujours donner avis d'une interpellation entraînant une accusation de ce genre. M. Chicoine a été en butte à toutes sortes d'attaques et il regrette de voir l'honorable député de Lotbinière s'en être fait l'écho. Il fait ensuite l'éloge de M. Chicoine, disant qu'il abandonne une position honorable et lucrative pour s'établir au milieu de la forêt et y vivre de la vie pénible du colon. Ni le gouvernement ni la Chambre n'ont le droit de s'enquérir des affaires particulières de M. Chicoine qui, tout en étant un agent du gouvernement, peut s'occuper de commerce du moment qu'il n'a pas trafiqué avec les deniers de la province.

M. F. DUPONT (Bagot): Dit qu'il a eu quelques rapports avec cette colonie et il a eu quelque expérience au sujet du transport des denrées à la Patrie. On a payé jusqu'à \$2 par quintal. Il n'est donc pas surprenant que l'on soit obligé de vendre les marchandises à des prix élevés pour ne pas perdre de l'argent. Il est convaincu que l'honorable chef de l'Opposition s'est fait, sans le vouloir, le porte-voix de misérables calomnieux. Il est en rapport avec les principaux colons de cet endroit et il peut affirmer que, parmi eux, il n'existe aucun mécontentement contre M. Chicoine.

M. M. HOUDE (Maskinongé): Veut que l'on vote des subsides pour aider les Canadiens des vieilles paroisses à s'établir dans les cantons de rapatriement. Il a dans son comté plusieurs familles qui désirent beaucoup s'établir dans les

cantons, mais qui n'ont pas les moyens de le faire.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que les avantages qui sont offerts aux Canadiens du pays sont les mêmes qui sont offerts aux Canadiens émigrés aux États-Unis.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Répondant au député de Bagot, il dit que, s'il coûte si cher pour transporter des denrées à la Patrie, le gouvernement a choisi un bien mauvais emplacement.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Dit que l'Opposition, au lieu de passer son temps à blâmer le gouvernement et ses mesures, ferait bien mieux de s'appliquer à proposer de bonnes mesures. Il voudrait que l'on prit des mesures pour ramener à la campagne le surplus de la population des villes où la crise sévit en ce moment. Il y a beaucoup de gens dans les grands centres, tels que Montréal et Québec, qui ne demandent pas mieux que de s'établir dans les cantons; il ne leur faut que d'un peu d'encouragement et quelques informations pour devenir des colons.

M. G.-H. DESCHENES (Témiscouata): Fait voir les grands avantages qu'offre la colonie de rapatriement du comté de Témiscouata.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Demande quelques lopins pour établir une colonie dans le district de Saint-Maurice.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose:

43. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878. Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e et 3e classes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878. Adopté.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Accordé.

Compagnies incorporées

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les déclarations que doivent faire les compagnies incorporées. Adopté.

Saisies de biens immobiliers

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour assurer la publicité des saisies des biens immobiliers. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

La Chambre s'ajourne à dix heures vingt.

Séance du 6 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à dix heures dix minutes.

Comptes publicsL'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Met sur la table du greffier, en obéissance à un

ordre de la Chambre datée le 17 novembre dernier: Etat de toutes les recettes et dépenses de la province de Québec, du 30 juin au 16 novembre 1876, lequel est lu comme suit:

Recettes et paiements de la province de Québec,
depuis le 1er juillet au 15 novembre 1876, inclusivement

Recettes	\$ cts	\$ cts
Balance en banque le 30 juin 1876		2,122,016.56
Puissance du Canada	507,356.06	
Département des terres de la couronne	105,590.39	
Timbres judiciaires	71,883.44	
Timbres d'enregistrement	5,726.54	
Timbres d'assurance	12,734.46	
Licences, auberges, etc.	39,648.87	
Licences de mariage	2,316.00	
Honoraires de justice, les timbres exceptés	2,881.45	
Fonds de bâties et des jurés, les timbres exceptés	637.30	
Education	2,875.57	
Législation, vente de statuts et impressions des bills privés	350.36	
Administration de la justice	3,597.92	
Amendes, justice	54.40	
Amendes, licences	1,669.41	
Gazette officielle	12,975.07	
Fonds du palais de justice, Montréal, les timbres exceptés	1,401.40	
Fonds d'emprunt municipal	1,167.30	
Revenu casuel	82.54	
Remboursements	325.87	
Intérêt	79,589.35	
		852,863.70
Produits des bons provinciaux pour le second emprunt pour les chemins de fer		4,185,333.33

Paiements	\$ cts	\$ cts
Intérêt sur la dette publique	201,467.56	
Frais d'administration de la dette publique	2,434.08	
		203,901.64
Législation		52,815.84
Gouvernement civil		
Salaires	44,919.55	
Dépenses contingentes	16,700.00	61,619.55
Administration de la justice		156,100.46
Police		23,859.68
Maisons de réforme		23,672.71
Inspection des prisons		1,464.48
Education		150,207.84
Fonds spécial d'éducation supérieure, C.R., pour les écoles des sciences et des arts		500.00

Paiements (suite)

Institutions littéraires et scientifiques		2,500.00
Arts et manufactures		10,000.00
Sociétés d'agriculture	39,128.25	
Ecoles d'agriculture	1,600.00	
Bureau d'agriculture	4,000.00	
Rapatriement	36,400.95	
Immigration	10,557.63	
		46,958.58
Chemins de colonisation		46,000.00
Pour aider les manufactures du sucre de betteraves		538.55
Travaux et édifices publics:		
Loyers, assurances, réparations aux édifices publics		
en général	24,012.29	
Inspections et arpentages	460.50	
Construction des édifices publics	16,422.12	
Loyers des palais de justice et prisons	65.00	
Assurance des palais de justice et prisons	462.32	
Réparations des palais de justice et prisons	7,096.70	
Palais de justice et prison Bonaventure	1,302.50	
Palais de justice et prisons, nouveau district	35.00	
Prison de Québec	3,179.46	
Prisons des femmes, Montréal	15,448.94	
Ecole normale Jacques-Cartier	18,000.00	
		86,484.83
Charités, comprenant l'Asile des aliénés, les écoles de réforme et d'industries		115,956.74
Divers		10,837.10
Exhibition de Philadelphie		1,000.00
Copiage des registres de la par. de Saint-Gervais		400.00
Service des bureaux d'enregistrement, par le département des terres de la couronne	15,223.65	
Arpentages, terres de la couronne	8,945.62	
Dép. gén. du dépt. des terres de la couronne	40,830.73	
		65,000.00
Gazette officielle		5,608.84
Timbres des licences, etc		6,877.21
Total des paiements, les chem. fer exceptés		1,117,032.30
Paiement aux chemins de fer		
Sud-Est.	52,440.64	
Lévis et Kennebec	49,875.00	
Jonction du lac Champlain et Saint-Laurent, ci-devant Philipsburg, Farnham et Yamaska	10,000.00	
	112,315.64	
Québec, Montréal, Ottawa et Occidental	1,856,434.50	
Commission des chemins de fer	15,000.00	1,983,750.14
		3,100,782.44

Paievements (suite)

Ajouter mandats non payés, 30 juin 1876	39,059.39
	<u>3,139,841.83</u>
Déduire mandats non payés, 15 nov. 1876	68,211.08
	<u>3,071,630.75</u>
Balance	4,088,582.84
<u>7,160,213.59</u>	<u>7,160,213.59</u>
4,088,582.84	

Recettes		
15 nov. 1876 — Balance en banque, comme suit:		
Banque de Montréal	\$ 100,000.00	
La Banque Nationale	130,000.00	
Banque des Townships de l'Est, Sherbrooke	120,000.00	
Banque Consolidée	50,000.00	
Banque Union	50,000.00	
Banque Jacques-Cartier	200,000.00	
	<u>\$ 650,000.00</u>	
<u>Dépôts spéciaux</u>		
Banque de Montréal	\$ 24,777.94	
La Banque Nationale	11,168.95	
Banque Union	4,213.33	40,160.22
	<u>\$ 341,736.73</u>	
Banque Consolidée	160,333.33	
Banque Jacques-Cartier	171,666.67	
Banque Union	154,432.67	
Banque des Marchands du Canada	<u>2,570,253.22</u>	
Produits des bons		<u>3,398,422.62</u>
		<u>\$4,088,582.84</u>

H.T. Machin,
asst.-trésorier, P.Q.

Gaspard Drolet, auditeur, P.Q.
Dépt. du Trésor, Québec, 15 nov. 1876

Il est ordonné que ledit état soit imprimé
pour l'usage des membres de cette Chambre.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément
présentées et déposées sur la table:

Par M. Fradette, la pétition du révérend C.-S.
Brochu et autres, du township Roux et autres
lieux.

Par M. Hearn, la pétition du bureau de
commerce de Québec.

M. M. le secrétaire provincial Chapleau, la
pétition de J.-V. LeGuerrier et autres, de la

paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

Par M. Ogilvie, la pétition de "The Montreal
Home for Friendless Women".

Par M. Robertson, la pétition de la compa-
gnie des viandes et produits canadiens de
Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les péti-
tions suivantes sont lues:

De R.A. Lindsay et autres actionnaires de la
compagnie graphique, demandant que le fonds
social de ladite compagnie ne soit pas réduit et
pour d'autres fins.

Du rév. Jos. Hoffman et autres de la pa-
roisse de Saint-Frédéric de Broughton (Beau-
ce), demandant de l'aide pour parachever
le chemin de Lévis et Kennébec.

Des dames directrices de l'Hospice de
Saint-Julien, de Saint-Ferdinand d'Halifax,
comté de Mégantic, demandant de l'aide.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition du révérend J.-N. Maréchal et autres, de la paroisse de Notre-Dame de Grâce, demandant l'érection d'une nouvelle municipalité dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce et a trouvé que les avis n'ont pas été publiés pendant tout le temps voulu par la règle, mais vu qu'il a été déclaré devant votre comité que toutes les parties intéressées sont bien informées de la nature de la demande, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^e règle.

M. M. MATHIEU (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des divers bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer la Compagnie des terres du Canada.

Bill pour incorporer la Société de l'union des menuisiers de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill pour ériger le premier rang de la paroisse de Saint-Michel-de-Bellechasse en municipalité séparée, et est convenu de rapporter que le préambule du bill n'a pas été prouvé à votre comité parce que les pétitionnaires contre la mesure sont presque aussi nombreux que ceux qui sont en faveur.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur la pétition de Victor Gladu et autres, intéressés dans le flottage de bois de corde dans la rivière Saint-François.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de présenter son second rapport final.

Votre comité après avoir pris communication de la preuve soumise à votre honorable Chambre, lors de la dernière session, ainsi que du rapport du comité spécial alors nommé pour s'enquérir et faire rapport sur les abus qui existent dans le flottage de bois de corde sur la rivière Saint-François, a étudié cette question avec soin et votre comité est d'avis que cette affaire nécessite une législation qui remédie immédiatement à cet état de choses.

Votre comité a préparé un bill qui, dans son opinion, remédierait aux abus et inconvénients qui existent, et qui sont constamment la cause de difficultés, de procès et de pertes pour les personnes qui descendent du bois sur la partie non navigable de la rivière Saint-François, et votre comité rapporte et présente ce bill intitulé: "Acte pour régulariser le flottage du bois de

corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François".

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents suivants et en recommande l'impression.

Réponse à une adresse du 18 janvier 1875, demandant un état indiquant le prix d'achat des limites mentionnées dans le rapport du commissaire des Terres de la couronne pour 1874.

Réponse à une adresse du 28 novembre dernier, demandant un état des limites à bois actuellement sous licences; ledit état indiquant l'endroit où sont les limites, leur étendue, les noms des possesseurs, la date de l'octroi, le prix payé pour chaque licence, distinction spéciale étant faite de celles vendues à l'encan et de celles vendues à vente privée.

Réponse à une adresse en date du 20 novembre dernier, demandant un état indiquant l'étendue des terres de la couronne, actuellement possédées par la province.

Introduction de bills:

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri.

Accordé.

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le village de Sainte-Cunégonde.

Accordé.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes incorporant la cité de Québec et pour changer la présente taxe sur la propriété foncière et pour prélever un nouvel emprunt.

Accordé.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence l'administrateur de la province, le huitième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour la province de Québec, pour l'année terminée le 30 juin 1876. (Documents de la session, no 9).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 22 de novembre 1875, demandant un état de tous les employés salariés de la province, y comprenant ceux qui ne sont employés que pendant la session; cet état devant contenir le nom des employés, leur qualité et résidence avant leur nomination, la

date de leur nomination, leur résidence actuelle et leur emploi ainsi que leur salaire annuel. (Documents de la session, no 12).

Et de plus, réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 9 décembre 1875, demandant une liste des employés du service civil en cette province, ainsi que le montant du salaire accordé à chacun d'eux et la date de leur nomination. (Documents de la session, no 12).

Interpellations:

Empièrrement des chemins

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder de l'aide aux compagnies formées en vertu du ch. 33 de la 32^e Vict., intitulée: "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empièrrement des chemins" dans les parties de la province non spécialement favorisées par la politique des chemins de fer et qui ne profiteraient point des derniers octrois pour les fins de la colonisation.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement a déjà eu l'occasion de déclarer quelle était son intention au sujet de l'empièrrement des chemins; il ne peut que répéter que dès qu'il pourra aider à l'amélioration des voies publiques dans les districts qui ne sont pas traversés par les chemins de fer, il sera heureux de le faire.

Adresses à l'administrateur de la province:

Mines d'or

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'Administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie du rapport de L.-S. Rivard, inspecteur des mines d'or, sur la visite qu'il a faite l'été dernier des terrains aurifères exploités par l'honorable J.H. Pope dans le township de Ditton;

Un état constatant le montant de l'or extrait par ledit honorable J.H. Pope sur lesdits terrains, depuis le 1^{er} juillet 1867 d'après les déclarations qu'il a dû faire sous serment, conformément à la loi;

Un état constatant les sommes payées chaque année par ledit honorable J.H. Pope pour les droits de la couronne, pour l'exploitation de l'or sur ledit terrain depuis le 1^{er} juillet 1867;

Un état indiquant le nombre et la superficie des lots pour lesquels l'honorable J.H. Pope a des patentes, sur les rivières Petite Ditton, Grande Ditton et Rivière-au-Saumon, dans le township de Ditton, avec les conditions auxquelles ces patentes ont été accordées, et constatant si ces conditions ont été remplies ou non.

Il dit que ce n'est qu'un premier pas et que quand les papiers seront mis devant la Chambre, il fera probablement une autre démarche pour élucider cette question importante. Il montrera par deux rapports de fonctionnaires du gouvernement (MM. Chicoine et Rivard) que la question est d'une grande conséquence. M. Rivard envoya son rapport au commissaire des Terres, il y a deux mois. Il reçut instruction du gouvernement de se rendre à Ditton et de faire une enquête sur les mérites d'une pétition, par laquelle on demandait d'annuler les conditions de la patente accordée à M. Sawyer, en 1866, et dans laquelle il y avait une réserve de droits appartenant à la Couronne. M. Rivard dit que 3,200 acres de terre dans les 7^e, 8^e et 9^e rangs de Ditton avaient été accordées en 1864. Elles furent vendues à diverses personnes aux conditions ordinaires d'établissement et au prix ordinaire de 60 cents l'acre.

M. Pope savait alors que ces terrains contenaient de l'or. Il n'a payé que \$6 la licence pour un mois. Toutes ces terres furent subseqüemment transférées à M. Sawyer et, en 1866, des paiements pour patentes furent faits, mais sans la condition d'établissement, par un ordre en conseil de 1865, sur un rapport de l'agent que les terres n'étaient pas propres à l'agriculture.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond que non.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai la conviction que cette motion sera adoptée sans division et je dois ajouter qu'elle sera suivie d'une autre, lorsque les documents demandés seront soumis à cette Chambre. On sait que l'honorable M. Pope a une concession de 4 mille deux cents arpents de terre sur les rivières Petite Ditton, Grande Ditton et la Rivière-au-Saumon, dans le township de Ditton, qui se trouve à deux pas de la Patrie où le gouvernement a établi le siège de ses opérations pour la colonisation dans les Cantons de l'Est. Cette partie est riche en mines d'or et l'on comprend combien serait grande l'impulsion que donnerait à la colonisation leur exploitation en grand. A l'appui de mon dire, je citerai un rapport adressé au gouvernement par M. Chicoine, le 5 octobre dernier. J'espère que mes honorables amis ne mettront pas en doute le témoignage de cet agent après les éloges qu'ils lui ont adressés hier soir.

"J'en suis venu à la conclusion, dit M. Chicoine, que ce terrain aurifère exploité judicieusement donnerait de grands profits, ainsi qu'une impulsion immense à l'établissement de cette partie du pays. Lors même que les mines ne seraient pas assez riches pour faire la fortune de tous les aventuriers qui s'y laisseraient conduire par l'appât du gain, du moment que quelques-uns d'entre eux y trouveraient satisfaction, ce serait assez pour créer la fureur de l'or qui peut faire plus pour la colonisation que tous les efforts de notre gouvernement. Sans les

mines de la Californie, les immenses régions de l'extrême Ouest seraient encore désertes et pourtant, à côté des nombreuses fortunes qui s'y sont faites, combien de gens ont perdu tout ce qu'ils possédaient."

Je n'ai rien à ajouter à ce que dit M. Chicoine, l'agent du gouvernement, si ce n'est que dans le cas où le terrain serait accaparé par des spéculateurs, la cause du rapatriement serait complètement sacrifiée.

Comme on le sait, l'honorable M. Pope en sa qualité d'acquéreur des concessions de M. Horace Sawyer est devenu possesseur d'une étendue de quatre mille deux cents arpents de terrain. Il se trouvait soumis à différentes obligations, par exemple, dans le cas où une mine d'or ou d'argent serait découverte sur ses terrains, il était tenu d'en donner avis dans les six mois au gouvernement, et à défaut de se conformer à cette clause, il perdrait tout droit sur ces concessions. Or, il y a douze ans que l'honorable M. Pope possède ces propriétés; il a découvert des mines très riches, et aujourd'hui après avoir fait des profits aux dépens de la province et de la colonisation, il vient demander l'abolition de cette clause.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Le gouvernement n'a pas fait droit à sa demande.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai entendu mon honorable ami dire qu'il n'avait pas accordé cette demande, mais selon son habitude, le gouvernement n'a pas déclaré d'une façon catégorique qu'il l'avait repoussée. J'espère que lorsque les membres de cette Chambre auront devant eux les documents imprimés, ils se rendront compte de la vérité de ce que j'avance, et je dois dire dès maintenant que la motion que je fais sera suivie d'une autre demandant l'annulation de la patente.

Je cite maintenant le rapport de M. M. Rivard, l'ingénieur du gouvernement, en date du 5 septembre 1876, qui dit que l'exploration des mines sur les terrains de M. Pope est commencée depuis douze ans.

"A l'heure qu'il est, continue-t-il, M. Pope occupe une dizaine d'hommes, mais ces opérations sont en quelque sorte suspendues à cause du manque d'eau dans la rivière pour le lavage du sable aurifère qu'ils sont maintenant occupés à enlever du fond des excavations sous ce lit de la rivière et qu'ils déposent près de la dalle en attendant l'opération du lavage.

M. Pope a employé pendant quelques étés une vingtaine d'hommes et plus, et ses opérations ont été très profitables.

Plusieurs pépites ont été trouvées sur ces terrains, ce qui, d'après M. Lorrain, est un indice certain d'une veine aurifère très riche; il est vrai que le témoignage de ce monsieur sera mis en doute."

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Tout en admettant que le député de Lotbinière a le droit de faire cette motion, il me semble qu'il n'aurait pas dû l'accompagner de remarques de nature à influencer sur l'opinion de cette Chambre. Je lui reproche aussi son incohérence, car il a agi maladroitement en se mettant dans la nécessité de féliciter le gouvernement d'avoir refusé la demande de l'honorable Pope. On a voulu faire peser sur le gouvernement le blâme de l'octroi de cette concession, on devrait se rappeler qu'elle a été faite en 1864, avant la Confédération, alors qu'il n'était par question de mines d'or dans ce district, et, par suite, que le gouvernement de la province de Québec n'en est aucunement responsable.

L'honorable député de Lotbinière a tort de menacer le gouvernement comme il le fait. Il devrait savoir qu'en vertu de la constitution, le ministère est responsable de ses actes et tant qu'il se sent soutenu par la confiance de la Chambre, il doit suivre la ligne de conduite qu'il croit la meilleure dans les intérêts de la province.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le gouvernement met toujours en avant sa majorité.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'a pas que la force numérique, il a aussi la force de la justice et je dirai qu'en établissant une comparaison entre les deux côtés de la Chambre, on peut dire qu'il a celle de l'intelligence.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Mais pas celle de la modestie.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Je suis en droit de répéter à l'honorable député de Lotbinière que ce n'est pas la force numérique qui domine dans cette Chambre, mais celle de la justice. Je ferai remarquer ensuite que l'honorable chef de l'Opposition a pris soin d'incriminer le témoignage d'un des experts qu'il amènera devant le comité dont il demande la formation, M. Lorrain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Son témoignage ne sera discrédité que par le gouvernement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'a aucune raison pour ne pas l'accepter entièrement.

Comme je l'ai dit déjà, je crois que l'honorable député de Lotbinière n'était pas en droit de jeter du louche sur la conduite du gouvernement, surtout lorsque ce dernier lui a répondu qu'il avait repoussé la demande de l'honorable M. Pope et qu'il n'avait pas l'intention de s'opposer à sa motion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je me suis borné à déclarer ce que j'avais l'intention de faire sans essayer d'influencer l'opinion de cette

Chambre. J'ajouterai en réponse à ce que disait mon honorable ami que, dès 1864, l'existence des mines d'or à Ditton était connue, ainsi que je m'en suis rendu compte par une brochure que j'ai trouvée il y a quelques jours chez un bouquiniste.

La motion est adoptée.

Comités permanents

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que M. Fortin (Montmagny) soit ajouté aux comités permanents des ordres permanents, comptes publics, agriculture, immigration et colonisation. Adopté.

Paroisse de Saint-Alphonse

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher certains terrains de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare et les annexer à la paroisse de Saint-Alphonse, dans le comté de Joliette, pour toutes fins quelconques. Adopté.

Aqueduc de Saint-Jean

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant l'aqueduc de Saint-Jean. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Eglise Emmanuel congrégationnelle, Montréal

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Eglise Emmanuel congrégationnelle, Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Open Stock Exchange

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Open Stock Exchange".

He explained that there existed a Closed Stock Exchange, admission to which required a payment of \$1,000. A lot of brokers had taken a room in Montreal which was used as an Open Stock Exchange, into which anyone could go and buy stock himself without the interposition of a broker. The bill desired to give them power

to collect subscriptions from those joining them, and keep a room wherein they could buy and sell stocks.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Called the attention of the Attorney-General to the clauses empowering that corporation to make by-laws to regulate the sale of stocks and the manner in which the proceedings of such sales were to take place, which would appear to interfere with trade and commerce which was outside the jurisdiction of Provincial Legislature.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Agreed that a company power to interfere with trade would have to go to the Federal Parliament.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Said if the second reading were permitted, he would notify the promoters of the bill to appear before the Committee and give explanations, and these might set everything tight.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

William Whitehead

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead comme licencié en pharmacie.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Société des artisans canadiens français

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Société des artisans canadiens-français de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Compagnie de l'Hôtel Windsor

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de l'Hôtel Windsor.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec

M. F.-X. DULAC (Bsauc): Propose, selon

l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Lévis et Kennebec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Subsides

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose la réception du rapport du comité des subsides.

Adopté.

Le comité fait rapport de plusieurs résolutions adoptées hier.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

A la troisième résolution;

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande une augmentation de la somme affectée au maintien de la bibliothèque de la Législature.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Appuie cette demande et fait voir que la somme de \$30,000 n'est pas suffisante.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Admet l'importance de la bibliothèque et la nécessité qu'il y a de la maintenir, mais il ne croit pas que la province soit en état de voter une augmentation cette année.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se déclare du même avis.

A six heures, l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

A la onzième résolution;

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le trésorier a reçu une réponse de la cité de Québec au sujet de l'augmentation demandée par le gouvernement.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond que la ville a refusé l'augmentation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette que la corporation de Québec hésite à augmenter sa contribution pour le maintien de cette force. Il est indispensable que le gouvernement ait sous son contrôle un corps organisé. Il espère qu'un arrangement permettra au gouvernement de maintenir le corps de la police. Il dit qu'il est impossible de trouver un corps mieux organisé que notre police.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Was obliged for the kind manner in which the force had been spoken of. It would be a thing

that the Government would much regret if they were obliged to disband this force upon which so much money had been expended, so many sacrifices made and which had attained such a high condition of efficiency. The reason he had already given in this House for the intentions of the Government in this matter must, he thought, commend itself to the better judgment of every Member. The Government could not afford to expend such a large sum of money upon this force, not for the benefit of the general public of the Province, but for the benefit of one single locality. It was undesirable that the Government should be left without a certain amount of physical force at its disposal, in case of emergencies. At the same time, in view of the present financial condition of the Province, and the refusal of the local authorities to bear their share of the burden, there was no other course open for them to adopt than the course upon which they had determined. He was willing to meet the citizens in as liberal a spirit as possible, and to co-operate with them in preventing the threatened disbandment. If however the city continued to exhibit a disposition not to meet the Government, the consequence must be as he had indicated. If, on the other hand, the municipality came forward and contributed the due proportion of expense which, he maintained, devolved upon the city, the force might still be maintained.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): What is the amount the Government proposed calling upon the city to pay?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): No specific proposal has yet been made. The local authorities do not seem willing to entertain any proposal of increase and, if they continue to pursue their present course, the Government must adhere to their resolve.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Spoke against the proposal of the Province any longer paying what he held to be an undue proportion of the expense of the Provincial Police. This police cost \$51,000 now, of which Quebec only contributed \$26,000.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said that if the police were disbanded the present items of receipts on its account would have to disappear from the estimates, and the Province would thereby effect a considerable saving.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Hoped the City Council would change their attitude and endeavour to make a compromise or arrangement with the Government, for it would be a great pity to see this fine force disbanded.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said the Government were willing to meet the

city authorities and consider any reasonable scheme for the retention of the police.

A la douzième résolution

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said he had ascertained the cause of the increase in this item, which was the larger number of inmates under detention.

A la quatorzième résolution

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Dit que l'éducation donnée dans certaines institutions n'est pas assez sérieuse et chrétienne, et que l'on s'occupe plutôt à donner une haute instruction qu'une éducation pratique; on s'occupe trop de musique, de piano, d'astronomie, de littérature et pas assez de l'économie domestique et sociale. C'est sur la mère que repose toute la responsabilité de l'éducation de la famille. Le père ne doit pas être considéré comme devant beaucoup contribuer à l'éducation de cette famille. On voit d'ici le résultat, si la mère de famille a reçu une éducation frivole. On ne peut pas avoir trop de maisons de haute éducation et l'instruction ne peut pas être donnée à trop bon marché. Elle doit être à la portée de tout le monde.

Je ferai remarquer que la plupart des jeunes gens qui sont parvenus aux plus hautes positions sociales sont sortis du peuple. Si je regarde autour de moi, j'en ai de nombreux exemples.

Je dois dire aussi, pour être vrai, que, dans les familles riches, il y a aussi de belles intelligences qui ont brillé dans la société et je n'ai qu'à regarder autour de moi pour m'en convaincre. Je me demande bien souvent quelle a été la cause désastreuse qui fait que tant de jeunes sont devenus des nullités. La cause, je ne voudrais pas l'affirmer, se trouve indubitablement dans la mauvaise éducation qui leur a été donnée. Le jeune homme pauvre n'a pas à compter sur l'influence de qui que ce soit; s'il a le sentiment et l'estime de lui-même, il saura qu'il ne doit compter que sur son travail et son énergie pour faire son chemin dans le monde. J'aurais désiré que le gouvernement, au lieu de faire des dépenses considérables dans les entreprises commerciales, eût doublé et même triplé le budget voté pour l'éducation du peuple. Qu'on instruisse le peuple afin de permettre plus tard à chacun de ses membres de prendre un état de son goût et de son choix et de nous débarrasser de tous ces oisifs contre lesquels il faudra plus tard nous protéger. Je regrette que le gouvernement ne soit pas en état de doubler la somme votée pour l'éducation, car je crois que nous ne pourrions progresser réellement en richesse et en morale que lorsque notre peuple sera plus instruit en recevant une éducation solide et chrétienne.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que, dans plusieurs institutions, on

a profondément modifié le système d'éducation; on y a supprimé les matières que l'on pourrait appeler frivoles pour les remplacer par des matières plus solides. Quant à l'éducation chrétienne, il croit que toutes nos maisons d'éducation ne laissent rien à désirer sous ce rapport. Il croit, avec le député de Napierville, que l'on ne peut pas avoir trop de maisons d'éducation afin de mettre l'instruction à la portée de tout le monde, du riche comme du pauvre.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): S'appuie sur la nécessité de donner à nos jeunes gens une bonne éducation commerciale. On a complètement perdu de vue l'importance de cette branche d'éducation. Chaque père de famille veut faire de son enfant un avocat, un médecin, mais personne ne songe à en faire un marchand. De cette manière, le haut commerce est entièrement entre les mains des étrangers. Les collèges classiques sont toujours bien remplis, tandis que les écoles commerciales sont pour ainsi dire désertes.

Sous un gouvernement constitutionnel, tout le monde doit être instruit, tout le monde doit avoir une éducation pratique et c'est pour cela qu'il insiste sur la nécessité qu'il y a pour les Canadiens français de s'appliquer à acquérir plus de connaissances commerciales afin de pouvoir tenir tête à ceux qui les entourent.

A la quinzième résolution

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): The Government had not increased the grant for this service, but had given \$21,400 additional to education. He wished they could give \$50,000 or \$100,000 more but the Province could not, he was sorry to say, afford further outlay at present. To some extent, he admitted, the charge was well grounded that the Quebec Government had not done all it ought to have done for the advancement of education, but although the revenue of this Province was smaller than that of Ontario, the double system, occasioned by the prevalence of two languages, caused more expense and difficulty, her contribution for school purposes fell short of that of Ontario for the same purposes by only \$150,000. A portion of the reproach to Quebec on this subject should therefore in fairness be withdrawn. If the House would support the Government in a scheme for raising more money for schools, he would willingly increase the grants to some of the starving schools of the Province.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Advocated the enlisting of local efforts and contributions in aid of the schools, and thus increasing the interest of the people of the Province in them. He would be willing to devote a portion of the grants to superior education to the support of common schools,

because the parents and guardians of the pupils attending the former were better able to pay than the parents and guardians of the pupils at the common schools.

M. W. W. LYNCH (Brome): Entirely dissented from the opinion that the grants to superior schools should thus be made free with and misappropriated, when it was notorious that their support at present was inadequate, and that of the whole number — forty — only five were reported to be in an efficient condition. If grants to one set of schools were increased, so should those to the others in an equal proportion. He thought the people ought to contribute directly more largely to the support of elementary and superior schools. Much of the cost of their support must in future come from the municipalities, whose people would then take more interest in the schools than as a rule they did under present circumstances.

Et la première résolution ainsi que les suivantes, jusqu'à la dix-septième, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant proposée: que la dix-huitième résolution soit maintenant lue une seconde fois:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuyé par le député de Lévis (M. E.-T. Paquet), propose que cette résolution ne soit pas maintenant lue une seconde fois, mais qu'il soit résolu que, puisque l'état des finances de la province de Québec ne permet pas d'augmenter le salaire des instituteurs et institutrices de la province en proportion de l'importance de leurs fonctions, cette Chambre s'objecte à ce que l'allocation pour les inspecteurs d'écoles soit augmentée.

PLUSIEURS DEPUTES: Lost! Lost!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'entends mes honorables amis crier Lost! Lost! Ils ne devraient pas se presser de jeter les hauts cris et de désavouer par cette attitude ce que disait l'honorable M. Ouimet, dans son rapport de 1874. Dans ce rapport, l'honorable surintendant de l'Instruction publique déplore la position misérable qui est faite aux instituteurs. Le traitement des instituteurs est un thème sur lequel il faut revenir tous les ans et, malgré tout ce qui peut avoir été dit sur cette importante question, il n'en reste pas moins acquis que ce traitement, surtout dans la province de Québec est beaucoup au-dessous de ce qu'il devrait être. La chose est tellement vraie que nos meilleurs instituteurs et institutrices, découragés par l'état continuel de gêne et de pauvreté dans lequel on les force de vivre, quittent l'enseignement pour se pourvoir ailleurs.

Il en résulte qu'un grand nombre de municipalités sont souvent obligées de fermer quelques-unes de leurs écoles, parce qu'il ne se trouve personne de compétent qui veuille en prendre la direction. Il faut de toute nécessité

qu'il s'opère un changement, si l'on ne veut pas que l'éducation soit stationnaire et même rétrograde.

Le traitement d'un instituteur devrait être en moyenne de \$300 à \$600; celui d'une institutrice de \$200 à \$400. Il est absolument impossible aujourd'hui de subsister avec un revenu inférieur à ces deux chiffres minimums lorsque surtout, comme l'instituteur, il doit tenir un rang. On devra augmenter les cotisations scolaires et la Législature devra voter une subvention d'au moins \$200,000. Des provinces de la Confédération, nous sommes celle qui fait le moins de sacrifices en faveur de ses écoles, et la province de Québec n'est pourtant pas celle qui en a le moins besoin.

Voilà ce que disait l'honorable M. Ouimet en 1874.

Je vous demanderai donc, Monsieur l'Orateur, s'il est juste, en face de pareilles opinions, d'augmenter le traitement des inspecteurs d'écoles, lorsque l'on néglige autant les salaires des maîtres d'école. Pourquoi suivre pareille politique lorsque la base du système lui-même demande d'être raffermie?

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): M. Ouimet était alors ministre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Vraiment Monsieur l'Orateur, il se passe ici des choses curieuses. Les ministères conservateurs se sont succédé avec une rapidité vertigineuse depuis 1867. Cela me rappelle l'histoire du géant Antée qui se faisait jeter à bas pour se relever de suite avec la même force.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Ce n'est pas l'histoire de l'Opposition. (Rires).

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Non, ce n'est pas l'histoire de l'Opposition, parce que l'Opposition n'est pas tombée (rires et appl.). Oui, Monsieur l'Orateur, nous sommes témoins d'un spectacle curieux ici. Depuis 1867, nous sommes ici dans l'Opposition une quinzaine, tous à peu près les mêmes; plus cependant quelques additions très avantageuses.

Mais, si nous regardons de l'autre côté de la Chambre, nous voyons chaque année une révolution dans la physionomie du gouvernement, une métamorphose complète. S'il nous arrive de reprocher quelque chose au gouvernement, celui-ci s'écrie tout aussitôt: Ce n'est pas moi qui l'ai fait, c'est mon prédécesseur; ou bien: C'est un autre qui l'a dit. Dans ce parti, chacun est là qui attend son tour; comme ce parti se croit créé et mis au monde pour gouverner la province de Québec, ses membres attendent patiemment de devenir ministre ou registrateur.

Il est bien bon de dire que la province de Québec est avancée sous le rapport de l'instruction; mais, en présence des faits établis, ces félicitations que l'on s'adresse sont réduites à

néant. Que l'on dise que l'on n'a pas d'argent, ni les moyens, fort bien! Mais que l'on ne vienne pas nous demander après cela de voter une augmentation du traitement des inspecteurs d'écoles, chargés d'examiner si l'ouvrage est bien ou mal fait, tandis que l'on n'augmente pas d'un sou le salaire de centaines d'instituteurs et institutrices. Et le gouvernement ose nous demander cette augmentation lorsqu'il sait lui-même que le sentiment public est hostile au système des inspecteurs d'écoles! Le gouvernement veut méconnaître le sentiment public; j'espère qu'il finira par ne plus insister sur cet article et que, s'il veut le faire adopter, la Chambre lui indiquera ce qu'il doit faire.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Monsieur l'Orateur, après les explications que j'ai données l'autre jour lorsque la Chambre adoptait la résolution concernant l'item des estimés qui nous occupe en ce moment, j'étais loin de m'attendre à la motion que l'honorable chef de l'Opposition vient de mettre entre vos mains.

J'ai pris soin alors de dire que la somme de \$4,500, que l'on ajoutait cette année à l'octroi des années précédentes pour les inspecteurs d'écoles, n'était pas demandée en vue d'augmenter le salaire ordinaire de ces officiers, que le gouvernement avait cru demander cette somme à la Législature sur la suggestion du Conseil de l'Instruction publique, pour faire face au surcroît de dépenses que pourrait occasionner l'amélioration du système d'inspection des écoles que le conseil voulait inaugurer. J'ai prié les honorables membres de cette Chambre de vouloir bien se rappeler que le Conseil de l'Instruction publique, auquel le vote unanime de cette Chambre a confié, l'an dernier, la direction presque absolue de l'éducation dans cette province, devait être le meilleur juge de l'opportunité de cette légère augmentation dans le service de ce département. J'ajouterai même que ce montant pourrait bien n'être pas dépensé ou dépensé qu'en partie, si la redistribution des districts d'inspection que propose le conseil ne requerrait pas la nomination de nouveaux inspecteurs. Et je réfèrais cette Chambre aux explications que contient à ce sujet le rapport de l'honorable surintendant de l'Instruction publique qui sera, dans quelques jours, soumis à la Législature.

Je croyais avoir satisfait la Chambre par ces explications et j'avoue que je ne pensais pas que mes honorables collègues de la gauche chercheraient noise au gouvernement pour une semblable bagatelle.

Il paraît que je me suis grandement trompé, si j'en juge par la vivacité, j'allais dire la violence, avec laquelle le chef de l'Opposition vient d'attaquer cette résolution. Il est vrai que j'avais compté sans l'humeur belliqueuse qui, par moment, s'empare de mon honorable ami et le fait s'armer en guerre sur le plus innocent prétexte. Je m'empresse du reste de rassurer

cette Chambre contre l'impétuosité de cette charge; le bouillant général reviendra bientôt de cette petite expédition avec son faible bataillon, soldats et chef ni plus sages ni moins battus que d'habitude.

Pour couvrir la futilité de sa motion, l'honorable député a eu recours à une petite manoeuvre qui lui est familière et qui, si elle ne fait pas sur la Chambre un effet considérable, a du moins un mérite important aux yeux de l'honorable député, c'est de le satisfaire lui-même. Il ne faut pas lui en vouloir d'avoir des goûts si peu dispendieux. Cette manoeuvre, que l'honorable député affectionne et où il se donne à lui-même des succès faciles, c'est de prodiguer les décors, multiplier les effets du théâtre, afin de distraire son auditoire s'il n'a pas l'espoir de le convaincre et de l'entraîner.

Il se console facilement de n'avoir pas pour lui le verdict de la Chambre, s'il s'imagine l'avoir impressionnée. Cette fois, le vaillant chef a sonné sa charge la plus bruyante, comme si l'attaque devait être terrible et, si je n'eusse pas été aussi au fait de sa tactique, j'avoue en toute sincérité que l'honorable député aurait failli me faire croire qu'il y avait danger pour nous. Heureusement, je savais que les colères de l'honorable député n'étaient pas formidables et que ses foudres avaient rarement anéanti quelqu'un.

Je ne sortirais pas des règles parlementaires, Monsieur l'Orateur, si je qualifiais comme il le mérite ce genre théâtral que l'honorable député adapte aux sujets les plus ordinaires, aux discussions les plus simples, pour donner un prétexte à ses diatribes contre le parti conservateur et le gouvernement; je me contenterai de dire que, si l'honorable député y trouve son compte, il n'est pas exigeant et cette comédie est trop inoffensive pour qu'on se donne du mal à la supprimer.

L'honorable chef de l'Opposition a ouvert ses batteries en nous menaçant du témoignage d'un homme dont "l'éminente réputation, le profond savoir et la parole indépendante" allaient nous écraser, par la condamnation formelle qu'il portait contre notre conduite à propos de ces malheureux inspecteurs d'écoles qui sont le prétexte de ce débat. Les airs menaçants, le geste irrité, la parole indignée de l'honorable député promettaient des révélations terribles, et je suis sûr que ceux de nos collègues qui sont à leur première session ont dû trembler un instant à l'idée de la destruction instantanée dont le ministère était menacé. On a dû chercher un moment le secret du calme avec lequel nous attendions cet assaut meurtrier. Nos honorables amis ne se doutaient pas, bien sûr, qu'il ne nous fallait pas un grand courage pour braver cette tempête. Nous, qui connaissions notre adversaire, nous savions d'avance que son tonnerre était vide et que ses foudres étaient usées.

Du reste, le nom de l'auteur sur lequel s'appuyait l'honorable député avait suffi pour

nous rassurer. L'honorable surintendant de l'Instruction publique, sur le rapport duquel le gouvernement demande l'item que nous allons voter, ne pouvait avoir laissé dans son dossier de premier ministre la condamnation de ses opinions présentes. Sa sollicitude pour cette branche du service de l'éducation m'était personnellement connue et je savais d'avance que la citation dont on nous menaçait serait une arme contre l'honorable député lui-même. En effet, quelle est cette citation? La voici:

"Le traitement des instituteurs est un sujet auquel on doit revenir tous les ans, et malgré tout ce qui a été dit sur cette importante question on se demande encore si ce traitement, surtout dans la province de Québec, n'est pas au-dessous de ce qu'il devrait être".

Voilà l'autorité foudroyante qui doit nous écraser, voilà la base sur laquelle s'appuie l'honorable député pour demander à cette Chambre de voter non-confiance dans le gouvernement parce que ce dernier demande une somme additionnelle de \$4,500 pour rendre plus effectif le système d'inspection des écoles. Jamais Molière n'aurait trouvé de meilleure application à son fameux mot: Voilà pourquoi votre fille est muette.

Parce que les municipalités dans la plus grande partie de la province payent mal leurs instituteurs, parce que les hommes qui se dévouent à l'éducation déplorent cette apathie chez notre population, il faut logiquement conclure, d'après l'honorable député, que le gouvernement ne mérite pas la confiance de la Chambre parce qu'il ose demander quelques milliers de piastres pour rendre plus effectif une partie importante du département de l'Éducation. Avec une telle logique, le chef de l'Opposition ne doit pas s'étonner si la majorité de la Chambre se refuse depuis dix ans de marcher à sa suite à l'assaut du pouvoir.

Oui, Monsieur l'Orateur, nous le déplorons avec l'honorable surintendant de l'Instruction publique. Les devoirs et les travaux si importants de nos instituteurs sont loin d'être assez rémunérés. Les municipalités devraient, ce me semble, montrer une noble émulation en rivalisant de libéralité vis-à-vis des gardiens et des percepteurs de leurs enfants. Et si nous n'avons pas à déplorer un abaissement général du niveau de l'éducation, on ne le doit, certes, qu'au dévouement de nos instituteurs. Pour eux, la vie de l'enseignement est synonyme de labeurs et de privations et, pour ma part, je ne crains pas de le dire, je saluerai avec bonheur le jour où toutes les municipalités viendront demander au gouvernement de les seconder dans leurs efforts en entrant elles-mêmes résolument dans la voie du progrès à cet égard.

Mais, encore une fois, Monsieur l'Orateur, je me demande par quels efforts d'imagination l'honorable député a pu trouver dans l'expression de ce sentiment généreux une condamnation pour le commencement de réforme qui nécessite l'octroi demandé par le gouvernement

et que l'honorable député veut faire refuser par cette Chambre. L'honorable M. Ouimet, premier ministre, montrant aux municipalités le devoir qui leur incombe censure-t-il par là l'inspection et surtout la bonne inspection des écoles? Voilà ce que l'honorable député aurait dû prouver en se servant de son nom pour appuyer le blâme qu'il veut jeter sur le gouvernement et sur le Conseil de l'Instruction publique. Au lieu d'ouvrir à l'aventure et à la légère, qu'on me passe cette expression, un rapport qui contient de sages enseignements et d'importantes recommandations, si, dis-je, il y aurait lu, quatre pages à peine avant la citation qu'il vous a faite, une suggestion des plus pressantes de l'honorable M. Ouimet sur un sujet bien plus directement lié avec celui qui nous occupe. L'honorable député aurait vu alors que non seulement M. Ouimet ne blâme pas le système d'inspection des écoles et ne lésine pas sur les sommes qui sont affectées à ce service, mais au contraire qu'il recommande fortement la nomination de deux ou trois nouveaux inspecteurs généraux d'après le système suivi dans les principales villes de l'Europe, pour rendre plus effectif et plus complet le système d'inspection des écoles. Le mode d'inspection qu'il suggère dans ce rapport, que l'honorable député n'a malheureusement pas lu, est celui que le Conseil de l'Instruction publique a adopté (moins la nomination d'inspecteurs généraux) et qui nécessite la légère augmentation de dépenses qui fait crier si fort l'honorable chef de l'Opposition.

Chose curieuse, on dirait que ce rapport dont s'autorise l'honorable député pour nous blâmer a été écrit précisément pour contredire ses avancés. Il nous faut de bons instituteurs avant tout, nous dit le chef de l'Opposition; donc, vous avez tort de demander telle augmentation de dépense pour le service des inspecteurs d'écoles; et "la parole autorisée" dont s'appuie l'honorable député nous dit dans le rapport en question, après avoir recommandé la nomination de nouveaux inspecteurs:

"Par ce moyen nous aurions un corps d'instituteurs plus efficace et la Législature ne devrait pas hésiter à voter cette légère augmentation de dépenses destinée à produire des résultats aussi désirables."

Décidément, Monsieur l'Orateur, je remercie au nom de cette Chambre l'honorable chef de l'Opposition sur le choix de ses citations.

L'honorable député, par une de ces distractions qui lui échappent quelquefois, avait oublié, en citant le nom de l'honorable M. Ouimet, que cet honorable monsieur était à la tête du gouvernement quand il a écrit le rapport en question. Ce léger anachronisme, ayant donné lieu à une répartition de ce côté-ci de la Chambre, l'honorable député a voulu se faire plaisant et railleur à nos dépens. Encore une fois, le malheur lui en a voulu et ses souvenirs mythologiques lui ont joué un mauvais tour. Il nous a comparés à Antée terrassé par Hercule et

se relevant avec la même vigueur après chacune de ses chutes. La Chambre a dû s'amuser de ce quiproquo et, si elle a pardonné à l'honorable député la modestie de se comparer à Hercule, elle a dû se demander à quelle époque ce colosse avait terrassé l'ennemi qu'il combat avec tant de succès, depuis dix ans, dans cette Chambre. Recueillez donc vos souvenirs, vous verrez que le nombre de vos assauts n'a d'égal que celui de vos défaites et que la seule différence entre nous et Antée, c'est que ce dernier se relevait à chaque fois avec une nouvelle force, tandis que vous vous relevez tout étourdi, tout meurtri après chaque nouvelle chute.

Après ce succès de plaisanterie, l'honorable député est devenu terrible. Quittant tout à fait le terrain de la discussion où il ne se trouvait pas à l'aise, il a fait une charge à fond de train contre le parti conservateur et ses chefs, dans ce Parlement, depuis 1867. Il nous a accusés de n'avoir ni tradition ni solidarité politique. Cherchant dans cette Chambre les trois ou quatre ministres qui ont quitté les bancs du trésor depuis la Confédération, l'honorable député feint l'indignation sur ce qu'il a qualifié de sauve-qui-peut politique. L'honorable député a été jusqu'à dire que chaque nouveau ministre avait renié les traditions politiques de son prédécesseur. "Si on les attaque", s'est-il écrié, "ils nous répondent que cela ne les regarde pas, que c'était un autre gouvernement; qu'ils ne sont pas responsables de la politique de leurs prédécesseurs..." Monsieur l'Orateur, il faut du courage ou... je ne dirai pas le mot, pour jeter ainsi l'injure à la face de tout un parti, quand on sait que les faits sont là pour donner un démenti formel à une telle accusation; quand, surtout, on appartient, comme l'honorable député, à un parti politique aussi compromis que le sien.

Dieu merci! le parti conservateur a des traditions politiques que pas un de ses membres n'oserait répudier. Pendant vingt ans que ses chefs ont conduit les affaires de la province, il s'est acquis assez de gloire pour ne pas rougir de son passé. Depuis la Confédération, on a vu deux de ses premiers ministres laisser à un autre la direction des affaires; leur retraite n'a rien d'humiliant pour eux, ni pour leur successeur.

Les principes politiques qui unissaient ce parti dans la province, il y a dix ans, font encore aujourd'hui sa force. Ce n'est pas nous qui avons fait l'aveu de notre propre faiblesse en appelant à notre tête des hommes dont nous aurions réprouvé les doctrines politiques; et, surtout, ce n'est pas dans nos rangs qu'on verrait le spectacle humiliant d'un chef politique, laissant insulter devant lui un homme qui siège à ses côtés dans les conseils de Sa Majesté.

Il vous sied bien de faire le reproche à quelques-uns de nos hommes politiques d'avoir quitté l'arène parlementaire, lorsque vos chefs, à peine revêtus du pouvoir et chargés du commandement, se sont tout à coup dérobés

aux devoirs et aux obligations de leur position pour s'envelopper dans l'hermine ou se caser quelque part avec de gros bénéfices. Pendant vingt années, pourtant, ces grands citoyens n'avaient cessé de gémir sur la mauvaise conduite des affaires de l'Etat, promettant les réformes les plus complètes pour le jour de leur triomphe, et voilà qu'à peine placés sur le char leurs mains ont laissé s'échapper les rênes et ils se sont laissés glisser eux-mêmes sur la route, sans même s'occuper du sort de ceux qu'ils abandonnaient ainsi, sans conseils et sans guides.

Le côté droit de la Chambre, a dit l'honorable député, se succède et ne se ressemble pas. Je serais porté à croire que l'honorable député voudrait que ses paroles s'appliquent à son côté de la Chambre; quand au nôtre, c'est le contraire qu'il aurait dû dire. Le changement d'hommes n'a nullement changé la physionomie politique de la droite et, s'il y a eu des défaillances, des volte-face et des trahisons, ce n'est de ce côté-ci de la Chambre qu'on les trouvera. Fidèle à ses antécédents, le parti conservateur a marché tranquillement et fermement dans la voie des progrès solides. Malgré les clameurs, malgré les diatribes, malgré les persécutions, il n'a pas fléchi un seul moment; et si, dans deux ans, la province de Québec était arrivée au plus haut degré de prospérité qu'un Etat puisse ambitionner, c'est grâce aux efforts, à l'énergie et à l'union des membres du parti conservateur.

Je n'ai pu m'empêcher de sourire en entendant l'honorable député nous reprocher de n'ambitionner que des titres et des emplois. L'histoire de notre pays a déjà une page écrite pour le règne des amis politiques de l'honorable député et, lorsque plus tard cette page sera lue, on verra que ces grands prêcheurs d'économie ont créé, pendant deux ans de pouvoir, plus de charges et plus de sinécures que leurs prédécesseurs pendant dix années d'administration.

Leurs mesures importantes sont encore à l'état d'embryon, mais en revanche quelle virilité dans l'art du patronage et du népotisme! Depuis deux ans, le pays a oublié la grande politique pour assister à cette course effrénée de faméliques se précipitant vers la curée. Chacun s'est cherché un siège commode, une coupe large et un plat bien garni, puis chacun s'est mis à festoyer, se promettant les uns aux autres de faire joyeuse vie et bonne chère, jusqu'au moment du cataclysme.

Tirons les rideaux sur cette scène de famille, et rappelons à l'honorable député que la plus grande imprudence qu'il puisse commettre est de s'aventurer sur un terrain aussi glissant.

L'honorable député, après avoir fait la citation concluante dont j'ai parlé il y a un instant, nous a dit qu'il ne voulait pas, par sa motion, abolir la charge d'inspecteur des écoles, mais qu'il s'opposait vivement à l'augmentation de leurs salaires, au détriment des instituteurs et des écoles communes. Que l'honorable député

me permette de lui dire pour la quatrième fois depuis hier, que le Conseil de l'instruction publique n'a pas suggéré, et que le gouvernement ne demande pas l'augmentation des salaires de ses officiers; seulement on veut redistribuer les districts d'inspection, augmenter le nombre des visites annuelles et donner à ces visites plus d'efficacité. Quand on songe que la moyenne d'une grande partie des districts d'inspection dépasse le nombre de 150 écoles à visiter, à des distances souvent éloignées les unes des autres, on fait facilement une idée du temps que devra prendre une inspection minutieuse de chacune de ces écoles. Le Conseil de l'instruction publique veut augmenter le nombre des visites de rigueur, ce qui devra nécessairement occasionner des frais de voyage plus considérables que ceux encourus actuellement par les instituteurs, qui ont à payer tous ces frais à même leur salaire. Il y avait déjà des districts d'inspection trop considérables, et plus de deux cents nouvelles écoles se sont ouvertes, depuis l'an dernier. Ce conseil a cru qu'il pourrait y avoir besoin de nommer un ou deux inspecteurs nouveaux, à moins que la redistribution des districts d'inspection ne l'en dispense. Des frais incidents et imprévus pourraient aussi être encourus dans l'application du système que l'on veut inaugurer; c'est pour parer à ces éventualités que le Conseil a demandé cette petite augmentation.

Je sais que l'honorable député a compté, pour présenter sa motion, sur une certaine impopularité que l'on cherche à créer contre les inspecteurs. Tous les instituteurs négligents ou infidèles, tous les enfants sur le compte desquels l'inspecteur a trouvé à redire, tous les parents désappointés de ce que leur enfant n'a pas plus de récompenses que de mérites, sont tous plus ou moins les ennemis des inspecteurs, comme tous les censeurs sont les premières victimes de la critique et du mauvais vouloir. Mais je le demande en toute sincérité, comment voudrait-on à la connaissance de l'emploi des fonds que l'Etat fournit pour les écoles, si le gouvernement n'avait pas ces agents responsables pour lui rendre compte de l'emploi de ses fonds? Comment le Conseil de l'instruction publique et le surintendant, que la loi a chargés de la direction de l'éducation, connaîtraient-ils ce qui se passe dans les trois mille municipalités que l'Etat subventionne pour une forte partie, sans les rapports d'un officier sous son contrôle? Les instituteurs sont payés et contrôlés par les commissaires d'école, et ces derniers sont tout à fait indépendants du contrôle direct de l'Etat. Il faudrait abandonner entièrement le système actuel d'éducation, si l'on n'avait pas le contrôle nécessaire des inspecteurs d'écoles.

Or, il ne faut pas que cette Chambre perde de vue, comme l'honorable député paraît l'avoir fait, que l'an dernier, par un vote unanime, elle a confié la direction complète de l'éducation à un conseil que la loi choisit parmi les hommes les plus qualifiés pour cette tâche. C'est un

système nouveau qu'on a inauguré. Il serait inconséquent de notre part de ne pas donner un temps d'épreuve raisonnable au corps que nous avons nommé pour faire marcher ce système.

Personne, je l'espère, ne viendra mettre en doute les hautes qualifications des membres du Conseil de l'instruction publique. Tous les évêques de la province et un nombre restreint de laïques les plus éminents et les plus instruits en forment partie. Chacun de ces hommes a plus d'expérience que la plupart d'entre nous dans ces questions difficiles de l'éducation. Ce sont eux qui viennent de faire la suggestion qui a porté le gouvernement à demander la modique somme que nous allons voter; et je crois que ce serait faire injure à leur expérience que de leur refuser la demande si modérée et si juste qu'ils nous font. Voter non-confiance dans l'idée d'amélioration et de progrès qui fait la base de cette demande, c'est voter non-confiance envers les ministres du culte des différentes dénominations religieuses, c'est voter non-confiance envers ce que nous avons de plus éclairé, de plus désintéressé parmi nos laïques, c'est voter non-confiance envers le plus haut corps enseignant de la province, l'épiscopat.

Et que l'on veuille bien croire que ce n'est pas du préjugé religieux que je veux faire ici, malgré que la religion ait une large part dans l'éducation; je donne l'opinion des ministres du culte et de nos prélats, comme l'opinion d'hommes qui en fait d'études, de science et d'expérience ont une supériorité incontestable et incontestée.

Ce n'est pas avec des impressions défavorables, des préjugés de localité que l'on pourra contrebalancer le poids de l'opinion des hommes éminents que je viens de nommer. Pour ma part, sans abdiquer la responsabilité que je dois assumer comme député et comme ministre, et croyant au contraire qu'en cela je l'exerce avec le plus grand discernement possible, je ne crains pas de dire que dans ces questions d'éducation, je soumets volontiers mon opinion à celle de ces hommes remarquables. Je ne croirais pas abdiquer ma liberté en acceptant l'opinion d'un grand artiste dans une question concernant les beaux-arts; à plus forte raison me croirai-je audacieux et téméraire dans le cours ordinaire des choses de ne pas montrer la plus grande déférence pour l'opinion et le jugement de ces hommes mûris dans l'étude des questions d'enseignement.

Je ne doute pas que les membres de cette Chambre aient une haute idée de la logique inattaquable et des connaissances extraordinaires de l'honorable chef de l'Opposition. N'aurait-on pas de lui cette idée, que son discours de ce soir nous en aurait pour toujours convaincus. Malgré cela, je ne puis m'empêcher de croire, j'en ai même la certitude, que de l'autre côté de la Chambre, comme de ce côté-ci, on n'hésitera pas, en décidant la question sur laquelle nous allons voter, entre l'opinion de l'honorable député de Lotbinière et

celle des membres du conseil de l'Instruction publique.

Malheureusement, ce vote que le chef de l'Opposition a l'air de provoquer aujourd'hui, comme un hommage à l'un de ses chefs dont il célébrait cet après-midi le triomphe, ralliera peut-être autour de l'honorable député ceux que l'amour-propre et l'habitude de parti réunissent toujours, dans de semblables circonstances. Mais que l'honorable député le sache, les succès de parade ne grossissent guère son bataillon qui, dans cette circonstance comme dans maintes autres occasions, ne comptera guère plus en nombre que la douzaine du boulanger.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Je ne croyais pas que cette question soulèverait un aussi grand débat.

Lorsque nous voyons un aviseur de Sa Majesté, un secrétaire provincial vouloir soulever les passions et les préjugés, je dis que cet honorable ministre a manqué à son devoir et a sorti de son rôle. Nous n'avons qu'exprimé une opinion sur les faits acquis. Lorsque nous voyons que la province de Québec est le pays où l'on fait le moins pour les écoles élémentaires, n'avons-nous pas raison de demander que l'on n'élève pas la subvention accordée à un rouage du système scolaire que l'opinion publique voudrait voir supprimé? Quand on voit qu'il y a des commissaires d'écoles et que le curé lui-même d'une paroisse est souvent lui-même commissaire d'écoles, qu'avons-nous besoin d'un système d'inspecteurs d'écoles? Et ce qu'il y a d'illogique, d'absurde, c'est que l'on ne donne pas un sou d'augmentation aux écoles élémentaires et que l'on vient proposer une augmentation en faveur des inspecteurs d'écoles. Et puis l'on vient ici préjuger la question; on vient nous dire que par les objections que l'Opposition a soulevées, nous voulons voter non seulement non-confiance dans l'administration, mais même dans nos Seigneurs les évêques.

J'espère que les honorables députés dont on veut ainsi surprendre la bonne foi et le vote ne s'en laisseront pas imposer.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Reproche à l'honorable député de Lotbinière et aux autres députés de l'Opposition de ne pas aborder la question avec calme et modération et de faire des digressions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je n'ai fait des digressions que parce que mes honorables amis m'ont interrompu.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Est bien aussi d'avis que l'Opposition a l'intention de passer censure non seulement sur la Chambre, mais même sur le Conseil de l'Instruction publique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est-ce que le Conseil de l'Instruction publique fait partie de la Chambre?

M. L.-O. LORANGER (Laval): Je dis qu'il y a des améliorations que l'on ne peut faire de suite. Il est vrai que les écoles communes ont besoin d'aide; mais la province n'a pas les moyens pour le moment de venir à leur secours. Alors, établissons un bon système d'inspection d'écoles pour protéger ce qu'il y a d'établi.

La charge d'inspecteur d'écoles est importante et, au lieu de la supprimer, on devrait chercher à étendre son champ d'action. En France et dans tous les autres pays où le système d'éducation est porté à un haut degré de perfection, il y a de nombreux inspecteurs d'écoles.

Il admet, avec les députés de Lotbinière et de Saint-Hyacinthe, que les crédits affectés aux écoles communes ne sont pas suffisants et qu'il faudrait les augmenter si les ressources de la province le permettaient. Mais on ne peut pas le faire pour le moment. Est-ce dire pour cela que l'on ne doit pas chercher à améliorer le système d'inspection des écoles, puisque l'on peut le faire à peu de frais?

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Les honorables députés, entre autres l'honorable secrétaire provincial et le député de Laval, qui viennent de prendre la parole, ont voulu déplacer la question. Monsieur l'Orateur, lorsque je suis entré dans cette Chambre, je pensais me trouver vis-à-vis des ministres responsables, du moins des hommes politiques responsables de leurs actes. Mais il paraît qu'il en est autrement.

Le gouvernement vient ce soir, à propos d'une simple question de \$4,500, essayer de se soustraire à la responsabilité qui lui incombe; et l'on a l'audace de vouloir se retrancher derrière le conseil de l'Instruction publique, derrière les évêques de la province. On tente de passionner les esprits; on veut exploiter le préjugé religieux à propos d'une simple question d'administration publique; on veut soulever ces préjugés absolument comme on pratique la chose dans les élections. Monsieur l'Orateur, je proteste énergiquement, comme tout honnête citoyen doit le faire, contre l'emploi de pareils moyens.

On vient nous vanter ici le système des inspecteurs d'écoles et en général le système d'Instruction publique dans la province. Ceux qui ont visité l'exposition de Philadelphie cette année, et je crois que quelques-uns des honorables ministres y sont allés, ont pu constater la piètre figure qu'y faisait notre province sous le rapport de l'éducation. La moitié au moins du département canadien dans la bâtisse principale était occupée par la province de l'Ontario pour son exposition d'éducation.

Les honorables ministres ont-ils visité l'immense bâtisse réservée à l'éducation pour l'Etat de Pennsylvanie? Ont-ils vu les magnifiques expositions, sous ce rapport, de la Prusse, de la Suède et autres pays? Ont-ils pris la peine d'étudier le système de Kindergarten, aujourd'hui adopté par tous les pays avancés, par tous les pays qui progressent en matière d'Instruction publique?

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Et l'Etat de New York, lui?

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Qu'a à faire l'Etat de New York dans la question? Si l'Etat de New York n'était pas représenté dans l'éducation, s'il a commis une faute, est-ce que cela excuse ou justifie la province de Québec? Est-ce que cela la relève au point de vue de l'éducation? Monsieur l'Orateur, quand on a de si piètres arguments pour étayer une cause, on devrait pour le moins prendre le parti du silence.

L'honorable secrétaire provincial a cru être d'une grande force lorsqu'il s'est permis d'insulter gratuitement le gouvernement fédéral. Il me semble, Monsieur l'Orateur, que de gouvernement à gouvernement, l'on devrait au moins avoir le sentiment des convenances et que l'honorable secrétaire aurait pu se dispenser d'insulter un gouvernement qui n'est pas en cause et qui, par sa position, son importance et son prestige, est infiniment au-dessus du gouvernement de Québec.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je n'ai pas prétendu insulter le gouvernement fédéral et je demanderai à l'honorable député de citer les paroles dont il se plaint.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Il me semble qu'un jour on a entendu parler de fouet et de corde.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Est heureux de constater que la monotonie de la session est enfin rompue, mais il regrette de voir que l'Opposition ait si mal choisi le moment de présenter une motion de non-confiance. Après les explications bien claires de l'honorable secrétaire provincial, la Chambre ne doit pas hésiter un instant à voter la légère augmentation demandée par le gouvernement. Il demande à la Chambre si elle croit que le Conseil de l'instruction publique a sollicité cette augmentation par intérêt. Va-t-on prétendre que ces hommes qui sont à la tête du département de l'Instruction publique ne sont pas capables de remplir les hautes fonctions qui leur sont confiées?

L'Opposition elle-même ne dit pas le contraire; on doit écouter ses conseils. Il ne faut pas se faire une fausse idée de l'économie, et ce n'est pas sur un item de \$4,500 que l'on doit renverser un gouvernement. On n'a amené aucune raison solide pour étayer cette motion de non-confiance, on ne s'est appuyé sur aucun principe.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Dit que le chef de l'Opposition a évidemment consulté ses amis. Mais s'étant aperçus de la fausse position dans laquelle ils se trouvent, ces messieurs plaident ignorance de ce qui s'est passé dans le Conseil de l'instruction publique pour justifier la motion du député de

Lotbinière. Le gouvernement n'a pas cherché à se mettre à l'abri d'un vote de non-confiance. Il ne craint pas ce vote et le voit venir sans la moindre appréhension.

L'Opposition veut-elle abolir ce qui a été créé l'année dernière par un vote de la Chambre? Veut-elle abolir le Conseil de l'instruction publique tel que constitué, se conformant en cela à certaine suggestion venant de loin et publiée dans certaines feuilles?

L'augmentation demandée n'est pas destinée à élever les salaires des inspecteurs des écoles, mais bien à rendre leur service plus efficace en leur permettant de faire plus de voyages, plus de visites, car il faut se rappeler que les inspecteurs sont obligés de payer à même leurs salaires leurs frais de voyage.

Le député de Lotbinière se fait le champion des instituteurs, mais si l'on distribuait la somme de \$4,500 parmi les instituteurs de la province, l'augmentation ne serait que de \$2 chacun.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Je dis, moi, Monsieur l'Orateur, que l'on devrait donner moins d'argent aux écoles supérieures et en donner davantage aux écoles communes. Aussi, Monsieur l'Orateur, la motion de l'honorable député de Lotbinière est tout à fait raisonnable. Le principe est juste. Je suis, moi, prêt à abolir les inspecteurs d'écoles. Voilà 15 ans que je vote contre ce système, parce qu'il est inutile. Si nous avions assez d'argent, très bien! Mais la chose n'est pas essentielle; ce n'est pas essentiel, comme d'avoir une école commerciale semblable à celle qui existe à Montréal. Le pays est couvert de mines et minéraux. Lisons les Relations des Jésuites, on y verra la chose. Pourquoi n'ont-elles pas été exploitées? C'est parce que l'on n'a pas instruit les jeunes gens de l'existence de ces richesses et de la manière de les exploiter. J'étais à Toronto lorsque la mine d'Acton fut découverte; on m'en envoya des échantillons. Je les remis à M. Loranger, alors secrétaire provincial, qui les remit à M. Logan; celui-ci dit: Cela ne vaut rien, c'est de la poche. Si nos jeunes gens avaient été instruits, ces mines auraient été exploitées. Ce sont des Américains qui l'ont découverte, cette poche d'où sont sorties des centaines de mille piastres et où quelques personnes ont fait leur fortune.

Monsieur l'Orateur, je crois que l'on a eu tort de déplacer la question et de parler de toute autre chose; d'attaquer le gouvernement fédéral sans raison. Qu'on l'attaque chez lui, il se défendra bien; l'honorable secrétaire provincial a exagéré le nombre de places que le gouvernement a créées.

Qu'on travaille à relever l'éducation dans la province, il y a beaucoup à faire sous ce rapport; mais si l'on continue comme l'on a fait, la province de Québec restera dans son état d'infériorité. Je sais qu'il y a une majorité docile derrière le secrétaire provincial; il n'a que

se tourner vers elle pour qu'elle obéisse. Mais cela n'empêchera pas que le système est mauvais, et que je voterai pour la motion de l'honorable député de Lotbinière.

La Chambre n'a pas à s'occuper des opinions du Conseil de l'instruction publique. Elle ne doit pas craindre les foudres qu'on lance au parti libéral depuis vingt-cinq ans. On a déplacé la question entièrement; c'est une simple question d'économie; il s'agit de savoir si la province a les moyens d'augmenter les salaires des inspecteurs. Si l'on peut voter une augmentation quelconque, ce serait en faveur des instituteurs. La province de Québec est en arrière de la province d'Ontario sous le rapport de l'instruction primaire; c'est parce que dans l'Ontario on paie bien les instituteurs, tandis que dans la province de Québec on les rétribue mal. De plus, dans l'Ontario, on emploie des instituteurs laïques au lieu que dans notre province nos instituteurs sont pour la plupart ecclésiastiques. Ils donnent une excellente éducation littéraire, mais ne peuvent donner aussi bien une instruction pratique.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): S'oppose à la motion du député de Lotbinière, disant que l'on doit respecter l'opinion du Conseil de l'instruction publique bien que l'on ne soit pas tenu de s'y conformer. On a beaucoup parlé de l'infériorité de l'instruction dans la province de Québec, mais si l'on prend en considération nos ressources et notre position, l'on verra que nous sommes loin d'être arriérés.

M. W. W. LYNCH (Brome): Followed on the same side, vigorously supporting the proposed increase for inspectors as necessary in the interests of education. Some of the inspectors were paid miserable salaries, of from \$500 down to \$125; and it would be highly unjust to ask inspectors to visit and travel more in accordance with the new system without providing something towards the additional expense thus occasioned them. He thought the additional sum proposed would be found insufficient to pay for the additional services that would be rendered to the Department.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Parle longuement du bien-fondé de la proposition du député de Lotbinière (M. H.-G. Joly).

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Thought that the object of the Opposition was more the desire of snatching a party triumph than to promote the public interest. He argued that if school inspectors were necessary, and if the able men belonging to the Council of Education had reported in favor of additional work at their hands, it became the duty of the Government to provide for its adequate payment. He believed the Government should be supported on the present occasion.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke):

Remarked that the additional sum was a trifling one, and should not for such a purpose encounter such opposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Replied that the amount was not the question; but the Opposition took this ground: if the finances of the Province did not allow of an increase of salaries to teachers, the House should express its opinion that it was not opportune to augment the salaries of inspectors. The Opposition looked upon the teachers as the basis of the whole system, whose position should first be bettered if there was any money to spare. It was a question of principle, not one as to a small extra grant.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he knew the value of the inspectors and the important nature of the work they performed; and under their altered circumstances, he believed them to be entitled to even more than the proposed increase. It was the duty of the House to support the Government, but at the same time to urge upon them the propriety of making this inspection more thorough than hitherto and as efficient as possible.

M. O. GAUTHIER (Charlevoix): Dit que le député de Lotbinière aurait été plus logique en demandant l'abolition de la charge d'inspecteur d'écoles et en ajoutant l'octroi de \$30,060 au crédit affecté au maintien des écoles communes.

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Je demande pardon à la Chambre de la retenir encore. Mais je dois expliquer mon vote. Je dois déclarer d'abord que je voterai pour la motion de l'honorable député de Lotbinière. (Hear! Hear!)

J'entends des cris de Hear! Hear! Je m'y attendais. Mais cela ne modifie aucunement mes dispositions envers l'administration, qui est maintenant au pouvoir. Nous avons travaillé sur les hustings et dans les journaux à faire comprendre aux populations que l'éducation est la question la plus importante pour elles et que le système des inspecteurs d'écoles dans le département de l'Instruction publique est un rouage inutile. Comme le nombre des municipalités scolaires est augmenté, de même l'on devrait augmenter la subvention accordée aux écoles communes. C'est une des raisons qui le font voter pour la motion. Il peut se faire que le système des inspecteurs d'écoles est excellent; mais la besogne qu'ils font est trop minime pour le salaire que quelques-uns reçoivent. On a voulu recourir aux préjugés, à une espèce d'intimidation spirituelle, pour forcer les membres de la Chambre à voter pour l'article en question. Mais c'est un procédé auquel personne ne croira devoir obéir et auquel certainement je ne me rendrai pas. Je suis trop jaloux de l'indépendance qu'un représentant du peuple doit avoir; il est contre toute dignité d'em-

ployer de pareils moyens. Je voterai librement pour la motion, parce que je la crois dans les intérêts de l'éducation et de la province.

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Répond à plusieurs arguments émis par les députés de Lotbinière, de Chambly et de Lévis.

Et cette motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, il sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bisson, Cameron, Chauveau, Daigle, De Beaujeu, Fortin (Montmagny), Joly, Kennedy, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Paquet, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Sylvestre et Watts; 20.

Contre: MM. Angers (proc. gén.), Baker, Beauchesne, Champagne, Chapleau, Charlebois, Church, Deschênes, Duhamel, Dulac, Dupont, Fortin (Gaspé), Fradette, Garneau, Gauthier, Hearn, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Lacerte, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Martin, Mathieu, McGauvran, Ogilvie, Peltier, Picard, Price Robert, Robertson, Roy, Sawyer, Saint-Cyr, Taillon, Thornton, Turcotte et Verreault, 42.

Ainsi, elle est passée dans la négative.

Alors, la question principale étant mise aux voix ladite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je me permettrai d'attirer l'attention du gouvernement sur un point. Ces que cette distribution de cartes géographiques, planches, tableaux, se fasse gratuitement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): L'honorable député peut être sûr que dans les municipalités pauvres, la distribution se fera gratuitement. Mais le gouvernement laissera la chose au discernement du conseil de l'Instruction publique. L'an prochain, le gouvernement viendra probablement avec une mesure pour faire distribuer ces cartes géographiques et ces tableaux aux municipalités.

La dix-neuvième et les suivantes jusqu'à la trente-cinquième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

A la quarante-et-unième résolution:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il compte que le gouvernement donnera ces jours-ci un rapport sur les progrès accomplis par ces industries dans le pays.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shef-

ford): Veut savoir si le gouvernement a reçu des rapports des municipalités où le gouvernement a envoyé de la graine de betterave.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit qu'il n'a pas tous les rapports des municipalités qui ont reçu de la graine de betterave. Dans le comté de Stanstead, la betterave a produit 13 par cent; dans celui de Charlevoix elle a produit 12 par cent de matière saccharine; le comté de Québec, le comté d'Hochelaga, etc.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Tous des comtés ministériels

M. P. GARNEAU (Québec-Comté): Je crois que le comté de Lotbinière a fait aussi son rapport, mais la betterave n'a pas produit une betterave aussi riche en matière saccharine que celle de Stanstead.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Et le comté de Shefford et celui de Saint-Jean? Ils ne valent pas probablement autant que le comté de Québec.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Se félicite des expériences qui ont été faites dans le comté de Saint-Jean.

A la quarante-troisième résolution:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il me semble, Monsieur l'Orateur, que la Chambre avait adopté l'an dernier une résolution qui décrétait que tous les chemins de colonisation d'un coût dépassant \$400 seraient donnés à l'entreprise par soumissions. D'après les documents que j'ai consultés, il appert qu'il y a 30 chemins dont le coût dépasse \$400 pour lesquels on n'a pas demandé de soumissions. Avant que l'on nous demande de voter cet article, il serait utile et nécessaire que le gouvernement produisit devant la Chambre un état des chemins entrepris sur soumissions et de ceux qui ne l'ont pas été.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que souvent le gouvernement n'a pas pu se conformer à la résolution de la Chambre; les gens demandaient des prix exorbitants, ou les colons ne pouvaient pas entreprendre les ouvrages; ou bien encore les difficultés étaient telles qu'il a fallu faire des dépenses extraordinaires pour construire les chemins. L'honorable ministre donne un état des ponts et des chemins qui ont été construits par contrats, et un autre état des chemins donnés à l'entreprise sur soumissions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que les autres résolutions vont soulever des débats et suggère d'en remettre la considération à demain.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Accepté.

Il est ordonné que la considération des trente-sixième, trente-septième, trente-huitième, trente-neuvième, quarantième, quarante-et-unième, quarante-deuxième, quarante-troisième et quarante-quatrième résolutions soit différée.

Pétitions:

Il est ordonné que la pétition du révérend A. Labelle et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie des mines du Canada; que la pétition de la municipalité de Farnham Ouest, demandant un acte d'incorporation de ville sous le nom de Farnhamville; que la pétition de "The Montreal Home for Friendless Women" demandant un acte d'incorporation; et que la pétition de la Compagnie des viandes et produits canadiens, demandant des amendements à son acte d'incorporation, soient maintenant reçues et lues et que la 49e règle de cette chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ces dites pétitions. Il est ordonné aussi que les dites pétitions soient renvoyées au comité des ordres permanents.

Documents:

Le greffier met devant la Chambre, en obéissance à un ordre de la Chambre, l'état des officiers et serviteurs de l'Assemblée législative (Journaux de l'Assemblée législative, vol. X, session 1876, appendice no 2).

La Chambre s'ajourne à minuit cinquante.

Séance du 7 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et vingt-

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Shehyn, la pétition du conseil de la Chambre de commerce de Québec.

Par M. Watts, la pétition de Prosper Sylvestre et autres, des townships de Saint-Germain-de-

Grantham et West-Wickham, comté de Drummond.

Par M. McGauvran, la pétition de la société bienveillante de Saint-Patrice, de Montréal.

Par M. Verreault, la pétition de J. J. Lavery et autres, de la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet.

Par M. De Beaujeu, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, succursale du Côteau-du-Lac, dans le comté de Soulanges.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De H. Dinning et autres, de la cité de Québec, demandant que le bill pour incorporer la société de l'Union des menuisiers de Québec ne devienne pas loi.

De l'Institut littéraire de Saint-Patrice, Québec, et de The Church Home, de Montréal, demandant respectivement de l'aide.

Des dames directrices de l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal, demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De Bruno Mondor et autres, de la paroisse de Saint-Damien, comté de Berthier, demandant de l'aide pour un chemin dans ladite paroisse.

Rapport de comités:

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Fait rapport que le comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender l'acte 39 Victoria, chapitre 33 intitulé: "Acte pour amender et refondre les divers actes concernant le notariat en cette province", a examiné le bill et y a fait des amendements.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait plusieurs amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Bill pour changer le nom de William Taylor, de la cité de Montréal, gentilhomme, en celui de William Tavlör Lindsav.

Bill pour autoriser la vente de certaines propriétés substituées par le testament de Guillaume Morin.

Votre comité a aussi examiné le bill pour permettre au recteur et aux marguilliers de l'église Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, de vendre la dite église et d'en construire une autre ailleurs et a l'honneur de faire rapport que ledit bill a été adopté sans amendement.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas:

De John Henry Ross Burroughs et autres, de Québec, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie de chemin de fer urbain de la rue Saint-Jean".

Du révérend A. Labelle et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie des mines du Canada".

De "The Montreal Home for friendless women", demandant un acte d'incorporation.

De la municipalité du village de West-Farnham, demandant à être incorporée en ville, sous le nom de "Farnhamville".

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie des viandes et des produits canadiens, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de publiés; mais vu les circonstances particulières dans lesquelles se trouve ladite corporation et vu qu'il a été déclaré à votre comité que les parties intéressées sont bien instruites de la nature de la demande, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^{ème} règle.

Introduction de bills:

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Protestant Home for Friendless Women".

Accordé.

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le village de Farnham-Ouest sous le nom de Farnhamville.

Accordé.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain de la rue Saint-Jean.

Accordé.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour autoriser la Compagnie des viandes et produits canadiens à émettre des bons privilégiés.

Adopté.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Demande la permission d'introduire un bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de Nicolet Arthabaska et Drummond, et pour mettre dans le comté de Nicolet les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Accordé.

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant l'instruction en ce qu'elle concerne la cité de Sherbrooke.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre quarante-quatre, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Accordé.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Propose que la 51^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour ériger une nouvelle municipalité du village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'article 499 du code municipal de la province de Québec.

Accordé.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre insaisissable la moitié des gages des journaliers.

Accordé.

Pétition:

M. W. E. PRICE (Chicoutimi, Saguenay): Propose, appuyé par le député de Saint-Maurice (M. E. Lacerte), que la pétition de David E. Price et autres, de la municipalité de Bagotville (Chicoutimi), présentée mardi, et demandant que l'acte de cette province 39 Victoria, chap. 45, intitulé: "Acte pour ériger le village de Bagotville en municipalité", soit reçue et lue, et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue par rapport à cette pétition.

Adopté.

Rapports de comités:

M. W. W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre qu'il a examiné le bill pour changer certaines parties du tracé du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent, étendre le délai durant lequel ladite compagnie doit compléter et terminer son chemin et définir d'une manière plus claire les droits hypothécaires et privilèges absolus des

porteurs de bons de ladite compagnie et il est convenu de le rapporter avec des amendements. Adopté.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

Il est résolu que cette Chambre concoure dans le deuxième et dernier rapport du comité spécial nommé pour faire une enquête sur la pétition de Victor Gladu et autres, relativement aux abus qui existaient dans le flottage du bois de corde sur la rivière Saint-François et ses tributaires.

Introduction de bills:

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour régler le flottage du bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François. Accordé.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 20 novembre 1876, demandant:

1. Copie de toutes correspondances entre le gouvernement ou aucun des honorables ministres, et toute banque ou autre institution financière, courtier ou personne quelconque; et de tous les ordres en conseil, ou instructions par aucun des honorables ministres, au sujet de tout emprunt négocié ou dont on a tenté la négociation depuis la dernière session en vertu de l'acte qui autorise l'émission de bons provinciaux pour payer les subsides accordés aux chemins de fer (chapitre 4), ou de tous autres actes de la Législature;

2. Un état mentionnant:

1. L'acte sous l'autorité duquel l'emprunt a été négocié;

2. Le montant des bons émis;

3. Le montant réalisé de ces bons;

4. A quel taux ou prime ils ont été placés ou négociés;

5. Quel taux d'intérêt doit être payé, et où et comment il doit l'être;

6. Quelle commission a été payée ou promise et à qui, et le montant total des autres frais encourus pour faire cet emprunt;

7. Quels furent les banquiers, courtiers intéressés dans la négociation de cet emprunt à Londres ou ailleurs;

8. Quel montant sur cet emprunt est maintenant touché par le gouvernement; dans quelle banque il est déposé et à quel taux d'intérêt. (Documents de la session, no 19).

Et de plus: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 24 novembre 1876, demandant un état des comptes payés depuis le 1er janvier 1875 jusqu'à ce jour pour dépenses encourues par les greffiers de la cour Supérieure et la cour de Circuit de Québec pour

papeterie, impression et reliure, ledit état devant spécifier les noms des fournisseurs séparément, suivant le cas. (Documents de la session, no, 20.)

Adresse à l'administrateur de la province:

Vente de boissons enivrantes

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état de toutes les sommes d'argent perçues par le gouvernement de la ci-devant province du Canada sur octrois de licences pour la vente de boissons enivrantes en la ville de Sorel, depuis l'année 1859 à ce jour, indiquant séparément le montant reçu chaque année. (Document de la session, no, 20.)

Adopté.

Profession médicale

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la profession médicale en cette province.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial composé de M. le secrétaire provincial Chapleau, M. le trésorier Church, M. Joly, M. LaRue, M. Lavallée, M. Lacerte, M. Laberge, M. Préfontaine, M. Fortin (Gaspé), M. Fortin (Montmagny), M. Cameron, M. Rinfret dit Malouin, M. Duhamel et M. Loranger, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Compagnies incorporées

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant les déclarations que doivent faire les compagnies incorporées.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Compagnie des terres du Canada

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des terres du Canada.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société de l'union des
menuisiers de Québec**

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société de l'union des menuisiers de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Collège des médecins et chirurgiens
de la province de Québec**

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité spécial nommé sur le bill concernant la profession médicale en cette province.

**Municipalité scolaire de
Saint-Sauveur**

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi):

Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour annexer une partie de la municipalité scolaire dissidente de Saint-Roch, de Québec-Nord, à la municipalité de Saint-Sauveur de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Sainte-Cunégonde

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le village de Sainte-Cunégonde.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Subsides

La Chambre reprend la considération des résolutions du comité des subsides.

La trente-sixième résolution et les suivantes jusqu'à la quarante-unième, inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Il est ordonné que la considération de la quarante-deuxième résolution soit différée.

La quarante-troisième résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

La quarante-quatrième résolution étant lue une seconde fois est adoptée.

La Chambre s'ajourne à six heures.

Séance du 11 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Asile de la Providence Sainte-Elizabeth et de The Womens Hospital, Montréal, tous deux pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées sur la table:

Par M. Ogilvie, la pétition de l'Association pharmaceutique de la province de Québec, et la pétition du conseil du Bureau de commerce de Montréal.

Par M. Shehyn, la pétition d'Allan Gilmour et autres, marchands de bois, Québec.

Par M. Paquet, la pétition de William Marsden et autres, médecins de Québec.

Par M. Joly, la pétition de D. Watters et autres, de Saint-Augustin et autres paroisses, la pétition de Malachie Landrigan et autres, de Sainte-Catherine et autres paroisses, la pétition de F. Labranche et autres, de Portneuf et autres paroisses, la pétition de Joseph Angers, et autres, de la Pointe-aux-Trembles et autres paroisses, la pétition de Georges Raymond et autres, de Deschambeault et autres paroisses, la pétition de Sifroi Godin et autres, des Ecureuils et autres paroisses, la pétition de Pierre-T. Plamondon et autres, de Saint-Raymond et autres paroisses, la pétition de A. Dolbec et autres, des Grondines et autres paroisses, ta pétition de Théodore Boisvert et autres, de Saint-Casimir et autres paroisses, la pétition de Néré Piché et autres, de Saint-Basile et autres paroisses, la pétition de Joseph Rhéaume et autres, de Sainte-Jeanne-de-Neuville et autres paroisses, et la pétition de J.-M. Bernard et autres, de la paroisse du Cap-Santé, toutes du comté de Portneuf.

Par M. Duhamel, la pétition du révérend J.-J. Guay et autres, du township de Ripon.

Par M. le solliciteur général Baker, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigide, comté d'Iberville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du conseil de la Chambre de commerce de Québec, demandant que le bill pour incorporer la société de l'union des menuisiers de Québec ne devienne pas loi.

Du conseil de la Chambre de commerce de Québec, demandant que le bill pour assurer le privilège des hommes des cages ne devienne pas loi.

De J.-V. Leguerrier et autres, de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, demandant à être remboursés des avances faites aux sous-contracteurs du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

Des soeurs de l'Asile de la Providence, Montréal, succursale du Côteau-du-Lac, dans le comté de Soulanges, demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

De J. J. Lavery et autres, de la paroisse de Sainte-Perpétue, comté de l'Islet, demandant de l'aide pour un chemin dans le township Fourrier.

Du révérend C.-S. Brochu et autres, du township Rioux et autres lieux, demandant de l'aide pour un chemin conduisant au township Langevin.

De Prosper Sylvestre et autres, des townships Saint-Germain-de-Grantham et West-Wickham, comté de Drummond, demandant de l'aide pour un chemin dans lesdits townships.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à la considération: de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'Eglise universaliste de la province de Québec.

Bill pour diviser la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Bill pour autoriser l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead, comme licencié en pharmacie.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la Bourse de Montréal.

Bill pour incorporer la Compagnie du cimetière de "Fairmount".

Bill pour incorporer "The Montreal Open Stock Exchange".

L'honorable député chargé du bill pour autoriser Daniel Thomas, écuyer, à continuer à pratiquer la profession de notaire, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu'il soit permis audit honorable député de retirer son bill et que la somme de cent piastres payée entre les mains du greffier du comité des bills privés lui soit remise, moins le montant nécessaire pour couvrir les frais d'impression et de traduction dudit bill.

Adopté.

Documents:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Présente à la Chambre, conformément à une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 27 novembre 1876, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et le percepteur du revenu de l'intérieur

du district officiel dans lequel se trouve situé le comté de Missisquoi, relativement au règlement passé par le conseil municipal du comté de Missisquoi, prohibant la vente de liqueurs spiritueuses et autres, etc. (Documents de la session, no 21)

Pétition:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le trésorier (l'honorable L. R. Church), que la pétition de la Société bienveillante de Saint-Patrice, Montréal, présentée jeudi, le 7 du courant, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite société, soit reçue et lue et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition. Adopté.

Introduction de bills:

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Demande la permission d'introduire un bill pour faire entrer la paroisse de Saint-Moïse dans la première division du comté de Rimouski.

M. L'ORATEUR: Fait remarquer que ce bill n'est pas dans l'ordre. Le bill est retiré.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente en conformité d'une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 20 novembre 1876, pour un état de la dette actuellement due par la province de Québec.

Et aussi, en conformité d'une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 2 décembre 1875, demandant un état de toutes les sommes maintenant dues à la province, comme partie du fonds d'emprunt municipal indiquant séparément les débiteurs, le titre en vertu duquel ces sommes sont respectivement dues, le capital prêté, le capital maintenant dû, le montant des intérêts maintenant dû, le taux de l'intérêt tel que chargé et le montant payé à compte de ces emprunts et la date de ces paiements. (Documents de la session, no 23.)

The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association

M. J. THORNTON (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association". Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. J. THORNTON (Stanstead): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

William Taylor Lindsay

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le nom de William Taylor, écuyer, de la cité de Montréal, en celui de William Taylor Lindsay. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Eglise de Saint-Jude

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jude, de la paroisse de Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, à vendre ladite église et la propriété sur laquelle elle est construite et à construire une autre église ailleurs. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. W. McGAUVREAN (Montréal-Ouest): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Clercs de Saint-Viateur

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, douzième Victoria, chapitre 144, intitulé: "Acte pour incorporer les clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, dans le village de l'Industrie, comté de Berthier."

Adopté

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Hochelaga Mutual Insurance Company

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom de The Mutual Insurance Company of the County of Hochelaga pour The Hochelaga Mutual Insurance Company, et pour d'autres fins. Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Municipalité de la Rivière Saint-Pierre

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la Rivière-Saint-Pierre, et pour étendre ses pouvoirs.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Municipalité de La Malbaie

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour diviser la municipalité de La Malbaie en deux municipalités séparées.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de Saint-Henri

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de chemin de fer urbain Saint-Jean

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain Saint-Jean.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie canadienne de viandes et de produits alimentaires

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la Compagnie canadienne de viandes et de produits alimentaires à émettre des bons privilégiés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

Feu Robert Jones

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour garantir aux héritiers de feu Robert Jones la continuation du privilège accordée audit Robert Jones par l'acte, chapitre 29, de la sixième George IV des Statuts du Bas-Canada, étant lu;

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Interpellations:

Aide aux Acadiens

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Demande si le gouvernement est disposé à venir en aide aux Acadiens de l'Ile-du-Prince-Edouard qui désirent s'établir comme colons dans la province de Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmouren): Dit que le gouvernement est disposé à aider ces Acadiens en conformité des lois de la colonisation et du rapatriement.

Salaire des instituteurs

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement, conformément au désir de la Chambre, d'accorder, avant la fin de la présente session, un subside supplémentaire qui permette aux municipalités scolaires d'augmenter le salaire insuffisant des instituteurs et des institutrices pour les écoles communes de la province. Si c'est l'intention du gouvernement de venir en aide aux instituteurs, qu'il veuille fixer approximativement la date à laquelle il pourra réaliser cette intention.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmouren): Proteste contre la forme donnée à ces questions, qui affirment ou prétendent accepter comme des faits ou des principes admis ce qui ne l'est pas en réalité; néanmoins, il répond que le gouvernement désirerait être en position de faire ce que demande l'honorable député, mais qu'il ne peut le faire pendant cette session.

Adresses à l'administrateur de la province:

Sommes payées à J. R. Hamilton

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, appuyé par le député de Gaspé (P. Fortin), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé, indiquant le montant payé depuis la dernière session à J. R. Hamilton, écuyer, pour services et déboursés, en sa qualité de curateur de la ci-devant compagnie dite The Gaspe Fishery and Coal Mining Company.

Adopté.

Acte des chemins de fer de Québec, 1869

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec 1869, 32 Victoria, chapitre 51, étant lu :

Il est ordonné que ledit nombre soit déchargé.

Il est ordonné que ledit bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose que la Chambre se forme en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Compagnies incorporées

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill concernant les déclarations que doivent faire les compagnies incorporées, étant lu:

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 35 Victoria, chapitre quarante-quatre, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté.

Le bill est renvoyé* au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Saint-Alphonse

M. V.-P. L'AVALLÉE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher certains terrains de la paroisse de Saint-Ambré-de-Kildare, et les annexer à la paroisse de Saint-Alphonse, dans le comté de Joliette, pour toutes fins quelconques.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V.-P. L'AVALLÉE (Joliette) : Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Salaire des shérifs

M. M. MATHIEU (Richelieu): Fait rapport que le comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaine résolution concernant le salaire de certains shérifs, a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill concernant le salaire de certains shérifs.

Accordé.

Incorporation des villes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes".

Adopté.

En comité:

A la section 358 de l'acte général d'incorporation des villes, qui exempte de taxes les institutions religieuses, charitables et d'éducation.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la question est des plus délicates; que les remarques qu'il va faire donneront probablement lieu à de fausses interprétations, mais qu'il ne consentira pas à faire partie d'une assemblée où il ne sera pas permis à tous les membres d'expliquer franchement leur opinion sur toutes les questions qui leur sont soumises.

Ces institutions paient maintenant la taxe de l'eau. Pourquoi? Parce qu'elles reconnaissent l'avantage qu'elles retirent d'un approvisionnement d'eau régulier et abondant.

Mais s'il est établi que la taxe de l'eau n'est pas suffisante pour rencontrer les dépenses encourues pour construire l'aqueduc, si cette taxe ne rencontre pas l'intérêt des emprunts contractés pour cette fin et les dépenses annuelles de l'administration de l'aqueduc, alors, il maintient que tous ceux qui profitent de l'aqueduc doivent contribuer à en payer les dépenses, en proportion du profit qu'elles en retirent.

Il applique le même raisonnement aux dépenses faites pour le département du feu, qui protège également toutes ces institutions, comme toutes les maisons de la ville, de l'incendie.

Il l'applique aussi aux dépenses faites pour égoutter et assainir la ville, et dont ces institutions profitent directement.

On dit qu'il veut taxer les hôpitaux, les institutions de charité, pour construire des parcs, des promenades et pour embellir la ville. Non, ce n'est pas ce qu'il propose; il considérerait cela comme une injustice. Il demande seulement que ces institutions contribuent pour leur part au paiement des entreprises dont elles retirent un avantage immédiat et appréciable à prix d'argent, telles que l'eau, la protection contre le feu et le drainage.

On dit que, de tout temps et dans tous les pays, l'on a admis que le caractère sacré de ces institutions les exemptait de toute taxe, que le simple fait qu'elles seraient sujettes à une taxe les dépouillerait de ce caractère sacré, puisqu'elles pourraient être saisies et vendues à l'enchère publique, en cas de non-paiement. Le simple fait que toutes les églises de Québec étaient sujettes aux taxes municipales et les payaient, il n'y a pas encore dix ans, est une réfutation de cet argument.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que la législation à ce sujet a été

basée sur le principe que tout ce qui appartient au culte doit être soustrait aux obligations du fisc. C'est une législation adoptée par les nations catholiques et les peuples païens. Si on taxe les institutions qui relèvent du culte, on les rend saisissables. On dira que ces maisons paient la taxe de l'eau. Elles paient cette taxe en ce sens qu'elles paient pour se servir de l'eau. Il ne voit pas que l'on en soit arrivé à violer ce principe, à être obligé de manquer de respect à nos maisons religieuses. De même pour les cimetières. Le respect accordé aux champs des morts existait chez les peuples les plus barbares. Supposons que la taxe imposée sur les cimetières ne serait pas payée, alors il faudrait aller troubler le repos des morts en mettant le cimetière en vente par le ministère de l'huissier.

Maintenant, quant aux maisons d'éducation, ce ne serait pas sage de leur imposer des taxes. Serait-ce là encourager les efforts que l'on fait tous les jours pour l'éducation? Nos maisons d'éducation ont-elles de grands revenus? Non. Si elles en ont, est-ce pour se donner du luxe? Non: c'est pour améliorer la position de leurs élèves. Voyons le Séminaire de Québec. Il a consacré jusqu'ici ses revenus à soutenir l'Université Laval où l'éducation se donne à un prix extraordinairement bas, plus bas qu'en aucune autre université dans le monde.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mon honorable ami s'est fort éloigné de la question. Il dit que ma suggestion est un manque de respect pour les institutions religieuses.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je n'ai pas prétendu cela; j'ai seulement dit que si nous faisons pareille chose, ce serait probablement la conséquence.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): De sorte que ce n'est pas en réfutation de la suggestion faite par l'honorable député de Lotbinière que l'honorable procureur général a dit cela.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Non! Non!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Alors nous pourrions ajourner le débat sur cet article.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

La Chambre reprend la considération en comité du bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes".

Après avoir étudié le bill, le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des mines du Canada.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour corriger une erreur dans l'acte de la Législature de cette province, 39 Victoria, chapitre 40, intitulé: "Acte pour annexer certaines parties du territoire du Saint-Maurice au comté de Champlain, pour les fins municipales et d'enregistrement".

Accordé.

Cité de Sherbrooke

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant l'instruction en ce qu'elle concerne la cité de Sherbrooke.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à neuf heures quarante-cinq.

Séance du 12 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et dix.

M. l'Orateur met devant la Chambre: Etat des affaires de l'Hospice Lajemmerais-de-Varennes, pour l'année 1876. (Documents de la session, no 6).

Et de plus, copie du jugement des Lords du comité judiciaire du Conseil Privé sur la pétition demandant appel dans la cause de Théberge Landrv. du Canada, rendu mardi, 7 novembre 1876. (Appendice no 3 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1876).

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mathieu, la pétition de Thomas Rawan et autres, du township de Rawdon, comté de Montcalm.

Par M. Dulac, la pétition du révérend N.-M. Huot et autres, du township de Lambton, la pétition du révérend S. Garon et autres, de la paroisse de Saint-Sébastien-d'Aylmer, la pétition du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de Saint-Victor-de-Tring, la pétition de Pierre Boucher et autres, du township de Shenley, la pétition du révérend H. Desruisseaux et autres, du township de Forsyth et autres townships, la pétition du révérend P. Dassylva et autres, de Saint-Ephrem-de-Tring, et la pétition du révérend L.-M. Morisset et autres, de Saint-Côme, toutes du comté de Beauce.

Par M. Ogilvie, la pétition de Kenneth Campbell et Cie, et autres, la pétition de Lymans, Clure et Cie, et autres, la pétition de S. J. Lyman et autres, et la pétition de James Mathieson et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Deschênes, la pétition d'Edouard Caron et autres, la pétition de George Michaud et autres, la pétition du révérend L.-N. Bernier et autres, et la pétition du révérend Joseph-Magloire Moreau et autres, toutes des townships du comté de Témiscouata.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas :

De A.A. Mooney et autres, du township de Bolton, comté de Brome, demandant la passation d'un acte pour diviser ledit township en deux municipalités séparées.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill suivant et y a fait un amendement qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour incorporer l'association connue sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal".

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente, conformément à une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 7 décembre 1876, demandant un état de toutes les sommes d'argent perçues par le gouvernement de la province et par le gouvernement de la ci-devant province du Canada sur octrois de licences pour la vente de boissons enivrantes en la ville de Sorel, depuis l'année 1869 jusqu'à ce jour, indiquant séparément le montant reçu chaque année. (Documents de la session, no 24).

Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande de la permission d'introduire un bill pour effectuer d'une manière permanente une assurance sur les immeubles.

Il explique que le bill a pour but de mettre les compagnies d'assurance sous le contrôle du gouvernement et diminuer les taux d'assurance. Le système a aussi pour but de faire diminuer les frais d'administration des compagnies d'assurance qui sont aujourd'hui énormes et dépassent souvent les pertes payées par les compagnies.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Dit que, sous ce dernier rapport, l'honorable député de Saint-Hyacinthe doit se tromper, car une compagnie dont les frais d'administration dépasseraient les pertes ne pourrait subsister.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que la Chambre, ne connaissant pas encore le bill dans tous ses détails, ne doit pas s'opposer à sa première lecture, par courtoisie pour le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand).

La permission est accordée.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour mieux définir et étendre le privilège des propriétaires ou possesseurs de bateaux à vapeur remorqueurs, pour le paiement du prix de remorquage.

Accordé.

Interpellations:

Agriculture

M. M. HOUDE (Maskinongé): Voit avec chagrin que le gouvernement ne semble pas disposé à faire quelque chose pour l'agriculture; c'est une question sur laquelle il est obligé de revenir tous les ans. Il espère que le comité de l'agriculture sera convoqué demain et que tous les membres de ce comité se feront un devoir d'y assister. Il insiste de nouveau sur la nécessité qu'il y a pour le pays d'avoir un journal d'agriculture illustré.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le gouvernement fait tout en son pouvoir pour promouvoir les intérêts agricoles. Il prie l'honorable député de jeter un coup d'oeil sur les estimés et il verra que le gouvernement a demandé des crédits considérables pour assurer la publication d'un journal agricole et pour d'autres objets qui touchent de près aux intérêts des cultivateurs.

Subsides

La Chambre procède à prendre de nouveau en considération la résolution rapportée mercredi dernier du comité des subsides et qui fut alors différée.

Et la quarante-deuxième résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Incorporation des villes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation de villes".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prêt aux incendies

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Monsieur l'Orateur,

Je dois vous dire que je regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de s'occuper, pendant cette session, du règlement du prêt aux incendies.

Ce nouveau retard va sans doute causer une amère déception à un nombre de familles à qui l'on promet, d'année en année, un règlement définitif, mais que, sous un prétexte ou sous un autre, on a toujours soin de renvoyer à la prochaine session.

J'avoue, monsieur l'Orateur, que ce traitement est, à mon opinion, peu digne d'un gouvernement qui est si fortement appuyé par une majorité toujours disposée à suivre ses inclinations, et j'étais loin de m'attendre qu'il en agirait ainsi envers de pauvres personnes qui méritent certainement sa protection.

Il y a trois ans, si je ne me trompe, le gouvernement déclarait publiquement qu'il était décidé à régler cette question d'une manière positive et, en effet, peu de temps après, il nommait une commission chargée de faire une enquête minutieuse. Cette enquête a eu lieu, nombre de personnes sont venues déclarer de bonne foi devant la commission quelles étaient leurs obligations envers le gouvernement et l'impossibilité dans laquelle elles se trouvaient de faire face à ces engagements. Cependant, l'enquête une fois terminée, la chose est restée là. Le gouvernement n'a pas même daigné faire un rapport sur le travail des commissaires et cette Chambre ignore encore, jusqu'à ce jour, le résultat d'une enquête dispendieuse instituée pour un but réel, mais qui, par la faute du gouvernement, est restée une lettre morte.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas déclaré franchement qu'il ne pouvait résoudre la question pour telles et telles raisons, plutôt que de laisser tant de pauvres familles dans l'incertitude sur le sort qui les attend?

Pendant la session dernière, un des membres du gouvernement déclarait qu'il lui avait été impossible de s'occuper de cette question pendant la session, parce que la politique des chemins de fer avait absorbé tous ses instants, mais qu'à la prochaine session il ferait certainement quelque chose pour eux. Pendant cette session, le secrétaire provincial déclarait que le gouvernement s'occupait sérieusement de cette affaire mais qu'il était impossible de la régler tant que l'arbitrage de la dette entre le Haut et le Bas-Canada ne serait pas un fait accompli.

Plusieurs raisons me portent à croire que cette réponse n'est qu'un subterfuge de la part du gouvernement et que ce n'est là qu'une excuse plus ou moins plausible pour remettre la solution d'une question qui n'est pas à ses yeux de nature à augmenter cette force numérique dont il se vante à tout propos.

Je suis convaincu, Monsieur l'Orateur, que si des corporations puissantes ou des personnes influentes étaient en jeu, il y aurait déjà longtemps que l'affaire serait réglée; mais, malheureusement, dans ce cas il ne s'agit que de pauvres vieillards, de veuves et d'orphelins, qui n'ont point ou peu d'influence politique; voilà pourquoi on n'hésite pas à renvoyer le règlement de cette question aux calendes grecques, et voilà pourquoi on ne craint pas de mettre de côté des engagements pris.

Le partage de la dette entre les deux Canadas n'est pas une raison sérieuse; car comment expliquer les nombreuses mainlevées d'hypothèques faites d'après des ordres en conseil, depuis 1869?

Or, si le gouvernement a eu le droit de faire des remises, dans certains cas, n'a-t-il pas également le droit de faire une remise totale aux personnes reconnues incapables de rencontrer leurs obligations?

Quant à l'influence que le partage de la dette entre le Haut et le Bas-Canada doit exercer sur la question du prêt aux incendiés, je ne suis pas en mesure, en ce moment, d'en parler avec toute l'intelligence désirable, mais j'ai l'intention d'avoir tous les renseignements nécessaires afin de revenir sur ce sujet.

Avant de prendre mon siège, Monsieur l'Orateur, je crois donc devoir protester contre l'indifférence du gouvernement qui néglige de régler une question qui est d'un si grand intérêt pour un grand nombre de personnes.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Félicite l'honorable député du soin qu'il semble vouloir prendre de ses électeurs, mais il regrette qu'il ait cru devoir attaquer le gouvernement à propos de cette question, car le gouvernement a fait plus que ne peut faire le député de Québec pour venir au secours de ces incendiés. En soulevant les préjugés en ce moment, l'honorable député ne fait que nuire aux intérêts de ceux qu'il veut défendre. Il semble oublier que le gouvernement comprend parfaitement la situation et qu'il a mis tout en oeuvre pour la régler. M. le député de Québec-Est a parlé de gens pauvres, mais ignore-t-il que, dans beaucoup de cas, ce sont des usuriers qui doivent profiter de la remise demandée? S'il l'ignore, le gouvernement ne l'ignore pas. Il met l'honorable député au défi de citer un seul cas où le gouvernement a pressuré ou maltraité des incendiés pauvres et nécessiteux. L'honorable député reproche au gouvernement de n'avoir pas publié le rapport de l'enquête faite à ce sujet; il devrait savoir que la publication de ce rapport aurait compromis les intérêts pécuniaires d'un grand nombre de personnes, mais si l'honorable député veut avoir des renseignements sur cette question, le gouvernement lui en donnera, mais en particulier. Le règlement de la question du partage de l'actif entre les provinces de Québec et de l'Ontario est à la veille de se faire, et il faut absolument attendre cette solution pour pouvoir faire la remise. Ce n'est pas avec de telles interpellations qui parviennent à la connaissance du gouvernement de l'Ontario, ce n'est pas en faisant du bruit autour de cette question, ce n'est pas en donnant trop d'importance à ces réclamations, ce n'est pas par de tels moyens que l'on améliorera le sort des malheureux incendiés. Chaque fois que l'on prône au gouvernement, et la chose n'est pas difficile, qu'il faut user de clémence envers tel ou tel incendié, il ne se montrera pas trop dur. C'est la prudence qu'il faut dans cette circonstance et c'est au cas actuel que l'on peut appliquer le dicton "la parole est d'argent, mais le silence est d'or".

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il est vraiment

étonnant, Monsieur l'Orateur, que le gouvernement fasse aujourd'hui la découverte qu'il faut agir avec prudence et discrétion. Lorsqu'un honorable député qui siégeait à côté de moi, M. Langevin, recommandait à ce sujet d'user de discrétion et de prudence, on l'accusa de tiédeur. Alors le gouvernement parlait de régler cette question. Il est vrai qu'alors on était à la veille d'une élection générale. On dit encore que la question de l'actif entre le Haut et le Bas-Canada entrave le règlement de la question du prêt aux incendiés. On ajoute que l'actif entre les deux provinces n'est pas loin d'être réglé; mais si on consulte les feuilles publiques, on constatera que la question de l'actif est plus loin que jamais d'être réglée. Maintenant, Monsieur l'Orateur, on vient accuser ici un honorable député de vouloir se faire de la popularité en soulevant cette question. Pourquoi venir lancer ici pareille accusation? Que faisaient donc mes honorables amis lorsqu'ils prétendaient que cette question du prêt aux incendiés devait être réglée sans plus tarder? Est-ce qu'un honorable député ne peut pas se lever ici pour interpréter les justes plaintes de ses constituants et faire son devoir sans être accusé de vouloir se faire de la popularité?

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que si le partage de l'actif n'est pas encore accompli, la faute ne retombe pas sur le gouvernement de Québec, mais bien sur les amis politiques de l'honorable député de Lotbinière et le gouvernement de la province de l'Ontario.

L'Opposition ne peut pas dire que le gouvernement de Québec n'a pas fait tout en son pouvoir pour régler cette question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande ce que l'on attend pour régler la question.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Affirme de nouveau qu'il était expressément entendu entre les représentants des deux provinces que la question devrait être portée devant le Conseil privé de la Reine aussitôt que possible.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Comme représentant de bon nombre d'incendiés de Québec, je dois dire quelques mots sur la question. Je crois que si Québec avait élu des députés ministériels, il y a longtemps que le gouvernement aurait réglé la question. Lorsque je me suis présenté pour la première fois, le gouvernement m'avait dit: Vous pouvez dire que le gouvernement entend régler immédiatement la question du prêt des incendiés. (Ecoutez! Ecoutez!) Depuis, le gouvernement n'a rien fait, absolument rien. Mon élection a peut-être refroidi son beau zèle pour les incendiés. S'il pouvait alors régler la question, que ne s'est-il exécuté depuis?

En toute justice, le gouvernement devrait régler cette question aussitôt que possible, pour tirer d'embarras un grand nombre de familles.

S'il redoute tant l'affaire de l'actif entre le Haut et le Bas-Canada, que ne s'adresse-t-il à la province de l'Ontario, en lui exposant toutes les circonstances et tous les détails de l'affaire?

M. M. MATHIEU (Richelieu): Affirme que si le gouvernement retarde le règlement de cette question pour des fins politiques, l'Opposition ne manquera pas de s'en servir comme d'un engin de guerre. Il ne reconnaît pas au gouvernement le droit de pouvoir remettre comme cela de main à main une somme de \$200,000.

Il fait ensuite remarquer que l'on doit envisager la question au point de vue des intérêts de toute la province et non au seul point de vue des intérêts des incendiés de Québec.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise des travaux de la Chambre à sept heures quarante-cinq.

Testament de Guillaume Morin

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de Guillaume Morin.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

Eglise universaliste de la province de Québec

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'Eglise universaliste de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité du township de Cox

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, en deux municipalités séparées.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. P.-C. BEAUCHESNE (Bonaventure): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

William Whitehead

M. A. W. OGILVIE (Montreal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser l'association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead comme licencié en pharmacie.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Aqueduc de Saint-Jean

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bourse de Montréal

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte incorporant la Bourse de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du cimetière de Fairmount

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du cimetière de Fairmount.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Open Stock Exchange

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer The Montreal Open Stock Exchange.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Berthier

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender et refondre l'acte pour incorporer la ville de Berthier.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Trust Company of Canada

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Trust Company of Canada".

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Cité de Québec

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de Québec et pour changer la taxe et pour prélever un nouvel emprunt.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

The Protestant Home for Friendless Women

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer The Protestant Home for Friendless Women.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Farnhamville

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le village de Farnham-Ouest, sous le nom de Farnhamville.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Limites du comté de Nicolet

M. C.-E. HOUE (Nicolet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour mettre dans le comté de Nicolet les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Notre-Dame-de-Grâce

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie des mines du Canada

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie des mines du Canada.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Rapatriement

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande des explications sur la question du rapatriement et spécialement au sujet de l'établissement de colonisation à la Patrie.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond que le rapatriement dans le comté de Compton est terminé. A ce sujet l'honorable ministre déclare qu'il désire rectifier une erreur qui s'est glissée dans un journal de cette ville. Il dit que l'un des agents de la colonisation recevait \$20 et non \$80 par mois pour demeurer en fonctions ad interim. Il dit qu'il est fort étonné de voir l'honorable député combattre aujourd'hui le gouvernement sur une question qui a rencontré son approbation l'an dernier.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande de ce que le gouvernement a affecté au rapatriement l'an dernier.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement a affecté \$60,000 l'an dernier au rapatriement. Sur la somme de \$50,000 votée pour cette oeuvre, le gouvernement a dépensé \$30,000. Il est resté \$20,000 dans le trésor. Quant aux émigrants, le gouvernement fédéral paie un tiers des frais que coûte le transport transatlantique des émigrants venant d'Europe, à la condition cependant que lesdits émigrants se fixent dans la province de Québec. Quant au gouvernement provincial, il ne fait que solder les frais de voyage des émigrants lorsqu'ils sont arrivés à Québec.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que l'on devrait donner aux Canadiens venant des Etats-Unis les mêmes avantages que rencontrent les émigrés européens venant s'établir dans la

province de Québec. Il demande la même faveur de la réduction d'un tiers dans les frais de voyage pour les Canadiens revenant des Etats-Unis.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Se plaint de ce que l'on ne fait rien pour retenir les Canadiens au pays et appuie les suggestions du député de Saint-Jean.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que si les Canadiens émigrent, c'est la faute du gouvernement fédéral qui ne veut pas d'un tarif protecteur.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Le tarif protecteur est si dangereux que pour moi je ne voudrais pas m'y embarquer.

M. G.-H. DESCHENES (Témiscouata): Se prononce en faveur du système de colonisation tel que mis en pratique par le gouvernement à la Patrie.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): S'étonne de voir qu'en face des reproches que l'on fait au gouvernement de dépenser beaucoup pour les fins de la colonisation et de la justice, un honorable député, représentant de Québec-Est, demande au gouvernement la remise du prêt aux incendiés de 1845. Cette année-là, Québec fut ravagée par de terribles conflagrations; les incendiés voulurent reconstruire leurs maisons. Pour leur venir en aide, le gouvernement émit des débentures pour la somme de \$40,000. On considéra ces débentures comme un prêt de la part du gouvernement. Ce prêt devait être remboursé, cela va sans dire; car il faut espérer que les incendiés ne considèrent pas que le gouvernement leur a fait un cadeau. Bon nombre d'incendiés revendirent leurs maisons. Si le gouvernement se rendait à la demande de l'honorable député de Québec-Est, alors, ce ne seraient plus les incendiés qui bénéficieraient de la chose; ce seraient les derniers acheteurs, dont bon nombre sont à l'aise et grands propriétaires, qui en retireraient tout profit.

En 1852, un incendie vint désoler Montréal; mais là on adopta un tout autre système qu'à Québec pour venir en aide aux victimes de l'incendie. Au lieu de leur prêter de l'argent, Sir Francis Hincks, alors ministre des Finances, prit des mesures en vertu desquelles il s'entendit avec la Compagnie des prêts et dépôts du Canada qui fournit une somme de \$400,000 pour aider aux incendiés à reconstruire leurs maisons, etc., cela à la condition que la ville de Montréal donnât des garanties par lesquelles elle s'obligeait à faire le remboursement de cette somme d'argent. Si la cité n'avait pu rencontrer ses obligations, le gouvernement se serait considéré comme endosseur et aurait fait honneur aux obligations. Aujourd'hui, toute la somme prêtée a été remboursée; il ne reste qu'une balance insignifiante qui sera aussi bientôt payée.

Il y a plus de trente ans que le prêt aux incendiés de Québec a été effectué, de sorte que les intéressés pourraient facilement plaider prescription; ce qui paralyserait tous les efforts que l'on pourrait faire pour faire rembourser le susdit prêt.

Subsides

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille sept cent soixante et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Ile-au-Calumet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé fournisse une somme suffisante pour le compléter (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour construire le pont du chemin de fer de Saint-Maurice, de manière que les voitures puissent le traverser, ou, si la chose n'est pas désirable, pour reconstruire le pont sur le Saint-Maurice, près des Trois-Rivières, pourvu que la cité des Trois-Rivières et les autres municipalités environnantes fournissent un fonds suffisant pour compléter ces ponts (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assureurs des palais de justice et des prisons (imputable au

fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

T. Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille neuf cent quarante piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour couvrir des extras de la prison pour les femmes à Montréal (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour élever et achever les murs du palais de justice et de la prison de Bonaventure (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles d'aliénés de Beauport, Saint-Jean de Dieu et de Saint-Ferdinand-d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des immigrants, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent treize piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité de l'Université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protes-

tants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph-du-Bon Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des enfants protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'association des dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques romains et de l'Asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Coeur-de-Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Charité pour les enfants trouvés, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoît, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Coteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide aux Soeurs de la Providence de l'Hospice de Notre-Dame-de-l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne-Lapocatière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand-d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les orphelins, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Lanoraie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Paulin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour dé-

frayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts refondus, B.-C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

84. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

85. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, les domaines de la couronne, la seigneurie de Lauzon, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

86. Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille neuf cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

87. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

88. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Ecole normale Jacques-Cartier (déjà voté), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

89. Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction des édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

90. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de voûtes à l'épreuve du feu pour les palais de justice et les prisons, nouveaux districts (imputable au fonds de bâtisses et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

91. Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction du palais de justice à Québec (imputable au

fonds de bâtisses et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

92. Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

Edifices parlementaires

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au gouvernement de faire mettre les plans des édifices parlementaires devant la Chambre et, entre autres, les plans de M. Berlinguet, architecte de Québec.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit que le gouvernement n'a certainement pas d'objection à ce que les plans soient soumis à l'étude consciencieuse des membres de la Chambre.

M. J. SHEHYN (Québec-Centre): S'étonne de la demande faite par l'honorable député de Lotbinière. D'après ce qu'il a su, le gouvernement aurait déjà adopté définitivement certains plans.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il est heureux de se rendre à la suggestion de l'honorable député de Lotbinière et de donner à M. Berlinguet, comme à tout autre architecte, l'occasion de produire des plans; ce qui ne peut que faire arriver au meilleur plan possible, et c'est le but commun que l'on cherche à atteindre.

M. J. HEARN (Québec-ouest): Se plaint que tout cela va amener des lenteurs et ajoute qu'il y a toujours quelque chose qui empêche ou retarde les améliorations publiques à Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il n'a pas l'intention de retarder la construction des édifices parlementaires. Personne n'est plus désireux que lui de voir ces édifices construits aussitôt que possible. Mais il est heureux de voir que l'honorable trésorier provincial ait accueilli avec autant de courtoisie les suggestions qu'il lui a faites, en justice pour M. Berlinguet, ou tout autre architecte, et en justice pour la ville qui est appelée à devenir le siège d'édifices aussi importants.

L'HONORABLE L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Suggère au gouvernement de changer le site actuel des édifices parlementaires. Vis-à-vis du site qu'on semble avoir choisi, de l'autre côté du chemin, il y a un terrain plus large, beaucoup plus élevé et qui commande la vue la plus magnifique. Ce terrain appartient au gouvernement fédéral.

M. L. R. CHURCH (Pontiac): Cette question pourra être étudiée par un comité spécial.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

Salaire des shérifs

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant le salaire de certains shérifs.

Adopté.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Adopté.

Cotisations scolaires

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi concernant l'instruction publique relativement à la perception des cotisations scolaires et à l'exécution des jugements contre les corporations scolaires.

Adopté.

Limites des comtés de Saint-Maurice et de Champlain

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour corriger une erreur qui se trouve dans l'acte de la Législature de cette province, 39 Vict., chap. 40, intitulé: "Acte pour annexer certaines parties du territoire du Saint-Maurice au comté de Champlain, pour les fins représentatives, municipales et d'enregistrement".

Adopté.

La Chambre s'ajourne à dix heures quinze.

Séance du 13 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures quinze.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant l'organisation du service civil de la province, 31 Vict., chap. 8".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant la cour Supérieure".

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Fradette, la pétition d'Augustin Trahan et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, et la pétition du révérend Théophile Houde et autres, du township Mailloux, toutes deux du comté de Bellechasse.

Par M. Gauthier, la pétition de Charles E. Forgues et autres, de la Malbaie, comté de Charlevoix.

Par M. Mathieu, la pétition du révérend J.-E. Ougas et autres, du township de Wexford, comté de Montcalm.

Par M. Ogilvie, la pétition de R.T. Reckie et autres, du village de Notre-Dame-de-Grâces.

Par M. Paquet, la pétition de Martial Roy.

Par M. le secrétaire provincial Chapleau, la pétition de Thomas Barron et autres, du village de Lachute, district de Terrebonne.

Par M. Taillon, la pétition de A. Lapierre et autres, la pétition de C.-A. LeBlanc et autres, et la pétition de Charles Moffat et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Loranger, la pétition de la corporation de la cité de Montréal.

Par M. Bachand, la pétition du révérend F. Pratte et autres, de la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot.

Par M. Dupont, la pétition de Félix Gauthier et autres, de la paroisse de Saint-Simon.

Par M. Picard, la pétition de T.G. Goodenough et autres, du township de Ham-Sud, comté de Wolfe.

Il est ordonné que la pétition de Charles E. Forgues et autres, de la Malbaie, comté de Charlevoix, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et cette pétition, demandant que le bill pour ériger le village de la Pointe-au-Pic en une municipalité de village séparée ne devienne pas loi, est reçue et lue. Il est ordonné que ladite pétition soit renvoyée au comité permanent des bills privés.

Il est ordonné que la pétition de Thomas

Barron, du village de Lachute, district de Terrebonne, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et cette pétition, demandant la passation d'un acte pour autoriser la vente de certains immeubles substitués, est reçue et lue.

Il est ordonné que ladite pétition soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'Association pharmaceutique de la province de Québec, et du conseil de la Chambre de commerce de Montréal, demandant respectivement que le bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries ne devienne pas loi.

De Allan Gilmour & Cie, et autres, marchands de bois, de Québec, demandant que le bill pour assurer le privilège des hommes de cages ne devienne pas loi.

De Wm Marsden et autres, médecins, de Québec, demandant que le bill pour amender et refondre les actes concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec et le bill concernant la profession médicale de la province de Québec ne devienne pas loi.

De D. Watters et autres, de Saint-Augustin, de Malachie Landergan et autres, de Sainte-Catherine et autres paroisses, de F. Labranche et autres, de Portneuf et autres paroisses, de Joseph Angers et autres, de la Pointe-aux-Trembles et autres paroisses, de George Raymond et autres, de Deschambault et autres paroisses, de Sifroi Godin et autres, des Ecuireils et autres paroisses, de Pierre J. Plamondon et autres, de Saint-Raymond et autres paroisses, de A. Dolbec et autres, des Grondines et autres paroisses, de Théodore Boisvert et autres, de Saint-Casimir et autres paroisses, de Néré Piché et autres, de Saint-Basile et autres paroisses, de Joseph Rhéaume et autres, de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville et autres paroisses, et de J.-M. Bernard et autres, de la paroisse du Cap-Santé, tous du comté de Portneuf, demandant respectivement que le comté de Portneuf ne soit pas divisé en deux divisions d'enregistrement.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Brigitte, comté d'Iberville, demandant de l'aide pour macadamiser un chemin.

Du révérend J.-J. Guay et autres, du township de Ripon, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

Rapport de comités:

M. W.W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux,

lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre:

Qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec" et il est convenu de le rapporter avec des amendements.

Adopté.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour refondre les divers actes incorporant l'Institut mécanique de Montréal et pour amender lesdits actes; et le bill pour ériger le township de Bolton en deux municipalités séparées, pour les fins municipales et scolaires, et a fait à chacun de ces bills divers amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Onésiphore Labrie au nombre de ses membres, et a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Votre comité a de plus examiné le bill pour réduire le fonds social de la Compagnie graphique et pour autres fins, et a l'honneur de faire rapport à notre honorable Chambre que votre comité est d'opinion que l'intervention de la Législature dans cette matière n'est pas désirable.

Adopté.

Interpellations:

Registrateurs de la province

M. D.-N. SAINT-CYR (Champlain): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'exiger des registrateurs de la province de Québec le rapport que ces officiers sont obligés de faire annuellement en vertu du chapitre 3 des Statuts refondus du Bas-Canada, pour tous ceux qui ne se sont pas conformés aux exigences de ce statut.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Lui demande de retirer sa question.

M. D.-N. SAINT-CYR (Champlain): Accepte.

Adresses à l'administrateur de la province:

Pont sur la rivière Richelieu

M. M. MATHIEU (Richelieu): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien

faire mettre devant cette Chambre un état des droits perçus par Robert Jones ou ses représentants comme propriétaire du pont érigé par ledit Robert Jones, sur la rivière Richelieu, vis-à-vis de Saint-Jean, depuis le temps de son érection à ce jour et aussi copie de toute correspondance au sujet de la prise de possession dudit pont par le gouvernement de cette province tel que pourvu par le statut 6 George IV, chap. 29.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le gouvernement ne peut donner un état exact des recettes perçues par M. Jones, parce que le quai est une propriété privée et que le taux de péage a été fixé par statut. Il y a cependant une correspondance à ce sujet; le gouvernement la produira.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que cette motion est inutile.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Fait remarquer que le gouvernement peut prendre possession du pont en en payant la valeur, c'est pourquoi il est important qu'il en connaisse le revenu.

Adopté.

Compagnie d'assurance The Queen

M. M. MATHIEU (Richelieu): Appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de la déclaration et du plaidoyer dans la cause intentée par le gouvernement de cette province contre la compagnie d'assurance The Queen.

Adopté.

Limites à bois

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Appuyé par le député d'Iberville (M. L. Molleur), propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence l'administrateur de la province, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état contenant les noms de ceux qui ont donné des billets depuis trois ans sur ce qu'ils doivent au gouvernement pour droits dus sur des limites à bois et l'exploitation d'icelles, donnant la date de ces billets, le montant pour lequel ils ont été consentis et la date de leur paiement respectif.

Adopté.

Comité des lois expirantes

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), propose que M. Wurtele soit ajouté au comité permanent des lois expirantes (Cris de: Expliquez! Expliquez!)

Il dit qu'il a fait cette motion à la suggestion de M. Wurtele, vu qu'il y a trois lois très importantes devant le comité.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il est heureux de voir que l'honorable député de Lévis a fait cette motion et que le gouvernement ne fera que profiter des connaissances juridiques de l'honorable député d'Yamaska.

Adopté.

Acte des chemins de fer de Québec, 1869

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la réception du rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, 33 Vict., chap. 51.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Suggère que le bill soit soumis de nouveau à un comité général pour y ajouter une nouvelle clause pourvoyant à ce que la nomination d'un troisième expert dans les cas d'expropriation soit faite par un juge. Jusqu'ici, on a rencontré beaucoup d'embarras, parce que la nomination de cet expert était laissée au commissaire des Travaux publics. Quand il s'est agi d'expropriations dans Montréal, ceux qui y étaient intéressés ont dû descendre à Québec, pour la nomination du troisième expert. Il en est résulté plusieurs procès. C'est pourquoi on veut aujourd'hui introduire une nouvelle clause dans la loi afin de remédier à ces inconvénients, pourvoyant à ce que les causes pendantes soient réglées d'après l'ancienne loi.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Est de l'opinion de l'honorable procureur général et propose que la Chambre se forme en comité général.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, 33 Vict., chap. 51.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Plans cadastraux

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant les plans cadastraux.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pétitions:

Il est ordonné que la pétition du révérend F. Pratte et autres de la paroisse de Saint-Simon (Bagot), présentée aujourd'hui, concernant la ligne du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent soit maintenant reçue et lue, et que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Il en est ordonné de même au sujet de la pétition de Félix Gauthier et autres, de la paroisse de Saint-Simon, présentée aujourd'hui, demandant que la ligne du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent soit fixée tel que mentionné dans le contrat.

Compagnie de chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent

M. F. DUPONT (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent.

Adopté.

En comité:

M. F. DUPONT (Bagot): Propose que le dit bill soit amendé. Et objection étant faite que cet amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'il n'est pas couvert par les avis requis par les règles de cette Chambre; et M. LaRue, étant appelé à laisser le fauteuil et soumettre le point d'ordre à la décision de M. l'Orateur, le président laisse le fauteuil.

M. L'ORATEUR: Décide qu'en effet l'amendement n'est pas couvert par les avis; que cependant il est dans l'ordre et conforme à la pratique parce que la Chambre, tout en ne permettant pas aux compagnies de demander d'autres changements à leurs chartes que ceux couverts par les avis, a toujours usé de son droit de faire à ces chartes, une fois mises devant elle, tels changements qu'elle jugeait désirables dans l'intérêt public, que ces changements aient été ou non demandés par les pétitionnaires, c'est-à-dire couverts par les avis.

La Chambre se reforme en comité et après avoir siégé quelque temps, le comité fait rapport de quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau demain.

Accordé.

Décès du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Se levant de son siège, informe la Chambre qu'il a à remplir le pénible devoir de lui annoncer le décès de Son Excellence l'honorable René-Edouard Caron, lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Monsieur l'Orateur,

Depuis un mois, notre première pensée a été, en entrant chaque matin dans cette enceinte, de nous enquerir de l'état de santé du représentant de Sa Majesté dans le gouvernement de notre province. Cette inquiétude est maintenant changée en un sentiment profond de chagrin et de douleur; cette douleur affecte non seulement la Chambre et celui à qui incombe la tâche d'en être l'expression, mais encore elle serre le cœur de toute la nation. La perte que nous regrettons n'en est pas une qui afflige un parti politique seul; c'en est une où les regrets sont unanimes et sont partagés de tous.

Si la politique nous divise, elle ne saurait nous partager quand il s'agit de rendre hommage à la mémoire d'un homme qui fut promu, pour ses talents, son patriotisme et sa vertu, au premier poste qu'un Canadien puisse occuper dans cette province.

Les talents et le goût du travail, accompagnés de la vertu, sont les trois puissances morales qui ont ouvert au fils d'un humble et honorable paysan du comté de Montmorency les carrières variées qu'il a parcourues pendant cinquante ans pour venir s'éteindre, revêtu du titre et des qualités de lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

René-Edouard Caron n'a rien dû à la protection ni à la faveur; en 1826, il entrait au Barreau de Québec sans autre protection que son travail, son énergie et la détermination de s'y faire une position honorable.

Né avec le siècle, en 1800, il était arrivé à l'âge mûr à l'époque la plus critique de notre histoire politique; il n'a pas hésité à partager son temps entre la clientèle et la politique. Il ne fut pas le dernier à demander les réformes qui eurent pour résultat de nous assurer le gouvernement constitutionnel dont nous jouissons aujourd'hui.

Ce que d'autres voulaient à tout prix, il le voulait comme eux, mais il ne le demandait qu'à des moyens constitutionnels; c'est là la plus belle page de sa vie; il demandait la réforme, il la demandait partout et toujours, mais il ne l'espérait que de la justice et de la modération. Si sa manière de voir eût prévalu, nous n'aurions pas eu à regretter des martyrs politiques, d'un côté, et, de l'autre, le spectacle

d'une même famille divisée entre elle pour refuser ce que la justice, la raison, la paix et la prospérité du pays exigeaient. C'est à cette époque que nous pourrions dire qu'il a gagné la devise *Fortiter in re, suaviter in modo*.

La réforme est venue sans que l'acrimonie entre les deux partis ait été complètement effacée; c'est surtout à cette époque que, par son esprit conciliant et modéré, M. Caron a été utile en contribuant à amener les hommes politiques, les uns à profiter sans abus des réformes obtenues et les autres à ne pas regretter d'avoir accordé ce que la justice leur faisait un devoir de ne pas refuser plus longtemps.

Après dix-neuf ans de carrière politique, il a été appelé à prendre place sur le banc judiciaire de cette province; d'abord, comme juge de la cour Supérieure et, peu de temps après, comme juge de la cour d'Appel. La confiance publique qui l'avait accompagné et qu'il avait toujours méritée l'a suivi dans ce nouvel emploi.

En 1859, de concert avec ses collègues, les juges Morin et Day, il commença l'érection du plus beau monument qu'une nation puisse posséder en Amérique; ce monument est un petit livre sur le frontispice duquel on lit ces mots: "Code civil du Bas-Canada". Ce petit livre est un temple où le pauvre comme le riche, l'étranger de toute race et de toute nationalité, entrent avec confiance et trouvent la même justice et la même protection pour leur propriété et leur famille.

Monsieur l'Orateur, en 1873, l'honorable juge Caron était appelé à remplir le poste de lieutenant-gouverneur de cette province; l'on se rappelle l'accueil favorable qui a été fait à cette nomination; la province entière s'est réjouie de voir un homme aussi capable, qui s'était toujours dévoué aux intérêts publics, qui avait sacrifié la plus longue partie de sa vie à travailler pour ses concitoyens, chargé de la représentation directe de Sa Majesté auprès de nous.

Cette nomination a été accueillie non pas comme la nomination d'un parti politique; mais tous les partis se sont réunis pour dire que le choix de Sa Majesté ne pourrait tomber sur un plus digne.

C'est là, Monsieur l'Orateur, c'est à cette époque surtout que l'on peut dire que l'homme que nous regrettons appartient à cette Législature. En est-il un dans cette Chambre, en est-il un en dehors de cette Chambre qui puisse aujourd'hui apporter autre chose qu'un sentiment de regret de voir qu'il nous a été trop tôt enlevé? Je ne crois pas qu'il existe un seul homme dans le pays qui puisse exprimer un autre sentiment.

J'ai dit que c'était à cette époque surtout qu'il avait appartenu à cette Législature; certainement qu'il nous a traités comme les enfants d'une même famille, qu'il se regardait comme le père de la province de Québec, et c'était bien là le caractère de l'accueil qu'il nous faisait lorsqu'il nous recevait, comme le disait M. Joly,

dans une autre occasion, avec l'urbanité d'un gentilhomme anglais; c'est bien là l'accueil que nous avons reçu chez lui.

Au point de vue politique, je dois dire que la Chambre, j'en suis convaincu, croit et pense avec raison que personne n'a conduit avec plus de sagesse la province de Québec sur le chemin de la prospérité.

Maintenant, s'il m'était permis de troubler le deuil de la famille du lieutenant-gouverneur en faisant arriver l'écho de notre douleur jusque dans l'enceinte de sa maison, je dirais que cette Chambre partage les regrets de sa famille; je lui dirais: Vous avez perdu un époux, un père, et nous avons perdu le premier citoyen de la province de Québec; la ville de Québec, le plus distingué de ses habitants, et, si je me reportais jusqu'au comté de Montmorency, je dirais qu'il a perdu le plus illustre de ses enfants.

Certainement, nous le considérons comme un père et la douleur de sa propre famille est aussi la douleur de cette Chambre.

Je regrette, Monsieur l'Orateur, que cette tâche difficile et pénible de rendre hommage à l'homme que nous regrettons ne soit pas échue à un autre que moi; si je n'ai pas traduit le sentiment de l'expression de cette Chambre, c'est que l'émotion m'empêche d'exprimer tout ce que mon cœur éprouve.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, tout ce que je puis dire, c'est que ce côté-ci de la Chambre éprouve les sentiments de regret si éloquemment exprimés par l'honorable procureur général.

L'honorable leader de la Chambre a su si bien exprimer les sentiments des membres des deux Chambres que je n'ai rien à ajouter aux justes éloges qu'il a consacrés aux qualités et aux mérites du regretté défunt.

M. G. B. BAKER (Missisquoi): Re-echoed in English what had been so ably and eloquently said by his colleague from Montmorency (Mr Angers). He added that it was their duty to give expression to the sentiments of regret which pervaded the House and would pervade the country at the decease of Lieutenant-Governor Caron; and to join with his sorrowing relatives and friends in their mourning over the loss of one so dear and gifted. The name of the deceased would be remembered and honored, as one who had striven with patriotic energy and devotion to advance the interests of the country and to harmonize the different elements of which its population was composed and of which he was an honor. He had gone down to the grave full of years and distinction; yet to his sorrowing friends, he had left the gratifying heritage of recollection that in the many distinguished positions he had filled, he had been able to dignify and adorn them all. He had left behind him an unsullied name, and his example should stimulate them all to an equally virtuous striving after good imitation of

his exemplary virtues, in public and private life, and emulation of his energy and courage.

L'HONORABLE A. R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), propose l'ajournement de la Chambre à trois heures, demain, et ajoute qu'elle se réunira et s'ajournera de jour en jour, jusqu'à ce qu'elle soit en position de procéder aux affaires publiques.

La Chambre s'ajourne à six heures et demie.

Séance du 14 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures dix.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Adopté.

La Chambre s'ajourne.

Séance du 15 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que la Chambre s'ajourne.

Adopté.

La Chambre s'ajourne.

Séance du 16 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures dix.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), que la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi.

Il informe la Chambre que le nouveau lieutenant-gouverneur sera assermenté à 4 heures. Egalement, les députés qui veulent assister aux funérailles devront se réunir au Parlement, lundi matin, à 8 heures quinze.

Adopté.

La Chambre s'ajourne.

Séance du 19 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

M. l'Orateur met devant la Chambre: état des affaires de l'Asile Finlay, Québec, pour l'année 1875 et de l'Hospice Youville, à Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, de l'Hôtel-Dieu, Saint-Hyacinthe et de l'Ouvroir Sainte-Geneviève, Saint-Hyacinthe, tous pour l'année 1876, (Documents de la session, no 6)

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Dulac, la pétition du révérend J.-O. Faucher et autres, de la paroisse de Shenley, la pétition du révérend L.-M. Morisset et autres, de Saint-Côme, la pétition de Félix Fontaine et autres, de Saint-Vital-de-Lambton, toutes du comté de Beauce, la pétition d'Eusèbe Brodeur et autres, du township de Stratford, comté de Wolfe, la pétition de la municipalité du township de Saint-Vital-de-Lambton, la pétition de la municipalité du township de Shenley, et deux pétitions du révérend S. Garon et autres, des townships d'Aylmer et Guyhurst, comté de Beauce.

Par M. le trésorier Church, la pétition du conseil du Bureau de commerce de la cité d'Ottawa.

Par M. Duhamel, la pétition de Henry Depencier et autres, du village de Wakefield et d'autres lieux.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De R.J. Reckie et autres, du village de Notre-Dame-de-Grâce, demandant qu'aucun acte ne soit passé érigeant en municipalité de village le Côteau Saint-Pierre et la Côte-Saint-Luc.

De A. Lapierre et autres, de C.-A. Leblanc et autres, de Charles Moffatt et autres, tous de la cité de Montréal, demandant que le bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries, ne devienne pas loi.

De Kenneth Campbell et autres, de Lymans Clare & Cie, et autres, de S.J. Lyman et autres, et de James Mathieson et autres, tous de la cité de Montréal, demandant respectivement que le bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries, ne devienne pas loi.

De T.G. Goodenough et autres, du township de Ham-Sud, comté de Wolfe, demandant de l'aide pour le chemin de fer Québec Central.

Du révérend N.-M. Huot et autres, du town-

ship de Lambton, du révérend S. Garon et autres, de la paroisse de Saint-Sébastien d'Aylmer, du révérend J.-B. Villeneuve et autres, de la paroisse de Saint-Victor-de-Tring, de Pierre Boucher et autres, du township de Shenley et du révérend H. Desruisseaux et autres, de Forsyth et autres townships, tous du comté de Beauce, demandant respectivement que le chemin de fer de Québec Central ne reçoive de l'aide à moins que son tracé ne soit modifié.

De Edouard Caron et autres, du révérend Joseph-Magloire Moreau et autres, du révérend L.-N. Bernier et autres, et de Georges Michaud et autres, tous des townships du comté de Témiscouata, demandant respectivement la remise à certaines conditions, des rentes dues au gouvernement sur leurs terres.

Du révérend L.-M. Morisset et autres, de Saint-Côme et du révérend P. Dassylva et autres, de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, demandant respectivement de l'aide pour parachever le chemin de Lévis et Kennébec.

Du révérend Théop. Houde et autres, du township Mailloux, comté de Bellechasse, demandant de l'aide pour un pont.

Du révérend J.-R. Dugas et autres, du township de Waxford, comté de Montcalm, demandant de l'aide pour un chemin.

De Thomas Rawan et autres, du township de Rawdon, comté de Montcalm, demandant de l'aide pour un chemin dans ledit township.

De Augustin Trahan et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, demandant de l'aide pour l'ouverture d'un chemin conduisant de cette paroisse à la paroisse Sainte-Claire.

De Martial Roy, demandant une gratification pour ouvrages extra faits au bureau de l'imprimeur de la Reine.

Rapport de comités:

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec, et autres sujets renvoyés à ce comité. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte concernant la profession médicale en cette province" et le bill intitulé: "Acte pour amender et refondre les actes concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec", et, du consentement des promoteurs desdits bills, les a ensuite renvoyés à un sous-comité qui a combiné les dispositions desdits bills en un seul bill intitulé: "Acte pour amender et refondre les actes concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec", avec amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. M. MATHIEU (Richelieu): J'ai l'honneur

de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial nommé pour étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada.

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné le bill pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 23, concernant les magistrats de districts auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Thomas Barron, demandant un acte pour autoriser la vente de certains biens substitués, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Que ce comité, après avoir pris connaissance des sommes qui ont été dépensées par une compagnie anglaise pour exploiter les mines de fer titane de Saint-Urbain, dans le comté de Charlevoix, de l'état des travaux, des causes de l'insuccès, du résultat des expériences faites par M. Piret, est d'opinion que l'on devrait profiter des travaux faits à Saint-Urbain, du matériel qui s'y trouve, pour faire faire sur les lieux des expériences pratiques nécessaires pour assurer l'exploitation de cette grande industrie qui serait une source de revenu incalculable pour le pays en général et cette localité en particulier.

M. W. W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au vingt et unième jour de décembre courant.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, à chacun desquels il a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie de l'hôtel Windsor, Montréal.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Bill pour ériger le village de la Pointe-au-Pic en une municipalité séparée.

Bill pour incorporer la municipalité du village de Sainte-Cunégonde.

Bill pour autoriser la Compagnie des viandes et produits canadiens à émettre des bons de préférence.

Bill pour autoriser la comportion du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour définir le mode de procédure à suivre pour déclarer ce plan obligatoire pour tous les intéressés, et pour d'autres fins.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 44, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de la Providence de Montréal de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

Bill pour incorporer la Compagnie des mines de Québec.

Bill pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder, tant en son nom que comme administratrice du bien des pauvres dudit Hôtel-Dieu, d'autres biens meubles et immeubles jusqu'à un certain montant.

Bill pour incorporer The Trust Company of Canada.

Bill pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur d'en faire rapport sans amendement :

Bill pour incorporer The Protestant Home for Friendless Women.

Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain, Saint-Jean.

Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 12e Victoria, chap. 144, intitulé : "Acte pour incorporer les clercs paroissiaux du catéchistes de Saint-Viateur, dans le village de l'Industrie."

L'honorable promoteur du bill pour annexer une partie de la municipalité scolaire dissidente de Saint-Roch de Québec-Nord à la municipalité scolaire dissidente de Saint-Sauveur-de-Québec, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu'il lui soit permis de retirer son bill.

Votre comité a aussi examiné le bill pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la rivière Saint-Pierre et pour étendre ses pouvoirs, y a fait plusieurs amendements et a retranché du préambule la partie qui demande l'extension des limites de ladite municipalité et un changement dans le personnel des commissaires d'écoles, vu qu'il considère qu'il est inexpédient de leur accorder cette partie de leur demande.

Votre comité a de plus considéré le bill pour pourvoir à la rémunération des exécuteurs testamentaires et des fidéi-commissaires de feu John Pratt et est d'opinion que, sous les

circonstances représentées au préambule, la Législature ne devrait pas intervenir.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur bills privés soit prolongé jusqu'à jeudi prochain inclusivement et que la règle de cette Chambre soit suspendue en conséquence.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 10 décembre 1876, demandant copie du rapport de L.-S. Rivard, inspecteur des mines d'or, sur la visite qu'il a faite l'été dernier des terrains aurifères exploités par l'honorable J.H. Pope, dans le township de Ditton;

Un état constatant le montant de l'or extrait par ledit honorable J.H. Pope sur lesdits terrains, depuis le 1er juillet 1867, d'après les déclarations qu'il a dû faire sous serment, conformément à la loi;

Un état constatant les sommes payées chaque année par ledit honorable J.H. Pope pour les droits de la couronne, pour l'exploitation de l'or sur ledit terrain depuis le 1er juillet 1867;

Un état indiquant le nombre et la superficie des lots pour lesquels l'honorable J.H. Pope a des patentes sur les rivières Petite Ditton, Grande Ditton et Rivière-au-Saumon, dans le township de Ditton avec les conditions auxquelles ces patentes ont été accordées et constatant si ces conditions ont été remplies ou non. (Documents de la session, no 24.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative datée le 22 novembre 1876, demandant:

1. Copie des dépositions prises devant M. le commissaire Hemming lors de l'enquête tenue par lui à Montréal sur l'administration du bureau à la cour de Police à Montréal.

2. Copie du rapport dudit commissaire ainsi que toute communication, correspondance ou papier qui ont rapport à la réorganisation dudit bureau de police et à la nomination des nouveaux employés ou à l'augmentation de salaire des anciens. (Documents de la session, no 25.)

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant la construction du palais de justice de Québec".

Bill intitulé: "Acte autorisant la refonte des Statuts généraux de la province de Québec".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés

publics et de leurs familles" avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Fonds de retraite et de secours

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles".

Adopté.

Il est ordonné que ledit amendement soit lu une seconde fois demain.

Pétition:

Il est ordonné que la pétition de la corporation de la cité de Montréal, présentée mercredi le 13 du mois présent, demandant que l'acte 37 Vict., chap. 51, section 114, sous-section 11, soit amendé, soit maintenant reçue et lue, et que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition, et que la dite pétition soit renvoyée au comité des ordres permanents.

Introduction de bills :

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour autoriser la vente pure et simple des immeubles substitués par le testament de feu Thomas Barron et autres fins.

Adopté.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire ledit bill. Accordé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 7, pour obliger les assureurs à prendre une licence.

Il dit que le but du bill est d'exempter les polices d'assurance contre les accidents d'être soumises à la taxe imposée aux autres polices.

A l'heure actuelle, ce genre d'assurance rend un très bon service mais ne compense pas adéquatement les assureurs.

La permission est accordée.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte du département du Trésor de cette province, 31 Vict., chap. 9. Accordé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill concernant les licences. Accordé.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill pour imposer certaines obligations aux porteurs de licences et pour d'autres fins. Accordé.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un

bill pour amender le chapitre 77 des Statuts refondus du Canada, concernant les arpenteurs et les arpentages. Accordé.

Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que le gouvernement persévérerait cette année dans la ligne de conduite qu'il a toujours suivie en soumettant aux derniers jours de la session ses mesures importantes, ce qui ne permettrait pas aux membres de la Chambre de les étudier convenablement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il espère que le gouvernement doit se trouver en position de dire à quelle époque pourrait avoir lieu la prorogation. Les fêtes approchent et tous les députés ont hâte de revenir dans leurs familles. Comme il a entendu dire qu'il y aurait un ajournement à Noël, il tiendrait à connaître d'une façon définitive les intentions du gouvernement. Il n'ignore pas que, comme d'habitude, le gouvernement fera peser sur l'Opposition la faute de tous les retards, mais je pense qu'elle n'a rien fait pour entraver la marche des affaires et que si les mesures avaient été soumises en temps voulu, le Parlement aurait pu être prorogé à la veille des fêtes.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que le gouvernement ne pouvait dès aujourd'hui annoncer l'époque de la fin de la session, car certaines mesures soulèveront peut-être des débats un peu longs. Elle peut se terminer à Noël, mais, si la chose est impossible, elle ne se prolongera pas après le jour de l'an. Toutefois, la durée de la session dépend entièrement de l'Opposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que les ministres devraient comprendre que l'Opposition ne mettra aucun obstacle à la marche des affaires.

M. W.W. LYNCH (Brome): Demande quand le bill de l'éducation sera imprimé en anglais.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le retard vient du bureau des traducteurs anglais. Il ajoute que, depuis deux ans, il fait des efforts inutiles pour faire changer cet état de choses et qu'il a lui-même eu plusieurs occasions de se plaindre.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Dit qu'il a examiné les amendements à la loi de l'éducation et qu'il les pense de nature à rendre service à la cause de l'instruction publique de la province de Québec.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Fait remarquer que si les traducteurs anglais de la Chambre ne sont pas capables de faire l'ouvrage qui leur est confié, le gouvernement n'éprouverait aucune difficulté à trouver à Québec des jeunes gens instruits et désireux de se charger des traductions de la Chambre.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-

bonne): Répond que le gouvernement n'a rien à faire avec cette question; c'est l'Orateur qui nomme les traducteurs surnuméraires.

Rapport du comité de l'industrie

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Richelieu (M. M. Mathieu), que cette Chambre concoure dans le troisième rapport du comité permanent des industries.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait observer que ce rapport demandant des expériences qui entraîneraient des dépenses, ne peut être adopté. Il soulève donc la question d'ordre.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, parce que le rapport recommande une dépense de fonds publics, et que la mesure n'a pas été recommandée par Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

M. L'ORATEUR: Décide que la version anglaise n'est pas dans l'ordre parce que le mot on, dans la version française, ayant un sens général, a été traduit en anglais, par erreur, par le mot nous, qui a une signification particulière et directe.

Et la question étant mise aux voix et que cette Chambre concoure dans ledit rapport, la Chambre se divise et elle est résolue dans l'affirmative.

Chemins de fer

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la création d'un fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion la recommande à la considération de la Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité :

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande comment il se fait que les résolutions n'ont été distribuées que cet après-midi.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said the resolutions were clear and explicit, and but carried out the policy announced in the budget speech. He had already stated it was intended to form a consolidated fund, out of which subsidies or grants promised various railways should be taken, including the amount to be spent upon the Quebec, Montreal and Occidental Railway. The Government scheme was substantially embraced in the resolutions before the House. He presumed as to the first

resolution no member required any explanations.

As to the second the statement as to debentures was made as general as possible. It was thought as well to provide in the first part of the resolution that in the event of any debenture being issued hereafter they should form part of this fund. It was also thought well to merge in it any unexpected balances. All knew there was in the Treasurer's hands a very considerable unexpended balance of the two loans authorized by Legislature, which it was proposed should fall into this fund. They were obtained to help to construct the Quebec, Montreal and Occidental Railway and other authorized roads, and it was nothing more than proper they should be applied to that object.

It was also declared that the proceeds of debentures should form part of this fund. The reason was this: the cities of Quebec and Montreal had the right of giving their contributions to North Shore roads in debentures or cash. The third resolution virtually declared that no railway corporation should be legislated out of its right; that it should hereafter as heretofore receive any sum to which it was entitled. The fourth resolution was somewhat more complete. By the legislation of the last session, the Government were authorized to grant three millions to the Quebec, Montreal and Occidental Railway by order in Council, under certain conditions.

The intention was to make the proceeds of the bonds a first charge over all other charges against this enterprise. It occurred to him that during the present monetary stringency, it might be convenient to have a little latitude in dealing with this matter. Substantially, the Province would be responsible for their proper punctual payment. When he spoke of a moral obligation, he did not apprehend it would have to be enforced as against the Province, but, what he meant was that the Province by means of Commissioners, although it specially confided to them the authority to create an obligation with a Province object, still in event of that object miscarrying, of accidents occurring, the moral obligation would arise in favour of the persons with whom Commissioners had dealt or contracted.

Under these circumstances and in view of the fact that the money markets of Europe and America were in a depressed condition, and thinking the position of the Province could be improved by the proposals of this resolution, he had submitted modifications. There was a large sum in the hands of the Province, and some of the roads were making good progress, others had achieved considerable, while some had made none at all.

The money being actually loaned to banks, it would seem injudicious to leave it there and go and borrow more at higher interest than the Province deposits earned. He did not in these remarks suppose that any loss would occur to

the Province if the present deposits were left in banks; but as men of business, dealing with large corporations with whose management of internal economy Ministers or Members of the Legislature could not influence, it seemed better to him to use those public moneys in banks than to borrow more to meet the actual obligations of the Province. But if the market should prove a falling one, these Commissioners would not be able to go into market and borrow as advantageously as the Government.

Therefore he considered it best that they should not now borrow this money, or a portion, for they would be able to arrange that any competent railway might have its grant from the present means. Under all these circumstances, it seemed to him desirable that the Government could use these funds, but a portion was not likely to be required for the purpose for which it was borrowed. The resolution showed it was proposed to authorize the Executive to advance to the Commissioners out of that fund a sum not exceeding three millions for completing the Quebec, Montreal and Occidental Railway, and to receive the bonds mentioned. He further proposed that the Province should be substituted to the position of any parties who under original state of things got possession of those bonds. The holders of those bonds had had a privileged claim on all assets of roads above that of the Government and all others.

By present resolution over some nine millions worth of property would be placed in the hands of the Province as security for its three million. Reference was made in these resolutions to certain powers Commissioners were authorized to exercise over and above that of trustees and bondholders as regards this property, obtained by the Government for advancing this money. The Government thus meant to have all the security any companies would have had.

Authority was also given to the Governor in Council to pledge these bonds as collateral security or to sell and pledge them. This provision might be thought somewhat extraordinary. But according to his experience, a party engaging in any business transaction, desirous of obtaining money, should be left as free as possible — should not be put in hands of any parties who might desire to cripple his movements. There was no difficulty in using half a million or a million of these bonds as collateral security.

Therefore it was proposed to take a somewhat peculiar power in regard of using these bonds as collateral security. It was provided that while these bonds remained in possession of the Province, interest should be paid into the fund. It was desirable that this should continue so long as moneys were paid out of it. He thought that as honourable gentlemen were familiar with the legislation of the last and present session, all would

understand the meaning of these resolutions after his explanations. He hoped it would be seen they were drawn not in the interest of any particular corporation, but in the best interest of all as well as in the interests of the province.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said that when he (Mr. Church) remarked there might be a moral obligation for the Province to make itself answerable for these bonds and the interest thereon, he (Mr. Joly) thought he did not know that the creditors of the Province would be certain of the endorsement as part of the said obligation.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said he spoke of a moral obligation existing under the present legislation. He did not propose to borrow any money on such obligations.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said last year it had been contended that the loan by Commissioners was not a Provincial one. Now they were told it would be impossible to float it without Provincial endorsement. Within twelve months, therefore, the position of the Opposition had been justified. They then stated that it would be impossible to float the bonds without the Provincial guarantee, and had called upon the House to consider that it was proposed by the Government to obtain a loan not of eight, but of over eleven millions. He did not thus expect to find such a striking confirmation on this occasion of the views of last year. The interest on the loan which the Government wanted would reach \$550,000, and with one per cent sinking fund \$660,000 a year.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said suppose they lent a part of those \$8,000,000 and took bonds for it, would that create additional debt?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Referred to the views of the Member for Sherbrooke on this point.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Replied that what that gentleman had said was that, if all the roads went and the subsidies called for were paid, they would have to borrow \$11,000,000; but, if not, they might not have to borrow more than eight.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Contended that by adopting the resolutions they would become liable for eleven, and by a careful study of the budget speech of the Member for Sherbrooke, last year, he had found today that if all the roads contemplated were built and provided for, the Provincial obligations would reach \$13,155,550. How did he propose to meet this sum? — \$2,000,000 come from Québec and Montreal, and \$350,000 from

other municipalities of the North Shore Line, after deducting 15 per cent, and there were \$3,600,000 of the first loan, all these making a total of \$6,050,000, which would leave, said that gentleman, \$7,122,125 to be provided for by loans, and then, he added, the actual debt would be less than \$8,000,000; but last year, he would not acknowledge these \$3,000,000 as a Provincial debt. Thus was completely changed the policy of last year. Then, he would never consent, upon any appeal, to admit it was possible to look upon the \$8,000,000 to be borrowed in any way as a Provincial responsibility. The Premier had said the same thing — it being declared that the Commissioners could borrow upon their own sole responsibility. It was now said, perhaps the eight millions would not be wanted. So far the Government acknowledged that only one road — The Quebec Frontier — had failed; by which \$185,000 would be saved; but if the completion of all the others was secured about thirteen millions would be required — a debt near the old estimate. He took this position; the Government had already borrowed eight millions, out of which they had spent five, and it appeared to him impossible to execute their policy of last year, imperfect as it was, without borrowing the whole eleven millions.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Agreed with the last speaker that there had certainly been a change in the policy with regard to these three million. Last year, it had been decided they should raise all the money wanted to build this road, and three million were to be used on the strength of the road, and that only, upon the principle that if it were to be leased, and these three million placed in the hands of third parties, the interest upon them would be likelier to be paid much more punctually as a result. He believed that the substance of the resolutions amounted to this — that certain sums being voted for certain railways, the Government intended to take them all, together with the Municipal grants, to form a new fund, with which to pay for the construction of the roads first commenced or specially for that of the North Shore. It seemed hardly fair to devote funds appropriated to other works to any other than the same works for which they were voted. It was quite true that they had the solemn declaration of an act of Parliament on the subject, but, supposing another Government came into power and the financial

stringency continued, the Gouvernement might say, and very correctly so, that they could not borrow anymore. He argued that it seemed a very dangerous policy for the House to take moneys voted for one object and apply them to another, and to trust to a new Parliament — possibly — a new Government — to find new means for the roads stripped of their grants. He wished to know in the meantime where the interest was to come from?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): From the earnings of the road.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said if this could be done, the bonds would provide for the necessities contemplated. But suppose the road did not pay, how was the interest to be provided for? Who would secure the rights of the poor, unfortunate roads starving to-day?

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said the honourable gentleman would see how he had provided for it himself in 30th Victoria; when the Commissioners issued the bonds, they had a power to create a mortgage that would continue till the trustees took possession to make or sell the railway.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he did not see how trustees could take a road for a Government debt — Government holding the road. He held that the resolutions were not explicit.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Pretended they were adding that, of course, while they had the bonds already, they wished no third power, but when they parted with them they did.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Remarked that the difference seemed to be that last year it was thought it would not be necessary to give a Government guarantee for the possession of the bonds. He did not say the Province could not afford to issue these three millions in their own name and apply them to the road, but he meant that no soon after the passing of an act giving the Commissioners the right to issue bonds for the Government to take power to pay the interest themselves, till the bonds fell into their hands, was a dangerous policy.

Les débats sur cette question sont ajournés.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer l'association connue sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennébec

M. F.-X. DULAC (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisse de Lévis à Kennébec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X. DULAC (Beauce): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des artisans de Montréal

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte incorporant l'Institut des artisans de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Onésiphore D. Labrie

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Onésiphore D. Labrie au nombre de ses membres.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de fer

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la création d'un fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Croit que le gouvernement demande en réalité le pouvoir d'emprunter une somme additionnelle de \$3,000,000. Il demande de plus amples explications.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il n'est pas proposé de créer un emprunt nouveau, mais simplement de prendre dans les banques l'argent que le gouvernement y a déposé pour ces chemins de fer. Il dit que, dans le cours de ses remarques, il a omis par inadvertance le lac Saint-Jean, sur lequel le gouvernement fera connaître ses vues en temps et lieu. C'est une bagatelle de \$40,000. Il n'est pas autorisé à dire que la politique du gouvernement est changée substantiellement sur les questions de chemins de fer, mais des changements pourraient être faits dans les détails.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Said the position of the Government was most anomalous, being that of a debtor becoming a lender. The great and striking feature, however, of their proposition, was that looking to the borrowing of \$3,000,000; but the House was not furnished with any details to show how the Government proposed to expand this money — what roads they proposed to encourage, and which they proposed to neglect. They had been told that the Provincial debt was not to be increased, but now they found that the country was to be run into debt \$3,000,000, in addition to the \$8,000,000 already borrowed, and this in complete ignorance of how this new loan would be expended and how the past \$5,000,000 disbursed had been spent. In regard to the latter, he had asked for returns a month since, but had not yet received them, and yet, with a question of such public moment remaining doubtful, the Government were anxious to cast all the blame of the obstacles to an early prorogation upon the shoulders of the Opposition. He decidedly objected to the proposed additional burden of three million before knowing how it was to be expended, believing that they had now gone far enough in the borrowing direction.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Said the third resolution showed that the Government proposed to lay it out in two ways. He did not think that it was absolutely necessary to detail that they contemplated giving \$4,000 per mile to this road and \$3,500 to another, as these sums had been already foreshadowed in his Budget speech. Moreover, in regard to existing subsidies, the Government were bound by the statute.

M. H-G. JOLY (Lotbinière): Asked if he was to understand, by what had fallen from his honourable friend, that the Government positively adhered to their railway policy as outlined in his Budget speech? He gave a plain question and asked for a plain answer.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Said that in the course of his remarks on railways, he accidentally omitted the Lake St. John, the views of the Government as to which should be explained in due time. It was but a trivial matter. It was desired to allow a certain sum already paid to that railway to be applied to its second section, to be delayed for some time. It was a mere bagatelle of \$40,000. He was not authorized to say the Government policy would be substantially changed on railroad questions, but changes might be made in matters of detail.

Il est résolu :

1. Qu'il sera et il est par le présent établi un fonds pour les chemins de fer de la province de Québec, appelé "Le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec".

2. Que ce fonds se composera des débentures de cette province ou du produit de toutes débentures de cette province qui ont été jusqu'ici ou qui seront ci-après émises, négociées et vendues en vertu de tout acte de la Législature de cette province, passé ou qui sera passé, et de toutes balances non dépensées de toute somme maintenant entre les mains du trésorier de cette province ou qui tomberont ci-après entre ses mains pour aider à la construction de tout chemin de fer ayant maintenant droit à une subvention ou qui pourra ci-après y avoir droit ou pour construire le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental; et de plus toutes les débentures ou souscriptions municipales mentionnées dans la cédule A du chap. 2, 39 Vict., des statuts de cette province, entreront aussi dans ce fonds et en formeront partie.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, à même ledit fonds, payer à toute compagnie de chemin de fer ayant droit à une subvention en vertu de tout acte de cette province, ou aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, telle subvention, à tel temps et en tels montants que par la loi ils ont droit d'avoir et de réclamer.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil

pourra, s'il juge à propos de le faire, à même ledit fonds, avancer aux commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, telle somme ou sommes de deniers, n'excédant pas en tout \$3,000,000 qu'il jugera nécessaire; mais dans ce cas et lorsque telle avance sera faite, lesdits commissaires devront remettre au trésorier de cette province, sur les bons que, par la vingt-cinquième section dudit acte, ils sont autorisés à émettre, une somme équivalente au montant de telle avance. Et lesdits bons seront de suite portés audit fonds et en formeront partie; et l'intérêt que porteront ces bons sera déduit des profits nets dudit chemin et porté au crédit dudit fonds pour en former partie, tant que ces bons resteront entre les mains du trésorier de cette province.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps lorsqu'il jugera à propos de le faire, engager lesdits bons comme garantie collatérale de toute avance de deniers faite ou requise pour les fins du présent acte, ou ordonner l'émission, la négociation et la vente, par le trésorier de cette province, des susdits bons ou de toute partie d'iceux, sujets à tels termes et conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra fixer ou prescrire.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, par endossement sur lesdits bons ou autrement, selon qu'il pourra déterminer, garantir le paiement régulier, exact et ponctuel de l'intérêt que porteront lesdits bons ou le paiement régulier, exact et ponctuel de l'intérêt et du principal desdits bons. Et pour faire disparaître tous doutes, il est par les présentes déclaré qu'au cas où ladite province avancera tout ou partie du montant desdits bons, elle sera substituée et subrogée dans tous les droits et pouvoirs, privilèges et avantages accordés ou que l'on voulait accorder, conférer ou autoriser d'être conférés aux porteurs desdits bons ou débentures, ou à tout fidéicommissaire ou fidéicommissaires d'iceux, et au cas où lesdits bons tomberont entre les mains dudit trésorier tel que ci-haut prévu, tous les pouvoirs, privilèges et autorité conférés auxdits commissaires à l'égard desdits bons, ou qu'ils ont pouvoir ou autorité de conférer à d'autres en vertu des sections 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35 de la 39 Vict., chap. 2, ou en vertu de toute autre section dudit acte, seront conférés au trésorier de la province et par lui exercés ou seront par lui conférés à d'autres, aussi complètement et aussi efficacement que lesdits commissaires pourraient le faire; et le même rang et la même priorité dans le revenu dudit chemin seront conservés et assurés à ladite province, comme si lesdits bons eussent été vendus à ladite province par les commissaires.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

Salaire de shérifs

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmo-

rency): Propose appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L.R. Church), la troisième lecture du bill concernant le salaire de certains shérifs.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shelford): S'oppose à cette motion.

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

M. L.-O. LORANGER (Laval): Fait rapport que le comité des subsides a passé 92 résolutions, lesquelles sont lues.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

La première et les suivantes jusqu'à la quatre-vingt-huitième résolution, inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La quatre-vingt-neuvième résolution étant lue une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Les autres résolutions étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Instruction publique dans Sherbrooke

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant l'instruction publique en ce qu'elle concerne la cité de Sherbrooke.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limite des comtés de Saint-Maurice et de Champlain

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour corriger une erreur, qui se trouve dans l'acte de la Législature de cette province, 39 Vict., chap. 40, intitulé: "Acte pour annexer certaines parties du territoire Saint-Maurice au comté de Champlain, pour les fins représentatives, municipales et d'enregistrement".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Notariat

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. E.-H. BISSON (Beauharnois): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privileges des hommes de cage

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour assurer les privilèges des hommes de cage, étant lu :

M. M. MATHIEU (Richelieu): Demande à retirer son bill.

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit retiré.

Paroisse de Sainte-Elisabeth

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher une certaine portion de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, dans le comté de Berthier, et l'annexer à la paroisse de Sainte-Elisabeth, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales et municipales et toutes autres.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité de toute la Chambre.

Code municipal

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'article 499 du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour régler le flottage du bois de corde sur

la partie non navigable de la rivière Saint-François et ses tributaires.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Code civil

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les articles 1669 et 2042 du code civil.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Limites du comté de Nicolet

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Propose, appuyé par le député de Vaudreuil (M. E. Lalonde), la deuxième lecture du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses dans les comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour annexer au comté de Nicolet les parties de municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Et, objection étant faite que ledit bill n'est pas dans l'ordre, parce que c'est un bill privé et qu'il aurait dû être traité comme tel.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision, demain.

Interpellations:

Registrateurs

M. D.-N. SAINT-CYR (Champlain): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'exiger des registrateurs de la province de Québec les renseignements statistiques que ces officiers sont obligés de transmettre annuellement pour tous ceux qui ne l'ont pas encore fait.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Répond que le gouvernement a l'intention d'exiger des registrateurs toutes les informations qu'ils sont tenus à donner.

Adresses au lieutenant-gouverneur:

Magistrat de district des Trois-Rivières

M. D.-N. SAINT-CYR (Champlain): Propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1. Le nombre des sommations émanées par le magistrat de district des Trois-Rivières;
2. Le nombre de sommations rapportées;
3. Le nombre de jugements rendus;
4. Le montant des amendes réclamées;
5. Le nombre d'amendes imposées et payées;
6. Le nombre et le montant des timbres apposés et annulés, distinguant quant à chaque item le nombre dans chaque comté dudit district et aussi le montant des timbres pour chaque tel comté.

Adopté.

Rentes constituées

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant pour chaque seigneurie dont la couronne est propriétaire, séparément:

1. Le montant annuel des rentes constituées représentant les cens et rentes;
2. Le montant desdites rentes rachetées jusqu'à ce jour;
3. Le montant d'arrérages perçus depuis le 1er juillet 1767 jusqu'au 30 juin dernier;
4. Le montant total restant à payer.

Adopté.

Juges de paix dans Arthabaska

M. W.J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. E.-H. Bisson), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les noms de tous les juges de paix nommés pour le district d'Arthabaska et y résidant.

Adopté.

Nomination du lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): En proposant l'ajournement, dit qu'il convient d'amener la nomination officielle du lieutenant-gouverneur Letellier de Saint-Just en remplacement de l'honorable Caron, décédé.

Qu'il me soit permis de me faire l'interprète des sentiments de la Chambre au sujet de la nomination de notre Lieutenant-gouverneur. Pendant 20 ans il a été l'un des plus forts joueurs de son parti. Longtemps la politique a été pour lui une carrière ingrate, et il a livré de longs et nombreux combats avant de gagner la victoire. Il a occupé différentes positions sous le gouvernement et, avant d'être nommé représentant de Sa Majesté dans cette province, il faisait partie de l'administration d'Ottawa. Je dois dire que, si sa carrière politique a été ingrate, il a toujours été fidèle à son parti et il a reçu de ses amis la juste récompense de son zèle et de son

talent. Ses talents, ses études sérieuses l'avaient rendu digne du poste auquel il a été appelé et, après avoir longtemps combattu, il a mis de côté l'arme et le bouclier pour accepter l'emblème de la justice et de l'autorité.

La Chambre a vu certainement cette nomination avec plaisir et je dois remercier sincèrement mes amis d'avoir si bien accueilli le représentant de Sa Majesté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Encore dans cette occasion, je puis dire au gouvernement que nous approuvons pleinement ses remarques. Ce qui a distingué l'honorable Letellier de Saint-Just, c'est sa fidélité à son parti, son courage et sa loyauté et j'ai vu avec plaisir mon honorable ami reconnaître ces qualités que nous retrouverons encore en lui comme lieutenant-gouverneur.

Il est une chose dont je suis convaincu, ce que je viens d'entendre me confirme dans mon opinion, c'est que cette nomination a été bien accueillie d'un bout à l'autre de la province.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

Séance du 20 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures vingt cinq minutes.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Préfontaine, la pétition de Joseph Courtemanche et autres, de Chambly.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à la considération de Votre Honorable Chambre:

Bill pour ériger le village de West Farnham en ville.

Bill concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté d'Hochelaga.

Bill pour incorporer la société des artisans canadiens-français de Montréal.

Bill pour refondre et amender l'acte incorporant la ville de Berthier.

Interpellations:

Chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental

M. C.-L. CHAMPAGNE (Chambly): Demande si c'est l'intention du gouvernement, pendant cette session, d'adopter quelque mesure pour assurer le complet paiement des habitants qui ont travaillé au chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sous l'ancienne compagnie, dans les sections des sous-entrepreneurs Chadwick et McCormick, entre la paroisse de Sainte-Thérèse et le village de Sainte-Scholastique dans le comté des Deux-Montagnes.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que le gouvernement n'a pas de fonds pour payer des réclamations du genre de celles de MM. Chadwick et McCormick, et que l'argent qu'il a à sa disposition est consacré à indemniser les personnes envers lesquelles le contracteur MacDonald a contracté des obligations.

Le gouvernement a laissé au contracteur MacDonald le soin de régler les détails des particuliers et n'a rien à y voir.

Lorsqu'il a payé M. MacDonald, le contracteur, le gouvernement a payé toutes les créances directes que ce dernier devait.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender et abroger certains actes et dispositions y mentionnés" auquel il demande le concours de cette Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si cette mesure est celle qui a été demandée par les autorités fédérales, avant de donner leur assentiment à certains actes adoptés par cette Législature.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Ce bill a été présenté à la suite d'une correspondance avec l'honorable ministre de la Justice, dans laquelle ce dernier a appelé avec beaucoup de circonspection l'attention du gouvernement de Québec sur l'opportunité de faire disparaître certaines erreurs qui s'étaient glissées par inadvertance dans quelques lois et qui ont amené certains empiètements sur les attributs de la Législature fédérale; ainsi, par exemple, le mot "parlementaire" est employé à plusieurs reprises dans l'acte des élections de Québec. Afin qu'il ne puisse pas y avoir de confusion entre cette loi et la loi fédérale sur le même sujet dans l'acte d'incorporation de certaines compagnies, le maximum du taux d'intérêt a été fixé et on sait que le Parlement fédéral a seul le droit de faire des lois sur cette matière.

Cette Législature a aussi accordé à la cité de Hull le privilège exclusif d'établir un service de traverse sur l'Ottawa, qui forme la ligne de démarcation entre Québec et l'Ontario, sans penser qu'elle n'avait pas le pouvoir de conférer un droit affectant la paroisse voisine. L'attention du gouvernement a été appelée en dernier lieu sur l'utilité de changer le titre d'une compagnie incorporée sous le nom de "Patriotic Insurance Company of Canada". Ce titre paraissant indiquer que la charte a été émanée par le gouvernement d'Ottawa, et la suggestion n'ayant pas été faite lorsque le bill a été soumis au Conseil, il serait bon d'y introduire un amendement dans ce sens.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si le bill de l'honorable député de Sherbrooke pour l'incorporation de la compagnie canadienne de viandes et produits de Sherbrooke entre dans la même catégorie.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que le cas est bien différent, car le mot de Sherbrooke figure dans le titre de la compagnie, à côté du mot canadienne; on ne peut douter un instant que son siège se trouve dans la province de Québec.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Québec-Comté

(l'honorable P. Garneau), propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender et abroger certains actes et dispositions y mentionnés".

Adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P. Garneau), propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 décembre 1876, demandant un état contenant les noms de ceux qui ont donné des billets depuis trois ans sur ce qu'ils doivent au gouvernement pour droits dus sur des limites à bois et l'exploitation d'icelles, donnant la date de ces billets, le montant pour lequel ils ont été consentis et la date de leur paiement respectif. (Documents de la session, no 18).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 13 décembre 1876, demandant un état des droits perçus par Robert Jones ou ses représentants, comme propriétaires du pont érigé par ledit Robert Jones sur la rivière Richelieu, vis-à-vis de Saint-Jean, depuis le temps de son érection à ce jour, et aussi copie de toute correspondance au sujet de la prise de possession dudit pont par le gouvernement de cette province, tel que pourvu par le statut 6, George IV, chap. 29. (Documents de la session, no 26).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 22 novembre 1876, demandant:

1. Copie de tous papiers, titres, documents, concernant les propriétés connues sous le nom de fief Hubert, près de Québec.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement actuel ou l'un de ceux qui l'ont précédé ou aucun des membres de ces gouvernements ou quelqu'un de leurs employés et René Auguste Richard Hubert, protonotaire à Montréal, ou aucune autre personne, concernant ledit fief.

3. Un état indiquant le nom du propriétaire ou des propriétaires dudit fief qui l'ont possédé jusqu'à ce jour ou qui le possèdent actuellement, avec les titres ou copie de titres en vertu desquels ils le possèdent.

4. Un état de tous arpentages faits entre le gouvernement actuel ou les gouvernements précédents, ou par leurs ordres, et les propriétaires réels, supposés ou apparents dudit fief. (Documents de la session, no 27).

Magistrats de district

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Pro-

pose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 23, concernant les magistrats de district.
Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Collège des médecins et des chirurgiens

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport de quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau, demain.

Accordé.

Limites des comtés de Joliette et de Berthier

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour détacher une certaine portion de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, dans le comté de Berthier, et l'annexer à la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales municipales et toutes autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose, selon

l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les articles 1669 et 2042 du code civil.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. W.W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour régler le flottage du bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François et ses tributaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent

M. F. DUPONT (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent.

Adopté.

Le comité fait rapport de quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

A six heures, l'Assemblée suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et quarante-cinq

M. F. DUPONT (Bagot): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent. Adopté.

Il y a une longue discussion. Le comité fait rapport du bill, avec amendements.

Et la question étant mise aux voix que le rapport soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuyé par le député de Shefford (l'honorable M. Laframboise), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "le" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher l'amendement fait à la première clause" soient mis à la place.

Et, l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Bisson, Cameron, Chauveau, Daigne, De Beaujeu, Du-lac, Fortin (Montmagny), Hearn, Joly, Laberge, Lafontaine, Lafram-boise, Lynch, Marchand, Martin, Mathieu, Molleur, Paquet, Préfon-taine, Rinfret dit Malouin, Robert, Robertson, Shehyn, Sylvestre et Watts, 26.

Contre: MM. Angers (proc. gén.), Baker, Champagne, Chapleau, Church, Deschênes, Duhamel, Dupont, For-tin (Gaspé), Fradette, Garneau, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Kennedy, Lacerte, Lalonde, Larochelle, LaRue, Laval-lé, LeCavalier, Loranger, McGau-vran, Ogilvie, Peltier, Picard, Price, Roy, Sawyer, Saint-Cyr, Taillon, Thornton, Turcotte, Verreault et Wurtele, 35.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant mise aux voix, il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

M. F. DUPONT (Bagot): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour changer partie du tracé de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent, étendre le délai durant lequel la dite compagnie doit compléter et terminer son chemin, et définir d'une manière plus claire les droits hypothécaires et privilèges absolus des porteurs de bons de la dite compagnie".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de l'hôtel Windsor

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie de l'Hôtel Windsor.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cité de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Village de Pointe-au-Pic

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le bill pour ériger le village de Pointe-au-Pic en une municipalité de village séparée.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Sainte-Cunégonde

L'HONORABLE G.B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le village de Sainte-Cunégonde.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Compagnie de viandes et de produits alimentaires

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la Compagnie canadienne de viandes et de produits alimentaires à émettre des bons préférentiels. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Notre-Dame-de-Grâce

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour d'autres fins.

Adopté.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

Rapport du surintendant de l'Instruction publique

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Rapport du surintendant de l'Instruction publique pour l'année 1875-76, certains documents se rattachant à l'année 1874-75. (Documents de la session, no 2)

Cité des Trois-Rivières

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières. Adopté.

Le comité étudie le bill et demande à siéger de nouveau.

Accordé.

Compagnie des mines du Canada

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie des mines du Canada. Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour incorporer la Compagnie des mines de Québec".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder, tant en son nom que comme administrant le bien des pauvres dudit

Hôtel-Dieu, d'autres biens meubles et immeubles jusqu'à un certain montant.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Trust Company of Canada

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Trust Company of Canada".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour incorporer The Montreal Trust Company".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Protestant Home for Friendless Women

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "The Protestant Home for Friendless Women".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limites du comté de Nicolet

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Appuyé par le député de Vaudreuil (M. E. Lalonde), propose que l'ordre du jour soit maintenant déchargé afin que le bill no 97 soit de nouveau considéré comme bill privé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au député de Nicolet (M. C.-E. Houde) de remettre à demain la prise en considération de son bill.

L'ORATEUR: Sur l'objection faite hier à la motion pour la seconde lecture du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses dans les comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour annexer au comté de Nicolet les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas — que ce

bill est un bill privé et doit être traité comme tel — décide comme suit:

Je déclare que le bill est un bill privé et n'est pas dans l'ordre.

Compagnie du chemin de fer urbain de la rue Saint-Jean

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer urbain de la rue Saint-Jean.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Clercs de Saint-Viateur

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, 12e Vict., chap. 144, intitulé: "Acte pour incorporer les clercs provinciaux ou cathéchistes de Saint-Viateur dans le village de l'Industrie, comté de Berthier".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de la Rivière Saint-Pierre

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la Rivière Saint-Pierre et pour étendre ses pouvoirs.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour changer le nom de la municipalité du village de la Rivière Saint-Pierre en celui de la municipalité du village de Verdun et pour étendre ses pouvoirs".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament de feu Thomas Barron

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terre-

bonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser la vente pure et simple de deux immeubles substitués par le testament de feu Thomas Barron et pour autres fins.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Chemins de fer

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), propose la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant la création d'un fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Demande, vu l'heure avancée de la séance, de remettre à demain la prise en considération des résolutions.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Répond qu'il a cru que c'était le désir de la Chambre de procéder aux résolutions de cette question et que c'est pour cette raison qu'il a présenté sa motion.

M. A.W. OGILVIE (Montréal-Centre): Pense que le sujet ne doit pas être différé, vu que la session touche à sa fin et que les députés désirent retourner samedi dans leurs familles.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que, vu l'heure avancée, il ne fera que de courtes remarques. Il doit déclarer tout d'abord qu'il ne veut pas introduire d'amendements, car il s'objecte à toutes les résolutions. Il demandera donc qu'elles ne soient pas lues.

La première résolution demande la formation d'un fonds consolidé. Nous avons des chemins de fer subventionnés par le gouvernement, entre autres celui de la rive nord. Des subsides ont été votés pour chacun d'eux et ils y auront droit, s'ils se soumettent à certaines obligations. Pourquoi alors réunir ensemble toutes ces sommes dont l'emploi est déjà indiqué?

La seconde résolution indique de quelle manière sera formé ce fonds, et sa dernière partie contient une grande injustice, car elle fait tomber dans ce fonds les souscriptions des différentes municipalités, qui peuvent alors être employées tout aussi bien pour la rive nord que pour la rive sud. Cette clause est injuste et arbitraire, et je maintiens que les municipalités qui ont souscrit ont droit de refuser de donner un sou de plus.

La troisième clause permet au lieutenant-gouverneur en conseil de payer à toute compagnie de chemin de fer ayant droit aux subventions certains montants, à titre d'avance, lorsqu'elle aura achevé une certaine partie de sa ligne. Les explications hier au sujet de cette

troisième résolution par l'honorable trésorier sont peu rassurantes, car il s'en est tenu au programme qu'il a exposé sur la question des chemins de fer, lorsqu'il a présenté le budget. Cette politique est déplorable et elle sacrifie les lignes de Lévis et Kennébec, de Québec Central et plusieurs autres.

Dans la 4e résolution qui permet au gouverneur en conseil d'engager les bons des commissaires comme garantie collatérale, ou d'en ordonner la vente, il y a une chose vraiment extraordinaire: c'est de voir le gouvernement se faire remettre comme garantie sa propre hypothèque sur les chemins de fer.

La 6e clause entraîne la province de Québec dans une voie bien dangereuse car, non content de l'obligation morale que le gouvernement a assumée auprès des détenteurs de bons de chemins de fer, il prend encore une responsabilité légale.

Parlant de l'exposé financier de l'honorable M. Church, l'honorable député de Lotbinière dit qu'il se rappelle que l'honorable trésorier constatait que la province prêtait aux banques. Le plaisir avec lequel il a fait cette déclaration fait supposer qu'il ne reculera pas devant un nouvel emprunt de trois millions pour affirmer cette position.

Nous avons déjà emprunté 8 millions; avec trois autres millions, cela fera 11 millions à cinq pour cent, c'est-à-dire un fardeau de \$660,000 par année sur la province.

L'honorable député cite alors plusieurs documents disant que, s'ils étaient soumis à la Chambre, ses honorables amis pourraient se convaincre que le coût du chemin de fer du nord et celui du Chemin de fer des Piles dépassent 9 millions. L'estimé de 9 millions pour le chemin de fer du nord est beaucoup trop faible. Pour s'en convaincre, il fait lire le rapport des commissaires.

D'après ce rapport on voit que le prix du droit de passage excède déjà de 30,000 piastres l'item voté. Or, on n'a pas fini; il y a encore du droit de passage à acheter pour un montant considérable.

Qui sera obligé de payer ce droit de passage? On peut le prévoir d'après la manière dont le gouvernement a traité les entrepreneurs. Dans toutes ces entreprises on se trompe toujours sur le coût, et il en arrive ainsi surtout dans des entreprises considérables. Pour ne citer qu'un exemple, que d'argent a coûté l'exploration et l'arpentage du chemin à l'ouest de Maskinongé! Si l'on prétend que le contrat ne dépassera pas l'évaluation de l'année dernière, c'est matière d'opinion mais suivant moi, le coût sera plus élevé de plusieurs millions. Avec les 8 millions déjà empruntés et les 3 millions de bons empruntés, cela fera \$660,000 d'intérêt par an. Or quel est le chemin qui peut payer dès le début toutes ces dépenses d'exploitation? Il suffit de référer à l'expérience du passé pour répondre à cette question. Eh bien, si nous ne pouvons pas compter sur les revenus du chemin

pour payer ces intérêts énormes, sur quoi pouvons-nous compter?

L'année dernière nous avons eu un surplus de \$61,000. L'année prochaine, un excédent de \$40,000 d'après le trésorier. Sur quoi alors pourrions-nous compter pour payer ces \$660,000 d'intérêt?

Quant M. Robertson a quitté le trésor, il avait laissé aux banques un excédent de 1 million, représentant les économies depuis 8 ans. Que deviendront les économies après avoir payé les \$660,000?

Si j'entre dans ces détails c'est pour montrer qu'il nous sera impossible de trouver \$660,000, même en comptant sur le subside fédéral, pour la bonne raison que nous avons voté une somme assez ronde pour la construction des bâtisses du Parlement.

Tout cela a pour effet de nous faire voir dans toute sa nudité notre véritable situation financière. Jusqu'ici, on nous a toujours bercés de chimères en nous faisant entrevoir des excédents considérables, mais on voit aujourd'hui à quoi ils se réduisent.

Mais le trésorier me dira qu'il va recevoir bientôt \$150,700; cela n'est rien quand on songe que dans les quatre derniers mois seulement le déficit s'est élevé à au-delà de \$200,000.

Et lors même que le revenu des terres de la couronne s'élèverait à \$400,000 cela ne suffirait pas pour combler à la fin de l'année un déficit qui pour 4 mois seulement s'est élevé à \$265,000.

Voici notre position pour les quatre premiers mois: nous avons un déficit de \$265,000. Qu'on établisse la proportion maintenant. Où allons-nous trouver les \$665,000 nécessaires pour combler notre déficit? Ce n'est pas une satisfaction pour moi de constater un pareil état de choses. Voici huit ans que je travaille avec mes amis à aider le gouvernement et à l'empêcher de conduire les affaires d'une pareille manière. Je sais que la Chambre me condamnera, mais n'importe, j'ai la satisfaction de me dire que j'ai rempli mon devoir. J'abandonne à la Chambre la responsabilité d'une pareille politique.

C'est aujourd'hui le dernier effort que je fais pour indiquer à cette Chambre que le gouvernement a engagé la province dans une politique qui la conduira à la banqueroute.

Et même après avoir dépensé toutes ces sommes, nous arriverons à avoir des chemins de fer non terminés. Alors la province de Québec sera obligée d'aller à Ottawa demander des better terms. Qu'arrivera-t-il alors?

Le gouvernement d'Ottawa nous répondra que le gouvernement local a été créé afin de conserver notre autonomie comme peuple, que nous avons des ressources considérables dont nous avons abusé et qu'il n'y a pas d'autres ressources pour nous que l'union législative. Quels seront les auteurs d'un pareil état de choses? Ce serait les hommes qui nous gouver-

nent aujourd'hui et qui ont engagé notre province dans une politique aussi ruineuse qu'extravagante.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Répond longuement à M. Joly, prenant une à une les objections soulevées par le chef de l'Opposition. L'honorable trésorier réitère son assertion que les finances de la province sont des plus solides et que nous sommes parfaitement en état de faire face à toutes nos obligations. Il affirme que le chef de l'Opposition n'a pas compris l'exposé financier, car s'il l'avait compris, il ne viendrait pas maintenant avancer des choses aussi erronées au sujet de la position financière de la province de Québec. Quant à la dette de \$660,000 à laquelle la province serait obligée de faire face tous les ans et qui semble causer tant d'inquiétude à M. Joly, elle n'est que de \$490,000, car c'est l'intérêt sur \$8,000,000 et non sur \$11,000,000, comme l'a prétendu le chef de l'Opposition. L'honorable trésorier appuie sur le fait que les revenus de la province ont augmenté rapidement depuis huit ans. Les estimés des dépenses pour l'année 1877-78 laissent une balance suffisante pour payer les \$498,560 qui ont tant effrayé l'honorable chef de l'Opposition. Il dit qu'il a consulté un ingénieur éminent qui lui a assuré que le revenu net que le gouvernement retirerait de l'exploitation du chemin de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ne serait pas moins de \$600,000 à \$700,000. Cet ingénieur a calculé que les recettes sur la partie du chemin comprise entre Québec et Montréal donneraient un surplus sur les dépenses de \$200,000 au moins et que le reste du chemin entre Montréal et Ottawa donnerait un revenu net de \$400,000. Sans dire que ces calculs se réaliseront à la lettre, on doit certainement tenir compte des opinions d'hommes aussi éminents que l'ingénieur dont il est question. Il ne craint pas de dire que l'assertion du chef de l'Opposition que la province est entrée dans la voie qui mène à la banqueroute n'est ni sage, ni patriotique. Il est convaincu que la province est capable, grâce aux octrois votés par les différentes corporations, de construire le chemin de fer de la rive nord sans trop grever nos ressources. Mais puisque M. Joly s'oppose à une augmentation de taxes, comment se propose-t-il d'aider les chemins de la rive sud?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je prendrais l'octroi voté au chemin de fer de la Baie des Chaleurs, qui ne sera jamais construit, et celui voté au chemin d'Aylmer à Pontiac, dont on n'aura pas besoin d'ici un grand nombre d'années. On obtiendrait ainsi la somme de \$1,275,000 que l'on pourrait appliquer à la construction des chemins de fer de la rive sud sans augmenter les obligations de la province.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Proteste contre l'idée émise par le chef de

l'Opposition qui veut priver les habitants de ces régions des octrois qui leur sont garantis par le statut: il affirme qu'ils ont droit à autant de considération que le reste de la province; ils contribuent leur juste part aux revenus du pays et il est convaincu que le peuple de cette province ne souffrirait jamais qu'on les spoliât de la manière proposée par M. Joly.

D'ailleurs, cette somme, si elle était divisée parmi les chemins de la rive sud, ne leur donnerait que \$1,000 par mille. Le gouvernement se propose de prendre son argent déposé dans les banques et l'appliquer à la confection des travaux publics autorisés par la Législature. Il est préférable de suivre cette ligne de conduite que de laisser ces travaux entre les mains des corporations irresponsables. Le cabinet veut faire face aux obligations du pays de la manière projetée dès le commencement, tout en faisant attention aux vrais intérêts de la province. (Applaudissements.)

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): L'an dernier la Chambre a été bien surprise du chiffre voté pour les chemins de fer, mais cette année, cette surprise a dû se changer en frayeur en voyant l'état de nos finances et la politique du gouvernement.

Quelle est la position que l'on veut faire à la province? D'après les souscriptions et les octrois du gouvernement, il ne devait rester à payer qu'un peu plus d'un million; or aujourd'hui on nous demande trois autres millions.

Il ne s'agit pas de parler de déficit, il s'agit de voir si la position de la province est changée. On nous assurait l'an dernier, et la loi le dit, que la province n'emprunterait plus. A venir jusqu'à aujourd'hui, la loi n'autorisait un emprunt que de 8 millions, et à la troisième session on veut autoriser un emprunt de trois autres millions. Mais c'est se moquer de la Chambre, puisqu'on a promis l'an dernier que l'on ne demanderait pas d'autre emprunt et que le chemin lui-même emprunterait 3 autres millions s'il le fallait.

Pourquoi ne pas laisser au chemin la responsabilité de ce nouvel emprunt et ne pas en délivrer la province? On nous dit que le chemin pourra rapporter dix pour cent. Eh bien! d'après cette déclaration du trésorier, on voit qu'il n'est pas nécessaire de demander un nouvel emprunt, le chemin lui-même peut négocier tel emprunt.

Du reste s'il manquait quelque chose pour rencontrer les éventualités du jour, la loi permet de négocier les bons des municipalités.

J'ai dit que le chemin devrait coûter huit millions quatre cent trente-quatre piastres, sur lesquelles sommes on a déjà payé quatre millions deux cent soixante-sept piastres. Or, il reste à payer un peu plus de quatre millions, et le 15 décembre dernier il y avait en caisse au-delà de trois millions. De sorte qu'il ne reste plus à payer qu'un peu plus de six cent mille piastres et le gouvernement a déclaré qu'il avait en réserve au-delà de \$500,000.

Il n'est donc pas nécessaire de tant se

presser. Nous sommes donc justifiables de dire qu'il n'est pas opportun d'emprunter trois autres millions et que la position de la province n'est pas du tout changée.

La position de la province, telle qu'exposée par M. Joly, est parfaitement exacte. Tous les déficits mis en perspective par mon honorable ami se réaliseront sans aucun doute.

D'après tous les renseignements fournis, nous arriverons au premier juillet prochain à un déficit de \$493,000. Si l'on dépense tous ces montants appropriés, l'on arrivera certainement à ce résultat. Et toutes les prévisions de M. Joly sont bien fondées et se réaliseront infailliblement.

Si nous votons la loi que nous demande le trésorier, qui nous demande deux millions quatre-vingt-six mille piastres, nous arriverons au résultat que nous indiquons. Cette année, le trésorier demande six cent mille piastres de plus que je ne prédisais l'an dernier.

C'est en envisageant la question sous tous ces points de vue que je m'insurge contre les résolutions. Laissons au chemin lui-même la responsabilité de contracter cet emprunt et n'engageons pas la responsabilité de la province. Pour ma part, j'enregistrerai mon protêt contre une pareille législation.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Dit que l'an dernier il a voté contre la politique du gouvernement au sujet des chemins de fer. Aujourd'hui, bien que conservant encore quelques craintes, il ne croit pas sage et raisonnable de s'amuser à créer des obstacles à l'administration actuelle; la majorité de cette Chambre a décidé quelle serait la ligne de conduite; aujourd'hui cette question n'est plus à débattre, il s'agit de seconder le gouvernement dans ses entreprises.

Aujourd'hui que le chemin de fer du nord est commencé, que près de \$ 7,000,000 sont déjà dépensées pour sa réalisation, pourquoi ne pas parachever cette grande oeuvre afin d'en retirer les légitimes bénéfices qu'on a droit d'en attendre? Il donnera son entier appui aux résolutions de l'honorable trésorier.

Ce serait rendre un bien mauvais service à la province que de discréditer, par des plaintes, des récriminations exagérées, son crédit sur les marchés étrangers. Pour lui, il souhaite au gouvernement tout l'appui possible et espère que les résolutions de l'honorable trésorier rencontreront en cette Chambre une forte majorité.

Et, la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et, les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Angers, Baker, Champagne, Chapleau, Church, Deschênes, Du-

hamel, Dulac, Dupont, Fortin (Gaspé), Garneau, Gauthier, Hearn, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Kennedy, Lacerte, Lalonde, Larochelle, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Loranger, Lynch, Martin, Mathieu, McGauvran, Ogilvie, Peltier, Picard, Price, Rinfret dit Malouin, Robert, Roy, Sawyer, Saint-Cyr, Sylvestre, Taillon, Thorton, Turcotte, Verreault et Wurtele, 43.

Contre: MM. Bachand, Bisson, Cameron, Chauveau, Daigle, DeBeaujeu, Fortin (Montmagny), Fradette, Joly, Laberge, Lafontaine, Laframboise, Marchand, Molleur, Paquet, Préfontaine et Watts, 17.

Ainsi elle est résolue dans l'affirmative.

Et objection étant faite au vote de M. Mathieu, pour la raison qu'il a dit à haute voix "perdu" et a ensuite voté dans l'affirmative:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): D'après Todd, un député qui aurait crié lost (perdu) devrait enregistrer son vote conformément à son dire. Conséquemment le député de Richelieu, M. Mathieu, ayant crié lost, quand les résolutions de l'honorable trésorier ont été soumises à la Chambre au moment du vote, doit enregistrer son nom avec ceux des députés de la gauche.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Dit que, lorsqu'il a crié lost, il avait l'intention de dire que l'Opposition était perdue et non les résolutions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande l'opinion de l'Orateur.

L'ORATEUR: Met fin au conflit en disant qu'il lui est impossible de dire si oui ou non le député de Sorel a dit lost. Il y avait un tel tapage au moment où le vote a été pris qu'il lui a été impossible de distinguer la voix de M. Mathieu.

M. l'Orateur, après explication donnée par M. Mathieu, décide que son vote est valide.

Le comité fait rapport des résolutions qui sont lues et adoptées.

Introduction de bills:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

Accordé.

La Chambre s'ajourne à deux heures.

Séance du 21 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Duhamel, la pétition de Thomas C. Brigham, de Hull.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du conseil de la Chambre de commerce de la cité d'Ottawa, demandant que le bill pour assurer le privilège des hommes de cages ne devienne pas loi.

De Henri Depencier et autres, du township de Wakefield, demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Gatineau.

Du révérend J.-O. Faucher et autres, de la paroisse de Shenley, du révérend L.-M. Morisset et autres, de Saint-Côme, et de Félix Fontaine et autres, de Saint-Vital-de-Lambton, tous du comté de Beauce, demandant respectivement de l'aide pour assurer la continuation du chemin de Lévis et Kennébec.

De Eusèbe Brodeur et autres, du township de Stratford, comté de Wolfe, demandant que le chemin de fer de Québec Central ne reçoive d'aide à moins que son tracé ne soit modifié.

Du révérend S. Caron et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce, demandant de l'aide pour un chemin dans le township de Gayhurst.

Du révérend S. Garon et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, demandant de l'aide pour compléter le chemin du 8ème rang d'Aylmer.

De la municipalité du township de Saint-Vital-de-Lambton, et de la municipalité du township de Shenley, demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans lesdits townships.

Rapport de comités:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les pétitions du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, demandant l'annexion d'une partie du canton de Wendover à la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults; et du révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Sainte-Perpétue, demandant que ladite paroisse soit érigée en municipalité, et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation de la cité de Montréal, demandant que l'acte 37 Vict., chap. 51, sect. 114, sous-sect. 11 soit amendé, et a trouvé que les

avis n'avaient pas été donnés d'une manière satisfaisante.

M. W. W. LYNCH (Brome): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné le bill amendant de nouveau certains articles du code municipal, le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec, le bill pour amender l'article 51 du code municipal de la province de Québec et le bill pour amender les articles 48 et 561 du code municipal.

Que dans l'opinion de votre comité il est à propos d'amender ledit code municipal le moins possible, parce que c'est une loi qui doit être mise en opération par les officiers municipaux, dans les districts ruraux, et qu'il est désirable qu'elle soit aussi claire que possible.

Cependant votre comité soumet respectueusement certains amendements au code municipal de cette province.

Adopté.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri.

Bill pour autoriser la vente pure et simple de deux immeubles substitués par le testament de feu Thomas Barron, et autres fins.

Bill pour amender les différents actes incorporant la cité de Québec et pour changer la taxe actuelle sur la propriété foncière et pour prélever un nouvel emprunt.

Bill divisant la municipalité de La Malbaie en deux municipalités séparées. Adopté.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Adopté.

Introduction de bills:

M. M. MATHIEU (Richelieu): Demande la permission d'introduire un bill pour déclarer qu'à l'avenir toute la paroisse de Saint-Louis, située partie dans le comté de Richelieu et partie dans le comté de Saint-Hyacinthe, formera partie dudit comté de Richelieu.

Accordé.

Elections contestées

M. L'ORATEUR: Met devant la Chambre une copie certifiée du jugement rendu dans la cause de l'élection de Bonaventure. (Appendice no 3 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1876.)

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Lévis (M. E.-T. Paquet), que M. l'Orateur émette son bref au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant d'émettre un nouveau writ pour l'élection d'un député pour représenter dans le présent Parlement la division électorale de Bonaventure en remplacement de P.-G. Beauchesne, dont le siège a été déclaré vacant.

Adopté.

Limites du comté de Nicolet

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses dans les comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour annexer au comté de Nicolet les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas, étant lu ;

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Propose que ledit ordre soit déchargé.

Et que le bill soit retiré.

Adopté.

Introduction de bills:

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Propose que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses dans les comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour mettre dans le comté de Nicolet les parties de ces municipalités qui ne s'y trouvent pas.

Adopté.

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Demande la permission d'introduire ledit bill.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte autorisant le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs dans le Bas-Canada (province de Québec) à admettre après examen William Crawford à la pratique de la profession d'arpenteur".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer Québec Central".

Interpellations:

Rapatriement

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Si un certain nombre de familles canadiennes qui résident actuellement aux Etats-Unis étaient désireuses de revenir au Canada et s'il y avait des terres disponibles à l'endroit connu sous le nom de Piles sur la rivière Saint-Maurice et en amont de la rivière, le gouvernement concéderait-il ces terres à ces familles? Si oui, à quelles conditions?

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement a montré jusqu'à présent le désir d'encourager le rapatriement et que, si des propositions lui étaient faites, il ferait tout en son pouvoir pour faire revenir au pays ces braves familles.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Remarque qu'il a reçu un grand nombre de lettres de Canadiens fixés aux Etats-Unis qui désirent s'établir dans le district de Saint-Maurice. Il désire savoir à quelles conditions ils peuvent trouver des terres dans cet endroit.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Dit que le prix des terres dans ce district est relativement peu élevé, mais il ne peut pas dire pour le moment quelles sont les concessions que peut faire le gouvernement, mais il est sûr que toute demande raisonnable sera bien accueillie.

Taxation municipale

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, appuyé par le député de Stanstead (M. J. Thornton), qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le procureur général Angers, M. le Solliciteur général Baker, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. Laframboise, et MM. Mathieu, Joly, Loranger, Thornton, Lalonde, Wiirtele, Préfontaine, Lacerte, Sawyer, Bisson et du moteur, pour prendre en considération le système actuel de taxation municipale qui existe en la province de Québec, avec instruction de s'enquérir des meilleures mesures à adopter pour remédier à l'injustice qui se rattache à l'imposition des taxes municipales tel qu'actuellement pratiqué, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre par bill ou autrement.

He said that, in making this motion at so late a period in the session, he could only hope to draw the attention of the House and country to the importance of the subject to which it referred. When notice was given that application would be made for the appointment of this special Committee, he anticipated that he would be able by statistical and other information to satisfy the House that our present system of municipal taxation was

erroneous in principle and unfair in its application; but, being unable to do this to as full an extent as he desired, he must now content himself with a simple reference to the matter contemplated by the motion. Yearly the whole amount required to maintain our municipal institutions and to meet the burdens which they impose, is levied upon real estate alone, so that other investments, no matter how profitable they may be, contribute literally nothing to their support and maintenance. This is not as it should be; for it entails upon the comparatively poorer class of the community the duty of doing that which should be shared by their more wealthy fellow citizens. He thought the time had arrived when we should change our municipal system in this respect when we should adopt the more advanced systems which prevailed in most of the States of the neighboring republic and in some of our own sister provinces, which recognized to a greater or less extent the duty of every man to contribute to the payment of municipal taxes according to the value of the property possessed by him. He regarded it as one of the vital questions affecting the interests of our agricultural and industrial classes and, through them, the prosperity of the whole Province. Immunity from municipal taxation induced capitalists to invest their money in real estate securities rather than in those important enterprises. This question, surrounded as it is with many difficulties, must be approached, and some solution found to remedy a state of things which in its practical application works a great injustice to a large and important section of the community. He said he would not press the inquiry further; but, inasmuch as it was his intention to resume it on a future occasion, he trusted that the subject referred to in the motion would in the meantime receive the consideration which its importance demands. (Applause.)

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Said the subject was one of the greatest importance and his honourable friend had rendered a service, not only to his own constituents but to the whole country, in bringing this question before the House. It certainly was a fact that the present system bore against the poorer classes and especially the agricultural inhabitants of the Province. The Honourable Member had stated that in many cases parties, who had invested capital in manufacturing enterprises, were compelled to pay the entire municipal taxes upon their industries. It bore harder upon agriculturalists, because in many cases the poor man purchasing a farm was compelled to mortgage it for the greater part of the purchase money. In that case, though a proprietor only to the extent of one-fourth or one-fifth of its real value, he was obliged to pay taxes on the whole of it, while the creditor, to whom the large balance was owing, escaped scot-free.

The capitalist thus enjoyed all the advantages of the municipal system, had all protection of police and other benefits and was not required to contribute one six-pence towards the maintenance of the system. Such a state of things was unjust and injurious. Mr. Lynch had done well in bringing this subject before the Legislature. As he had stated, public opinion had been aroused in regard to this matter and at no distant day must make itself felt within the walls of the Legislature. Nothing but good could result from the question being brought before the House. In the interval between this and next session, there would be an opportunity afforded for the expression of the public mind, and, as the Member for Brome had offered to withdraw his motion, it was to be hoped that either he or someone else would return to the subject, so that, at all events, the House would have the advantage of a discussion of the question before a Select Committee. Some difference of opinion did exist, no doubt, but nothing but good could spring from such a discussion. Although his Honourable friend withdrew his motion for the present, he hoped that at no distant day a similar motion would be presented and carried into effect. (Applause.)

M. W. W. LYNCH (Brome): Retire sa motion.

Ladite motion est retirée, du consentement de la Chambre.

Village de Sainte-Cunégonde

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Fait rapport que le comité de toute la Chambre pour étudier le bill pour incorporer le village de Sainte-Cunégonde a étudié le bill et l'a adopté.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Notre-Dame-de-Grâce

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait rapport que le comité de toute la Chambre a étudié le bill pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour définir le mode de procédure à suivre pour déclarer ce plan obligatoire pour tous les intéressés et pour d'autres fins.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Township de Bolton

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon

l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger le township de Bolton en deux municipalités distinctes et séparées pour les fins municipales et scolaires.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cité des Trois-Rivières

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cimetière de Notre-Dame-des-Neiges

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte trente-cinq Victoria, chapitre quarante-quatre, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Farnham ville

L'HONORABLE G.-B. BAKER (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer le village de Farnham-Ouest sous le nom de Farnhamville.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Hochelaga Mutual Insurance Company

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour changer le nom de "The Mutual Insurance Company of the County of Hochelaga" pour "The Hochelaga Mutual Insurance Company", et pour d'autres fins.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. CAMERON (Huntingdon): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte concernant la Compagnie d'assurance contre le feu, du comté d'Hochelaga".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer la Société des artisans canadiens-français de Montréal.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Berthier

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Berthier et l'acte qui l'amende.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. L. SYLVESTRE (Berthier): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Travaux de la Chambre

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quand le gouvernement compte de ce pas en finir avec les travaux de la Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit qu'il espère proroger les Chambres mercredi ou jeudi, le plus tard.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mais alors quand voulez-vous que nous examinions ces résolutions relatives aux chemins de fer et que l'on attend avec grande impatience?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit que les résolutions seront débattues demain soir ou samedi après-midi.

Acte pour amender certains actes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender et abroger certains actes et dispositions y mentionnés".

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec un amendement, auquel elle demande leur concours.

Fonds de retraite et de secours

L'ordre du jour, pour la seconde lecture de l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant l'établissement d'un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles", étant lu;

L'amendement est, en conséquence, lu une seconde fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Licences

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les licences.

Il dit que le bill a pour objet de consolider les lois concernant les licences dans le but d'en rendre l'application plus efficace. On a défini

dans la nouvelle loi les devoirs des personnes désireuses de prendre des licences.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quelques précisions.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Replied there was but a trifling change in the rates. The second act related to the obligations and restrictions imposed on persons holding licenses under the first act. Among the slight changes to the old law would be a clause defining the distinction between restaurant and tavern licenses, so that the revenue should not be defrauded by parties in the restaurant business, trading upon the lower tavern license, and an amendment would be found to deal with shopkeepers allowed to sell under three-half pints of liquor, who sometimes abused their advantage to the injury of regular liquor dealers. Bottlers and sellers of ale would have to pay a fine of \$40. The penalty for auctioning without license had been from \$200 to \$400, at the Court's discretion. I now propose to reduce this fine to a fixed one of \$95. Offenders might also hereafter suffer imprisonment. He would not oppose a cash deposit in case of an appeal to provide against appeals for trivial causes.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande qu'on retire le bill parce que la session est trop avancée pour qu'on puisse discuter d'un bill aussi important d'une manière satisfaisante. Le bill est remis à plus tard.

Département du Trésor

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte du département du Trésor de cette province 31 Vict., chap. 9.

He briefly explained its object to be one designed to strengthen its credit abroad by a statutory declaration that the revenues of the Province were pledged to the redemption of its bonds. It really made no change in the actual condition of things.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande si cela affectera le crédit des bons de la province.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Pas du tout.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Licence pour assureurs

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):

Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 7, intitulé: "Acte pour obliger les assureurs à prendre une licence".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Arpenteurs

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le chapitre 77 des Statuts refondus du Canada concernant les arpenteurs et les arpentages.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Chemins de fer

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que le bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté (division).

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et demie.

Séance du 22 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance est ouverte à trois heures vingt minutes.

Message du Conseil législatif:

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour détacher de la municipalité de la paroisse du Cap-Santé dans le comté de Port-neuf un certain lopin de terre et l'annexer à la municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, dans le même comté" sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de l'Union des menuisiers de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des terres de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Eglise Emmanuel, Montréal (Emmanuel Church, Montréal)".

Rapport de comités:

M. C.-F. ROY (Kamouraska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Votre comité a l'honneur de faire à votre honorable Chambre le rapport suivant:

Votre comité a tenu plusieurs séances et donné son attention à diverses questions concernant l'agriculture, l'immigration et la colonisation.

Dans le cours de ses réunions, votre comité a eu occasion d'entendre plusieurs fois l'honorable Louis Beaubien, Orateur de cette Chambre, et il est heureux de constater que les suggestions pratiques faites par ce monsieur ont grandement contribué à faciliter le travail de ce comité.

Qu'il soit permis à votre comité de féliciter le gouvernement d'avoir mis à exécution la suggestion faite l'an dernier, ayant rapport à la publication d'un journal d'agriculture illustré et d'avoir porté une somme spéciale à cet effet dans les estimés soumis à la Chambre.

Les services qu'un tel journal rendra à l'agriculture en permettant, à des conditions favorables, la diffusion des connaissances agricoles parmi les cultivateurs, seront certainement une ample compensation pour le léger sacrifice que la province s'est imposé. Les éléments de l'agriculture devraient être enseignés dans toutes les écoles primaires de la province, et votre comité, voulant encourager les travaux des écrivains canadiens faits pour la propagation des

connaissances agricoles, désire que les livres de ce genre soient autant que possible distribués en prix dans nos écoles.

Votre comité regretterait l'adoption par le conseil d'agriculture de toute mesure tendant à supprimer le mode suivi actuellement par un grand nombre de sociétés d'agriculture, d'encourager leurs souscripteurs au moyen d'achat et de distribution de graines fourragères.

Comprenant les avantages immenses qui résulteront de l'empierrement de nos chemins municipaux et ne voulant pas que l'argent destiné aux sociétés d'agriculture soit affecté à cette fin, parce que ce serait un détournement de fonds fatal à l'agriculture, votre comité désire néanmoins attirer l'attention du gouvernement sur une amélioration aussi nécessaire et manifester l'espoir que ce besoin de la classe agricole sera satisfait avant longtemps.

C'est l'opinion de ce comité qu'on perfectionnerait le fonctionnement des sociétés d'agriculture en amendant l'acte qui les régit, de manière à assurer à toute paroisse qui fournira au moins dix souscripteurs à une société d'agriculture, le droit d'avoir un directeur dans le bureau de direction de telle société, choisi par et parmi tels souscripteurs.

Afin d'assurer une représentation plus complète des intérêts agricoles dans le conseil d'agriculture, votre comité, tout en reconnaissant les services rendus par les membres qui composent aujourd'hui ce conseil, est d'opinion qu'à l'avenir, ces membres devraient être choisis de manière à ce que les divisions sénatoriales actuellement existantes, soient représentées dans ledit conseil d'agriculture par des membres résidant dans ces divisions.

Vu les résultats peu satisfaisants obtenus jusqu'ici dans les efforts faits par cette province pour attirer d'Europe une immigration utile, vu aussi le montant restreint affecté à l'immigration et au repatriement, votre comité croit de son devoir de recommander de nouveau, que la presque totalité des fonds destinés à l'immigration étrangère, soit dépensée à promouvoir le repatriement des Canadiens émigrés aux Etats-Unis, et plus particulièrement l'établissement de nos compatriotes résidants.

Votre comité est aussi d'opinion que le gouvernement autant que possible ne doit faire ouvrir de chemin de colonisation que dans les cantons propres à être colonisés après s'en être assuré par des rapports consciencieux faits à cet effet.

Votre comité a été heureux d'apprendre les résultats déjà obtenus par la loi de colonisation passée l'an dernier; et tout en reconnaissant les nombreux avantages que le colon peut retirer de cette nouvelle loi, il prend la liberté de suggérer qu'il serait désirable que la somme de quatre-vingt piastres (\$80.00) attribuée par le passé au paiement de la maison du colon dans les cantons de repatriement, fût, à l'opinion du colon intéressé, appliquée à l'avenir au défrichement d'une plus grande étendue de terrain; attendu toutefois que tel colon ne pourra

toucher la totalité du montant auquel il pourrait avoir droit, qu'à la condition qu'il soit bâti et réside sur son lot.

Un projet de colonisation nous a été en outre soumis par M. le comte de Vervins. L'examen de ce projet a été confié à un sous-comité, lequel, après une étude sérieuse de la question en a fait le rapport suivant qui est adopté par votre comité.

Le sous-comité nommé pour étudier le projet de colonisation de M. le comte de Vervins, a l'honneur de faire rapport:

Que la mise à exécution de ce projet absorberait à elle seule toutes les ressources que le gouvernement de cette province peut consacrer d'ici à quelques années au développement de la colonisation.

Que les statuts et règlements concernant la vente et l'administration des terres du domaine public, s'opposant au genre de concession que M. de Vervins voudrait obtenir.

Que pour accorder aux immigrants que M. de Vervins établirait dans sa colonie, les avantages et les avances qu'il stipule en leur faveur dans son projet, il faudrait être préparé à les offrir à tous les colons indistinctement dans toutes les parties de la province.

Pour ces raisons, votre sous-comité ne croit pas devoir recommander l'adoption du projet de M. le comte de Vervins.

(Signé), P. GARNEAU,
Président du sous-comité.

Québec, 21 décembre 1876

Considérant qu'il était de la plus grande importance pour l'amélioration immédiate de notre agriculture de trouver quelque moyen de mettre au plus tôt sous les yeux de nos agriculteurs, de bons exemples de culture, considérant que l'on pourrait parvenir à ce but en s'efforçant d'enseigner aussi généralement que possible une saine pratique à ceux qui se destinent à cet état, votre comité à la dernière session passait à l'unanimité la résolution suivante:

Résolu "Qu'il est désirable que l'on établisse au moins deux fermes modèles dans la province, où les élèves pourront se perfectionner par le travail dans une pratique intelligente, tout en retirant de ce travail une rémunération raisonnable. Cette rémunération les mettra en mesure de pouvoir se payer un remplaçant dans la maison paternelle, où souvent on ne peut se passer de leurs services.

Le tout, sur le plan de l'institut agricole de l'Etat du Michigan, établi à Lansing où les élèves sont payés pour leur travail, et qui compte aujourd'hui au-delà de cent cinquante élèves, et aussi de l'école d'agriculture d'Hohenheim, Allemagne, où le même système est suivi. Dans l'établissement de ce système, on devra se servir autant que possible des écoles d'agriculture maintenant existantes, reconnaissant par là, la priorité qu'elles ont droit d'exiger pour le

dévouement de leurs fondateurs et les services rendus".

Votre comité dira cette année que pour commencer l'établissement de fermes modèles telles que recommandées par la résolution précédente, fermes où l'on ne donnera pas de cours réguliers mais où l'on aura en vue principalement la bonne et rémunérative pratique, votre comité est prêt à suggérer au conseil d'agriculture de retenir et mettre de côté la somme de quatre mille piastres sur les octrois aux sociétés d'agriculture, pourvu toujours, que l'essai du système actuellement recommandé soit fait cette année en utilisant nos écoles d'agriculture aujourd'hui existantes, et ce, pour raison d'économie et pour la plus rapide exécution du plan en contemplation.

Et ce comité est également prêt à déclarer, qu'il serait regrettable, qu'à une autre année, la Législature ne s'occuperait pas efficacement de la question d'un établissement de ce genre; chaque comté devrait être choisi parmi les jeunes gens se destinant à l'agriculture, et ayant sûrement devant eux la perspective d'être un jour en possession d'un bien-fonds en culture; ces élèves devront être recommandés par les sociétés d'agriculture.

Détails. Sur cette ferme ou pratiquera nécessairement le drainage; ses bâtiments pourront servir de modèle de construction et de bonne distribution; un rapport des opérations pourrait être publié dans le journal d'agriculture, avec illustration de ses constructions, etc.

Les jeunes gens pourraient apprendre sur la ferme un peu des métiers dont ils ont absolument besoin pour se tirer d'affaires sur leur propriété. L'élève retirant, outre les grands avantages d'une bonne direction agricole, un certain revenu gagné par son travail on s'apercevra moins de son absence à la maison paternelle, et dans bien des cas peut-être cette somme payée pour le travail, sera le grand attrait de la ferme.

Votre comité a ordonné que copie des minutes de tous ses procédés et du présent rapport soit transmise au conseil d'agriculture de cette province, pour l'information des membres de ce conseil.

Le tout humblement soumis,

(Signé), C.-F. Roy,
Président du comité d'agriculture.

Adopté.

M. M. MATHIEU (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender le code de procédure civile du Bas-Canada et autres bills renvoyés à ce comité.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre quatre-vingt-dixième des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les jugements rendus à l'étranger," auquel

il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Du comité spécial chargé d'étudier le bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province, fait rapport du bill sans amendement. Adopté.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des lois expirantes.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport que les seuls actes qui expireraient à la fin de la présente session, s'ils n'étaient continués, sont les suivants:

1. 2 George 4, chap. 8, concernant la commune de la seigneurie de Laprairie-de-la-Magdeleine.

2. 2 George 4, Chapitre 10, et 4 George 4, chapitre 26, concernant la commune de la seigneurie de la Baie-Saint-Antoine, communément appelée Baie-du-Febvre, à terminer certaines disputes relativement aux limites de ladite commune, et pour d'autres objets y appartenant.

3. 9 George 4, Chapitre 32, autorisant les habitants du fief Gros-Bois, dans le comté de Saint-Maurice, à faire des règlements plus avantageux pour la commune dudit fief.

Que votre comité est d'opinion qu'il vaudrait mieux mettre cesdits actes permanents et en force jusqu'à ce qu'ils soient rappelés, au lieu de les continuer de temps en temps, et que votre comité a préparé et a l'honneur de rapporter maintenant un bill à cet effet qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Adopté.

Introduction de bills:

M. P. LARUE (Portneuf): Appuyé par le député de Jacques-Cartier (M. N. Lecavalier), demande la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement.

Et l'objection étant faite que cette proposition n'est pas dans l'ordre en autant que le bill est un bill privé et que le délai pour recevoir les bills privés est expiré:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision demain.

Eglise Emmanuel, Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Eglise Emmanuel, Montréal (Emmanuel Church, Montreal)".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs

que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Union des menuisiers de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société de l'Union des menuisiers de Québec".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Compagnie des terres de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des terres de Montréal".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Bibliothèque

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque du Parlement.

Voici ce rapport:

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a procédé, avec un soin particulier, à l'audition des comptes de la bibliothèque, les a trouvés parfaitement corrects et les a pleinement approuvés.

Adopté.

Administration de la justice

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

Acte pour rendre permanents certains actes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre permanent les divers actes y mentionnés.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

Interpellations:

Chemins de fer

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande quand seraient distribuées les résolutions relatives aux chemins de fer. Il pense que depuis le commencement de la session le gouvernement aurait eu le temps de les préparer et il espère qu'on les distribuera assez tôt pour que les membres de cette Chambre aient quelques heures pour les étudier.

Si le gouvernement a pris 6 mois pour faire et défaire, amender et changer ces résolutions, il devrait bien accorder à cette Chambre au moins six heures pour les lire.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit que le gouvernement ne désire aucunement empêcher les députés d'étudier les résolutions. Celles-ci ne différeront matériellement en aucun point de la politique esquissée dans le budget. Il ne peut y avoir que quelques modifications de détail.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait remarquer à l'honorable trésorier qu'à ses yeux les modifications dont il parle peuvent être insignifiantes, mais pour lui elles changent la politique du gouvernement.

Collège des chirurgiens et médecins

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation du collège des chirurgiens et médecins de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le titre soit: "Acte pour amender et refondre les actes concernant la profession de la médecine et de la chirurgie dans la province de Québec".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs de l'Asile de la Providence

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Appuyé par le député de Laval (M. L.-O. Loranger), propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour lever tout doute concernant le droit qu'ont les Soeurs de l'Asile de la Providence de faire certaines oeuvres de charité et d'exercer certaines industries.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Sherbrooke (M. J. G. Robertson), propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les

mots "cette Chambre se forme en ledit comité d'hui en trois mois" soient mis à la place.

He said, in supporting his motion, that he thought it was most unwise and dangerous to open the door to this kind of legislation. It has not been done hitherto either in this Province or the Dominion, and he thought it a great pity it should be attempted now. So far as his course was concerned, religion had nothing to do with it whatever. If any person with as long a record in Montreal as himself had more Roman Catholic confreres on most friendly and intimate terms with him than he could boast of, he would like to see that person. He had done a great deal of business with the ladies of the different congregations of Montreal and had never been on anything but friendly terms with them, and he would have been glad indeed had it not been necessary to take his present course. He was satisfied this legislation was wrong, and in this opinion was backed up by nine-tenths of the business community of Montreal, it not of that of Quebec also.

He had not met any men more bitterly opposed to this bill, either last year or this, than his French Canadian Roman Catholic confreres. He desired to use no religious cry whatever in this matter. He looked upon the ladies of La Providence as an excellent charitable community. It was of no consequence to him whether they were Roman Catholics or belonged to any other faith; it would be equally dangerous to give such rights and privileges to any religious corporation. Such a concession would produce in the Province a vast amount of feeling that it would be better without. He knew of no bill since Confederation that had produced such an unpleasant, uncomfortable anxious feeling as the present. He was sorry it had come up and to have to vote against it, as many of his friends were Roman Catholics. But when a man took a position in the Legislature, he had to discharge unpleasant as well as pleasant duties. He thought that this bill, however simple, modest or harmless it might appear, would create a precedent very serious and dangerous and he did hope this amendment would be allowed to pass.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): In seconding the amendment, he disclaimed any religious feeling in the matter. He would give the Roman Catholics the same rights and liberties as Protestants. As long as those charitable corporations carried out the objects for which they were formed, he would as readily contribute towards their support as any Roman Catholic. No doubt those ladies passed their lives in charitable work, but when they asked the Legislature to pass a bill putting them on a par with the trading community, it seemed to him they went out of their proper sphere. If a Protestant religious corporation asked similar privileges, he would refuse them equally. It was now sought to establish a precedent of which

none could see the results, but which results might prove injurious to good feeling and harmony that had so long existed in this country. In a mixed community, persons ought often to give up their feelings to preserve that harmony so long existing here, and without which a country could not prosper. He gladly seconded this motion, not fearing that his Roman Catholic friends in Sherbrooke would put a wrong construction on his motives or actions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, dans la position exceptionnelle où je me trouve, représentant que je suis d'un comté catholique dont tous les habitants appartiennent à la religion catholique, et à la confiance de qui je dois mon mandat, il me faut donner quelques mots d'explication sur le vote que je vais donner. Depuis treize à quatorze ans que je représente les dévoués électeurs du comté de Lotbinière; je ne voudrais certainement pas leur donner raison de se repentir du vote qu'ils m'ont donné, au contraire je veux leur prouver que leur confiance n'a pas été placée à tort. Après mes explications, le public et mes électeurs pourront juger.

Chaque fois, Monsieur l'Orateur, que l'on a cru devoir faire une objection à ma candidature, j'ai répondu aux braves électeurs de mon comté que je ne croyais pas que des questions religieuses vinssent devant la Législature; je leur ai déclaré que je ne voudrais jamais par un vote compromettre leurs intérêts religieux. Oui, Monsieur l'Orateur, je le déclare, je me considérerais comme un homme sans honneur si je trahissais le serment que j'ai fait d'être fidèle à tous les intérêts de mes électeurs. Je sortirais plutôt de la Chambre plutôt que d'en arriver à cette extrémité.

En parlant particulièrement du sujet qui occupe la Chambre, il m'est facile de dire, Monsieur l'Orateur, que ce bill n'a trait à aucune question dogmatique, ni n'implique aucun principe religieux. Peut-être serait-on en certains lieux disposés à soutenir le contraire? Mais pour moi je ne voudrais pas prendre cette position.

Le droit que les révérendes dames Religieuses de la Providence demandent doit leur appartenir en vertu de la loi, ou ne pas leur appartenir. S'il leur appartient, nous espérons fermement que la confiance que l'on repose dans les révérendes dames religieuses est telle que les tribunaux n'hésiteront point à leur continuer la jouissance de ce droit. Si elles ne l'ont pas, je trouve au point de vue constitutionnel, le seul auquel la Chambre devrait se placer et qu'elle devrait discuter, qu'il est inopportun de le leur accorder. J'ai beaucoup de respect pour les révérendes dames Religieuses de la Providence, j'éprouve même la plus profonde admiration pour elles. Les oeuvres qu'elles font sont inappréciables; elles aident à l'humanité souffrante, elles la soulagent, elles

soignent toutes les misères corporelles, cela avec un dévouement, une abnégation qui leur attirent l'admiration sincère non seulement des catholiques, mais aussi des protestants eux-mêmes (mouvements et murmures d'approbation). Oui, Monsieur l'Orateur, je le dirai hautement, des protestants à leur lit de mort ont été heureux d'avoir les soins et les consolations de ces femmes dévouées.

L'année dernière, quand l'honorable député de Montréal a retiré son bill, j'ai été le plus surpris du monde de voir qu'il n'insistait pas à ce qu'il subit les phases ordinaires d'un projet de loi. Mais depuis, j'ai étudié sérieusement la question, et je suis arrivé à la conclusion que nous devons considérer la question à un point de vue abstrait, et que nous devons déclarer qu'il est inopportun d'adopter le bill parce que ce serait proclamer un précédent peut-être imprudent. Si donc les dames Religieuses n'ont pas le droit qu'elles demandent, ce n'est donc pas d'un droit inhérent dont il s'agit, c'est une chose nouvelle que l'on réclame, une innovation que l'on demande.

Encore une fois, Monsieur l'Orateur, mon respect et ma confiance sont souverainement acquis aux révérendes dames Religieuses de la Providence; mais il ne s'agit pas d'une question religieuse, il s'agit de proclamer un principe, d'établir un précédent qui pourrait peut-être avoir des résultats désavantageux. C'est pourquoi, si les dames n'ont pas ce droit, je demande qu'il soit déclaré qu'il est inopportun de leur donner et je voterai pour l'amendement proposé par l'honorable député de Montréal-Centre.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): L'honorable député de Lotbinière, avec l'extrême délicatesse qui le caractérise, a exagéré sa position. Pendant que bien des mesures d'assez grande importance passaient inaperçues, cette loi avait le privilège de soulever au plus haut point l'opinion publique et de faire surgir bien des dissentiments. J'ai le plus grand désir de voir régner la concorde, non seulement dans cette Chambre, mais dans tous les pays, et personne ne voit avec plus de peine que moi les appels qui ont été faits aux passions religieuses. Le représentant du peuple doit être le serviteur de son pays et de ses commettants.

Monsieur l'Orateur, le représentant du peuple n'est pas toujours libre de suivre ses goûts; il faut qu'il les immole à ceux du public. Il doit être le serviteur de son pays, de ses constituants. C'est à ce point de vue que je me suis placé en présentant ce bill. J'étais d'opinion que la mesure devait être adoptée. L'institution des soeurs de la Providence existe dans les limites de la division électorale que je représente en cette Chambre. Je devais voter et faire tous mes efforts pour la faire adopter. Je sais toute la responsabilité qu'assume vis-à-vis de cette Chambre le moteur d'un tel bill, et si j'eusse cédé à la tentation de rejeter sur un autre

député le fardeau de la responsabilité attachée à ce bill, j'aurais commis une lâcheté dont je ne suis pas capable.

Il existe, depuis trente ans et au-delà, une institution de charité connue sous le nom de "Association des Soeurs de la Providence". Cette institution de charité se dévoue entièrement au soulagement des misères humaines et elle a toujours donné au public beaucoup plus qu'elle n'en a reçu. Comment ces personnes dévouées ont-elles accompli ce tour de force, sinon par un travail constant, par l'admirable énergie des religieuses qui font partie et qui président à l'administration des affaires de cette institution?

Dernièrement on a voulu priver cette institution de la principale ressource en instituant une action contre ses membres au sujet de la fabrication d'un sirop composé de gomme d'épinette, sur cette prétention qu'une corporation n'a le droit de ne faire que ce que sa charte lui permet de faire.

Ceux qui agissaient ainsi contre cette institution prétendaient agir au nom des intérêts du haut commerce. Moi, je prétends agir en faveur d'une classe qu'il ne nous est pas permis d'oublier; la classe des malheureux. Devons-nous, pour protéger le commerce et ces hommes favorisés de toutes les faveurs de la fortune, abandonner tous ces autres malheureux qui trouvent dans l'Asile de la Providence un refuge et un secours aux besoins que requiert leur triste état?

Il ne s'agit pas d'une question de religion, mais d'une question de charité qui n'aurait pas dû rencontrer d'adversaires, car les sentiments d'humanité ne sont pas le privilège d'un seul parti, d'une seule race et c'est pour cela que je regrette que ma mesure ait soulevé tant d'antagonisme.

Ainsi dégagés de toutes les exagérations publiées soit dans la presse, soit sur des feuilles volantes, laissant de côté toute question du ressort de la religion ou de la politique, nous devons tous assurer notre concours généreux à tous les citoyens d'un pays; ceux qui se sont dévoués et ont été chargés des intérêts d'un pays doivent avant tout prendre entre leurs mains la cause et les intérêts du malheur.

Le soin du commerce des pauvres, personne d'entre nous ne le méprise. La difficulté se fait sentir lorsque ces intérêts viennent en antagonisme. Il suffit alors d'examiner la question mûrement et ne pas nous laisser guider par la passion mais par notre raison; ces emportements n'existent pas dans cette Chambre. Ces explosions de haine n'ont pas de retentissement dans cette enceinte et les honorables députés n'ont pas suivi ces exemples de fanatisme. Je dois remercier les honorables députés qui ne partagent pas nos idées pour la courtoisie dont ils ont fait preuve à mon égard et qu'il m'ont témoignée. Si l'on voulait être au dehors ce que l'on est à la Chambre, il n'y aurait pas de ligne de démarcation entre les

citoyens qui sont ici et ceux qui vivent sur le même sol.

Est-il désirable que ce qui s'est fait dans l'Asile des Soeurs de la Providence soit continué? Cette corporation a étendu la sphère de ses actions, elle a pris soin des orphelins, des aveugles, des sourds-muets, des vieilles femmes infirmes, des idiots, des infirmités de toute sorte. C'est un orphelinat, un établissement où toutes les misères ont un refuge. Est-ce qu'il nous est arrivé de songer aux graves sacrifices que s'imposent ceux qui sont dans ces institutions? Nous ne connaissons nulle part en ce pays la taxe des pauvres (applaudissements). Partout où nous n'avons pas des institutions de ce genre, cette taxe pèse lourdement sur le public. Ces bonnes dames ne paient pas de taxes? Elles sont chargées à elles seules de la taxe des pauvres.

Comment cela s'est-il fait? Cela ne s'est pas fait avec les quelques mille piastres que possède cette institution; ce n'est pas avec les quelques centaines de piastres qu'elles réalisent dans leur bazar annuel et dont les frais leur coûtent à elles et aux personnes charitables qui leur prêtent leurs concours plus qu'elles ne retirent de bénéfices, bénéfices qu'elles gagnent vingt fois.

Qui ne sait qu'il a été prouvé en cour de justice et sous serment que l'estimation de ce que font les Soeurs de la Providence s'élève à \$172,000 de frais par année? Ce n'est qu'à force d'économie qu'elles réussissent à opérer ces prodiges. Plusieurs des honorables membres de cette Chambre seront surpris de ce que peuvent réaliser les personnes de cette position comparées aux oeuvres des personnes vivant dans le monde.

Ce n'est pas au moyen de ce que leur donne le gouvernement, des aumônes qu'elles recueillent, des bazars qu'elles organisent; c'est en vivant avec la plus stricte économie, en se privant de tout. Comparez par exemple leurs frais d'habillement avec ceux du monde. Une Soeur de la Providence dépense dans cette institution pour son habillement \$4 par année. C'est bien peu, n'est-ce pas? Leur travail est celui d'un mercenaire.

Est-il désirable que cet état de choses se continue? Il n'est pas un membre de cette Chambre pour dire oui. Mais l'on dira: et les intérêts du commerce n'en souffrent pas? Je vous le demande. Celui qui a intenté l'action en dommages contre les révérendes Soeurs de la Providence doit être le seul sur qui doive peser la responsabilité de tout le trouble aujourd'hui créé.

Et voulez-vous savoir ce que MM. Kerry, Watson et Cie ont souffert de dommages? Voyons ce qui a été prouvé. Après trois jours d'enquête à la cour Supérieure, ces messieurs n'ont pas réussi à prouver la plus petite demande. On n'a pas même prouvé dommage d'une piastre ou même de quelques centins. Voilà comment l'on dit que les dames de la Providen-

ce nuisent au public et ce qui a tant fait récriminer une certaine presse; voilà ce qu'a prouvé devant les tribunaux la société commerciale Kerry, Watson et Cie. Cette compagnie qui disait devant les tribunaux que les Soeurs de la Providence avaient contrefait la marque de commerce de cette maison n'a pu prouver aucune demande; quel est celui des commerçants engagés dans une ligne d'industrie qui pourrait prouver le dommage qu'on leur fait?

Il faut bien croire que cela cause des dommages au commerce puisque tout le monde le dit! M. Jean Grenier, l'un des échevins de Montréal qui, comme bon nombre de membres de cette Chambre, porte le plus vif intérêt à l'institution des dames de la Providence, animé par un beau zèle de charité, s'est mis sur le chemin pour recueillir des signatures en faveur du bill que je présente pour les Soeurs de la Providence. Ce monsieur m'a dit: "Si j'eusse continué, je n'aurais pas trouvé cent personnes qui n'auraient refusé". Je ne l'ai pas revu depuis, mais avant mon départ pour la session j'ai vu un médecin qui m'a déclaré être complètement opposé à la conduite suivie par les Soeurs de la Providence mais aussi je dois dire que ce même médecin a déclaré à un citoyen de Québec qu'il en était bien revenu des idées peu sympathiques qu'il nourrissait à leur égard.

Ce citoyen de Québec est membre de cette Chambre, et il mentionnera ce fait à la Chambre si la circonstance se présente ce soir.

Dans un but de conciliation, je retirerais ce bill s'il avait une application générale pour toutes les institutions de charité. Je ne regarde pas si ce bill plait à celui-ci ou à celui-là, qu'il importune ceux que l'on voudrait; je dis que nous devons aider quand ces institutions de charité nous en font la demande et sollicitent de nous la permission d'exercer certaines industries.

Il y a eu une idée fausse exprimée dans la discussion provoquée par cette mesure. Des personnes maintenant connues sous le nom d'Asile de la Providence ont bien tort de ne pas laisser le champ libre à ceux restés dans le monde. Si elles étaient restées dans le monde, n'auraient-elles pas eu le droit d'exercer les industries que ceux-ci exercent actuellement? Si nous demandons la passation de ce bill, c'est pour un autre principe qui nous force de faire cette demande.

On dit qu'une corporation n'a le droit de faire que ce qui lui est permis par sa charte. Conséquemment, il ne leur est pas permis, à ces bonnes Religieuses de la Providence, de fabriquer du sirop de gomme d'épinette.

Allons-nous laisser les soeurs de la Providence à la merci du premier venu? Les soeurs de la Providence, comme tout autre qui a besoin d'argent, travaillent, et ce qu'elles font ne sont pas des objets qu'elles veulent vendre à leur propre bénéfice, mais des industries dont elles emploient les revenus pécuniaires non pour elles, mais bien pour leurs pauvres auxquels

elles consacrent et leur travail et leurs économies. Ces bonnes Soeurs demandent seulement la permission de changer en argent les objets qu'elles fabriquent.

Elles n'ont pas l'intention de faire autre chose que ceci: faire légalement et correctement ce que l'on prétend qu'elles auraient fait illégalement. Elles veulent modifier leur charte. Par le bill tel que rédigé, elles ne demandent pas du tout de changer leur mode d'existence. Je le dis pour l'information du plus grand nombre.

D'ailleurs, je ferai remarquer de plus que les autorités religieuses ne permettent pas à ceux qui sont dans la vie religieuse de tenir une maison de commerce.

Nous avons le pouvoir de légiférer. Si les bonnes Soeurs abusent de leurs privilèges, nous aurons encore et toujours le droit de réduire leur commerce. J'aurais retiré mon bill s'il avait eu, comme je l'ai dit tout à l'heure, une application générale aux maisons de charité, mais dans la circonstance présente il m'est impossible d'en agir ainsi. D'ailleurs, je puis défier qui que ce soit de venir devant cette Chambre pour donner une preuve d'empiétement dans les privilèges qui sont octroyés.

On s'est plu dans bien des quartiers à représenter les Soeurs de la Providence comme étant des êtres malfaisants, et rien ne m'étonnerait si de semblables aménités étaient adressées au député de Montréal-Est. Le mot d'ultramontain m'a été complaisamment lancé par certains journaux et certaine presse, et depuis un discours mémorable, on sait quel bruit se fit autour de ce mot. Mais on se rappelle aussi combien mal en prit à certains individus qui avaient cherché à approfondir le mot d'ultramontain. La leçon fut donnée à leurs dépens.

On disait même que toutes les jeunes demoiselles vivant dans le monde allaient entrer au couvent pour surveiller la manufacture du sirop de gomme d'épinette et vendre le charmant remède derrière le comptoir. Je crois que l'on peut commencer à changer d'opinion.

Il y a bien longtemps, les journaux parlaient des Fénians, mais personne n'y songeait tant l'attention était éveillée sur le sirop de gomme d'épinette, tout comme si les Fénians étaient moins dangereux que le sirop de gomme d'épinette. Les Soeurs de la Providence étaient l'universelle terreur et l'on oubliait que les Fénians étaient à nos portes, comme si les Fénians devaient songer à bien faire; comme si mille bouteilles de sirop de gomme d'épinette devaient causer plus de terreur que les Fénians!

Je dirais devant cette Chambre, comme je pourrais le déclarer sous serment, que les Soeurs de la Providence n'ont pas l'intention de transformer leur couvent en comptoir de commerce, et qu'elles veulent seulement continuer le libre exercice de leurs petites industries pour soulager les pauvres sans être continuellement inquiétées. Si cette mesure passe, je puis assurer les honorables députés qui enregistreront leur vote

en sa faveur que leur position ne sera nullement compromise devant leurs électeurs, car la voix de la charité, la voix de la raison et de l'humanité feront taire toutes les récriminations qui se sont élevées contre ce bill. (Applaudissements.)

M. P. PREFONTAINE (Chambly): En me levant, je comprends parfaitement la responsabilité que j'assume en acceptant la position difficile que je crois devoir prendre sur cette question. Comme catholique et représentant d'un comté catholique, je sais que les préjugés seront exploités contre moi et que, dans certains cercles, le vote que je vais enregistrer sera expliqué dans un sens que je ne veux pas lui donner. Pour moi, la question n'est pas une question religieuse, mais une question civile et politique qu'il faut envisager froidement. Je considère qu'il n'est pas judicieux et qu'il est même dangereux, au point de vue civil, de sanctionner un principe tel que celui contenu dans le bill.

S'il ne s'agissait que de leur donner le droit de faire du sirop de gomme d'épinette pour leurs pauvres, il n'y aurait pas d'objection.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): L'honorable député peut être assuré qu'il ne s'agit que de cela.

M. R. PREFONTAINE (Chambly): L'honorable député peut donner à son bill l'interprétation qu'il veut, mais ma manière d'envisager la question est celle-ci: c'est que l'on demande des privilèges extraordinaires pour une maison de bienfaisance, il est vrai, et que cela constituerait un dangereux précédent.

Les communautés religieuses ont un noble but à remplir et je suis l'un de ceux qui reconnaît tous les services qu'elles rendent aux pauvres et aux malheureux. Elles ont de plus un caractère dans la société qui est un caractère de charité, et c'est parce que je ne veux pas leur enlever ce caractère particulier que je ne suis pas en faveur de changer leur position et de les rendre des institutions commerciales, luttant avec les autres membres de la société sur un terrain qui n'est pas dans leur attribution.

C'est au point de vue du commerce et de l'industrie que je me place. Ces institutions ont acquis, grâce à la charité publique, un capital qu'il n'est pas juste d'employer contre le capital gagné péniblement par le travail. S'appuyant sur ce bill, les communautés religieuses pourront entrer en concurrence avec le travailleur qui essaie de gagner le pain de sa famille. L'industrie dans notre pays n'est déjà pas trop prospère et je pense qu'on ne peut pas prendre trop de soins pour la protéger.

Les Soeurs de l'Asile de la Providence ont exercé, depuis longtemps, diverses industries dans un but admirable, celui de la charité, et personne n'a songé à les troubler tant que ces dames ne sont pas entrées directement dans le

commerce et en concurrence avec les autres commerçants. Ce n'est qu'à ce moment que MM. Kerry, Watson et Cie ont pris leur action qui, il est vrai, a été décidée contre eux en première instance; mais, comme il y a appel de ce jugement, je pense qu'il ne doit pas en être question. Le plus haut tribunal du pays aura à se prononcer. Je crois qu'en votant comme je le ferai, si la question divise la Chambre, je voterai d'après mes convictions et d'après ma conscience. Le public aura à se prononcer sur ce vote et je sais que, dans certains journaux, je serai attaqué. J'aurai la satisfaction d'avoir agi d'une manière indépendante et d'après ma conviction. La religion n'entre pour rien dans cette matière et c'est pour cela que je tiendrai la conduite que je viens de motiver.

L'on ne manquera pas dans une certaine presse d'accuser les motifs de mon vote et de ceux de mes amis; mais, Monsieur l'Orateur, cette presse en pensera ce qu'elle voudra, elle me calomnierait si elle le veut, je voterai suivant mes convictions, suivant ce que je crois être l'intérêt public.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Dit que si cette institution était dirigée par des laïques, on ne se serait pas opposé au bill, mais qu'on avait voulu dans cette occasion soulever les préjugés religieux. Il parle des oeuvres de charité accomplies par les soeurs de la Providence et pense qu'il ne serait pas juste de leur refuser les privilèges dont jouit tout citoyen.

M. PREFONTAINE (Chambly): Si l'honorable député veut accuser les motifs du vote que je donnerai, je lui dirai qu'il est dans l'erreur. Je crois qu'en votant pour le bill, ce serait proclamer un précédent dangereux que d'accorder aux dames religieuses de la Providence non seulement le droit de fabriquer du sirop de gomme d'épinette, mais aussi d'exercer certaines autres industries quand elles le jugeront à propos.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Je ne veux pas accuser les motifs de l'honorable député de Chambly, ni ceux de ses amis. Je les crois parfaitement sincères et honnêtes dans leurs convictions; mais je crois qu'on a trouvé le moyen de créer de fausses notions sur le travail qui a été fait pour les Soeurs de la Providence et que l'on est parvenu ainsi à soulever une opposition au bill. Ces dames religieuses ont droit à toute la sympathie et à toute l'aide possible. Elles font oeuvre de charité, c'est la raison suprême qui doit nous faire accéder à leur demande. Il félicite le député de Montréal-Est qui a fait preuve du plus grand courage et abordé une position qui peut lui susciter bien des ennuis.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Après avoir entendu tous les arguments des adversaires de la mesure, permettez-moi, Monsieur l'Orateur,

quelques mots d'explications sur le vote que je suis décidé à donner sur cette question qui, je le regrette profondément, a suscité quelques objections chez certains députés de cette Chambre.

On a voulu faire, Monsieur l'Orateur, une question religieuse de ce modeste bill présenté par ces pauvres soeurs et je vous assure que, pour ma part, je n'en vois aucune. Le but que se proposent les Soeurs de la Providence est un but de charité, c'est-à-dire qu'elles demandent à cette Chambre de régulariser leur position et de leur continuer le privilège dont elles ont joui depuis 30 ans, celui de faire du bien.

Les Soeurs ne demandent pas le privilège de commercer; il est loin de leur intention de vouloir faire une concurrence ruineuse aux commerçants, comme on le prétend. Elles ne demandent que le droit de fabriquer certains articles pour les aider dans leur grande oeuvre de charité. La charité n'est pas, Monsieur l'Orateur, le privilège exclusif d'aucune religion; tous les pays protestants, comme catholiques, ont leurs institutions charitables, et je ne vois pas pourquoi on viendrait ici prendre en mauvaise part une demande des Soeurs de la Providence qui, si elle est accordée, leur permettra de faire encore plus de bien qu'elles n'en ont fait jusqu'à présent. En somme, les dames de la Providence ne demandent aucun privilège. Ce privilège, s'il y en avait, serait celui de soigner gratuitement les pauvres et, Monsieur l'Orateur, combien dans cette province, combien dans la cité de Montréal y a-t-il de pauvres gens qui, s'ils n'avaient pas ces remèdes que les soeurs leur distribuent, auraient depuis longtemps succombé aux différentes maladies qui, hélas, trop souvent sont causées par les nécessités de leur triste position?

Pour résumer, Monsieur l'Orateur, je crois de mon devoir de déclarer non seulement comme catholique, mais comme chrétien, qu'il n'est que juste d'encourager par tous les moyens possibles ces institutions de charité, et de leur faciliter de toute manière l'exercice de leur admirable mission.

En face de ces prodiges de dévouement des bonnes Soeurs de la Providence, il ne devrait y avoir, il me semble, qu'un seul et même sentiment dans cette Chambre, et tous d'un commun accord nous devrions marcher sous la glorieuse bannière de cette oeuvre, la plus belle entre toutes celles de la charité.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Proteste contre les préjugés que l'on veut soulever ou la sentimentalité que l'on cherche à provoquer à ce sujet.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Reconnaît que le député de Chambly a eu raison de se plaindre qu'on voulait transporter la question sur le terrain religieux. Il veut qu'il soit bien compris que la question ne soit pas placée sur un autre terrain que celui sur lequel il l'a mise,

que ce soit dans la Chambre ou dans les journaux. Il continue à défendre son bill et les demandes des Soeurs de la Providence.

M. R. PREFONTAINE (Chambly): Dit qu'avant la fin de la discussion, il tenait à prendre la parole pour expliquer une phrase de son discours qui pourrait donner lieu à des interprétations malveillantes. Il a dit qu'il ne s'occupait pas de la religion, mais en parlant ainsi, il voulait exprimer seulement qu'il n'envisageait pas la question au point de vue religieux, et il tient à déclarer qu'il a été bien loin de sa pensée de prononcer une seule parole contraire à une croyance qui est la sienne et qu'il vénère autant que tout catholique.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): He had listened to the speeches of Messrs. Taillon, Mathieu and Turcotte with some pleasure, but not altogether without surprise. Mr. Mathieu argued these nuns had inherent rights in such matters as the bill mentioned, but if they should be able to do the work there contemplated, they would be able to carry on other kinds of trade. He had listened to Mr Mathieu's praises of these ladies for their charity, benevolence, and so forth, but did not understand how a man of his intelligence could condemn the opponents of this bill as actuated only by outside prejudice. He repudiated most emphatically any such influence, and claimed as much respect for the ladies in question and as much liberality as any man in the country.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Disclaimed any intention of including Mr. Ogilvie in the party actuated by prejudice.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Stated he was glad of that explanation. But he thought that Mr Taillon claimed too much credit for taking out the expunged clauses, as the bill on constitutional grounds would have had no chance of becoming law without such changes. He protested against the notion that those ladies were doing all the work of charity, and that the opponents of this bill were opposing the cause of charity. Whilst Protestant communions had not these excellent sisterhoods, they had charities as important, as good, and were doing as useful and important work in Montreal to-day as that of "les Soeurs de la Providence", but Protestants would not give their charitable organizations trading rights. He knew the bill would pass; that it was useless to propose an amendment. But he wanted to stand on record for the future, when the pernicious effects of such legislation would be apparent, as having done his best to prevent it. But when the bill passed, let no Member imagine it would not give those ladies trading and manufacturing powers generally, for such would certainly be its effect.

A six heures la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Reprend la discussion sur l'amendement de M. Ogilvie à la motion de M. Taillon.

Il dit que la liberté du commerce existe aussi bien pour les corporations que pour les individus; si la communauté des Soeurs de la Providence se conformait aux lois réglant le commerce et l'industrie, il n'y aurait aucun inconvénient à lui accorder les privilèges qu'elle demande.

L'HONORABLE M. LAFRAMBOISE (Shefford): Si je ne me laissais guider que par mes sympathies, je voterais certainement pour le bill, car personne mieux que moi n'apprécie le mérite des Soeurs de la Providence qui ont fait tant de bien depuis qu'elles sont établies à Montréal.

Je ne verrai aucune objection à donner à ces dames le droit d'exercer ces industries, si elles se trouvaient sur le même pied que les commerçants qui paient de fortes taxes.

On a parlé des pauvres; sans doute, elles se consacrent au soulagement des malheureux et des malades mais, à côté d'elles, il y a de pauvres ouvriers qui se dévouent pour soutenir leurs familles et qui sont obligés de payer des taxes élevées. Je sais que l'argent qui sera réalisé par l'exercice de ces industries sera parfaitement appliqué, mais il me semble qu'en se plaçant au point de vue général il est injuste de faire une exception de ce genre en faveur de cette communauté.

Les Soeurs de la Providence reçoivent chaque année un octroi du gouvernement que je voudrais voir augmenter, mais si elles veulent se mêler d'industries, elles perdent le droit d'être considérées comme institution de charité.

L'honorable député des Trois-Rivières a dit que si ces dames faisaient le commerce de la manière ordinaire, il s'opposerait au bill; or en jetant un coup d'oeil sur la mesure, je vois qu'elles demandent les pouvoirs dont jouissent les industriels.

Mon honorable ami devra donc voter en faveur de l'amendement. Je regrette vivement d'être obligé de voter contre la mesure et je dois répéter en terminant que pas une communauté n'a droit à mes sympathies plus que celle des Soeurs de la Providence.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit:

Pour: MM Baker (sol. gén.), Cameron, Church, Joly, Laframboise, Lynch, McGauvran, Ogilvie, Préfontaine, Robertson, Sawyer, Thornton, Watts, 13

Contre: MM Angers (proc. gén.), Bachand, Champagne, Chapleau, Chauveau, Daigle, De Beaujeu, Deschênes, Du-lac, Dupont, Fortin (Gaspé), Fortin

(Montmagny), Fradette, Garneau, Gauthier, Hearn, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Kennedy, Lacerne, Lalonde, Larochelle, LaRue, LeCavalier, Loranger, Marchand, Martin, Mathieu, Molleur, Paquet, Peltier, Picard, Price, Roy, Saint-Cyr, Sylvestre, Taillon, Turcotte, Verreault et Würtele.⁴⁰

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix:

Il est ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Le comité étudie le bill et en fait rapport à la Chambre.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Appuyé par le député de Laval (M. L.-O. Loranger), propose la troisième lecture dudit bill.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Appuyé par le député de Sherbrooke (M. J. G. Robertson), propose sous forme d'amendement que tous les mots après "soit" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en insérant la clause suivante:" Que dans le cas où ladite institution s'engagerait dans aucun commerce ou exercerait aucune des industries auxquelles il est pourvu ci-dessus, elle occupera, quant aux propriétés occupées par elle en s'engageant dans tel commerce ou exerçant telle industrie, la même position par rapport à la taxe sur la propriété qu'elle possède que les autres personnes engagées dans le même commerce ou la même manufacture ou qui exercent les mêmes industries occupent maintenant" soient mis à la place.

M. L.-O. LORANGER (Laval): S'oppose fortement à l'amendement.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Dit qu'il ne serait pas juste de taxer alors cette institution et de laisser les autres institutions jouir de l'exemption de taxes.

M. J. W. McGAUVAN (Montréal-Ouest): I propose that the Sisters build an establishment for their manufacture, and pay the regular taxes or assessments on it like other manufactures.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Spoke in reply to the arguments for taxation of this corporation, contending that charitable institutions could not be taxed, and that their poor, being unable to work, were poorer than the poorest workpeople.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Ouest): Said Mr. Loranger and Mr. Taillon had done nothing but appeal to the sympathies of Members. He

wondered how those Members could ask for these trading privileges without subjecting their possessors to taxation like others in a similar position. There were many other charitable people carrying on as good work as they. Wrong might be done by giving them exceptional privileges demanded. Whoever lived five years would be sorry if this clause were not added to tax these ladies like other people.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Spoke against taxing all the buildings of those ladies, as the amendment designed, as unfair. He might favour, however, taxing such buildings as accommodated their manufacture.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il a déjà eu une passe d'armes avec l'honorable procureur général sur la question des exemptions des taxes, lors du débat sur le bill concernant l'acte de l'incorporation de municipalités de villes. Cependant, par la position qu'il a prise, il n'est pas allé aussi loin que le moteur de l'amendement. Il est d'avis que toutes les institutions charitables et autres devraient contribuer à la caisse municipale pour ce qu'elles reçoivent, c'est-à-dire le drainage, l'aqueduc, la protection contre le feu. Mais ce serait une insulte à faire à ces institutions que de les forcer à payer des taxes pour contribuer aux embellissements de la ville ou du Parc de la Montagne. Si l'amendement n'est pas modifié, il aura le regret de voter contre.

M. J. W. McGAUVAN (Montréal-Ouest): Dit que les Soeurs de la Providence paient la taxe de l'eau.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Fait remarquer à l'honorable député de Montréal-Centre que son amendement n'atteint pas le but qu'il a en vue. Si cet amendement était adopté, il mettrait les dames religieuses dans une position plus désavantageuse que les commerçants ordinaires. Les hommes de commerce paient des taxes municipales dans la proportion de la propriété qu'ils occupent et cette propriété est généralement limitée aux nécessités de leurs affaires. La propriété entière des dames Religieuses représente entre \$75,000 et \$100,000. Tout cela sert à des fins de charité.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix:

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du lieutenant-gouverneur:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Remet à M. l'Orateur un message de Son

Excellence le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

M, L'ORATEUR: Lit le message:

L. Letellier.

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative les estimés supplémentaires pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1876, et en conformité des dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique 1867, il recommande ces estimés supplémentaires à l'Assemblée législative. (Documents de la session, no 10).

Hôtel du gouvernement,
Québec, 22 décembre 1876.

Subsides

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):
Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides. Adopté.

En comité:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):
Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Institut littéraire de Saint-Patrice Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Ecole de navigation de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas treize mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer aux dames de l'Hôtel-Dieu, Montréal, le montant qui leur a été accordé pour le champ de l'exposition pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du chemin de colonisation du lac Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à The Church Home, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une

aide à The Women's Christian Association, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-François-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

Adopté.

Résolutions à rapporter.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

A la deuxième résolution:

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):
Explained as to this item that this school had formerly done good service for our marine, and that it had been closed up latterly. A delegation of leading men of Quebec, connected with the trade and shipping, had urged the re-opening of this school for masters and mates, and it was thought advisable to give our young men an opportunity of qualifying themselves at home for the command of Canadian or other vessels.

Les trois premières résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

La quatrième résolution étant lue une seconde fois et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concoure avec le comité dans ladite résolution:

M. H. JOLY (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, il y a déjà des sommes considérables de dépensées sur le chemin, \$80,000, je crois; je voudrais savoir ce qu'il en reste à achever.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac):
Said the Province had already spent between \$70,000 and \$80,000 on this road, which was about 118 miles long, but incomplete; about 60 miles were opened 16 feet wide, about 58 remain to be completed and would cost about \$35,000, this remainder of road to be nine feet wide, and it would be serviceable for the present. Some bridges and camps for settlers travelling by night had to be built. He was told the country was one of great promise, and vast extent possessing magnificent soil. It was likely to become the home of a very large population. If so, it was their duty to complete such a communication.

M. H. G. JOLY (Lotbinière): Un chemin de

9 pieds de large? Alors c'est un chemin de brouette. L'honorable député de Lotbinière ajoute que le chemin ne vaut rien. Quel est le cultivateur qui voudrait se risquer dans pareil chemin avec des charges de provisions pour faire un trajet de 118 milles, avant d'arriver au marché?

Il conteste les vues optimistes du député de Pontiac (l'honorable L. R. Church) pour cette région et ne veut pas que l'on dépense d'autres sommes à la construction d'un chemin qui a déjà coûté trop d'argent.

M. F. G. MARCHAND (Saint-Jean): Il n'est pas possible que deux voitures puissent se rencontrer sur un chemin de 9 pieds de large.

M. H. G. JOLY (Lotbinière): Je ne pense pas qu'il y ait jamais deux voitures qui se rencontrent sur ce chemin.

M. W. E. PRICE (Chicoutimi-Saguenay): Parle en faveur de la subvention et de l'importance du chemin.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Rappele que du temps qu'il était trésorier provincial, il fut dépensé une grosse somme d'argent pour ce chemin. Pour voir quels avaient été les résultats de cette dépense, il est allé lui-même visiter le chemin. Jamais argent n'a été plus mal appliqué; de suite il décida en sa qualité de trésorier que le gouvernement ne pouvait plus dépenser d'argent pour ce chemin. Ce chemin n'est pas nécessaire aujourd'hui, surtout lorsqu'il y a une subvention de \$600,000 de votée pour un chemin de fer au Lac-Saint-Jean, que le chemin que l'on projette n'aura que 9 pieds de large et traversera le pays le plus sauvage qu'il ait jamais vu. Lorsque le gouvernement ne vote que \$40,000 pour les fins de la colonisation et donne sur cette somme \$20,000 pour un pareil chemin, n'y a-t-il pas là lieu de croire à un acte de favoritisme?

D'autre part, il faudrait quadrupler cette somme si l'on voulait réellement construire un chemin vraiment utile.

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Said 30 miles of road on this side were already made, and 30 miles on the other or Lake Saint John's side, leaving the gap of 58 miles between to be constructed. The question was whether the money spent already was to be thrown away. He visited that section last summer and never was so surprised in his life at what he witnessed. He found a magnificent territory, thickly settled by men who would compare favourably with any of the men along the shores of the St. Lawrence. Early in September he saw in many places magnificent fields of wheat that could not be excelled in the best portions of Quebec. The people had no means of communication with the outside world. When these 58 miles were built, the distance to

Quebec would be shortened 75 miles. Surely after the large expenditures already made, a further sum should be devoted to complete the road, to enable those people to reach a market. Practical men, knowing them and the subject, stated that a nine-foot road would avail for all practical purposes, and would have the advantage of being more easily kept in repair, while proving capable of enabling the settlers to reach this city.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Spoke at length in favour of the expenditure on this road, of the fine quality of the Lake St. John region, the fertility of the soil, and the excellent prospects of the country, which needed to make it great and prosperous only good communication with the outside world, which meant a good market.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que comme le chemin en question doit être fait d'après la jauge étroite, un habitant qui viendra du Lac-Saint-Jean se trouvera obligé de se servir d'un télescope pour voir si le chemin est libre.

M. A. CHAUVEAU (Rimouski): Dit que le chemin sera de la plus grande utilité pour Québec.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Replied to various arguments against the item, saying there were hundreds of miles of nine feet roads in the counties of Ottawa and Pontiac, which were found most useful in enabling settlers to haul vast quantities of grain over them, winter or summer. It was found practicable for teams to meet and pass on such roads.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Taunted the Opposition with inconsistency in voting, \$50,000 for repatriation to bring people from the United States, while leaving the fine deserving settlers in Lake St. John country isolated, deprived of markets and suffering serious inconvenience. He went on to advocate the opening up of roads to those settlers, and the development of that promising region.

La Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La cinquième résolution et les suivantes jusqu'à la dixième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Chemins de fer

L'HONORABLE A. R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant certaines compagnies de chemins de fer.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du

sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Adopté.

En comité :

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, aussitôt que les compagnies de chemins de fer suivants:

Le chemin de fer de Lévis et Kennebec,

Le chemin de fer Québec Central "Quebec Central Railway Company" et

Le chemin de fer International de Saint-François et Mégantic auront mis les parties complétées de leurs chemins en bon état d'exploitation, à sa satisfaction, pourra leur avancer, en acompte sur leur subside, 1. une somme de \$1,000 pour chaque mille de chemin ainsi complété, en sus des \$4,000 qu'elles ont reçues ou peuvent être maintenant en droit de recevoir et 2. sur la balance totale du subside qui leur a été accordé pour toute autre partie de leur chemin qu'elles peuvent compléter par la suite, une autre somme à un montant tel et de telle manière que, cette avance faite, il reste à payer pas moins de \$2,000 par mille sur la partie du chemin à être complétée dans la suite, et qu'il ne soit dans aucun cas avancé plus de \$6,000 par chaque mille de chemin.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra porter à \$4,000 par mille le subside déjà accordé aux compagnies des chemins de fer suivants :

1. Le chemin de fer de Montréal, Portland et Boston, sur une longueur n'excédant pas cinquante-six milles, depuis le fleuve Saint-Laurent, à la ville de Longueuil, jusqu'à la ligne frontière de la province, via Chambly, West-Farnham et Freleighsburg, pourvu que la compagnie convienne avec le gouvernement d'un arrangement par lequel le fret et les passagers pourront passer sur son chemin à des taux proportionnés à ceux du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental,

2. Le chemin de fer de Waterloo et Magog, sur une longueur n'excédant pas quarante-trois milles;

3. Le chemin de fer des Laurentides, sur une longueur n'excédant pas quinze milles.

3. Que si aucune compagnie de chemin de fer maintenant subventionnée renonce à sa charte, ou si la charte d'aucune telle compagnie expire d'ici au 31 décembre 1877, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de répartir le montant du subside auquel telle compagnie avait droit, sur les parties de chemin non complétées des quatre compagnies suivantes savoir :

Lévis et Kennebec, quarante-cinq milles,

Québec Central, cinquante-deux milles,

International de Saint-François et Mégantic, cinquante-trois milles

Sud-Est, quarante-trois milles;

Pourvu que le montant du subside ainsi réparti ne s'élève pas à plus de \$1,500 par mille, pour la totalité de la longueur à être complétée comme susdit, et que le subside ainsi réparti, joint au subside déjà acquis à chacune de ces compagnies, ne s'élève en aucun cas à une somme de plus de \$6,000 par mille du chemin à être ainsi complété.

4. Que la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean ne soit pas tenue sur la première section de son chemin de rembourser la somme de \$48,171.20 qu'elle a reçue pour construire un chemin à lisses de bois, mais que ce remboursement ne soit fait que sur la deuxième section de tel chemin, et que cette compagnie donne caution qu'elle fera ce remboursement à l'expiration de quatre ans à compter du premier janvier 1877 si, dans cet intervalle, elle n'a pas fait cette deuxième section de son chemin.

5. Que la Compagnie du chemin de fer de la vallée des rivières Missisquoi et Noire continuera d'avoir droit au subside qui lui est actuellement accordé, jusqu'au premier décembre 1877, pourvu que cette compagnie ait fait et complété, à cette date, au moins dix milles continus et non interrompus de chemin avec lisses en fer ou en acier.

6. Que les commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental pourront garantir le paiement des sommes portées dans les sous-contrats faits par Duncan MacDonald, contracteur de la portion ouest de ce chemin, pourvu que ces contrats soient approuvés par eux.

7. Que lesdits commissaires soient autorisés à prendre sur le montant destiné à rencontrer les dépenses contingentes du chemin, la somme nécessaire pour terminer ledit chemin.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Explained his resolutions, saying, among other things contained therein, that in no case would more than \$6,000 a mile be granted for any road, and that the grant would be awarded upon the principle of allowing \$6,000 for each mile to be completed.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Was understood to explain that the Levis and Kennebec, for example, would receive \$5,000 a mile upon that part of the road finished, getting \$6,000 a mile upon the section yet to complete.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Continuing, read and commented upon the last three resolutions. He explained the resolution with reference to the Quebec, Montreal and Occidental Railway, saying, amongst other things, that it had been found that the right of way would cost more than the expected \$150,000, which it became necessary to pay, in order to the completion of the road. An increase of cost of such right was

not unusual. \$460,000 had been appropriated for contingencies or unforeseen expenses; the sum for contingencies was not to be appropriated without great care, and safeguards being secured in the public interest. \$30,000 was voted to aid the old company to build a bridge at Ottawa, and \$400,000 to meet discount on the bonds of the Commissioners. It was proposed to apply the credit of the Government to enable the contractor to fulfil his contract. If contracts were approved by the Commissioners, they might guarantee him payment, so the sub-contractors would be sure of their money. He thought the position of the contractor would be considerably improved by the knowledge of the fact that those who did work for him would receive their pay. As to the suggestion of Mr. Lynch to insert a resolution granting a company a portion of its subsidy as each portion of the road was completed, neither the contractor nor company would have occasion to complain of the Government conduct in that matter. They would do all in their power to facilitate work and the negotiations of the companies.

Government had assumed certain sums to pay workmen for work done, but always securing itself in case the road should not be finished. It was necessary that some discretion should be left to them in this matter. They had provided for an engineer who would look carefully as to how the work was done, how much done and all other matters involving public interest, and who should have a discretion in the same behalf. The Government had agreed to give all necessary facilities for the disbursement of the money through the banks.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Spoke against the Government undertaking to pay the debts of the old contractors as unwise and unsafe, considering the finances of the Province.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he was very glad the Government reconsidered their resolutions as to give relief to the Southern roads. The number of miles put down in the third resolution was not exactly correct. The additional aid given for the sections yet uncompleted would encourage the companies to go on with the work. He understood that Mr. MacDonald was bound to pay for the right of way himself, and he did not see why he should be relieved of that responsibility. It had been intended to deduct from the \$486,000 enough to build the bridge at Ottawa, and as the station at Montreal was to belong to the two companies a certain amount was to be applied to that object. On the whole the resolutions were much better than the preceding ones though they did not quite come up to what he expected, but half a loaf was better than no bread. They must go on with courage and build the remaining portions of the roads and when they came to the \$2,000 a mile they might perhaps make another application for assistance.

Les résolutions sont adoptées.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions lesquelles, étant lues une deuxième fois, sont adoptées (sur division).

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la deuxième lecture du bill.
Adopté.

Paroisse de Notre-Dame-de-Grâce

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-O. TAILLON (Montréal-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de certaines propriétés

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser Thomas Barron, écuyer, à vendre certaines propriétés substituées.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill. Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de la Malbaie

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser la municipalité de la Malbaie en deux municipalités séparées.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Limites du comté de Nicolet

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Appuyé par le député de Vaudreuil (M. E. Lalonde), propose la deuxième lecture du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour mettre dans le comté de Nicolet les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Et objection étant faite que le bill n'est pas dans l'ordre parce que l'on ne s'est pas conformé aux règles de la Chambre qui y ont rapport:

L'ORATEUR: Décide que le bill est dans l'ordre.

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Appuyé par le député de Brome (M. W. W. Lynch), propose sous forme d'amendement que le mot "maintenant" soit retranché et que les mots "d'hui en six mois" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Chauveau, Daigle, Fortin (Montmagny), Hearn, Joly, Kennedy, Laframboise, Lynch, Marchand, McGauvran, Molleur, Ogilvie, Préfontaine, Rinfret dit Malouin, Robertson, Shehyn, Watts et Würtele, 19

Contre: MM. Angers (proc. gén.), Baker (sol. gén.), Champagne, Chapleau, Church, DeBeaujeu, Dulac, Dupont, Fradette, Garneau, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Lacerte, Lalonde, Larochelle, LeCavalier, Loranger, Martin, Mathieu, Peltier, Picard, Roy, Sylvestre et Taillon, 25,

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois:

Et l'objection étant faite, que le bill est un bill public.

L'ORATEUR: Décide que c'est un bill privé.

Et l'objection étant de nouveau faite que ce bill a été retiré jeudi dernier, et que celui qui a été introduit depuis cette date n'a pas été imprimé:

L'ORATEUR: Déclare que le bill est devant la Chambre et qu'il a été imprimé dans les deux langues.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit lu une seconde fois maintenant:

M. W. J. WATTS (Drummond-Arthabaska): Appuyé par le député de Brome (M. W. W. Lynch) propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots "les autres ordres du jour soient maintenant lus" soient mis à la place.

Et objection étant faite, que ledit amendement n'est pas dans l'ordre parce qu'une motion pour lire les ordres du jour ne peut pas être proposée quand une question est discutée:

L'ORATEUR: Décide que la motion en amendement est dans l'ordre.

Et l'amendement étant de nouveau proposé, il est, avec la permission de la Chambre, retiré.

Il est ordonné que le bill soit lu une seconde fois maintenant.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à deux heures et demie.

Séance du 23 décembre 1876

Sous la présidence
de l'honorable L.-J. Beaubien (Hochelaga)

La séance s'ouvre à trois heures.

La Chambre siège à huis clos pendant quelques minutes.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De Thomas C. Brigham, de Hull, demandant compensation pour explorations de limites à bois et applications pour icelles.

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

L'honorable promoteur du bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses dans les comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, et pour attacher au comté de Nicolet les parties de telles municipalités ou paroisses qui n'y sont pas maintenant, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, en conséquence, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que l'honoraire de cent piastres payé pour le bill pour changer le nom de la corporation de la ville de Saint-Henri en celui de ville de Montréal-Ouest et pour autres fins, soit remis à l'honorable promoteur du bill, vu qu'une promesse à cet effet avait été faite par votre comité aux parties intéressées dans le bill, durant la dernière session.

Votre comité désire de plus recommander à votre honorable Chambre que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction, correction d'épreuves, et maintenant entre les mains du greffier de ce comité, ou qui lui seront payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes d'argent soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément à la pratique suivie ces deux années précédentes.

Adopté.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte changeant le nom de William Taylor, gentilhomme, de la cité de Montréal, en celui de William Taylor Lindsay".

Bill intitulé: "Acte autorisant l'Association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead comme licencié en pharmacie".

Bill intitulé: "Acte incorporant "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer "The Montreal Open Stock Exchange".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte incorporant la Bourse de Montréal".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Compagnie du cimetière de Fairmount".

Bill intitulé: "Acte incorporant l'Eglise universaliste de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte concernant l'Aqueduc de Saint-Jean".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'église de Saint-Jude, de la paroisse de Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, à vendre ladite église et la propriété sur laquelle elle est construite et à construire une autre église ailleurs".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau la loi concernant les plans cadastraux".

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte concernant les déclarations que devront faire les compagnies incorporées".

"Acte amendant de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec 1869 (32 Vict., chap. 51).

Compagnies incorporées

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant les déclarations que devront faire les compagnies incorporées".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Acte des chemins de fer, 1869

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte amendant de nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, (32 Vict., chap. 51)".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Comité des voies et moyens

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre se forme immédiatement en comité des voies et moyens pour prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

En comité:

Il est résolu que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$116,489.38 pour les dépenses durant l'année fiscale courante et la somme de \$1,699,158 pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1878 soient accordées à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette province.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Introduction de bills:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expirant le 30 juin 1877 et le 30 juin 1878 et pour d'autres fins du ressort du service public.

Accordé.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la deuxième lecture dudit bill.

Adopté.

Funérailles du ci-devant lieutenant-gouverneur

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Présente un message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur recommandant que les dépenses des funérailles de feu le lieutenant-gouverneur Caron soient payées par la Législature.

Il propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant les dépenses des funérailles du ci-devant lieutenant-gouverneur René-Edouard Caron.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il serait heureux d'appuyer cette résolution.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Consent et informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité:

Il est résolu que les frais encourus pour les funérailles du très regretté l'honorable René-Edouard Caron, en son vivant lieutenant-gouverneur de cette province, soient mis à la charge du public et payés par le trésorier de cette province.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Comté de Portneuf

Sur l'objection à la question proposée hier par M. LaRue, pour permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement, laquelle objection était que la motion n'est pas dans l'ordre parce que le bill est un bill privé et que le délai pour le recevoir est expiré,

M. L'ORATEUR: Décide comme suit:

Les règles et la pratique de cette Chambre semblent être en contradiction sur la question.

En ne consultant que les règles, on pourrait raisonnablement conclure que ce bill a tous les caractères d'un bill privé, mais cependant, chaque bill de cette nature présenté depuis nombre d'années a toujours été traité comme bill public, et il serait peut-être injuste de ne pas donner à l'honorable député le bénéfice du doute. Je déclare donc le bill être un bill public.

Introduction de bills:

M. P. LARUE (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement.

Accordé.

Perception des taxes scolaires

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que le bill pour amender la loi concernant l'instruction publique relativement à la perception des cotisations scolaires et à l'exécution des jugements contre la corporation scolaire soit renvoyé au comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Adopté.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

La proposition est adoptée.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Accordé.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Terrebonne (l'honorable J.-A. Chapleau), que lorsque cette Chambre suspendra ses travaux à 6 heures, elle le soit jusqu'à sept heures ce soir.
Adopté.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures

Introduction de bills:

M. E.-T. PAQUET (Lévis): Demande la permission d'introduire un bill intitulé: "Acte relatif aux bateliers et canotiers naviguant entre Québec et Lévis". Il explique que ce bill a pour objet de les exempter de la taxe de \$10 qui pèse sur eux.

M. M. MATHIEU (Richelieu): S'oppose à cette motion disant qu'elle attaque la charte de Québec. Conséquemment, le bill devient un bill privé et ne peut pas être accepté.

Le permission est refusée.

Question de privilège

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il ne se lève pas maintenant pour se plaindre d'une attaque qu'un journal aurait dirigée contre lui. Il n'a pas l'habitude de se plaindre en Chambre de ces attaques, il veut simplement attirer l'attention de la Chambre sur une grave erreur qui s'est glissée dans le rapport qu'un journal, l'Événement, donne aujourd'hui de la discussion qui a eu lieu hier sur le bill des Soeurs de l'Asile de la Providence.

L'Événement lui fait dire: "Cependant je ne puis me cacher que, dans cette Chambre, il y a deux partis, le parti protestant d'un côté et le parti catholique de l'autre".

Il s'élève avec force contre un pareil sentiment, qu'il n'a jamais conçu un seul instant. Ce serait bien triste si un tel état de choses existait dans cette Chambre. Il demande à tous les honorables membres de cette Chambre s'il a jamais exprimé une pareille idée. (Cris de "non! non!" des deux côtés de la Chambre).

Subsides

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil pour les années fiscales expirant le 30 juin 1877 et le 30 juin 1878, et pour d'autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Adopté.

En comité:

M. W. W. LYNCH (Brome): Reconnaît l'importance du bill; mais il y a dans le bill une clause qui pourvoit à l'établissement d'une école scientifique. Cette école devrait être attachée à une université. Il dit que les amendements qu'il a à proposer ont l'appui des commissaires protestants et catholiques dans le bureau d'éducation et dans son district. Il suggérerait 1. que la division d'une municipalité scolaire ne soit faite qu'après que l'inspecteur d'écoles aura fait enquête et rapport, et recommandé la subdivision. Des subdivisions dictées par un zèle malentendu ont déjà fait beaucoup de tort; 2. que les commissaires aient le droit de construire de nouvelles écoles et d'agrandir celles qui existent déjà sans cependant dépasser la somme de \$3,000; 3. que l'on établisse des écoles graduées, de façon que les professeurs n'aient pas à enseigner en même temps les branches de l'éducation supérieure et celles de l'éducation élémentaire; 4. que les commissaires soient autorisées à établir des écoles pour l'éducation supérieure dont le coût serait défrayé par une taxe prélevée sur la municipalité. Le député de Brome rappelle à la Chambre que ces amendements à la loi d'éducation seraient bien vus de la part d'une grande partie de la population des townships de l'Est.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Est d'avis que donner aux commissaires d'écoles le droit de dépenser jusqu'à \$3,000 serait trop étendu. Cependant il prendra en considération les amendements que l'honorable député suggère et si le gouvernement le trouve expédient, il les incorporera dans le bill.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

Arpenteurs

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 77 des Statuts refondus du Canada, concernant les arpenteurs et les arpentages.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins de fer

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre

se forme en comité pour étudier le bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Critique la politique de ce bill.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Affirme que le comté de Pontiac a droit à tous les avantages que lui procure ce bill, après avoir perdu les \$650,000 promises à un chemin de fer dans l'ancien système.

Il dit qu'il veut corriger une erreur qui est arrivée dans certains journaux qui ont publié l'un de ses discours l'autre soir.

Il n'a pas dit, comme on lui a fait dire, que le chemin de fer de Montréal et Ottawa rapporterait 25 pour cent, mais qu'il a été informé de source authentique que lorsque le chemin serait terminé et en état de fonctionner, il rapporterait 5 pour cent.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Si j'en crois certains documents, Monsieur l'Orateur, le gouvernement aurait fait dévier le chemin de fer du nord notablement de la ligne droite. Il y a eu des explorations de faites sur certaines parties du chemin près de l'Assomption. Les explorations qui ont été faites ont coûté jusqu'ici \$15,000. Si ce n'est pas pour changer le tracé, je ne vois pas pourquoi le gouvernement ordonnerait pareilles explorations. Le contracteur se serait mis dans la position de demander des extras. Le gouvernement aurait aussi abandonné l'idée de construire des ponts en bois pour adopter des ponts en fer. Je comprends que le gouvernement, ayant voté un prix fixe pour le chemin, soit obligé aujourd'hui de consolider les fonds votés en faveur de certains chemins pour subvenir à ces nouvelles dépenses. L'honorable procureur général a semblé dire hier soir que le contracteur s'est trouvé dans des difficultés financières et n'a pas pu offrir toutes les garanties aux sous-contracteurs. Si le gouvernement s'engage à donner lui-même des garanties aux sous-contracteurs, très bien. Dès aujourd'hui, Monsieur l'Orateur, en parcourant les résolutions, nous pouvons être convaincus que le chemin de fer du nord coûtera, suivant nos prévisions, plus de \$9,800,000.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Je regrette d'avoir à dire que l'honorable député se trompe sur l'objet des résolutions. S'il avait lu les premières, il aurait vu que le gouvernement n'a pas le droit de dépenser un sou de plus que ce qui a été voté.

L'honorable député semble croire que nous voulons consolider un fonds pour construire exclusivement le chemin de fer du nord.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je n'ai pas dit que le gouvernement a l'intention de

consolider un fonds pour construire exclusivement le chemin de fer du nord, mais j'ai prétendu qu'il se servirait de ce fonds pour encourager généralement les chemins de fer qui pourraient avoir besoin de secours.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Continue d'expliquer et de défendre la politique des chemins de fer du gouvernement. Quant au changement survenu dans le tracé du chemin de fer du nord, le gouvernement décidera de faire passer le chemin là où ce sera le plus avantageux.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Pourvu que cela ne coûte pas plus cher.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Le gouvernement n'est pas prêt à dire si le changement du tracé à L'Assomption coûtera plus cher. Tout ce qu'il peut dire, c'est que le chemin passera dans l'endroit le plus avantageux pour le commerce. Les commissaires ne sont pas autorisés à dépenser plus d'argent qu'il n'en a été voté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il y a une rumeur publique au sujet de la souscription de la corporation de Montréal; je ne sais pas si le gouvernement est informé de la rumeur.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit qu'il n'en sait rien que ce qu'il a vu dans les journaux.

Le comité rapporte le bill sans amendement.

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cité de Saint-Hyacinthe

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe étant lu, il est ordonné que ledit ordre doit être déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Saint-Henri

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. A. W. OGILVIE (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cité de Québec

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de Québec et pour changer la taxe actuelle sur la propriété foncière et pour prélever un nouvel emprunt, étant lu;

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Ajourné!

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Demande que l'ordre soit pris en considération et dit que, si le promoteur du bill ne veut pas procéder, il procédera lui-même avec ce bill.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Parle dans le même sens.

Et remarque étant faite que M. Rinfret dit Malouin a signifié hier son intention d'abandonner ce bill, la question est posée de savoir si un député a le droit d'abandonner une mesure qui a été avancée jusqu'au point où se trouve le présent bill.

M. L'ORATEUR: Décide que, dans son opinion, un bill qui a été abandonné par son promoteur appartient à la Chambre et peut être repris par tout autre député.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose, appuyé par le député de Québec-Ouest (M. J. Hearn), que Monsieur l'Orateur laisse maintenant le fauteuil. Ladite motion est retirée du consentement de la Chambre.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à onze heures, a.m., mardi prochain.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit.

Séance du 26 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à onze heures et quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table:

Par M. Joly, la pétition de l'Université McGill.

Il est ordonné que la pétition de l'Université McGill, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue. Et ladite pétition, demandant des amendements au bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province, est reçue et lue.

Instruction publique

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendement.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que le rapport soit maintenant reçu.

M. W. W. LYNCH (Brome): Said he attached much importance to his amendments of Saturday and regretted that they had not been embodied in the measure, as he believed they would tend to the advantage of the cause of education, and that changes of the sort were greatly needed. Nevertheless, at this late stage of the session, he would not press them.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Was not familiar with the internal working of the educational system, but he thought at the same time that the changes in question were important in one sense, and experience might show that they were of a nature to advantage the different municipalities thereby affected by exempting them from the necessity of sub-division into school districts. At this late period of the session, however, with many Members absent, it might be hazardous to introduce these amendments into the law. The Honourable Gentleman, being a Member of the Council of Public Instruction, might, doubtless, induce that body to try his suggested reforms, from which, at any rate, no great injury could flow for one year, and next year, if approved of, they might be incorporated in the act.

M. W. W. LYNCH (Brome): Agreed for the reasons given to withdraw his amendments, but

moved that they be entered upon the votes and proceedings. Il propose, appuyé par le député de Drummond-Arthabaska (M. W. J. Watts), sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y insérer les amendements suivants:

A la suite de la septième section :

7a) La section trentième dudit chapitre quinzième des Statuts refondus du Bas-Canada est amendée en ajoutant à la suite d'icelle la suivante:

Mais cela ne pourra se faire que dans les cas où la subdivision ou le changement des limites serait recommandé par l'inspecteur ou les inspecteurs d'écoles du district, dont les dépenses se rattachant à toute enquête sur la nécessité ou l'opportunité de telle enquête seront payées par les parties intéressées.

7b) La section trente et unième des Statuts refondus du Bas-Canada est amendée en y ajoutant ce qui suit:

Les commissaires ou syndics de toute ville ou village incorporé qui est ou qui sera ci-après érigé en municipalité scolaire séparée, s'ils le jugent opportun, n'auront pas besoin de diviser en districts scolaires la municipalité scolaire sous leur contrôle, auquel cas toute telle municipalité scolaire sera censée ne former et ne formera qu'un district scolaire.

A la suite de la dixième section:

10a) Le surintendant de l'Instruction publique pourra autoriser les commissaires ou syndics d'écoles de toute municipalité scolaire, n'était pas une ville ou un village incorporé, à construire et entretenir dans tout district scolaire deux maisons d'école ou plus.

10b) Les commissaires ou syndics d'écoles de toute municipalité scolaire qui n'aura pas été divisée en districts scolaires conformément aux dispositions du présent acte, pourront agrandir les édifices scolaires existants, ériger, selon qu'il sera requis pour l'accommodation des élèves dans telle municipalité, une ou plusieurs maisons d'école additionnelles et embellir et améliorer les terrains avoisinant telles maisons ou édifices scolaires; et pour les fins susdites les commissaires ou syndics d'écoles pourront prélever au moyen d'une cotisation spéciale les fonds nécessaires pour rencontrer telles dépenses; pourvu toujours que le montant de ces dépenses n'excèdera jamais dans une année la somme de \$3,000 sans le consentement du surintendant de l'Instruction publique.

A la suite de la onzième section:

11a) Les commissaires ou syndics d'écoles de toute municipalité scolaire qui n'aura pas été divisée en districts scolaires pourront établir un système d'écoles graduées, lorsqu'ils jugeront opportun de le faire pour l'avancement de l'éducation et la meilleure administration des écoles sous leur contrôle avec l'approbation et la sanction du comité catholique ou protestant,

suivant le cas, sur rapport du surintendant de l'éducation.

11b) Les commissaires ou syndics de toute municipalité scolaire pourront, après avoir obtenu le consentement du surintendant de l'éducation, ériger dans les limites de leur municipalité un ou plusieurs édifices scolaires pour les fins de l'éducation supérieure, conformément aux plans approuvés ou fournis par le surintendant et pourront prélever une taxe spéciale sur tous les habitants de telle municipalité pour payer le coût de ces édifices qui en aucun cas n'excédera les limites fixées par le présent acte" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix: Il est ordonné que le rapport soit reçu maintenant et les amendements audit bill sont lus et adoptés.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Octrois à certains chemins de fer

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi concernant les octrois en argent à certains chemins de fer.

Adopté.

En comité:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Suggested an amendment to the effect that Government take the power to pay the sub-contractors and workmen on all the roads, in cases where the contractors had failed to meet their obligations. As to some lines, the power already existed and should extend over all.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie cette proposition.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Se dit contre la suggestion.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Did not see why there should be such sympathy manifested for workmen, who were not forced to labor on those roads. They could leave off at pleasure. Why should a contractor be hampered by a sub-contractor's indebtedness or disputes about wages?

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Did take the position that, if the contractors had been paid in full, the companies should be asked to pay

again. The motion only applied to cases where the contractors had not been paid in full, or where the companies were insolvent. Then the Government should have means to discharge the claims of workmen or sub-contractors.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said he agreed with the Attorney General's view. If the Government undertook to pay out this \$2,000 a mile extra allowed to railways for work already done, the roads might as well shut down at once.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Qu'ils le fassent maintenant !

L'HONORABLE J.-G. ROBERTSON (Sherbrooke): No! The Government gave this money to complete the roads and not to pay debts. If the men worked and were not paid, it was their own look-out. He failed to see why the Government should interfere between the contractor and the sub-contractors and workmen any more than anybody else. So far as his company were concerned, the proposition would not affect them, as the contractors had paid their employees.

L'amendement est retiré.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a adopté des amendements.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Onésiphore D. Labrie au nombre de ses membres".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Lévis à Kennebec".

Bill intitulé: "Acte autorisant la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de sieur Guillaume Morin".

Bill intitulé: "Acte pour corriger une erreur dans l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 40, relatif aux limites du comté de Champlain".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chapitre 93 des Statuts refondus du Bas-Canada, concernant le salaire de certains shérifs".

Bill intitulé: "Acte pour détacher certains terrains de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare et les annexer à la paroisse de Saint-Alphonse dans le comté de Joliette".

Bill intitulé: "Acte divisant la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, en deux municipalités séparées".

Bill intitulé: "Acte pour changer une partie du tracé de la Compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent,

et pour étendre le délai durant lequel ladite compagnie doit compléter et terminer son chemin et définir d'une manière plus claire les droits hypothécaires et privilèges absolus des porteurs de bons de ladite compagnie".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer urbain de Saint-Jean".

Bill intitulé: "Acte passé pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, douzième Vict., chap. 144, intitulé: "Acte pour incorporer les clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, dans le village de l'Industrie, dans le comté de Berthier".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte trente-cinq Vict., chap. quarante-quatre, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal (Hacksmans Union Benefit Society of the City of Montreal)".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant le "Windsor Hotel Company of Montreal".

Bill intitulé: "Acte passé pour incorporer la municipalité du village de Sainte-Cunégonde".

Bill intitulé: "Acte érigeant le township de Bolton en deux municipalités distinctes et séparées pour les fins municipales et scolaires".

Bill intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 38 Vict., ch. 76".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires à émettre des bons préférentiels".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder, tant en son nom que comme administratrices du bien des pauvres dudit Hôtel-Dieu, d'autres biens, meubles et immeubles jusqu'à un certain montant".

Bill intitulé: "Acte pour refondre les divers actes incorporant l'Institut des artisans de Montréal et pour amender lesdits actes et pour établir d'autres dispositions relativement à ladite corporation".

Bill intitulé: "Acte pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la Rivière-Saint-Pierre et pour étendre les pouvoirs".

Aussi le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender et rappeler certains actes et dispositions y mentionnés".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Notariat

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la

première lecture des amendements passés par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 33 intitulé: Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province.

Après quelques interventions, les débats sur cette question sont reportés à la séance de l'après-midi.

Loi de la chasse

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte pour rendre permanents certains actes

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour rendre permanent les divers actes y mentionnés.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Administration de la justice

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmoureny): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jugements rendus à l'étranger

M. J.S.C. WURTELE (Yamaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme

en comité pour étudier le bill pour amender le chapitre 90 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les jugements rendus à l'étranger.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture du dit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comté de Portneuf

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, appuyé par le député de Gaspé (M. P. Fortin), la deuxième lecture du bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Invoque le règlement parce que le bill ne peut pas être présenté sans la recommandation de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, parce qu'il affecte le revenu public et impose un octroi d'argent.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le gouvernement n'a pas l'intention de dépenser de l'argent dans Portneuf à présent, ni pour construire de nouveaux bureaux, ni pour démolir les anciens.

M. L'ORATEUR: Dit qu'il rendra sa décision à la séance de cet après-midi.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P. Garneau), que la Chambre suspend ses travaux jusqu'à trois heures et demie, aujourd'hui.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à deux heures.

Reprise de la séance à trois heures et demie

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Saint-Cyr, la pétition de A.C.P.R. Landry.

Par M. Joly, la pétition d'Ed. Glackmayer et autres, notaires, de la cité de Québec.

Prorogation

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande au gouvernement quand aura lieu la prorogation de la Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Répond que l'intention de Son Excellence le lieutenant-gouverneur est de proroger la Chambre demain si les affaires de cette Chambre et du Conseil sont terminées. Quoi qu'il en soit, la prorogation n'aura pas lieu plus tard que jeudi.

Documents:

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence l'administrateur de la province: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 14 novembre 1876, demandant un état de toutes les sommes dues au gouvernement sur le fonds de bâtisses et de jurés, sur le fonds d'emprunt municipal, sur le prêt aux incendiés de Québec, indiquant séparément le montant dû en capital et celui dû pour intérêt. Et aussi un état de toutes les sommes dues par le gouvernement en vertu de statuts ou autrement et dans les deux cas, à venir au trente de juin dernier. (Documents de la session, no 29).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 14 novembre 1876, demandant un état indiquant les noms des personnes résidant dans tout district de la province et nommées commissaires pour y prendre et recevoir toute déposition sous serment devant servir dans la cour Supérieure ou la cour de Circuit en vertu de l'article 30 du code de procédure civile, cet état indiquant la date et le lieu de la commission, le nom du juge qui l'a émanée, la qualité des personnes nommées et autant que possible leurs résidences actuelles. (Documents de la session, no 30.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 14 novembre 1876, demandant un état indiquant les noms des personnes résidant dans la province de l'Ontario qui ont été nommées commissaires pour prendre et recevoir les dépositions qui doivent servir dans quel-

qu'une des cours de Record de la ci-devant province du Bas-Canada et de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 30 du code de procédure civile, cet état indiquant aussi la date de la commission de ces personnes, le nom du juge qui a émané la commission, le lieu où il l'a émanée, la qualité de ces personnes et autant que possible leurs résidences actuelles. (Documents de la session, no 30.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 27 novembre 1876, demandant un état des sommes d'argent payées au magistrat de district pour le district de Terrebonne pour les frais de voyage de Sainte-Scholastique depuis sa nomination; cet étant devant faire voir le nombre de fois qu'il a exercé ses fonctions de magistrat dans chacune des localités dudit district, et aussi copie de la correspondance échangée avec le gouvernement demandant que ledit magistrat de district fixe sa résidence au chef-lieu du district de Terrebonne. (Documents de la session, no 5).

Et aussi, conformément à une adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 19 décembre 1876, demandant un état indiquant les noms de tous les juges de paix nommés pour le district d'Arthabaska et y résidant. (Documents de la session, no 28).

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, édifices ou salles publiques", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte autorisant la formation de sociétés pour l'amélioration des chemins ruraux et pour la destruction des mauvaises herbes dans la province de Québec", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Protection du public

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P. Garneau), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, édifices ou salles publiques" soit maintenant lu la première fois.

He said that this measure should command the confidence of the House and the public. Catastrophes, attended with deplorable loss of life, had given rise to much uneasiness and called attention to the necessity of increased protection against the terrible results of fires and panics, of which this city had also had very melancholy experience. A law was actually in

force on this head, but it was found that something more was required, and it was therefore proposed to empower the Lieutenant-Governor to authorize such further regulations as might be deemed desirable and prudent to reassure the public mind and better protect human life in theatres and other public edifices. Human art and ingenuity were continually providing new improvements towards this end; and it was consequently not advisable to make any fixed regulations by legislation, which it might be necessary to change tomorrow. It was well known, for instance, that fires in theatres usually originated on the stage; and it had been mentioned to him as a desirable provision that all theatre proprietors should be required to cut off their stage from the auditorium by means of a metal screen or drop. This, and other wise precautionary measures, as they were suggested and approved of, might be enforced by order in Council.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Referred to the desirability of having side or lateral exits to all theatres, in order to relieve the crush which usually took place from such buildings by the front in moments of panic.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Mentioned that the Quebec Music Hall had such exits — two leading into the St. Louis Hotel, and one on the other side, into the Caron property.

La proposition est adoptée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier ledit bill.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Amélioration des chemins ruraux

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Québec-Comté (l'honorable P. Garneau), que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte autorisant la formation des sociétés pour l'amélioration des chemins ruraux et pour la destruction des mauvaises herbes dans la province de Québec" soit maintenant lu la première fois.

Il explique que ce bill a pour but la formation de sociétés du genre de celles pour la protection du gibier, afin d'obliger les municipalités à mettre en force les règlements pour l'entretien des chemins et la destruction des mauvaises herbes.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Dit que ce bill est très important et qu'il ne faut pas en précipiter le passage. Il demande qu'on n'insiste pas sur son passage final maintenant.

La proposition est adoptée.

Comté de Portneuf

Décision de l'Orateur:

M. L'ORATEUR: Donne sa décision sur l'objection faite à la première séance de la Chambre aujourd'hui au bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement, comme suit:

La question d'ordre soulevée est: Le bill pour diviser le comté de Portneuf en deux divisions d'enregistrement entraîne-t-il une charge sur le revenu? Devrait-il être introduit sur résolution?

Je déclare que, d'après la clause 4, il entraîne une charge semblable et devrait être introduit sur une résolution. Le registraire actuel cessant de remplir ses fonctions, le bureau d'enregistrement, d'après cette clause, devra alors être transféré dans la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuveville, et comme l'on n'a pas ajouté le proviso attaché à la clause 6, qui ferait que, dans ce cas, une bâtisse convenable devrait avoir été préalablement fournie par la paroisse, la province pourrait être appelée à faire les frais du nouvel établissement. Je déclare donc que le bill n'est pas dans l'ordre.

Notariat

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 33, intitulé: Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province".

Il est ordonné que lesdits amendements soient lus une seconde fois maintenant. Les amendements sont en conséquence lus une seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie les amendements et fait rapport à la Chambre qu'il a fait un amendement auxdits amendements, lequel est lu et adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel il demande leurs concours.

Salaire de l'Orateur du Conseil législatif et du Solliciteur général

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose que la 31^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à une résolution concernant le salaire de l'honorable Orateur du Conseil législatif et celui de l'honorable solliciteur général.

Adopté.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Propose, appuyé par le député de Montmorency (l'honorable A.-R. Angers), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le traitement de l'Orateur du Conseil législatif et celui de l'honorable solliciteur général.

The state of things had changed since those salaries were first settled. The duties and responsibilities of the different Ministers had greatly increased, so that their whole time was necessarily devoted to the public service. He could see no good reason why gentlemen assuming such labors and responsibilities should be placed upon a footing inferior to their colleagues in respect of remuneration.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur ayant été informé du sujet de cette motion la recommande à la considération de la Chambre.

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Demande...

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Explique qu'actuellement le salaire du président du Conseil est de \$2,400 et celui du solliciteur général, de \$2,800. Il pense qu'il n'est que juste de donner à ces ministres un traitement égal à celui des autres membres du cabinet.

M. C.-E. HOUDE (Nicolet): Dit qu'il ne serait que juste de faire profiter de l'augmentation les membres de cette Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité:

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que le traitement de l'Orateur du Conseil législatif et celui de l'honorable solliciteur général soient portés, à l'avenir, à \$3,750 par année.

Il dit que l'Orateur du Conseil et le solliciteur général ayant une part égale de travail et de responsabilités, il serait injuste de leur payer un traitement plus faible que celui des autres ministres. Il rappelle que lors du changement de la loi sur l'éducation, alors que l'honorable premier ministre cumulait les fonctions de secrétaire provincial et de ministre de l'Instruction publique, il avait renoncé de lui-même à la somme de \$1,000 qu'il avait de plus que ses autres collègues. Il est heureux de saisir cette

occasion pour constater ce fait. Il est convaincu que la Chambre comprendra la justice de cette résolution et l'adoptera sans opposition.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que le désintéressement de l'honorable premier ministre était ce qu'on devait attendre d'un homme aussi distingué que lui. Il ne voit que justice à ce que les traitements soient augmentés.

La proposition est adoptée.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Demande la permission d'introduire un bill basé sur ladite résolution.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'il n'y a pas besoin d'un bill pour atteindre le but désiré et que les traitements de l'Orateur du Conseil et du solliciteur général peuvent être augmentés en vertu d'un ordre en conseil.

L'HONORABLE L.R. CHURCH (Pontiac): Withdrew the bill saying he would look into the matter, and, if necessary, would re-introduce it.

Octrois à des chemins de fer

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer, étant lu;

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le député de Rimouski (M. A. Chauveau), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en amender la seconde section, comme suit :

Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra exiger que, sur l'augmentation du subside accordé par la présente section aux compagnies de chemins de fer y mentionnées, la somme de mille piastres par mille, des parties non complétées de ces chemins de fer soit employée à parfaire ces parties de chemin et à payer ce qu'elles pourront devoir pour le droit de passage, la main-d'oeuvre et les sous-contrats" soient mis à la place.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): S'oppose à la motion en disant qu'en changeant l'emploi de leurs octrois les compagnies s'exposeraient certainement à des embarras, et dans bien des cas ne pourraient pas poursuivre les travaux de la construction.

Ne pouvant écouler leurs obligations, les

compagnies seraient paralysées et ainsi la province perdrait les subventions déjà accordées.

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Se prononce en faveur de l'amendement disant qu'il n'est que juste de protéger les ouvriers et les sous-contracteurs, de même que les propriétaires dont les terrains sont traversés par la voie du chemin de fer.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Le comité fait rapport qu'il a passé des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Saisie de gages de journaliers

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le député de Maskinongé (M. M. Houde), la deuxième lecture du bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Fait observer à l'honorable député de Trois-Rivières que la session est trop avancée pour que la Chambre puisse donner à cette mesure toute l'attention qu'elle mérite. Il pense qu'il vaudra bien la retarder et il est certain que les commissaires qui auront à s'occuper de la codification considéreront sérieusement la suggestion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il est tout à fait en faveur du bill et que la mesure est juste, du moment qu'elle n'a pas un effet rétroactif. Il pense toutefois qu'elle est de nature à être nuisible aux ouvriers, car elle les empêchera d'obtenir du crédit.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Dit qu'il n'a pas encore pu le faire imprimer en langue anglaise. Il expose longuement l'objet philanthropique du bill; la protection qu'il est destiné à apporter aux ouvriers; les poursuites vexatoires auxquelles il les soustrait. Il dit que c'est avec regret qu'il consent à retirer son bill. Ce bill complète ce qu'on appelle le homestead de l'ouvrier. En même temps, il met les marchands ou autres, ou les créanciers sur leurs gardes et les oblige d'être prudents.

Il promet à la Chambre de revenir l'an prochain avec le même bill, avec la certitude d'être plus heureux et de le voir devenir loi.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je saisis cette occasion pour reconnaître ici que l'ouvrier, le pauvre journalier est souvent exposé à des poursuites vexatoires. Ces pauvres ouvriers qui

vivent au jour le jour, voient quelquefois le fruit de leurs travaux pendant la semaine saisi par un ou des créanciers inhumains. Il est bien vrai que le créancier doit être protégé, mais le bill de l'honorable député des Trois-Rivières n'a pas d'effet rétroactif; ce serait autrement une injustice envers le créancier. L'ouvrier doit être protégé dans une grande mesure et le bill en question devait certainement lui donner la protection dont il a besoin. Une législation à ce sujet est absolument nécessaire.

La proposition est retirée, du consentement de la Chambre.

Interpellations:

Administration de la justice

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Demande s'il est parvenu à la connaissance du gouvernement que la section du Barreau de Trois-Rivières se plaint de la manière dont la justice est administrée dans ce district, et si c'est l'intention du gouvernement de faire les démarches nécessaires auprès de qui de droit, pour protéger les justiciables de la province de Québec et en particulier ceux du district des Trois-Rivières.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il est parvenu à la connaissance du gouvernement que les affaires judiciaires se sont accumulées dans le district des Trois-Rivières pour les raisons pour lesquelles le gouvernement a cru devoir apporter quelques amendements à la loi qui régit la cour Supérieure. Dans cette loi, il y a une clause qui autorise le juge en chef à envoyer un juge dans un endroit où il en est besoin. Reste au juge en chef d'agir avec tout le discernement possible en pareilles circonstances.

Agence des terres à Sherbrooke

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Le gouvernement a-t-il l'intention de transporter à Sherbrooke le bureau d'agence des terres de Saint-François, chose qui fut différée sous les administrations précédentes, jusqu'au décès de M. Farwell, alors agent, en considération de son grand âge et à qui l'éloignement de Robinson aurait imposé une condition trop pénible pour changer de localité.

L'HONORABLE P. GARNEAU (Québec-Comté): La question est sous considération.

Commissaire des incendies de Québec

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender l'acte 39 Vict., chap. 32, de manière à faire payer par les municipalités de la banlieue de la cité de Québec et de la ville de Lévis l'augmentation de salaire du commissaire

des incendies et le coût des enquêtes tenues dans ces localités.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Il n'entre pas dans les vues du gouvernement d'amender l'acte à cette date de la session.

Bureau de cadastre dans Huntingdon

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): En l'absence du député de Huntingdon (M. Cameron), je ferai l'interpellation suivante au gouvernement. Mais je lui ferai remarquer qu'il y a eu quelque chose de passé dans le texte. Je lis donc:

Le gouvernement a-t-il l'intention d'établir un bureau de cadastre dans le comté de Huntingdon, conformément aux promesses qui ont été faites durant les sessions de 1873-74 et 1874-75 (alors qu'il avait l'impression que M. Cameron le supportait.) (Cris: Ecoutez! Ecoutez!) Sinon, si c'est l'intention du gouvernement d'étendre les privilèges du cadastre audit comté, et quand?

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Monsieur l'Orateur, je considère la question comme venant du député de Huntingdon lui-même. Le gouvernement se hâtera de compléter le cadastre. Quant aux promesses, il n'en a jamais été faites.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Commissaire des incendies de Québec

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. J. Shehyn), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant séparément le nombre d'enquêtes tenues par le commissaire des incendies dans la cité de Québec, dans la ville de Lévis et dans les municipalités de la banlieue, ainsi que le coût de chacune de ces enquêtes.

Adopté.

Mines d'or dans le township de Ditton

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération les résolutions suivantes:

1. Qu'il est constaté, par le rapport de L.-S. Rivard, inspecteur des mines d'or, en date du 5 septembre dernier et adressé à l'honorable commissaire des Terres de la couronne, lequel rapport a été mis devant cette Chambre en réponse à une adresse votée le 6 décembre courant, qu'une étendue de terrain considérable contenant une superficie d'environ quatre mille

deux cent dix acres du domaine public, située dans le township de Ditton, dans la division aurifère de Saint-François, et divisée en trente-sept lots, fut vendue à divers individus aux conditions ordinaires d'établissement; qu'ensuite tous ces lots furent transportés à M. Horace Sawyer et patentés en sa faveur en 1866, mais que l'honorable J.H. Pope est maintenant en possession de ces lots, comme propriétaire, et les occupe à ce titre depuis l'émission desdites lettres patentes et même auparavant.

2. Qu'il est constaté de plus, par ledit rapport, que ces terrains sont des terrains aurifères.

3. Que contrairement à la clause expresse contenue dans toutes les lettres patentes desdits lots qui, dans le cas où une mine d'or serait trouvée sur lesdits lots, oblige les concessionnaires à donner avis de la découverte de ladite mine d'or au gouverneur, lieutenant-gouverneur ou administrateur, suivant le cas, dans les six mois à dater de la découverte de ladite mine, sous peine d'annulation des lettres patentes, ledit honorable J.H. Pope, après avoir découvert de l'or sur lesdits lots, l'a exploitée pendant plusieurs années sans donner l'avis qu'il devait donner, sous peine de résiliation desdites lettres patentes, et que personne n'a donné cet avis pour lui.

4. Que ledit honorable J.H. Pope a dernièrement demandé au gouvernement d'amender lesdites lettres patentes émanées en 1866, en en retranchant ladite clause résolutoire.

5. Que depuis l'émission desdites lettres patentes, ledit honorable J.H. Pope n'a jamais fait aucune déclaration au gouvernement tel que requis par la loi et les règlements, constatant la quantité d'or extraite par lui sur lesdits lots et qu'il n'a rien payé au gouvernement pour ladite exploitation.

6. Que cette Chambre espère que le gouvernement protégera les intérêts de la province, en refusant d'accorder la demande de l'honorable J. H. Pope.

7. Que, de plus, cette Chambre est d'opinion qu'il est à propos que le gouvernement reprenne possession, le plus tôt possible, de tout ce territoire, pour l'ouvrir à la colonisation et pour admettre tous ceux qui se conformeront à la loi, à exploiter l'or sur lesdits terrains aux conditions et sujet aux règlements en force en cette province.

J'entrerai dans peu de détails sur les résolutions que je mets devant la Chambre. Je suis déjà entré dans bon nombre de détails qui ont dû paraître assez longs.

Les résolutions que je vais mettre entre vos mains, je demanderais la permission de les lire

et de les commenter. Je demanderai, avant de les lire, la permission d'appeler l'attention du gouvernement sur le rapport de M. Rivard. S'il y avait moyen d'attirer les mineurs dans cette partie du pays, ce serait le moyen le plus efficace pour la colonisation de ce côté. Je pourrais citer l'opinion de M. Chicoine que l'on cite comme une autorité en matière de colonisation. S'il y avait moyen, Monsieur l'Orateur, de créer cette fièvre que les Anglais appellent gold fever, on verrait accourir des centaines d'émigrants de toutes les parties du monde; beaucoup, probablement, ne réussiraient pas, mais un grand nombre y recueilleraient des bénéfices et s'établiraient dans le pays. Nous avons ici deux divisions aurifères dans le pays; celle de la Beauce, qui malheureusement, n'a pas été livrée à l'exploitation publique, et celle de Saint-François. D'après les rapports des principaux géologues du pays, M. Selwyn et autres, ces divisions aurifères sont des plus riches. M. Rivard, inspecteur des mines d'or, fut chargé il y a quelque temps de visiter certains terrains aurifères dans le township de Ditton. J'ai ici le rapport de sa visite. Il y a une certaine condition résolutoire qui fut posée pour l'exploitation des terrains aurifères; elle disait que le propriétaire de certains terrains aurifères qui n'avait pas fait rapport dans six mois de la découverte d'or trouvé après l'émanation des lettres patentes, verrait lesdites lettres patentes annulées.

L'honorable M. Pope veut aujourd'hui faire annuler cette condition résolutoire. Maintenant, je dis sincèrement à la Chambre que si je soulève la question, ce n'est pas pour faire prendre un vote de non-confiance envers le gouvernement; c'est parce que moi-même je suis tellement convaincu de l'importance de ces terrains aurifères que j'ai voulu me mettre moi-même à l'oeuvre avec l'aide de la Chambre pour que tous ensemble nous puissions arriver au résultat le plus pratique. L'honorable M. Pope a demandé au gouvernement, par une lettre, l'annulation de la condition résolutoire dont j'ai parlé plus haut. Le gouvernement, d'après les informations que j'ai prises, ne lui a pas encore répondu.

J'espère que le gouvernement voudra bien prendre la question en sa sérieuse considération et voudra bien ne pas acquiescer à la demande de l'honorable M. Pope.

M. Joly fait alors remarquer qu'il est 6 heures et qu'il continuera ses remarques à la séance du soir.

A six heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

Cité de Québec

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les différents actes incorporant la cité de Québec, et pour changer la taxe actuelle sur les immeubles et pour prélever un nouvel emprunt.

Il parle des amendements rédigés par le comité des citoyens et proteste contre ces amendements qui tendent à établir un état de choses inhumain et tyrannique à l'égard des citoyens de Québec.

Adopté.

En comité:

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Donne lecture des résolutions adoptées par l'assemblée publique des citoyens, le 25 du courant, à la salle Jacques-Cartier.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose l'adoption de ces amendements.

Vote étant pris en comité sur les amendements, il en résulte que 17 votent contre et 17 pour. Le président du comité, M. Robertson, vote pour, ce qui met à 18 le nombre de ceux qui ont voté en faveur des amendements.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a fait des amendements.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le député de Québec-Centre (M. F. Rinfret dit Malouin), que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le bill soit renvoyé de nouveau au comité de toute la Chambre avec instruction de retrancher les amendements faits au dit bill" soient mis à la place.

Je ne veux pas occuper le temps de la Chambre longtemps; mais je ferai remarquer ceci: c'est qu'en comité nous nous sommes sérieusement et longuement occupés de la ville de Québec et de son bill; les délibérations du comité ont duré deux jours. Nous avons pris les mesures nécessaires pour donner satisfaction à tous les partis. Mais voilà qu'au dernier moment, à la veille de la prorogation, on vient nous proposer une nouvelle série d'amendements dont nous n'avons jamais eu connaissance.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Prend la défense des amendements et dit que le bill n'aura pas d'effet rétroactif; l'ouvrier qui a déjà une propriété en bois pourra la garder. Il y aura un officier spécial chargé de mettre la loi en opération. Cet officier, salarié par la corporation, en sera complètement indépendant.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Mon honorable ami n'a sans doute pas lu la clause 8e de ces amendements, quand il dit que ces amendements n'ont pas d'effet rétroactif. Voici une copie que l'honorable député de Québec-Centre m'a passée.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que l'amendement dont l'honorable député parle n'existe pas et qu'il a eu une mauvaise copie.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Cette copie des amendements m'a été donnée par le greffier des bills privés, M. Lemoine, et porte aussi sa signature. Il ajoute que ces amendements n'ont jamais vu le jour dans le comité des bills privés.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que ces amendements ont été soumis au comité des bills privés mais qu'ils ne sont venus que vers la fin de la séance.

M. J. SHEHYN (Québec-Est): Fait remarquer qu'alors il n'y avait au comité que des représentants de compagnies d'assurance et qu'on en a ajourné la prise en considération.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cela fait voir l'inconvénient qu'il y a de s'occuper à la dernière heure d'amendements aussi importants et qui se contredisent autant.

M. L.-O. LORANGER (Laval): Dit qu'il est contre ces amendements, parce qu'ils ne sont pas le résultat d'une entente entre la corporation et les citoyens.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Fait un plaidoyer en faveur des amendements.

M. A. TURCOTTE (Trois-Rivières): Est d'avis qu'à cette heure une série d'amendements aussi importants ne devraient pas être pris comme cela en considération, à la hâte. La ville de Québec n'est pas dans un danger immédiat. Je vois dans la charte de la cité de Québec qu'il y a justement des clauses conçues absolument dans le même esprit que les amendements. Il me semble que les citoyens y trouveront toute la protection suffisante, s'ils veulent se donner la peine d'en prendre connaissance.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

Pour: MM. Bachand, Chauveau, DeBeaujeu, Deschênes, Fortin (Montmagny), Fradette, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Joly, Lacerte, Lalonde, Loranger, Martin, Paquet, Rinfret dit Malouin, Shehyn, Saint-Cyr, Turcotte et Verreault, 20.

Contre: MM. Angers (proc. gén.), Baker (Sol. gén.), Champagne, Chapleau, Church, Dulac, Fortin (Gaspé), Garneau, Hearn, Kennedy, LaRue, LeCavalier, Lynch, McGauvran, Robertson, Roy, Sawyer, Thornton et Watts, 19.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de retrancher les amendements faits audit bill.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. F. RINFRET DIT MALOUIN (Québec-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour détacher une certaine portion de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier, et l'annexer à la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, municipales et autres".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant l'instruction en ce qu'elle concerne la cité de Sherbrooke".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 2042 du code civil".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 7, intitulé: "Acte pour obliger les assureurs à prendre une licence".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte du département du Trésor de cette province, 31 Vict., ch. 9".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., ch. 23, concernant les magistrats de district".

Bill intitulé: "Acte pour amender et refondre les actes concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte amendant les actes concernant l'institution charitable connue sous le nom de "Les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal" et étendant ses pouvoirs".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire

faire un plan de ladite municipalité et pour définir le mode de procédure à suivre pour déclarer ce plan obligatoire pour tous intéressés, et pour d'autres fins".

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour ériger une nouvelle municipalité de village, dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce".

Bill intitulé: "Acte incorporant la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal".

Et bill intitulé: "Acte érigeant le village de la Pointe-au-Pic en une municipalité séparée".

Village de la Pointe-au-Pic

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour ériger le village de la Pointe-au-Pic en une municipalité séparée".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Société des artisans canadiens-français de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Paroisse de Notre-Dame-de-Grâce

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce".

Adopté.

Lesdits amendements étant lus une seconde fois, sont adoptés avec un amendement.

Le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements en y faisant un amendement, auquel elle demande leur concours.

Paroisse de Saint-Louis

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour déclarer qu'à l'avenir toute la paroisse de Saint-Louis, située partie dans le comté de Richelieu et partie dans le comté de Saint-Hyacinthe, formera partie dudit comté de

Richelieu, étant lu:

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.
Il est ordonné que le bill soit retiré.

Code municipal

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements.

Adresse au lieutenant-gouverneur:

Palais de justice de Montréal

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose, appuyé par le député de Saint-Hyacinthe (M. P. Bachand), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, exposant que l'on a affirmé devant cette Chambre que le montant requis pour payer les débentures émises pour la construction du palais de justice de Montréal, en vertu des dispositions des actes 12 Vict., chap. 112 et 18 Vict., ch. 164, avec l'intérêt et aussi pour payer toutes les dépenses additionnelles encourues dans la construction dudit palais de justice, et tout autre montant dépensé depuis pour entretien, réparation et assurance d'icelui, a été prélevé par une taxe et qu'il a été affirmé de plus que, d'après les dispositions des actes ci-dessus mentionnés, la perception des droits provenant des timbres apposés sur les procédures légales et de la taxe d'un par cent sur les perceptions et les dépôts requis par le premier acte ci-dessus mentionné, devraient être abolis maintenant, et demandant qu'il plaise à Son Excellence de donner instruction à l'auditeur des comptes publics de cette province de vérifier le rapport fait sur le fonds créé par l'acte en premier lieu mentionné et par l'acte 13 et 14 Vict., chap. 94, et de faire mettre une copie de ce rapport devant cette Chambre.

Adopté.

Mines d'or dans le township de Ditton

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question proposée aujourd'hui, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je regrette beaucoup d'être obligé de mettre de nouveau l'attention de la Chambre à contribution. Je passerai en revue les diverses résolutions que j'ai l'honneur de proposer.

La première se lit comme suit :

1. Qu'il soit constaté, par le rapport de L.-S. Rivard, inspecteur des mines d'or, en date du 5

septembre dernier, et adressé à l'honorable commissaire des Terres de la couronne, lequel rapport a été mis devant cette Chambre en réponse à une adresse votée le 6 décembre courant, qu'une étendue de terrain considérable contenant une superficie d'environ quatre mille deux cent dix acres du domaine public, située dans le township de Ditton, dans la division aurifère de Saint-François, et divisé en trente-sept lots, fut vendue à divers individus aux conditions ordinaires d'établissement; qu'ensuite tous ces lots furent transportés à M. Horace Sawyer et patentés en sa faveur en 1866, mais que l'honorable J.H. Pope est maintenant en possession de ces lots, comme propriétaire, et les occupe à ce titre depuis l'émission desdites lettres patentes et même auparavant.

La seconde est comme suit:

2. Qu'il est constaté de plus, par ledit rapport, que ces terrains sont des terrains aurifères.

Ces deux résolutions sont parfaitement établies par le rapport.

3. Que contrairement à la clause expresse contenue dans toutes les lettres patentes desdits lots qui, dans le cas où une mine d'or serait trouvée sur lesdits lots, oblige les concessionnaires à donner avis de la découverte de ladite mine d'or au gouverneur, lieutenant-gouverneur ou administrateur, suivant le cas, dans les six mois à dater de la découverte de ladite mine, sous peine d'annulation des lettres patentes, ledit honorable J. H. Pope, après avoir découvert de l'or sur lesdits lots, l'a exploité pendant plusieurs années sans donner l'avis qu'il devait donner, sous peine de résiliation desdites lettres patentes, et que personne n'a donné cet avis pour lui.

A propos de cette troisième résolution, je ferai remarquer que j'ai remis au gouvernement les lettres patentes, avant 6 heures.

4. Que ledit honorable J. H. Pope a dernièrement demandé au gouvernement d'amender lesdites lettres patentes émanées en 1866, en en retranchant ladite clause résolutoire.

Quant à cette clause, je dirai que le gouvernement a la lettre de M. Pope lui-même. Je n'ai qu'à prendre les paroles de l'honorable commissaire des Terres qui a dit qu'il avait la lettre de M. Pope en considération.

5. Que depuis l'émission desdites lettres patentes, ledit honorable J. H. Pope n'a jamais fait aucune déclaration au gouvernement tel que requis par la loi et les règlements, constatant la quantité d'or extraite par lui sur lesdits lots et qu'il n'a rien payé au gouvernement pour ladite exploitation.

Cette cinquième résolution, je n'ai pour l'établir qu'à citer le rapport de M. Taché lui-même.

M. Pope dit qu'il n'a pas fait de rapport parce qu'il n'y avait pas d'inspecteur de mines d'or dans la division Saint-François.

Si M. Pope voulait faire un rapport, il n'avait pas besoin de chercher à faire sa déclaration à

un inspecteur. Il aurait pu venir s'adresser au département des terres de la couronne.

Les résolutions que je propose sont simplement un énoncé de faits parfaitement corroborés.

Voyons la sixième.

6. Que cette Chambre espère que le gouvernement protégera les intérêts de la province en refusant d'accorder la demande de l'honorable M. Pope.

J'espère que le gouvernement comprendra qu'en proposant cette résolution, je n'ai nullement en vue d'entreprendre quelque chose d'hostile contre lui. Comme je l'ai dit en commençant, je ne veux pas que la Chambre déclare par son vote qu'elle n'a pas confiance dans le gouvernement; mes dispositions sont parfaitement sincères.

7. Que, de plus, cette Chambre est d'opinion qu'il est à propos que le gouvernement reprenne possession, le plus tôt possible, de tout ce territoire, pour l'ouvrir à la colonisation et pour admettre tous ceux qui se conformeront à la loi à exploiter l'or sur lesdits terrains, aux conditions et sujets aux règlements en force en cette province.

Je ne crois pas, Monsieur l'Orateur, être trop sévère en proposant cette résolution. Je ne crois pas que la propriété du minerai d'or ou d'argent aille avec la propriété foncière, mais qu'au contraire elle revient à la couronne. C'est un principe reconnu et qui a été proclamé déjà par plusieurs jugements. Dans un acte de 7 clauses, la 33e Vict., chap. 29, nous avons donc reconnu ce droit au gouvernement. J'espère donc en terminant que le gouvernement verra en bonne part les résolutions que je propose.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Dit qu'il n'a jamais vu pareille motion devant la Chambre. Cette motion est une violation complète de notre constitution. Elle a pour objet de vouloir dicter au gouvernement ce qu'il doit faire, de lui enlever le droit de régir les divers départements. C'est tout à fait inconstitutionnel. Où va la responsabilité du gouvernement si on veut lui dicter un acte administratif avant que cet acte soit fait?

La motion a pour effet ensuite d'ériger la Chambre en tribunal de justice; elle la forcerait de juger M. Pope sans preuve ex parte. Le rapport de M. Rivard est basé sur des on-dit, et c'est sur ce rapport que l'honorable député a basé ses résolutions, ainsi que sur les informations de M. Abraham Lorrain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Et du foreman de M. Pope.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Continue à attaquer la position prise par l'honorable député de Lotbinière; il croit que l'honorable député a été trompé par ceux qui l'ont informé; que la motion, quoique dans l'ordre, est inconstitutionnelle et implique un

vote de non-confiance; que quant à la colonisation que l'honorable député veut encourager en créant la fièvre de l'or, elle ne réussira pas, comme il le croit. Il faut se défier d'inspirer la fièvre de l'or.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): L'honorable procureur général dit que la motion ne rencontre pas le but que je me propose. Eh bien! Monsieur l'Orateur, je soutiens que la fièvre de l'or est un agent considérable de colonisation. Pourquoi la colonisation a-t-elle marché si vite dans la patrie; c'est parce que les canadiens revenant des Etats-Unis croyaient à l'existence de l'or dans cette partie du pays.

CRIS: Hear! Hear!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): On crie: Hear! Hear! Je ne sais pas, Monsieur l'Orateur, quel sera le sort de ma motion, mais l'avenir me donnera certainement raison.

Maintenant on dit qu'il ne faut pas juger une personne sans l'entendre. Mais le rapport de M. Rivard est prêt depuis quelque temps et la demande de M. Pope a été faite auparavant; et depuis un mois que j'ai fait la demande, le gouvernement n'aurait-il pas eu le temps de transmettre copie du rapport à M. Pope? L'honorable député fait plusieurs remarques et termine en disant que le gouvernement lui-même hésitera à se rendre à la demande de l'honorable M. Pope.

M. W. SAWYER (Compton): Fait l'historique des mines d'or du township de Ditton et de la question.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Tout en déclarant qu'il n'est pas prêt à se rendre à la demande de l'honorable M. Pope, il considère la motion comme inconstitutionnelle et comme proposant un vote de non-confiance. Il propose donc en amendement la motion suivante, appuyé par le député des Deux-Montagnes (M. C.-L. Champagne), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots "cette Chambre a confiance que le gouvernement fera ce que la justice et l'intérêt public exigent relativement à certains lots de terre patentés en faveur de M. Horace Sawyer en 1866, et dont la propriété est réclamée aujourd'hui par l'honorable J. H. Pope" soient mis à la place.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Prend la parole et appuie la position prise par le député de Lotbinière. Sa motion a eu pour effet d'attirer l'attention publique sur la question et il est bien certain que le gouvernement ne fera pas aujourd'hui sur la demande de M. Pope ce qu'il aurait fait autrement. Le député de Lotbinière a donc rendu un grand service au public.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix:

Il est résolu que cette Chambre a confiance que le gouvernement fera ce que la justice et l'intérêt public exigent, relativement à certains lots de terre patentés en faveur de M. Horace Sawyer en 1866, et dont la propriété est réclamée aujourd'hui par l'honorable J.H. Pope.

Adresses au lieutenant-gouverneur:

Nomination de M. Emery Lalonde

M. R. S. DE BEAUJEU (Soulanges): Propose, appuyé par le député de Richelieu (M. M. Mathieu), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des honorables ministres, ou toute autre personne quelconque concernant la nomination de M. Emery Lalonde junior comme assistant-secrétaire du bureau du cadastre des comtés de Soulanges et de Vaudreuil.

Adopté.

Registreur du comté de Soulanges

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose, appuyé par le député de Nicolet (M. C.-E. Houde), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie d'une plainte portée par le conseil du comté de Soulanges contre le registreur du comté.
2. Copie du rapport fait par Benj. Globenski, écuyer, de l'inspection du bureau dudit registreur.
3. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et le registreur ou toute autre personne au sujet des plaintes portées contre ledit bureau d'enregistrement.

Adopté.

L.-H. Masson

M. E. LALONDE (Vaudreuil): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre:

1. Copie d'une action et de tous les témoignages s'y rattachant, intentée à la cour du Recorder à Montréal, par J.-B. Jules Prévost, écuyer, contre L.-H. Masson, écuyer, greffier du magistrat stipendiaire siégeant dans le comté de Soulanges.
2. Copie d'une requête devant Charles Ouimet, écuyer, magistrat stipendiaire, siégeant dans le comté de Soulanges, contre ledit L.-H. Masson, écuyer, avec copie du jugement rendu à la suite de cette enquête.

3. Copie du jugement et les témoignages s'y rapportant sur une enquête nisi rendu le 11 décembre courant par J.-O. Joseph, écuyer, dans la cause de Duncan McIntosh, requérant, vs. Luc H. Masson, mis en cause. Adopté.

Rapport de comités:

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Présente à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des industries.

Votre comité a pris en considération un rapport par écrit que lui a soumis M. Piret sur le résultat des expériences qu'il a faites chez messieurs Bisset et compagnie, dans le but de séparer l'acide titanique du minerai de fer provenant de la mine de Saint-Urbain, sur les causes de non succès des opérations de ces mines, à cet endroit; et suggérant aussi des changements à faire dans le mode de construction des fourneaux de Saint-Urbain pour pouvoir fabriquer la fonte à meilleur marché.

Votre comité croit que les suggestions faites par M. Piret, dans son rapport, sont de la plus haute importance et méritent la sérieuse considération du public et particulièrement de tous ceux qui sont engagés dans l'industrie minière.

C'est pourquoi votre comité à l'honneur de soumettre ledit rapport ci-annexé de M. Piret, comme son quatrième rapport.

Le tout respectueusement soumis,

C.-L. Champagne,
Président.

Assemblée législative,
Québec, 26 décembre 1876.

A Monsieur L.-C. Champagne, M. P.,
Président du comité de l'industrie
de la Chambre législative.

Monsieur le président,

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous être présenté par le révérend A. Labelle, curé de Saint-Jérôme, pour expérimenter un procédé de fabrication pouvant débarrasser la fonte de Saint-Urbain du titanium qu'elle renferme, vous avez résolu de me faire faire certaines expériences chez MM. George Bisset et cie, de cette ville.

Ces expériences, faites en présence de ces messieurs, métallurgistes à Québec, et des personnes qui ont bien voulu y assister, ont répondu aux engagements que j'avais pris devant le comité de l'industrie; les fontes produites par mon procédé ont été rendues malléables; elles ont été mises au tour et tournées avec la plus grande facilité; elles ont été battues à froid et battues à chaud à la forge. Les échantillons restent à la disposition du comité.

L'opération s'est faite comme suit:

Cinq cents livres de fonte blanche, grenue, de Saint-Urbain, de première fusion, ont été placées dans un fourneau Cubilot pour les liquéfier.

Par l'addition de mon procédé, elles ont été rendues malléables et à grain d'acier.

J'ai donc donné à cette fonte des qualités nouvelles déclarées impossibles avant l'essai.

Sur votre observation, M. le Président, qu'il serait désireux d'agir directement par mon procédé sur le minerai, pour en connaître le résultat, j'ai traité directement, au creuset, le minerai de Saint-Urbain, sans grillage préalable, afin de produire en première fusion une fonte malléable de toute première qualité, à prix réduit.

L'augmentation des frais, dans les deux cas, ne peut se compter, le coût du procédé ne dépassant pas 27 à 30 cents par tonne.

La fonte du minerai au creuset a donné un produit si extraordinaire en qualité, qu'il ne peut être comparé à aucune fonte de première fusion offerte sur le marché du Canada, ou sur les marchés des Etats-Unis. La Suède seule pourrait rivaliser par de telles fontes, et j'en appelle aux plus grands métallurgistes du Canada.

Les échantillons sont à la disposition des connaisseurs.

Dans cette opération directe sur le minerai, j'ai obtenu, au lieu de fonte blanche, intraitable, une fonte grise, malléable, supérieure en qualité à aucune fonte faite en Canada.

Ainsi, ces échantillons ont été limés, battus à froid, battus à chaud sans s'égrenier aucunement; mais au feu de forge, ils ont acquis des qualités nouvelles lorsqu'ils ont été plongés dans un réfrigérant, puis soumis à de nouveaux essais, et martelés sur l'enclume, par M. George Bisset lui-même.

Ce progrès est immense, M. le Président, et dépasse tout ce que vous pouviez désirer de mon procédé. Il permet au pays de mettre à profit non seulement les mines, les hauts fourneaux de Saint-Urbain, mais d'implanter au Canada l'industrie du fer; l'exploitation sur une grande échelle des minerais titaniques répandus à profusion dans les Laurentides.

La production du fer, dans des conditions économiques, peut devenir la richesse du Canada. Le pays peut ne plus être tributaire de ses voisins et porter ses produits, aussi bien que la Suède, sur les marchés anglais et français.

Aujourd'hui, M. le Président, vous me demandez à combien je puis fournir une tonne de fonte malléable, sortie des hauts fourneaux de Saint-Urbain.

Ici, la réponse devient plus difficile pour moi, ne connaissant ni Saint-Urbain, ni vos montagnes des Laurentides que j'aurai besoin d'explorer afin de mieux approprier, par des fondants ou des mélanges ferrugineux, tout ce qui peut contribuer à rendre plus facile à fondre vos minerais titaniques.

La question du combustible peut être ainsi grandement réduite.

Dans l'état actuel et d'après les données qui m'ont été fournies par M. O. Gauthier, M. P., je pense qu'il est impossible d'arriver à un succès, parce que la fonte grenue, blanche, produite par les hauts fourneaux de Saint-Urbain, demande dans les conditions les plus favorables, de 190 à

237 minots de charbon pour faire une tonne de fonte.

Le coke serait donc plus avantageux, mais la fonte restera toujours blanche, intraitable, par suite de quelques vices dans la construction même des hauts fourneaux, ou parce que cette fonte est le produit du dérangement des matières dans le fourneau.

En principe, il est reconnu que ces fontes blanches, grenues, font du mauvais fer; elles sont impropres à bien des usages, parce qu'elles restent toujours à l'état de fusion pâteuse.

Par le procédé Player de N.Y., le minerai de Saint-Urbain a été fondu, dans de petits fourneaux, avec une soufflerie donnant une température réglée de 10000°.

On a dépensé 2 tonnes de houille pour 2 1/2 tonnes de minerai, 15 qtx de pierre à chaux et 10 qtx de lave compacte.

La fonte produite contenait peu de carbone, le puddlage s'en est fait facilement et a produit un fer malléable ayant une grande force de tension.

Il résulte donc de tout ceci et de mes observations sur le minerai, sur la fonte blanche de Saint-Urbain :

1. Qu'une étude approfondie doit être faite sur les lieux, pour s'assurer des vices de construction qui peuvent, ou doivent exister aux deux hauts fourneaux de Saint-Urbain, et pour explorer les montagnes, afin de rechercher les fondants, base de fer, ou de manganèse, propres au minerai de titanium, qui économiseraient grandement le combustible.

2. De rendre ces hauts fourneaux, par des changements peu coûteux, économiques; l'un, propre à la fonte au coke, l'autre, à la fonte au bois, afin d'éviter, en cas de grève, l'arrêt du travail par des prétentions élevées sur le prix du charbon de bois.

3. Il faut produire, dans les deux hauts fourneaux, des fontes grises, malléables, en première fusion, avec vos minerais titaniques, par mon procédé, qui n'augmente aucunement les frais.

Ces fontes pourront alors rivaliser sur le marché du pays, sur le marché anglais contre celles de Suède de première qualité, faites au bois.

Elles seront propres, au sortir du fourneau, à la fonte des poêles, aux objets d'ornement, aux objets mécaniques de toutes sortes.

L'affinage de cette fonte, ou sa transformation en fer malléable, vous laissera une assez grande marge, attendu qu'il se vend 42, 45 piastres, sur le marché de Montréal, et vos qualités de fer seront toujours supérieures par mon procédé de fabrication, qui n'ajoute rien au frais.

L'affinage, le corroyage, vous donneront aussi des fers qui égaleront en force de tension, en résistance, celle du fer forgé.

Les rails faites de ce fer ne seront jamais susceptibles de se déchirer, de s'écailler, comme celles employées aujourd'hui, et auront l'avantage, sur l'acier, de ne point se briser.

On sait du reste que, dans la pratique, les rails en fer, de qualité supérieure, sont préférés aux rails en acier, parcequ'ils sont moins susceptibles de se casser et que l'on évite ainsi bien des accidents.

En résumé, Saint-Urbain est appelé, par sa situation, par les établissements qui existent déjà, et dont une nouvelle compagnie peut profiter, à produire, par des procédés économiques, les meilleures fontes, les meilleurs fers, avec son minerai titanique.

Le prix de revient d'une tonne de fonte brune, malléable, propre à mettre en usage au sortir du fourneau, ne peut excéder le prix de vingt, vingt-et-une piastres si les changements reconnus utiles, économiques sont faits aux hauts fourneaux et que la production se fasse sans arrêt, pour et autant que les fours peuvent fondre en vingt-quatre heures.

Ajoutant aux établissements les fours à puddler, les fours à réchauffer, des creusets pour produire l'acier avec les rognures de tôle,

un laminoir, la compagnie des mines de Québec pourra défier, par ses prix, par ses qualités de fers et d'aciers la concurrence des Etats-Unis aussi bien que celle de l'Angleterre.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'expression sincère de mes sentiments distingués.

J.-M. Piret.

Hôtel Saint-Louis, Québec,
29 décembre 1876.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à onze heures, a.m.

La Chambre s'ajourne à une heure quarante.

Séance du 27 décembre 1876

Sous la présidence de l'honorable L.-J. Beaubien

La séance s'ouvre à onze heures trente.

Dépôt de pétitions:

Par M. Watts, la pétition de John McCay et autres des townships de Durham et Wickham.

Impressions

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Parle des retards survenus dans les impressions; il a proposé que pour éviter ces retards, à l'avenir, l'imprimeur de la Reine reçoive avis de s'assurer des ressources des bureaux d'imprimerie pour exécuter leurs jobs et que l'imprimeur de la Reine soit personnellement tenu responsable de la production en temps et lieu des documents parlementaires imprimés.

Date des sessions

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention du gouvernement local sur une question très importante: celle de convoquer les Chambres en janvier au lieu de novembre. Il dit que dans l'intérêt des marchands et des hommes de profession faisant partie de cette Chambre, il serait mieux à l'avenir de convoquer le Parlement dans le mois de janvier. Il dit que l'acte de la Confédération exige que les Chambres locales ne s'assemblent pas un intervalle plus long que douze mois; mais qu'on pourrait parer à cet inconvénient en ajournant la Chambre demain et en la prorogeant le 15 janvier prochain.

Le député de Lotbinière fait remarquer au gouvernement que janvier est le mois de la morte-saison pour tout le monde et qu'il y aurait par conséquent moins d'inconvénients à convoquer les Chambres dans ce mois, vu que le commerce a à peu près fini ses inventaires et que les hommes d'affaires jouissent généralement d'une plus grande liberté qu'en aucun autre temps de l'année.

M. W. W. LYNCH (Brome): Dit qu'il faut de toute nécessité que la Chambre se réunisse au commencement de l'automne ou au mois de janvier, car il est pénible pour les représentants de passer les fêtes de Noël loin de leurs familles.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il est difficile pour les ministres d'avoir les rapports de leurs départements imprimés pour le 1er novembre et qu'il voit là un argument de plus en faveur de sa suggestion, demandant que la convocation des Chambres n'ait lieu que dans le mois de janvier.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorcency): Tout en faisant remarquer que la seule objection qu'il y aurait à ce changement serait les élections municipales et d'autres affaires, au nom du gouvernement, il déclare que la sugges-

tion est excellente et qu'elle sera prise sérieusement en considération.

Rapports de comités:

M. C.-L. CHAMPAGNE (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par le député de Richelieu (M. M. Mathieu), que cette Chambre concoure dans le quatrième rapport du comité permanent des industr Adopté.

Adresse au lieutenant-gouverneur :

Fonds des bâtisses et des jurés

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose, appuyé par le député de Montréal-Ouest (M. J. W. McGauvran), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les montants payables ou payés, sous l'autorité de la section 12 de la clause 16, du chapitre 109 des Statuts refondus du Bas-Canada, par les municipalités de chaque comté pour leur contribution au fonds de bâtisses et de jurés depuis l'imposition de ladite contribution jusqu'à l'année dernière.

Le député de Gaspé dit qu'il fait cette motion pour amener le gouvernement à répartir d'une façon plus équitable cette contribution entre les municipalités. Pour montrer l'inégalité des contributions à ce fonds entre les municipalités, il donne le tableau suivant :

	<u>Municipalités</u>	<u>\$</u>
Argenteuil.	10	12
Bagot	11	132
Beauce	14	336
Beauharnois	7	192
Bellechasse	11	132
Berthier	10	120
Bonaventure	13	316
Brome	5	60
Chambly	11	132
Champlain	16	192
Charlevoix	12	144
Chateauguay	7	84
Chicoutimi et Saguenay	18	433
Compton	22	264
Deux-Montagnes	14	350
Dorchester	13	156
Drummond et Arthabaska	28	564
Gaspé	20	480
Hochelaga	13	156
Huntingdon	9	108
Iberville	7	84
Jacques-Cartier	10	120
Joliette	11	248
Kamouraska	14	350
Laprairie	6	72
L'Assomption	10	120
Laval	6	72
Lévis	12	144

	Municipalités	\$
L'Islet	8	96
Lotbinière	14	168
Maskinongé	8	96
Mégantic	11	132
Missisquoi	12	3 2
Montcalm	10	120
Montmagny	8	108
Montmorency	7	84
Montréal-Ouest		
Montréal-Centre		1,632
Montréal-Est		
Napierville	7	84
Nicolet	16	180
Ottawa	33	816
Pontiac	20	240
Portneuf	15	180
Québec-Est		
Québec-Ouest		1,440
Québec-Centre		
Québec-Comté	12	144
Richmond et Wolfe	20	240
Richelieu	10	264
Rimouski	19	480
Rouville	11	132
Saint-Hyacinthe	8	216
Saint-Jean	6	144
Saint-Maurice	8	96
Shefford	13	156
Sherbrooke (ville) \$150	4-24	246
Soulanges	7	84
Stanstead	9	108
Témiscouata	19	310
Terrebonne	14	168
Trois-Rivières (ville)	--	113
Vaudreuil	7	84
Verchères	9	96
Yamaska	11	132
Total		\$14,581

L'HONORABLE L. R. CHURCH (Pontiac): Dit qu'il partage l'opinion de l'honorable député que le gouvernement est décidé à apporter toute son attention à cette question.

L'HONORABLE G. B. BAKER (Missisquoi): Dit que l'application du système est excessivement défectueuse dans les comtés de Brome et de Missisquoi.

La proposition est adoptée.

Code municipal

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour amender de nouveau certains articles du code municipal de la province de Québec, étant lu,

il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec des amendements, lesquels sont lus et adoptés.

M. W. W. LYNCH (Brome): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Message du Conseil législatif

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte des clauses générales de l'incorporation des villes".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer "The Protestant Home for Friendless Women".

Aussi, le Conseil législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre aux amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 33, intitulé: "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province".

Aussi le Conseil législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre à leur amendement au bill intitulé: "Acte pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce".

Et, aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Berthier et l'acte qui l'amende".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des mines de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour régler le flottage de bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François."

Compagnie des mines de Québec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des mines de Québec".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ville de Berthier

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil

législatif au bill intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de Berthier et l'acte qui l'amende".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Flottage du bois sur la rivière Saint-François

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour régler le flottage du bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François".

Ledit amendement étant lu une seconde fois est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Protection du public

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de cette session pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, les édifices et les salles publiques.

Accordé.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la deuxième lecture du dit bill. Adopté.

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose la troisième lecture du dit bill. Adopté.

Il est résolu que le bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender l'acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, édifices ou salles publiques, passé à la présente session".

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Windsor Hotel Company of Montreal

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte passé durant cette session, intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer "The Windsor Hotel Company of Montreal".

Accordé.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la deuxième lecture dudit bill. Adopté.

M. J. S. C. WURTELE (Yamaska): Propose la troisième lecture dudit bill. Adopté.

Il est résolu que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'article 499 du code municipal de la province de Québec.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement, lequel est lu et adopté.

M. M. MATHIEU (Richelieu): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Comité permanent des industries

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Missisquoi (l'honorable G. B. Baker), que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le paiement d'une somme de \$50, dépensée par le comité permanent des industries dans certaines expériences métallurgiques.

Il informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur, ayant été informé du sujet de cette résolution, la recommande à la considération de la Chambre.

La proposition est adoptée.

En comité:

Il est résolu que l'Orateur de cette Chambre soit autorisé à payer la somme de cinquante piastres dépensée par le comité permanent des industries pour faire faire certaines expériences métallurgiques, pourvu que ceci ne soit pas considéré comme un précédent, et que les témoins entendus devant ce comité soient taxés et payés, sans changer en aucune manière la règle de cette Chambre qui décrète que les témoins entendus devant les comités permanents ne seront pas taxés ni payés.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé une résolution, laquelle est lue et adoptée.

Amélioration des chemins ruraux

Le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour pourvoir à la formation de sociétés pour l'amélioration des chemins ruraux, et pour la destruction des mauvaises herbes dans la province de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Indemnité des députés

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Dit que le gouvernement a l'intention de se conformer à la coutume suivie à Ottawa, c'est-à-dire de ne payer à un député ayant pris son siège après l'ouverture de la session qu'une indemnité proportionnée au temps durant lequel il a siégé.

Ajournement

Il est résolu que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à quatre heures, p.m., aujourd'hui.

La Chambre suspend ses travaux à deux heures.

Reprise de la séance à quatre heures

Message du Conseil législatif:

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe".

Bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1877 et le 30 juin 1878, et pour d'autres fins du ressort du service public".

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour ériger le village de West Farnham en ville", avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Farnhamville

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour ériger le village de West Farnham en ville".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Ajournement

L'HONORABLE A.-R. ANGERS (Montmorency): Propose, appuyé par le député de Pontiac (l'honorable L. R. Church), que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à onze heures, a. m.

La séance est levée à cinq heures quarante-cinq.

Séance du 28 décembre 1876

La séance s'ouvre à onze heures

Message du Conseil législatif :

L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 8, intitulé: "Acte pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chap. 77 des Statuts refondus du Canada, concernant les arpenteurs et les arpentages".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, les édifices publics et les salles publiques", passé à la présente session.

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte amendant l'acte d'incorporation de la "Windsor Hotel Company" de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour amender le chap. 90 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les jugements rendus hors de cette province".

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la vente pure et simple de deux immeubles substitués par le testament de feu Thomas Barron et autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province".

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer et pour autres fins".

Bill intitulé: "Acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri".

Bill intitulé: "Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'article 499 du code municipal de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour diviser la municipalité de La Malbaie, dans le comté de Gaspé, district de Gaspé, en deux municipalités séparées".

Et, de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé: "Acte pour rendre permanents certains actes y mentionnés".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de Québec, et pour changer la taxe actuelle sur la propriété foncière et pour prélever un nouvel emprunt".

Bill intitulé: "Acte concernant la Compagnie d'assurance mutuelle du comté d'Hochelaga".

Acte pour rendre permanents certains actes

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour rendre permanents certains actes y mentionnés".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de Québec et pour changer la taxe actuelle sur la propriété et pour prélever un nouvel emprunt".

Ledit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

Compagnie d'assurance mutuelle du comté d'Hochelaga

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour changer le nom de la Compagnie d'assurance mutuelle du comté d'Hochelaga".

Lesdits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur par Samuel Staunton Hall, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Acte pour amender et rappeler certains actes et dispositions y mentionnés.

Acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, édifices ou salles publiques.

Acte changeant le nom de William Taylor, gentilhomme de la cité de Montréal, en celui de William Taylor Lindsay.

Acte incorporant "l'Eglise Emmanuel, Montréal" (Emmanuel Church, Montreal).

Acte pour autoriser le recteur et les marguilliers de l'Eglise de Saint-Jude, de la paroisse de Saint-Jude, dans le diocèse de Montréal, à vendre ladite église et la propriété sur laquelle elle est construite, et à construire une autre église ailleurs.

Acte amendant l'acte incorporant la Bourse de Montréal.

Acte pour incorporer l'association connue sous le nom de "Union des loueurs de voitures et chevaux de la cité de Montréal" (Hackmen's Union Benefit Society of the City of Montreal).

Acte autorisant le bureau des examinateurs pour l'examen des candidats pour l'admission à la pratique des arpenteurs dans le Bas-Canada (province de Québec) à admettre, après examen, William Crawford à la pratique de la profession d'arpenteur.

Acte incorporant l'Eglise universaliste de la province de Québec.

Acte pour autoriser le Barreau de la province de Québec à admettre Onésiphore D. Labrie, au nombre de ses membres.

Acte pour refondre et amender l'acte pour incorporer la ville de Berthier et l'acte qui l'amende.

Acte d'incorporation de la ville de Saint-Henri.

Acte passé pour amender et refondre les actes concernant la profession médicale et la chirurgie dans la province de Québec.

Acte pour incorporer la société de l'union des menuisiers de Québec.

Acte pour autoriser la communauté des Religieuses hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Québec à acquérir et posséder, tant en son nom que comme administrant le bien des pauvres dudit Hôtel-Dieu, d'autres biens meubles et immeubles, jusqu'à un certain montant.

Acte pour incorporer la Compagnie des terres de Montréal.

Acte concernant l'aqueduc de Saint-Jean.

Acte divisant la municipalité du township de Cox, dans le comté de Bonaventure, district de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Acte incorporant la Société des artisans canadiens-français de la cité de Montréal.

Acte pour détacher de la municipalité de la paroisse de Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, un certain lopin de terre et l'annexer à la municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-de-Neuville, dans le même comté.

Acte pour amender l'acte trente-cinq Victoria, chapitre quarante-quatre, concernant le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges.

Acte autorisant l'association pharmaceutique de la province de Québec à admettre William Whitehead, comme licencié en pharmacie.

Acte amendant les actes concernant l'institution charitable connue sous le nom de "Les Soeurs de l'Asile de la Providence, de Montréal" et étendant ses pouvoirs.

Acte passé pour refondre les divers actes incorporant l'Institut des artisans de Montréal, et pour amender lesdits actes et pour établir d'autres dispositions relativement à ladite corporation.

Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de Québec Central.

Acte des clauses générales des corporations de ville.

Acte pour amender l'acte concernant l'organisation du service civil de la province, 31 Vict., ch. 8.

Acte pour établir un fonds de retraite et de secours en faveur de certains employés publics et de leurs familles.

Acte autorisant la refonte des Statuts généraux de la province de Québec.

Acte pour amender la loi concernant la cour Supérieure.

Acte pour rendre permanents les divers actes y mentionnés.

Acte pour amender et refondre les lois de la chasse en cette province.

Acte pour amender le chapitre 93 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant le salaire de certains shérifs.

Acte concernant la déclaration que devront faire les compagnies incorporées.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant les plans cadastraux.

Acte pour changer partie du tracé de la compagnie du chemin de fer de jonction du lac Champlain et du Saint-Laurent, étendre le délai durant lequel ladite compagnie doit compléter et terminer son chemin et définir d'une manière plus claire les droits hypothécaires et privilèges absolus des porteurs de bons de ladite compagnie.

Acte pour amender le chapitre 90 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les jugements rendus hors de cette province.

Acte incorporant "The Beebe Plain Advent Camp Meeting Association".

Acte incorporant la Compagnie du cimetière de Fairmount.

Acte érigeant le township de Bolton en deux municipalités distinctes et séparées pour les fins municipales et scolaires.

Acte concernant la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du comté d'Hochelaga.

Acte passé pour autoriser la corporation du village de Notre-Dame-de-Grâce à faire faire un plan de ladite municipalité et pour définir le mode de procédure à suivre pour déclarer ce plan obligatoire pour tous les intéressés, et pour d'autres fins.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des Trois-Rivières, 38 Vict., chap. 76.

Acte passé pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, douzième Victoria, chap. 144, intitulé: "Acte pour incorporer les clercs paroissiaux ou cathéchistes de Saint-Viateur, dans le village d'Industrie, dans le comté de Berthier".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., ch. 33, intitulé: "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province".

Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., ch. 23, concernant les magistrats de district.

Acte concernant la construction du palais de justice de Québec.

Acte amendant le chemin de fer urbain de Saint-Jean.

Acte érigeant le village de la Pointe-au-Pic en municipalité séparée.

Acte amendant le nouveau l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, (32 Vict., ch. 51).

Acte amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin à lisses de Lévis et Kennébec.

Acte autorisant la vente d'un certain bien-fonds substitué par le testament de sieur Guillaume Morin.

Acte pour détacher certains terrains de la paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare et les annexer à la paroisse de Saint-Alphonse, dans le comté de Joliette.

Acte pour amender l'acte incorporant "The Windsor Hotel Company of Montreal".

Acte pour incorporer la Compagnie des mines de Québec.

Acte passé pour incorporer "The Montreal Open Stock Exchange".

Acte pour changer le nom et les limites de la municipalité du village de la Rivière Saint-Pierre et pour étendre ses pouvoirs.

Acte passé pour incorporer la municipalité du village de Sainte-Cunégonde.

Acte divisant la municipalité du township de la Malbaie, dans le comté de Gaspé, district de Gaspé, en deux municipalités séparées.

Acte pour détacher une certaine portion de la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier et l'annexer à la paroisse de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, municipales et autres.

Acte pour amender l'article 2042 du code civil.

Acte pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Acte pour amender de nouveau les divers actes incorporant la cité de Québec et pour prélever un nouvel emprunt.

Acte pour autoriser la Compagnie canadienne de viande et de produits alimentaires à émettre des bons préférentiels.

Acte pour incorporer le "Protestant Home for Friendless Women".

Acte pour ériger le village de West-Farnham en ville.

Acte pour amender l'article 499 du code municipal de la province de Québec.

Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique en ce qu'elle concerne la cité de Sherbrooke.

Acte pour ériger une nouvelle municipalité de village dans la paroisse de Notre-Dame-de-Grâce.

Acte pour régler le flottage du bois de corde sur la partie non navigable de la rivière Saint-François.

Acte pour corriger une erreur dans l'acte de cette province, 39 Vict., chap. 40, relatif aux limites du comté de Champlain.

Acte concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec.

Acte pour amender la loi concernant les octrois en argent faits à certains chemins de fer, et pour autres fins.

Acte pour amender le chapitre 77 des Statuts refondus du Canada, concernant les arpenteurs et les arpentages.

Acte passé pour autoriser la vente pure et simple de deux immeubles substitués par le testament de feu Thomas Barron, et autres fins.

Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., ch. 7, intitulé: "Acte pour obliger les assureurs à prendre une licence".

Acte pour amender l'Acte du département du Trésor de cette province, 31 Vict., ch. 9.

Acte pour amender l'acte de cette province, 39 Vict., ch. 8 intitulé: "Acte pour aider à subvenir aux fins de l'administration de la justice".

Acte pour amender l'acte pour pourvoir à la sûreté et à la protection du public dans les théâtres, édifices ou salles publiques, passé à la présente session.

Acte amendant l'acte pour amender l'acte incorporant "The Windsor Hotel Company of Montreal".

L'Orateur de l'Assemblée législative :

Qu'il plaise à votre Excellence:

Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1877 et le 30 juin 1878, et pour d'autres fins du ressort du service public", lequel je prie humblement Votre Excellence de vouloir sanctionner.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Le lieutenant-gouverneur: Honorables messieurs du Conseil législatif, messieurs de l'Assemblée législative, appelé à remplir la charge importante de lieutenant-gouverneur de cette province, devenue vacante par le décès de mon regretté prédécesseur, je ne puis laisser passer cette occasion sans rendre hommage à la mémoire de cet homme d'Etat, dont la longue carrière a été un honneur pour lui et pour le pays.

Ce sera mon ambition, comme c'est mon devoir, de me conformer à l'esprit de la constitution sous laquelle nous avons le bonheur de vivre.

Je suis heureux de vous féliciter sur le zèle et l'assiduité que vous avez montrés dans l'étude des mesures importantes qui vous ont été soumises.

J'espère que le résultat de vos travaux sera de donner une nouvelle impulsion aux grandes améliorations entreprises dans la province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous offre mes remerciements pour la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides nécessaires.

Honorables messieurs et messieurs,

Je fais des vœux pour votre bonheur et celui de vos familles ainsi que pour la prospérité de notre province.

L'ORATEUR DU CONSEIL LEGISLATIF:
Honorables messieurs du Conseil législatif, et messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur que cette Législature provinciale soit prorogée jusqu'au mardi, le sixième jour de février prochain, pour être alors ici tenue, et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à mardi, le sixième jour de février prochain.